études de l'iue sur la postalphabétisation et l'éducation continue 5

STRATEGIES D'APPRENTISSAGE POUR LA POSTALPHABETISATION ET L'EDUCATION CONTINUE AU BRESIL, EN COLOMBIE, EN JAMAIQUE ET AU VENEZUELA

Résultat d'un projet international
de l'Institut de l'Unesco pour l'Education
organisé en coopération avec
la Commission Allemande pour l'Unesco, Bonn

R.H. DAVE, A. OUANE, A.M. RANAWEERA (éditeurs)

Avec les contributions de
A.M. COUTINHO, L.M. CARMO CHAVES ET
V. GALVAO; L. HURTADO;
M. MOULTON-CAMPBELL ET A. VALBUENA PAZ

institut de l'unesco pour l'éducation
hambourg

STRATEGIES D'APPRENTISSAGE POUR LA POSTALPHABETISATION ET L'EDUCATION CONTINUE AU BRESIL, EN COLOMBIE, EN JAMAIQUE ET AU VENEZUELA

Résultat d'un projet international
de l'Institut de l'Unesco pour l'Education
organisé en coopération avec
la Commission Allemande pour l'Unesco, Bonn

Feldbrunnenstrasse 58
D 2000 Hambourg 13
République Fédérale d'Allemagne

ISBN: 92 820 2042 8

Imprimé par

Robert Seemann, Bramfelder Str. 55
D 2000 Hamburg 60, Tel. 61 89 46

études de l'iue sur la postalphabétisation et l'éducation continue

A paraître dans la serie:

1. **Les stratégies d'apprentissage pour la postalphabétisation et l'éducation continue: une perspective trans-nationale**

   par R.H. Davé, D.A. Perera et A. Ouane
   avec les contributions de H.S. Bhola et Anil Bordia
   ISBN 92 820 2038 X

2. **Stratégies d'apprentissage pour la postalphabétisation et l'éducation continue au Mali, au Niger, au Sénégal et en Haute-Volta**

   avec les contributions de A. Ouane, O. Kané, F. Badiane, et P.T. Ilboudo
   ISBN 92 820 2039 9

3. **Stratégies d'apprentissage pour la postalphabétisation et l'éducation continue au Kenya, au Nigeria, en Tanzanie et au Royaume-Uni**

   avec les contributions de
   D. Macharia, Ch.O. Akinde, Z.J. Mpogolo et A. Stock
   ISBN 92 820 2040 1

4. **Stratégies d'apprentissage pour la postalphabétisation et l'éducation continue en Chine, en Inde, en Indonésie, au Népal, en Thailand et au Viet-Nam**

   avec les contributions de Li Jiyuan; D.V. Sharma;
   A. Iskandar, U. Sihombing et al.; L.N. Belbase;
   N. Suntornpithug et Le Son
   ISBN 92 820 2041 X

5. **Stratégies d'apprentissage pour la postalphabétisation et l'éducation continue au Brésil, en Colombie, en Jamaïque et au Vénézuela**

   avec les contributions de A.M. Coutinho, L.M. Carmo Chaves
   et V. Galvão; L. Hurtado; M. Moulton-Campbell et A. Valbuena Paz
   ISBN 92 820 2042 8

6. **Stratégies d'apprentissage pour la postalphabétisation et l'éducation continue en Algérie, en Egypte et au Koweit**

   avec les contributions de A. Fetni; A.F. Galal; Y. Al-Sharah et D. Khabbas

   ISBN 92 820 2045-2

Toutes editées par R.H. Davé, A. Ouane et D.A. Perera

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS

L'Institut de l'Unesco pour l'Education (IUE) mène depuis 1972 une recherche fondamentale aussi bien qu'une recherche orientée vers le développement sur le concept de l'éducation permanente et ses implications pour les réformes éducatives et le développement. L'Institut a axé l'essentiel de ses activités sur les implications pratiques de ce concept en relation avec les objectifs et contenus de l'éducation, les stratégies d'apprentissage, l'évaluation et la formation des enseignants, le tout couvrant le large spectre des systèmes d'apprentissage aussi bien formels que non-formels et diffus. Ce programme est entrepris ayant en vue aussi bien les intérêts des pays développés que ceux des pays en développement.

Un des domaines importants d'application des principes de l'éducation permanente dans les pays en développement est lié aux programmes de postalphabétisation et d'éducation continue. Cette présente publication est le fruit de quelques travaux de l'Institut dans ce domaine particulier.

Il est important de noter dans cette optique qu'un grand nombre de pays en développement ont récemment lancé à l'échelle nationale des programmes d'alphabétisation de masse des adultes en complément à leurs efforts de généralisation de l'enseignement primaire pour les enfants en âge scolaire. Ce sont là, évidemment, des efforts louables en direction de la démocratisation de l'éducation en dépit de l'existence de problèmes financiers et autres.

Il a été, néanmoins, observé que les néo-alphabètes qui ont acquis l'alphabétisation par l'intermédiaire de tels programmes ont d'énormes difficultés à la retenir. Qui plus est, un certain nombre d'entre eux reste exposé à l'analphabétisme

de retour, si des mesures de suivi appropriées ne sont élaborées à temps. Ce même phénomène d'analphabétisme de retour a été également constaté au niveau des enfants ayant abandonné prématurément l'école. Par ailleurs, l'alphabétisation est aussi perçue comme une étape importante vers l'éducation permanente et la recherche d'une meilleure qualité de vie non seulement pour soi-même mais aussi pour sa famille et sa communauté. La question essentielle à résoudre est donc la suivante: *Comment amener les néo-alphabètes adultes et les jeunes ayant quitté l'école, à maintenir les compétences acquises?* Il est essentiel que ceux qui sont une fois initiés aux connaissances instrumentales en lecture, écriture et calcul puissent rendre ce gain permanent à travers les programmes de postalphabétisation.

Ces programmes ne se bornent pas seulement à des doses correctives destinées à garantir la rétention et la stabilisation de l'alphabétisme. Spécialement conçus dans la perspective de l'éducation permanente dans le but d'améliorer la qualité de la vie des individus et de leurs collectivités, ces programmes nécessitent la continuation de l'apprentissage de manière flexible en se servant des compétences déjà acquises et l'application des connaissances aux grands processus de développement. Ce qu'il faut, c'est élaborer des programmes de postalphabétisation et d'éducation continue remplissant les trois objectifs que sont, (i) la *rétention* et la *stabilisation* des acquis de la phase d'alphabétisation; (ii) la *continuation* de l'apprentissage au-delà de l'alphabétisation initiale, et (iii) l'*application* de ces connaissances pour améliorer plusieurs aspects de la vie personnelle, sociale et professionnelle. *Comment pourrait-on y parvenir?* - est la question cruciale qui se pose.

A la lumière de ces éléments et d'autres facteurs similaires le besoin d'asseoir des programmes appropriés de postalphabétisation et d'éducation continue est âprement ressenti dans tous les pays qui se sont engagés dans des campagnes d'alphabétisation et d'éducation de masse. C'est sur cette toile de fond et face à une telle situation que l'Institut de l'Unesco pour l'Education a lancé en 1980 un important projet de recherche et de formation basée sur la recherche sur le Développement de Stratégies d'Apprentissage pour la Postalphabétisation et l'Education Continue des Néo-Alphabètes dans la perspective de l'Education Permanente.

Sur ce plan, le cadre global de l'éducation permanente s'avère utile à examiner, puisqu'il prône

(1) que les programmes d'alphabétisation et de post-alphabétisation doivent être regardés comme un *continuum* au sein de l'éducation *totale* visant la réduction des inégalités et tendant ainsi à l'accroissement de la *démocratisation*;

(2) qu'une telle éducation ne doit pas être acquise par le seul système *formel* mais aussi au moyen du système *non-formel* et même grâce aux possibilités d'apprentissage *diffus* créées par les média écrits et les média non-imprimés aussi bien des types modernes que traditionnels;

(3) que les stratégies doivent être *souples* et offrir un *choix alternatif d'approches* assorties aux individus et aux groupes auxquels ils appartiennent d'après leurs conditions locales;

(4) que ces stratégies doivent accorder une attention particulière à certains *groupes ayant des besoins spéciaux* tels que les femmes, les jeunes, etc.;

(5) qu'il devrait y avoir un degré croissant d'*indépendance* et d'*auto-direction* de l'apprentissage, et

(6) que l'apprentissage doit être *intégré* aux domaines personnel, social et professionnel de la vie de l'apprenant.

C'est dans cette large perspective éducationnelle qu'a été entreprise une série d'études de cas en collaboration avec des travailleurs de terrain en provenance de plusieurs pays. Les expériences concrètes ainsi recueillies donnent un aperçu valable de l'identification et de la catégorisation des techniques d'apprentissage. Ces études permettent également de comprendre aussi bien la portée que les limites des différentes stratégies et d'examiner les préalables en même temps que les écueils à tenir à l'oeil dans leur conception et leur application. En vue de procéder le plus tôt possible à la

diffusion des acquis de la recherche et d'autres informations y afférentes, une série de séminaires internationaux et régionaux de formation a été organisée. Ces séminaires de formation basés sur la recherche ont été tenus pour des personnes clés travaillant directement sur le terrain au niveau national et ayant à charge la responsabilité de concevoir et de réaliser les programmes d'alphabétisation, de postalphabétisation et d'éducation continue. Les auteurs respectifs des études de cas ont été employés comme personnes ressources lors des séminaires de formation et les premières versions de leurs études ont constitué la base du matériel d'apprentissage utilisé. Ces études de cas vont désormais, après révision, faire l'objet d'une publication à l'intention des "décideurs", des praticiens et chercheurs dans le domaine en question. L'Institut entame à cette fin une nouvelle série sur ses études en matière de postalphabétisation et d'éducation continue.

Le premier volume de la série présente une synthèse des différentes études de cas ainsi que les apports faits sous diverses formes par l'encadrement lors des séminaires internationaux et régionaux menés dans le cadre de ce projet intégré de recherche et de formation axée sur la recherche. Il renferme, par ailleurs, deux études traitant de la problématique débattue d'un point de vue international, rédigées par deux éminents spécialistes, M. Anil Bordia et Professeur Harban S. Bhola, tous membres du réseau international mis en place dans la phase initiale de ce projet. Les volumes subséquents contiennent les études de cas nationales. Le présent volume est le cinquième de la série. Il contient les études de cas de l'Amérique latine et des Caraïbes, notamment du Brésil, de la Colombie, de la Jamaïque et du Venezuela. A leurs auteurs, Mme. Ana Maria Coutinho, Mme. Lena Maria Carmo Chaves et Mme. Vilma Galvao (Brésil), M. Lino Hurtado Bolivar (Colombie), Mme. Miriam Moulton-Campbell (Jamaïque) et M. Antonio Valbuena Paz (Venezuela), à leurs organisations et services respectifs dont les spécialistes ont apporté une précieuse contribution à l'IUE, à tous les chercheurs qui ont préparé les études nationales ainsi qu'à tous les participants des séminaires de formation, nous exprimons notre profonde gratitude.

Nos remerciements particuliers vont au Ministère de la Culture et des Affaires Sociales du Kenya, au Ministère de l'Education et de la Culture de l'Inde, au Ministère de l'Education Nationale du Venezuela ainsi qu'à leurs commissions

nationales respectives pour l'Unesco non seulement pour avoir abriter les séminaires régionaux de formation mais aussi pour l'assistance multiforme qu'ils ont accordée à ces programmes. De même, nous avons hautement apprécié le travail accompli par les dynamiques équipes locales mises en place par nos coordonnateurs nationaux M. David Macharia au Kenya, M. D.V. Sharma en Inde et Professeur Antonio Valbuena Paz au Venezuela. Qu'ils trouvent ici l'expression de toute notre reconnaissance pour leur précieuse collaboration.

N'eusse été la généreuse aide extra-budgétaire consentie à l'IUE par la République Fédérale d'Allemagne à travers la Commission Allemande pour l'Unesco, Bonn, ce projet impliquant plusieurs chercheurs et participants en provenance d'un grand nombre de pays en développement n'aurait pas vu le jour. Nous sommes profondément redevables au Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne et à la Commission Allemande pour l'Unesco du soutien accordé à cet important projet. Dr. Hans Meinel, Secrétaire Général de la Commission Allemande pour l'Unesco a témoigné un intérêt personnel pour cette entreprise à laquelle il n'a cessé d'accorder un soutien actif dès la phase de démarrage du projet. Dr. Hans-Wolf Rissom de la Commission Allemande pour l'Unesco a pris une part décisive aux multiples aspects du projet et apporté son concours inappréciable dans sa réalisation. Mme Judith Schwefringhaus aussi a apporté son concours sur le plan organisationnel et dans d'autres aspects. Dr. Gisela Steffens de la Commission Allemande pour l'Unesco qui a remplacé Dr. Rissom au début de 1985 a témoigné un profond intérêt pour le projet et a également contribué à sa réalisation.

Dans la phase initiale du projet, l'IUE a bénéficié du soutien de la Fondation Allemande pour le Développement International (DSE). A cet égard la participation et la collaboration de Dr. Joseph Müller ont été particulièrement appréciées.

Nous avions également obtenu une fructueuse coopération et une orientation judicieuse de la part du Siège de l'Unesco. M. Paul Mhaiki et Dr. John Ryan de la Division de l'Education Primaire, de l'Alphabétisation, de l'Education des Adultes et du Développement Rural (ED/PLA), ont prodigué des conseils et offert leur collaboration dans la planification et l'exécution des différentes phases du projet. Dr. Ryan a aidé à encadrer un séminaire international et un autre séminaire régional de

formation pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, tandis que M. Camillo Bonani, M. Jong Gyu Kim et Dr. Arthur Gillette de la même division sont respectivement intervenus dans l'encadrement des séminaires de formation pan-africain, asien et arabe. De même, M. Haïdara et M. Tai Afrik du Bureau Régional de l'Unesco pour l'Education en Afrique (BREDA) et M. Raja Roy Singh et M.T. Sakya du Bureau Régional pour l'Education en Asie et dans le Pacifique (ROEAP) ont pour leur part épaulé la programmation et la conduite des séminaires africain et asien. Pour le séminaire de formation mené en Amérique Latine et dans les Caraïbes nous avons joui de la collaboration de Dr. Maria E. Dengo de Vargas du Bureau Régional de Coordination de l'Unesco à Caracas, des Drs. Romero Lozano, Donald Lemke et José Rivero, tous du Bureau Régional de l'Unesco pour l'Education en Amérique Latine et dans les Caraïbes (OREALC). M.A. Yousuf, Directeur du Bureau Régional de l'Unesco pour l'Education dans les Etats Arabes (UNEDBAS) et M.A. Yousif, Conseiller Régional du même Bureau ont apporté leur contribution à la conduite du séminaire de formation pour les Etats Arabes. A tous nous sommes très reconnaissants.

Dr. Adama Ouane et M. A.M. Ranaweera de l'IUE ont travaillé d'arrache-pied sur ce projet. Dr. Lekh Nath Belbase et Mme Mercy A. de Armengol ont respectivement été étroitement associés à la phase asienne et latino-américaine. Dr. Adama Ouane et Mme J. Diolez ont prêté main forte pour éditer et traduire les manuscrits. Mme J. Diolez a pris la responsabilité d'assurer la dactylographie des textes pour la publication. A tous j'adresse mes remerciements pour leur inestimable apport. Il s'avère impossible d'énumérer tous les collègues de l'IUE qui ont substantiellement contribué à ce projet à différents titres. A tous nous adressons nos sincères remerciements et exprimons notre profonde appréciation pour leur active coopération dès le début du projet.

Nous espérons que, dans les expériences des différents pays portant sur la postalphabétisation et l'éducation continue, les "décideurs", les praticiens impliqués dans cet aspect vital de l'éducation dans les pays en développement, trouveront matière à usage.

Ravindra H. Davé
Directeur
Institut de l'Unesco pour l'Education

Chapitre 1

POSTALPHABETISATION ET EDUCATION CONTINUE DES NEO-ALPHABETES AU BRESIL

par

A.M. Coutinho, L.M. Carmo Chaves
et V. Galvao

1. GENERALITES

1.1 Aspects Géographiques, Economiques et Politiques

Le Brésil est une république fédérale située en Amérique du Sud, et sa superficie est de 8.511.965 km^2. Il comprend cinq régions, vingt-trois états, trois territoires et une région fédérale. Il y a 4045 municipalités dans le pays. En 1980, la population était de 119.070.865 habitants. Parmi eux, on dénombre près de 200.000 Indiens dans tout le Brésil, que l'on estime représenter 0,15% de la population totale. Le taux de croissance annuel était estimé à 2,49%, 68% de la population vit dans les villes, 19,6% a moins de 20 ans et 6% plus de 60 ans.

L'économie brésilienne, qui en est actuellement à sa phase finale pour ce qui est du remplacement des importations, essaie de développer une industrie primaire. Elle se présente ainsi:

- un important déficit de la balance des paiements;

- une dette étrangère importante;

- des efforts afin de combler le déficit de la balance des paiements en exportant des produits de base et des articles manufacturés;

- crise énergétique: des efforts afin de faire face par la production de combustibles de remplacements (alcool, huiles végétales et charbon);

- taux d'inflation élevé (près de 211% en 1983).

En 1980, le produit national brut était de 12.699.999,6 millions de cruzeiros, soit 12.700.000 millions de dollars. Un an plus tard, en 1981, le produit interne brut était de

26.832.943,1 millions de cruzeiros, soit 2.855.262,6 millions de dollars. Le revenu par habitant était de 2.363 US $ (en 1981.)

Pour ce qui est de la structure politique du pays, le gouvernement s'est engagé dans un processus graduel de démocratisation et de libéralisation. Le pouvoir exécutif est exercé par le président de la République, qui est assisté de ministres d'Etat nommés par lui-même.

1.2 Le Système Educatif

Le système éducatif brésilien comprend trois sous-systèmes: formel, supplémentaire et spécial.

La Législation de Base

La Loi de "Fondement et Directives" (No 4024) de 1961, qui fut la première loi générale au Brésil visant à démocratiser et libéraliser le système éducatif, est toujours à la base du système actuel et a engendré les réformes qui ont suivi. L'une des caractéristiques remarquables de cette loi est la clause qui conduit à la décentralisation organique et opérationnelle du système. Dans le cadre de cette législation fondamentale qui détermine les fondements et directives de l'Education Nationale, chaque état est libre d'organiser son propre système d'enseignement par la voie législative correspondante. Les principales modifications de la Loi fondamentale ont été apportées par la Loi du 28 novembre 1968 (Loi No 5540) portant sur l'Enseignement Supérieur et la Loi du 11 août 1971 (Loi No 5692) portant sur l'Enseignement Primaire et Secondaire.

Bien que les municipalités ne possèdent pas leur propre système d'Education, elles sont néanmoins habilitées à passer des lois dans ce domaine, à condition que celles-ci ne contredisent ni la Loi fondamentale ni la législation de base correspondantes des états auxquels elles appartiennent.

L'Administration et les Finances

L'Education est gérée et contrôlée à trois niveaux: national, fédéral et municipal. Les activités sont guidées et coordonnées à chaque niveau par un corps normatif et sont dirigées par une haute autorité centrale.

Au niveau national, le Ministère de l'Education et de la Culture (MEC) détient toujours la responsabilité des décisions politiques, de la planification et de l'Administration. Le corps normatif suprême est le Conseil Fédéral de l'Education, en relation directe avec le MEC. Au niveau fédéral et des districts fédéraux, ces fonctions sont assurées respectivement par un secrétariat à l'Education et un Conseil d'Education Fédéral.

En termes concrets, la réalisation de la politique de décentralisation a conduit à la répartition des responsabilités de la façon suivante:

- L'état fédéral contrôle l'éducation primaire et secondaire (écoles privées, municipales et publiques confondues) et délègue ses pouvoirs aux Conseils d'Education Fédéraux en ce qui concerne les niveaux, examens, programmes scolaires, dépenses et autres détails administratifs; pour ce qui est de l'administration et des inspections, il en laisse le soin aux Secrétariats Fédéraux chargés de l'Education.

- Les autorités fédérales ont la responsabilité de l'éducation secondaire, de l'attribution des subventions et de l'aide au recrutement professionnel des autres niveaux. Ainsi que nous l'avons mentionné auparavant, ces fonctions sont assumées par le Conseil Fédéral de l'Education, créé par la Loi de 1961, et composé de vingt-quatre (24) éducateurs principaux, nommés pour 6 ans par le président de la République et renouvelable par tiers tous les deux ans.

L'Education au Brésil est subventionnée par les fonds publics et privés. Par ordre du décret No 66.254 du 24 février 1970, les états, le district fédéral, les territoires fédéraux et les municipalités sont tenus de verser annuellement un minimum de 20% de leur contribution au Fonds de Participation aux programmes d'enseignement primaire. Ce fonds de Participation est inclus dans le système global de perception fiscale du gouvernement fédéral selon les principes établis dans la Constitution. Le gouvernement fédéral se doit d'affecter environ 13% des ressources au poste de l'Education. En 1968, le gouvernement créa un corps administratif relativement autonome appelé Fonds National pour le Développement de l'Education (FDNE) afin de s'assurer des ressources financières, de les coordonner et de les orienter vers les projets de Re-

cherche et d'Enseignement aux trois niveaux du système d'Education.

Les grandes entreprises doivent assurer la scolarisation des enfants de leurs employés ou payer un impôt éducationnel. Les fonds proviennent aussi de la loterie nationale (6,52%) et du loto sportif national (0,23%).

Structure de l'Enseignement de Base

La Loi fondamentale de 1961 amendée par les Lois de 1968 et 1971 définit le statut actuel du système d'Education.

Enseignement primaire (1er Grau)

Depuis 1971, l'école primaire d'une durée de 8 ans est devenue obligatoire pour les enfants de 7 à 14 ans. Ceci représentait un second pas franchi dans la direction du processus de démocratisation et d'unification du système éducatif amorcé en 1961. La majorité des écoles fonctionne selon un système de "trois-huit" grâce auquel les locaux peuvent être occupés successivement par deux ou trois écoles chaque jour. En 1971, 60% des écoles étaient à la charge des états, 30% à celle des municipalités et 9% étaient sous tutelle privée (ces dernières débordant les 20% dans les villes aisées). En général, aucune sélection n'est opérée pour le passage du primaire au secondaire.

Enseignement secondaire (2ème Grau)

L'enseignement secondaire d'une durée de trois à quatre ans, n'est pas obligatoire. La réforme de 1971 tenta d'abolir la séparation entre enseignement général, professionnel et technique et offrit un tronc commun d'études générales assorti d'un large éventail de cours à vocation professionnelle. La nouvelle structure unifiée du secondaire prévoit la concomittance équilibrée d'études générales d'une part, et de la formation professionnelle d'autre part, armant l'élève pour son entrée sur le marché du travail, pour la poursuite de ses études ou pour son rôle futur d'instituteur(trice) d'école primaire. Cette organisation a un caractère définitif. Un certificat est cependant délivré aprés trois années d'études permettant à l'élève de se présenter aux examens d'entrée de l'enseignement post-secondaire. Il y a trois types d'écoles du second Grau:

- Les écoles secondaires qui offrent les sections classiques (classico) et scientifiques (cientifico)

- Les écoles techniques qui offrent un enseignement général et 6 sections d'enseignement à vocation professionnelle: industrielle, commerciale, agricole, artistique, économie sanitaire et sociale, formation d'infirmières

- Les écoles normales qui offrent des cours de formation pédagogique

En 1980, 55% des institutions d'enseignement secondaire étaient publiques contre 32,26% privées.

L'Enseignement Non-Formel

La Loi 5692 de 1971 prévoit des formes d'enseignement parascolaires. Ce système parallèle constitue un sous-système d'enseignement rattaché au système formel avec la flexibilité qui s'impose dans le cadre d'une éducation permanente de longue haleine. A l'exception du MOBRAL, ces programmes extrascolaires sont offerts aux enfants d'âge scolaire comme à ceux qui ont abandonné l'école et aux adultes, par l'Enseignement Supplémentaire du Brésil. On octroie ainsi une seconde chance à beaucoup de jeunes dans le système formel à renfort de cours intensifs; d'autres bénéficient d'une formation industrielle, commerciale ou agricole.

1.3 Formation de la Main-d'Oeuvre

La formation professionnelle orientée vers le marché du travail et les besoins immédiats des groupes-cibles a été pratiquée extensivement au Brésil dès 1942 avec la création du SENAI (Service de Formation Industrielle National). Des institutions similaires mais spécialisées sur des programmes d'apprentissage ou professionnel apparurent à un stade ultérieur. Un Système National de Formation Professionnelle, communément dénommé SNFMO, fut institué par le Décret 77362 du 1er avril 1976. Il comprend l'ensemble des institutions publiques et privées offrant une formation professionnelle à tous les niveaux; sa structure de base comprend le CFMO, Conseil Fédéral du Travail dont la fonction est à dominante législative; le Secrétariat d'Etat au Travail et le Ministère du Travail, responsables de la coordination et la promotion de la forma-

tion professionnelle orientée vers le marché du travail ainsi que le SENAI, SENAC et SENAR responsables de la formation professionnelle dans les secteurs primaires, secondaires et tertiaires de l'économie. En dernier lieu, il convient de faire mention des associations suivantes: l'Entreprise Brésilienne d'Assistance Technique et de Vulgarisation Rurale (EMBRATER) et ses partenaires au niveau de l'état (EMATER ou Entreprise d'Assistance Technique et Vulgarisation Rurale), et les Secrétariats à l'Agriculture etc...

Les associations suivantes méritent d'être mentionnées pour le dévouement dont elles ont fait montre à l'égard de la formation de ressources d'enseignement du second niveau, sans pourtant avoir participé à part entière à ce travail (travail opérationnel): COAGRI (Centre National de Coordination de la Formation à l'Agriculture et à l'Elevage de Bétail) et CENAFOR (Centre National de Spécialisation de la Formation Professionnelle). Ces entités traitent de la formation, de la spécialisation et du développement des technologies nouvelles.

SENAI et SENAC sont des organisations privées gérées par la Confédération Nationale de l'Industrie et du Commerce. Les programmes sont conduits conjointement par les chefs d'entreprises et le gouvernement sous les auspices des Ministères de l'Industrie, du Commerce et du Travail qui mettent à la disposition des jeunes employés tout un réseau d'écoles spéciales offrant des stages d'apprentissage et de formation de courte durée. Ces programmes sont subventionnés par un impôt spécial qui équivaut à 1,5% de la masse salariale versée par le SENAI. En 1963, on créa au sein du Ministère de l'Education et de la Culture, le Programme Fédéral Intensif de Formation Professionnelle (PIPMO). Ce programme est actuellement sous la tutelle du Ministère du Travail et rattaché au SENAR (Service National d'Enseignement Rural). A la différence du SENAI et du SENAR, le PIPMO est un organisme de financement et de coordination qui programme ses projets selon les besoins locaux et contracte des engagements avec les syndicats, les agences privées et les écoles à vocation professionnelle pour réaliser ces projets. Une information plus substantielle à ce sujet est à lire en Annexe 2.

1.4 Le Problème de l'Analphabétisme

Le problème de l'analphabétisme au Brésil commence avec la colonisation portugaise, période pendant laquelle l'arme principale du système de domination était de tenir la popula-

tion brésilienne dans un état d'ignorance. A côté des efforts sporadiques faits pour améliorer le niveau d'instruction de la population, le modèle économique, bien que basé sur l'agriculture, n'a pas tenu compte du besoin d'élargir les compétences de la main-d'oeuvre employée. A partir de 1930 et tout spécialement après la seconde guerre mondiale, le processus d'industrialisation a commencé par réclamer de plus en plus de main-d'oeuvre spécialisée, ce qui n'a fait qu'augmenter la nécessité de dispenser une éducation de meilleure qualité aux populations.

Alors que le taux d'analphabétisme a diminué au fil des années, le nombre absolu d'analphabètes n'a pas cessé d'augmenter, ce qui a fait naître le besoin de multiplier les efforts en vue de réduire au plus vite ce nombre. Une analyse des données statistiques à partir de 1950 révèle qu'à cette époque le monde des adultes analphabètes (de 15 ans et plus) comprenait environ 15 millions de personnes, chiffre qui représente un taux d'analphabétisme extrêmement élevé, de l'ordre de 50,7% de la population adulte totale. Malgré la réduction du taux d'analphabétisme qui est passé de 50,7% à 25,5%, le nombre absolu de personnes n'ayant aucune éducation est passé de 15,3 millions à 18,7 millions entre 1950 et 1980, ce qui représente une augmentation d'environ 18%. (voir Tableaux 1A, 1B et 2).

D'une manière générale, les adultes illettrés sont regroupés dans les états les moins développés de la Confédération, dans les zones rurales et les banlieues des grandes villes.

En 1980, le nombre d'enfants illettrés âgés de 7 à 14 ans s'élevait à 22.981.546. Parmi eux, deux tiers (67,1%) allaient encore à l'école et 7.560.929 des scolarisés (32,9%) étaient illettrés. La même année, environ 539.446 enfants âgés de 14 ans étaient recensés comme illettrés et viendraient donc grossir les rangs de la population adulte illettrée l'année suivante, contribuant de 2,88% à son taux initial. Il y a peu de marques de changements depuis 1980 et les problèmes d'échec et d'abandon ne font que s'ajouter au taux déjà fort élévé d'analphabétisme. On note pour l'année 1979 que le rapport taux d'échec au premier niveau du système élémentaire/taux d'abandon immédiat était de 30,39% pour 7,29%; le taux d'abandon immédiat lors du passage du premier au second niveau était de 21,75%; ce qui signifie un taux de perte total s'élevant à 59,43% par rapport aux inscriptions initiales.

Tableau 1A:

Taux d'Analphabétisme Urbain et Rural
(Données de Démonstration de 1950 et 1980)

ZONE / ANNEE	URBAINE 1950	URBAINE 1980	RURALE 1950	RURALE 1980	TOTAL 1950	TOTAL 1980
population (tous âges* confondus)	18,783	80,436	33,162	38,566	51,944	119,002
Adultes* (15 ans et plus)	12,178	51,982	18,071	21,560	30,249	73,542
Adultes illettrés*	2,237	15,683	12,096	17,049	15,333	18,717
Taux d'analphabé-tisme	18,4	31,1	66,9	30,8	50,7	25,5

* en milliers

Source: Recensement de 1950 et 1980 de l'IBGE (Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques)

Tableau 1B:

Taux d'Analphabétisme en Milieux Urbain et Rural en 1984

	ZONE	URBAINE	RURALE	TOTAL
Population (15 ans et plus)*		51,982,109	21,559,834	73,541,943
Illettrés (15 ans et plus)		8,743,376	9,973,471	18,716,847
Taux d'analphabétisme		16,8	46,3	25,45

* en milliers

Source: Département de Programmation du MOBRAL, 1984.

Tableau 2:

Taux d'Analphabétisme selon le Sexe

ZONE / ANNEE	MASCULIN		FEMININ		TOTAL	
	1950	1980	1950	1980	1950	1980
population* (tous âges confondus)	25,885	59,123	26,059	59,879	51,944	119,002
Adultes* (15 ans et plus)	14,923	36,178	15,326	37,364	30,249	73,542
Adultes analphabètes*	6,760	8,560	8,573	10,157	15,333	18,717
Taux d'analphabétisme	45,3	23,6	55,9	27,2	50,7	25,5

* en milliers

Source: Recensement de l'IBGE de 1950 et 1980 (Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques.)

En 1980, il y avait encore 18.716.847 adultes analphabètes au-dessus de 15 ans, c'est-à-dire environ 25,45% de la population adulte totale. Cette population, illettrée est répartie de façon très inégale sur le vaste territoire du Brésil.

La situation actuelle selon les données du recensement de 1980 de l'IBGE était la suivante:

- parmi les 7-9 ans, seulement 31% ont reçu une scolarisation d'une durée allant de 1 à 3 ans et 69%, c'est-à-dire 5.871.202 de ces enfants ne sont même pas dans le système;

- parmi les 10-14 ans, seulement 16% ont reçu une scolarisation d'une durée de 5 à 8 ans et 48% de ces enfants, c'est-à-dire 11.400.580, n'ont pas atteint les 5 années de scolarité. Il est également intéressant de

noter que pour ce même groupe d'âge, le taux d'analphabétisme des hommes est légèrement plus élevé que celui des femmes. En 1970, cette tendance se renversait après l'âge de 19 ans alors qu'elle ne se produisait qu'à 25 ans en 1980.

Tableau 3:

Répartition par Région des Adultes Illettrés (de 15 ans et et plus) et des Adolescents selon le Recensement de 1980

REGION	ANALPHABETISME
Sud	16,3
Sud-Est	16,8
Centre-Est	25,3
Nord	29,2
Nord-Est	45,4
BRESIL	26%

Source: Données collectées par le recensement de 1980 de l'IBGE

2. LE TRAVAIL D'ALPHABETISATION ET DE POSTALPHABETISATION DU MOBRAL

2.1 Introduction

L'essor de l'Economie brésilienne vers le milieu des années soixante a conduit le Ministère de la Planification à établir en 1965 un diagnostic de l'Education au Brésil et de préparer conséquemment un Plan décennal d'Education.

Il était nécessaire de gagner à la fois et les cercles intellectuels et l'opinion publique au bénéfice de l'éducation. Durant cette période, presque 100 travaux ont été publiés, des conférences et des cours ont été donnés, un échange intense s'est fait entre l'OCDE, l'OEA, l'UNESCO et l'ILO.

En 1967, un groupe de travail composé de représentants de tous les ministères était chargé de trouver des ressources financières pour la création d'une Institution d'alphabétisation des adultes. Le groupe de travail a eu l'idée d'utiliser partiellement les procédés du loto sportif pour financer l'enseignement des compétences d'alphabétisme.

Le 15 décembre 1967, le Mouvement d'Alphabétisation Brésilien fut institué par une loi selon laquelle "la formation à l'alphabétisation fonctionnelle et la formation permanente des adolescents et des adultes en particulier, constituaient à l'avenir les priorités permanentes du Ministère de l'Education et de la Culture".

Cette expérience éducationnelle fut marquée par de nombreux efforts faits dans le but de parfaire le processus de démocratisation de l'Education et faciliter l'accès au système aux groupes jusque-là marginalisés par le manque de ressources financières.

Les opérations du MOBRAL furent tout d'abord accompagnées d'une vague de scepticisme basée sur l'échec reconnu des efforts faits dans le domaine de l'alphabétisation des adultes, à la fois au niveau national et international. Tous les secteurs de l'opinion publique n'ont pas soutenu les actions entreprises par le MORBAL. Les points de vue les plus radicaux portaient sur l'existence même de l'Institution et sur l'inutilité de dépenser de l'argent pour un groupe nécessiteux de la population dont les membres ont un tel manque d'instruction qu'ils sont incapables de contribuer en quelque manière que ce soit à la société. D'autres étaient contre la diversité des activités offertes par le MOBRAL sous la forme de programmes de postalphabétisation du fait qu'ils n'en voyaient pas le rapport avec les principes de l'éducation pour adultes. Pour quelques-uns, la prise de conscience suscitant et augmentant les aspirations de la population était un facteur capable de provoquer des tensions sociales qui pouvaient être évitées. D'autres encore pensaient qu'il était plus raisonnable d'enseigner l'alphabétisation aux enfants et de laisser les adultes tranquilles.

Partant de la campagne d'alphabétisation, l'évolution du MOBRAL s'est faite à travers de nombreux programmes très diversifiés lancés par l'Organisation permettant d'opérer finalement une sélection de programmes plus adaptée aux communautés brésiliennes. Les différents programmes du MOBRAL dérivent d'*un tronc commun*: l'alphabétisation fut l'élément générateur conduisant les communautés à la création d'autres activités capables de faire avancer le processus éducatif des clients du MOBRAL.

2.2 Décrets et Lois

Pour la création du MOBRAL et le soutien de ses activités, le Gouvernement Fédéral édicta une série de décrets et de lois, parmi lesquelles:

- La loi 5379 du 15 décembre 1967, qui fonde le MOBRAL.

- Le décret No 62484 du 29 mars 1968 qui approuve le statut de la Fondation MOBRAL.

- Le décret No 61.312 du 8 septembre 1967 (Jour National de l'Alphabétisation) qui prévoit l'utilisation des stations de radiodiffusion dans les programmes d'al-

phabétisation. Dans son premier article le décret spécifie que "toutes les stations de radiodiffusion, officielles ou privées, devront contribuer à l'effort national en faveur de l'alphabétisation fonctionnelle et de l'éducation permanente des adultes".

- Le décret 61.313 du 8 septembre 1967 qui prévoit toutes les dispositions nécessaires relatives à la constitution du Réseau National de Radiodiffusion pour l'Alphabétisation Fonctionnelle et l'Education des Adultes.

- Le décret 61.314 du 8 septembre 1967 qui prévoit toutes les dispositions nécessaires relatives à l'éducation civique dans les institutions fédérales et à la campagne pour l'élimination de l'analphabétisme. Ce décret comprend une clause qui stipule que les organisations fédérales doivent intensifier leurs activités éducatives et tout particulièrement celles concernant l'éducation civique et morale, l'hygiène, la qualification de la main-d'oeuvre. Il est aussi prescrit que des "cours d'alphabétisation fonctionnelle doivent être faits dans les organisations comptant des adultes analphabètes parmi leurs membres."

- Le décret fédéral 1.124 du 8 septembre 1970 qui permet aux personnes juridiques de contribuer volontairement au MOBRAL par le prélèvement de 1 ou 2% de leurs impôts. Ce décret en vigueur de 1971 à 1973, fut prolongé ensuite jusqu'à 1982 grâce à divers amendements.

- Le décret 74.562 du 16 septembre 1975 établit le principe de coopération entre les professeurs, les moniteurs ou professeurs d'alphabétisation recrutés par les commissions municipales du MOBRAL au niveau des activités intermittentes non-économiques et par conséquent exonérés de charges se rapportant à la sécurité du travail et sociale.

- Le décret 75749 du 22 mai 1975 accréditait les services rendus par les membres des commissions municipales du MOBRAL.

- La loi fédérale 7.051 du 12 février 1982 incluant parmi les attributions du MOBRAL l'information régulière en matière de santé, d'hygiène et de nutrition.

2.3 Organisation Structurelle

La mise en oeuvre actuelle du travail d'alphabétisation est conduite par les comités municipaux composés de volontaires représentant la communauté, et contracteurs d'engagement formel avec le MOBRAL en vue d'établir des programmes tablant sur l'éradication de l'analphabétisme dans leurs municipalités respectives. Les membres des comités municipaux ne font pas partie du personnel du MOBRAL. La municipalité est la plus petite unité de la structure politique brésilienne. Les services de coordination étatiques et régionaux opèrent aux niveaux intermédiaires entre les quartiers généraux du MOBRAL et les comités municipaux. L' organigramme du MOBRAL est à lire en Annexe.

2.4 Les Ressources

En ce qui concerne les *ressources matérielles*, le MOBRAL ne possède pas de terres ou d'édifices. Ce sont les écoles, les associations fédérales et religieuses, les clubs, les unités militaires, les entités privées et publiques qui en général fournissent les salles de classe, ainsi que tous les individus désirant mettre leur maison à la disposition du MOBRAL.

En ce qui concerne les *ressources financières*, les Tableaux 4 et 5 qui suivent montrent l'évolution des revenus et des dépenses du MOBRAL.

Le Tableau 4 donnant les sources de revenus permet d'observer une diminution des contributions provenant du loto sportif et une augmentation des fonds accordés par les entreprises sous la forme de déduction de leurs impôts sur le revenu. En 1978 et 1979, les fonds du MOBRAL (extrabudgétaires) correspondaient à environ 4,5% du budget du Ministère de l'Education et de la Culture. Dans les états et les municipalités en particulier les dépenses du système scolaire de base brésilien pour les huit premières classes font environ 25 fois ce que le MOBRAL dépense". (Citation tirée de *Campagnes d'alphabétisation au XXe siècle: le Brésil*, Arlindo Lopes Corrêa, 1980, p. 17, version préliminaire).

Les dépenses présentées dans le Tableau 5 se réfèrent uniquement à celles encourues par l'Administration cen-

Tableau 4: Classification des Sources de Revenus 1970-1984 (en Cr$)

Evolution des Revenus — 1970/1984

Valeurs courantes **Cr$ 1.000,00**

Sources des Revenus	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Impôt sur le Revenu	1.552	25.900	43.230	58.359	98.843	121.789	222.382	580.072	864.339	1.281.626	2.240.421	4.826.950	11.955.035	23 943.714	52.841.413
FNDE (**)															
— Loto sportif	1.625	51.987	86.000	172.944	151.260	153.630	164.016	129.900	148.267	193.044	269.099	127.700	—	—	—
— Salaires de l'education	—	—	—	—	—	—	—	78.962	81.176	67.495	178.300	170.000	—	—	—
— Divers/projets spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	33.774	19.084	21 144	—	110.000	8.000	—	—
Interêts sur les valeurs mobilières	—	—	1.671	2.817	785	1.921	4.648	16.689	79.158	54.117	94.115	340.717	791.838	2.705.797	2.074.700
Contributions des unions fédérales	310	4.433	1.953	1.900	1.233	1.842	1.866	2.378	2.378	5.000	7.550	22.180	45.366	81.900	107.000
Autres	(*) 10.500	33	482	4.783	5.087	3 194	9.513	10.545	25.193	70.381	38.166	93.269	64.491	249.241	138.000
CEF (***) frais	—	—	—	—	18 920	28 380	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Accords	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	204.130	23.002.042
Total	13.987	82.353	133.336	240 803	276 128	310.756	402 425	852.320	1.219.595	1.692.807	2.827.651	5.690.816	12.864.730	27.184.782	78.163.155

(*) Correspond aux ressources de l'USAID

1. Dépenses relatives à l'auto-enseignement sont inclues dans les ressources du FNDE
2. Surplus qui ne sont pas inclus dans ce tableau

1975 — 18.160
1976 — 6.920
1977 — 18.565
1978 — 124.812
1979 — 82.916
1980 — 17.947
1981 — 121.836
1982 — 178.303
1983 — 293.051
1984 — 1.409.676

(**) FNDE — Fonds National du Développement de l'Education

(***) CEF — Banque d'Epargne Nationale

Tableau 5: Dépenses par Programmes d'Activité 1970-1984 (en Cruzeiros $)

Ministère de l'Education et de la Culture — MEC
Mouvement Brésilien pour l'Alphabétisation
Evolution des dépenses 1970-1984
Valeurs courantes **Cr$ 1.000,00**

Programmes/Activités (*)	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
— Alphabetisation	5.132	62.769	134.773	176.777	238 538	215.361	318.730	487.555	865 810	1.287.248	1.831.578	530.152	1.244.089	2.997.178	—
— Culture	—	—	—	16 103	21.278	5 113	8.650	13.428	35.311	14.251	63.782	33.884	102 639	19.042	—
— Formation professionnelle	—	—	—	—	5 350	5.000	2.493	4.938	24.719	35.970	52 663	134.323	191.715	262.495	—
— Education communautaire	—	—	—	—	—	—	373	2.321	10.083	6.154	44.200	4.708	71.365	136.100	3.250.016
— Education communautaire pour la santé	—	—	—	—	—	—	4.949	11.211	52.841	66.958	40.732	73.192	—	—	—
— Ecole de préparation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1.009.943	2.852.836	4.172 135	23.851.097(***)
— Campagne de sports pour tous	—	—	—	—	—	—	—	17.679	19.115	—	—	—	—	—	—
— Technologies appliquées aux besoins primaires (appropriées)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	440	16.472	1.266	—	—	—
— Auto-instruction	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	93.848	75.465	—	—
— Education intégrée	—	—	—	21.446	20 728	15.134	6.701	10.643	38.889	55.346	184.664	281.276	477 893	1.304.592	—
— Coordination et supervision des programmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2.272.718	4.624.984	10.550.134	—
— Administration (**)	—	—	—	16.647	24.482	52.640	50.683	99 454	214.722	291.409	489.671	1.199.040	3.143.579	6.930.318	18 307.799(***)
— Amortissement des prêts	—	—	—	—	—	357	1.333	98.825	—	—	—	—	—	—	—
— Suppléments — compensations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33.558.243(***)
Total	5.132	62.769	134.773	230.973	310.376	293.605	393.912	746.054	1.261.490	1.757.776	2.723 762	5.634 350	12.784.565	26.371.994	78.963.155

(*) La différenciation en programmes d'activités a été faite en 1973

(**) Dépenses rélatives au PASEP (programme d'assistance des services publics) sont incluses sous la rubrique «Administration»

(***) Ces activités comprennent les entrées incluses jusqu'en 1983 sous la rubrique «coordination et supervision des programmes».

trale de la Fondation du MOBRAL. Les fonds accordés par les départements municipaux, par les entreprises et les personnes au niveau local etc. ne sont pas compris ici. Au niveau municipal, les Commissions municipales organisent des fêtes, des gymkhanas, des ventes aux enchères, recueillent des donations d'un montant qui peut varier, etc. En 1978, ces fonds ont dû représenter environ 40 à 50% de ce que le MOBRAL avait investi directement, ce qui ferait passer le total des dépenses annuelles pour les programmes à cent millions de dollars. Il serait très difficile de déterminer la valeur des ressources non monétaires reçues par le MOBRAL dans les communautés mais le fait que des salles de classe et des Postes culturels soient mis à sa disposition mérite d'être mentionné. Les participants aux programmes du MOBRAL ne paient pas et reçoivent gratuitement le matériel didactique et en général les cahiers, les stylos, les crayons ainsi que les gommes.

En ce qui concerne les *ressources humaines*, les enseignants de l'alphabétisation qui travaillent au MOBRAL sont semi volontaires et reçoivent une petite indemnité du MOBRAL central qui est de l'ordre de 12.000,00 Cr$ par étudiant/programme ou de 18,00 US$- conformément à l'accord signé par la Commission municipale pour couvrir les petites dépenses relatives au transport, au matériel, etc. Les départements municipaux qui ont des ressources plus élevées ajoutent d'eux-mêmes un supplément à cette somme. Selon la législature en vigueur (Décret No 74.562 du 16 septembre 1974), les enseignants de l'alphabétisation ne sont pas liés au MOBRAL. Les membres des Commissions municipales ne sont pas rémunérés par le MOBRAL.

En outre, le MOBRAL repose sur le Sous-Système de Supervision Globale mis en place en 1973 et le membre le plus proche de la Commission municipale est l'inspecteur municipal. Les inspecteurs municipaux, en tant que membre de la COMUN sont volontaires et ne reçoivent en conséquence aucun paiement.

Le gouvernement municipal met en général dans quelques municipalités un fonctionnaire municipal à la disposition de la COMUN, payé bien sûr par cette administration. Les inspecteurs de zone qui sont attachés à une certaine municipalité dont ils assument la supervision, en même temps que celle de deux, trois ou quatre autres municipa-

lités, doivent faire le voyage entre ces municipalités et perçoivent un salaire et une indemnité supplémentaire pour couvrir leurs frais de transport.

2.5 Groupes-Cibles et Participants

Lorsque le MOBRAL fut créé, les adolescents et les adultes de la tranche d'âge de 15 à 35 ans représentaient le groupe d'âge prioritaire de travail dans les zones urbaines et dans les banlieues de ces zones urbaines. Comme l'on prenait en considération ces groupes prioritaires, le groupe d'âge devant être atteint fut élargi pour satisfaire les nouvelles exigences, du fait qu'il est extrêmement difficile d'établir des priorités pour cette partie nécessiteuse de la population. Ainsi, prenant en considération les difficultés d'accès et les conditions précaires dans lesquelles cette population vit, l'aide apportée ne s'est pas limitée à la priorité prévue initialement.

La caractéristique dominante des clients de tous les programmes du MOBRAL est leur appartenance aux couches défavorisées de la société.

Les femmes l'emportent sur le nombre de participants dans les zones urbaines (52,7%) alors que ce sont les hommes qui prédominent dans les zones rurales (58,2%). Dans les zones rurales les moins développées, on note une participation à tendance plus jeune (49,3% ont moins de 20 ans).

En ce qui concerne les salaires, le revenu moyen est en gros le salaire minimum et 26% ne reçoivent pas de salaire du tout. Les revenus sont considérablement plus bas dans les régions du Nord et du Nord-Est que dans les régions du Sud et du Sud-Est; dans chaque région ce sont les habitants des zones rurales qui ont les plus faibles revenus.

Il y a aussi plus de femmes que d'hommes et plus de jeunes de moins de 20 ans dans la catégorie des bas-salaires ou des sans-salaires.

La catégorie professionnelle des "ouvriers cultivateurs" est celle qui a la plus forte participation dans l'ensemble, tout en maintenant son importance dans la zone urbaine (13% dans la zone urbaine et 31,7% dans la zone rurale). Il est

important de souligner la forte concentration relative aux trois métiers suivants: "les fermiers" (3,3% dans la zone urbaine et 13,5% dans la zone rurale), "les femmes-domestiques" (11,8% dans la zone urbaine et 4,2% dans la zone rurale) ainsi que "d'autres professions du secteur tertiaire" (9,5% dans la zone urbaine et 5,3% dans la zone rurale).

En ce qui concerne l'emploi des participants, on peut donc conclure en disant qu'il y a un fort pourcentage d'individus "sans travail" avec une grande concentration de la main-d'oeuvre dans l'agriculture et dans la catégorie "domestiques" pour les femmes (Lovisolo, 1978).

2.6 Les Objectifs du Programme

Les objectifs du Mouvement d'Alphabétisation Brésilien - le MOBRAL - ont changé au cours de l'existence de la Fondation. Selon la loi par laquelle il fut fondé, le MOBRAL était défini en tant que "mouvement éducatif sortant des limites du système scolaire et devant ouvrir la voie à l'éducation permanente des groupes de population brésiliens les plus nécessiteux par la création d'activités capables de contribuer au développement complet des êtres".

Ces objectifs avaient un caractère politique, social, culturel et économique. Du point de vue politique, l'idée était d'obtenir la participation politique d'un groupe important d'individus analphabètes privés constitutionnellement du droit de vote et de développer leur prise de conscience en ce qui concerne leurs droits et leurs devoirs politiques. Du point de vue social, un effort a été fait afin de créer des conditions générales favorables à l'ascension de ce groupe. La valorisation, la préservation et l'encouragement de la culture populaire étaient également liés à l'aspect culturel de cette tâche. Du point de vue économique, un effort à été fait afin de permettre aux individus d'améliorer leur situation économique sur le marché du travail ou pour des métiers indépendants.

L'entreprise de grande envergure du MOBRAL est le résultat de l'intérêt porté à toutes les sphères et à tous les domaines d'activité de l'être humain. A travers le MOBRAL, le gouvernement brésilien visait au développement de ses activités dans le domaine social étant donné que des inégalités persistaient toujours au niveau des revenus des personnes, des

régions et des secteurs, et ceci malgré une période de prospérité économique. On a alors jugé que c'était le moment d'investir dans l'éducation de la population à des fins de modernisation politique, économique, sociale et culturelle. Au moment où le MOBRAL fut créé, ses objectifs étaient décrits en termes plus larges et plus humanistes alors qu'au moment de la réalisation le ton était plus pragmatique soulignant les aspects économiques. La phase finale fut marquée par un élargissement du champ d'activités et des intentions ainsi que par les traits de modernisation, d'humanisation et d'humanisme de la Fondation. Elle fut également marquée par un souci d'efficacité et de bon fonctionnement de l'entreprise.

Dans la sphère de l'Education générale, le projet d'Alphabétisation Fonctionnelle (appelé communément PAF) englobe le programme d'Education Supplémentaire du Mobral. Grâce à la méthodologie du Programme d'Alphabétisation Fonctionnelle - PAF - appliquée en 1970 on a pu créer des occasions permettant de développer la lecture, l'écriture et le calcul, d'apprendre à être libre et responsable, tout ceci étant une façon pour les individus de s'intégrer et de devenir actifs dans la société dans laquelle ils vivent tout en constituant une réponse aux besoins de la communauté.

En 1973, le Programme Culturel du MOBRAL a été créé de manière à pouvoir intégrer le client du MOBRAL dans sa communauté avec son bagage culturel oral auquel la lecture, l'écriture et le calcul ont été récemment ajoutés. En 1974, le programme a lancé ses opérations à un niveau national par le biais de différents sous-programmes comme la littérature, le théâtre, le travail manuel, les arts plastiques, la radio, le cinéma, etc. Pour développer ses sous-programmes culturels le MOBRAL repose sur des unités permanentes - les postes culturels - et sur des unités mobiles - les MOBRALTECAs, les MINI-MOBRALTECAs et les tentes culturelles.

Afin de favoriser le développement des notions acquises et l'approche de niveaux plus avancés, divers programmes ont été conçus. En 1971, le MOBRAL a lancé le Programme d'Education Intégrée désigné par le sigle PEI et dont les objectifs étaient les suivants:

- Viser à l'augmentation de la communication sociale à travers le perfectionnement de la langue écrite et orale;

- fournir les notions de base appropriées au contenu des diverses sphères constituant le tronc commun des quatre premiers niveaux élémentaires, avec une attention particulière à l'égard des caractéristiques de la fonctionnalité et l'accélération;

- fournir une information sur le travail, dans le but de contribuer aux performances réalisées dans un métier requérant les connaissances relevant des quatre premiers niveaux élémentaires, d'offrir les outils d'une productivité accrue à ceux qui sont déjà intégrés dans le monde du travail, ainsi que de permettre la promotion vers des niveaux professionnels plus sophistiqués. (textuellement dans le document *Activités du MOBRAL en 1984*).

Ce cours faisant partie d'un accord entre l'Etat et les Secrétariats Municipaux de l'Education et qui peut avoir une durée de 12, 15, 18 ou 24 mois fut immédiatement reconnu par les autorités de l'Education comme l'équivalent des quatre premiers degrés du système scolaire de base. Il reposait sur l'exploration et l'approfondissement de thèmes importants comme par exemple la santé, l'éducation, la nutrition, les loisirs, la culture, les transports, le travail et sur l'intégration de la communication et de l'expression, de sciences, de morales et de principes du sens civique. Toutes les fois que ce fut possible des notions de mathématiques furent introduites dans ces enseignements, bien que cette matière fût en général traitée séparément.

En 1973 encore, des accords ont été conclus avec des organismes de formation professionnelle afin de prévoir la qualification de ceux qui étaient devenus récemment alphabètes ainsi que de ceux qui venaient de terminer le cours d'éducation intégrée. En 1974, le MOBRAL mit en place son Administration de Formation Professionnelle désignée par le sigle GEPRO et commença à dispenser une formation professionnelle avec beaucoup plus de flexibilité grâce à sa méthodologie du classement par familles de métiers et au maintien de la formation dans les professions considérées comme les plus utiles par ses clients. A travers le Programme d'Education Communautaire pour le Travail créé en 1978 et désigné par l'acronyme PETRA, des efforts ont été faits dans le but d'offrir une sorte de formation non-formelle dans laquelle le moniteur transmet en tant que membre de la communauté ce qu'il sait à un groupe.

A travers ce programme on essaie d'apporter la réponse à un défi, notamment celui de pouvoir offrir une meilleure qualification professionnelle à un grand nombre d'étudiants finissant le Programme d'Alphabétisation. Plutôt que de former ces personnes pour le marché du travail qui n'a pas une capacité d'offres suffisant à absorber le contingent des étudiants alphabètes, le programme vise surtout la diffusion de techniques et d'attitudes de travail permettant l'initiation professionnelle ou d'encourager l'épargne à travers l'apprentissage de compétences comme la couture ou d'autres relatives à la construction qui peuvent être d'une grande utilité dans la vie de tous les jours.

Le Programme d'Auto-Instruction créé en 1975 et dont l'unité opérationnelle est le Poste Culturel a pour but d'offrir une vraie alternative éducative qui amène les participants à apprendre seuls. Le matériel de ce programme est basé sur le cours d'Education Intégrée, il met également à la disposition des apprenants du matériel servant à éveiller et à favoriser le développement de mécanismes nécessaires à une éducation permanente. Les livres comprennent des textes et des illustrations relatives à un thème central, des questions correspondantes à la fin du texte, une fiche d'évaluation devant être remplie par les apprenants eux-mêmes. C'est une forme d'enseignement par correspondance qui utilise le Poste Culturel comme un bureau de poste.

D'autres programmes du MOBRAL opèrent en tant que facteur de motivation chez ceux qui sont à présent alphabètes de même qu'ils les intègrent et contribuent par cela à une action plus ambiante au sein de la communauté.

Le Programme d'Action Communautaire Diversifiée mis en place en 1975 et désigné par l'acronyme PRODAC, est un programme à travers lequel des groupes volontaires de la communauté sont formés pour élaborer une liste des besoins ainsi qu'un plan ultérieur d'action avec ou sans l'aide d'entités publiques ou privées. La participation est ouverte à tous les résidents de la municipalité dans laquelle le programme est réalisé.

En 1976, le Programme d'Education Communautaire pour la Santé, désigné par le sigle PES, fut lancé et des discussions furent entamées avec les membres de la communauté sur des thèmes tels l'hygiène, la protection maternelle et infantile, les maladies et la nutrition. Pendant ce temps un travail de

coopération était entrepris par ces participants indépendemment de l'aide apportée par des entités privées ou publiques.

En 1978, le Programme de Technologies Appropriées - désigné internationalement par le terme de Technologies Appropriées - fut lancé dans le but de réunir des échantillons de la culture technique du peuple brésilien et d'analyser, d'évaluer et de diffuser de tels échantillons à travers un matériel imprimé, visuel ou audio-visuel.

Tous ces programmes ont tenté de créer un matériel écrit adéquat pouvant ainsi motiver les apprenants à utiliser leurs connaissances.

2.7 L'Approche Méthodologique

Si la méthodologie opérationnelle structurée par le MOBRAL a tenu compte des difficultés rencontrées dans les expériences faites antérieurement, elle s'est servie également des aspects très positifs de chacun. A l'origine, lorsque l'on a mentionné l'alphabétisation et l'éducation permanente on impliquait que l'alphabétisation devait être la première étape du processus éducatif suivie par des niveaux d'apprentissage de plus en plus élevés. Plus tard, on en vint à penser que l'alphabétisation fonctionnelle était bien une étape du processus éducatif sans pour cela en être la première.

Le MOBRAL s'est décidé pour un programme de grande envergure grâce auquel il pourrait supprimer l'analphabétisme en une période de dix ans en accord avec les objectifs fixés par le gouvernement. Cependant, ce n'est pas seulement pour une raison de temps que l'on s'est décidé pour un programme de masse. Le nombre excessivement élevé d'adultes analphabètes, l'étendue du pays, les diverses réalités culturelles et ethniques du Brésil ont aussi contribué fortement au choix d'un programme de masse.

Des expériences faites en petits groupes qui pourraient prendre en considération les intérêts de chaque communauté semblent être la solution optimale. Mais d'un autre côté, cette alternative renfermerait probablement encore certains facteurs faisant obstacle à l'éradication de l'alphabétisation dans notre pays à ce siècle parce que l'économie du coût marginal serait annulée et cela rendrait toute action urgente

impraticable.

En conséquence, on opta pour la méthode empirique. Cette méthode a un rapport étroit avec la réalité dans laquelle elle est appliquée, elle se développe dans des conditions normales et affronte les obstacles opérationnels courants dans l'univers même auquel elle se rapporte. Au niveau social, l'expérience nécessite certaines conditions qui ne peuvent pas être reproduites lorqu'on essaie de l'appliquer à l'univers qui doit être atteint. En outre, il faut mentionner qu'il faut tellement de temps pour mettre au point une expérience qu'une fois conçue, les conditions dans lesquelles elle avait été projetée initialement peuvent être si altérées que toute diffusion serait aussi risquée que la non-réalisation de l'expérience. Cependant, la décision d'un programme de masse n'a jamais été synonyme d'action "massifiante". La tendance qui consiste à privilégier les besoins individuels des clients fut protégée par l'adoption d'une méthodologie qui, basée sur l'expérience existentielle de l'individu, pousserait cet individu à réfléchir sur la réalité qui l'entoure lui donnant ainsi la possibilité de la transformer.

Quelques aspects de la méthodologie adoptée par le MOBRAL seront exposés un peu plus tard. L'un de ces aspects concerne la *fonctionnalité*, principe méthodologique selon lequel le contenu de l'activité éducative prend son origine dans l'expérience de vie de l'être humain. Grâce au principe de la fonctionnalité appliqué dans les programmes, l'apprenant n'est pas tenu de se limiter à apprendre à lire, écrire et compter mais au contraire il est amené à découvrir sa fonction, son rôle dans le temps et dans l'espace dans lequel il vit. Ceci est fait en éveillant chez l'apprenant son goût pour le travail, en développant sa créativité, en lui inculquant des habitudes d'hygiène et de santé, en lui enseignant comment vivre dans la communauté et en l'aidant à prendre connaissance de ses droits et devoirs. De nombreux obstacles se dressent devant l'obtention du degré optimal de la fonctionnalité dans les différents programmes du MOBRAL.

Parmi les différents procédés adoptés par la Fondation dans sa recherche du degré optimal il est important de signaler l'*accélération* et la *globalisation*. L'*accélération* est un processus éducatif qui vise les adolescents et les adultes sans passer par toutes les étapes du système scolaire traditionnel. C'est parce que les individus adultes ont une certaine expérience de vie et une "assimilation de la culture",

parce qu'ils sont mûrs en ce qui concerne les perceptions motrices, qu'ils sont capables d'accomplir en peu de temps, s'ils sont encouragés et si on leur en donne l'occasion, des tâches requérant ces qualités et qui reposent sur leur expérience de vie. Etant donné tout ceci, un processus d'apprentissage rapide est justifié et s'impose même.

Afin d'atteindre le degré de fonctionnalité décidé initialement, le MOBRAL s'est servi d'éléments autres que le choix des mots et de textes générateurs. Ainsi:

- Le choix d'enseignants d'alphabétisation pris parmi les membres de la communauté qui, grâce à une formation sont capables d'assurer le travail en le basant sur les intérêts des clients et de la communauté;

- l'utilisation du travail en groupe qui permet l'exploration des contenus au niveau des intérêts de l'apprenant.

Pour essayer de matérialiser encore plus le concept de la fonctionnalité, le MOBRAL s'est servi des autres programmes mentionnés ci-dessus (le PEI, le Programme d'Auto-Instruction, le Programme de Formation Professionnelle et le Programme Culturel, etc.) parce que grâce à eux il a été possible d'appliquer ces diverses formes d'assistance à l'individu et à la communauté selon les intérêts, les besoins et les compétences dont il est question.

Ces programmes ont contribué à faire peu à peu une réalité de ce processus éducatif de plus en plus fonctionnel. Chaque programme du MOBRAL ouvre la voie à un autre donnant ainsi la possiblité à un individu de se développer entièrement.

Depuis que le MOBRAL considère l'éducation en tant que processus dont l'ultime objectif est un individu complet, chacun de ses objectifs trouvera vraisemblablement une possibilité de développement dans le processus éducatif. Pour garantir le développement satisfaisant de toutes les dimensions de l'individu, le MOBRAL a adopté la *globalisation* comme procédé méthodologique. Partant du principe que la personne est un être à part entière dont l'expérience de vie ne peut pas être condidérée d'un point de vue fragmenté, le MOBRAL a vite compris que la globalisation était un des moyens les plus efficaces pour arriver à la fonctionnalité à travers ses

programmes.

Dans le PAF précisément, la méthode employée relève les expériences intéressantes de la vie des clients et en utilisant des mots générateurs relatifs aux besoins fondamentaux des êtres humains elle garantit l'intérêt et la participation des apprenants. Ces mots générateurs sont utilisés universellement dans les différentes régions du Brésil. La présentation initiale et l'exploration d'affiches motivatrices permet:

- l'étude du mot générateur pris sur cette affiche;
- la décomposition syllabique du mot générateur;
- l'étude des familles de syllabes d'après les mots appris;
- la construction et l'étude de mots nouveaux;
- la construction et l'étude de phrases et de textes.

L'enseignement de l'écriture est parallèle à celui de la lecture. L'orthographe est enseignée avec soin mais on n'insiste pas trop sur ce point car il pourrait devenir un obstacle au processus d'alphabétisation. Les mathématiques sont enseignées en même temps que la lecture et l'écriture. Leur enseignement est basé sur un examen des connaissances déjà acquises par les apprenants et sur le développement subséquent et l'organisation de telles notions. Ce processus prend fin avec la mise en application des notions acquises au cours de situations concrètes.

La didactique de base du programme mis en place prévoit le livre de lecture de l'apprenant, son cahier d'exercices de grammaire et un livre de mathématiques, le livre pédagogique de l'enseignant et une série d'affiches génératrices. En plus de ce matériel, on donne aux apprenants et aux enseignants un matériel didactique supplémentaire qui comprend des livres de lecture suivie et des journaux qui servent à renforcer et à enrichir le processus d'alphabétisation. En ce qui concerne les autres ressources, des moyens technologiques - en particulier la radio et la télévision - deviennent les instruments de transmission du Programme d'Alphabétisation Fonctionnelle. Plus tard on révisa le livre de travail du PAF et de la T.V. et on y ajouta un guide du maître.

On fixa la durée du cours à cinq mois avec des classes de deux heures à la fois. En termes empiriques, cette durée était considérée comme suffisante à l'alphabétisation d'un grand nombre d'apprenants. Il est important de souligner que l'apprenant n'a pas besoin de rester dans la classe pendant les cinq mois complets: si son rythme d'apprentissage est rapide, il ne restera que le temps nécessaire à son alphabétisation. Devrait-il au contraire mettre plus de temps, dans ce cas il peut se réinscrire et rester dans le cours aussi longtemps que nécessaire. Une évaluation ultérieure montre que le temps véritable nécessaire à l'alphabétisation varie de six à dix mois.

Une série de règles furent élaborées dans le cadre de l'alphabétisation. Une fois reformulées, elles prenaient un caractère définitif et avaient valeur d'objectifs intermédiaires.

Ainsi l'étudiant était considéré alphabète s'il était capable:

- d'identifier le contenu des textes et des phrases qu'il lisait;

- de rédiger des phrases ainsi que des textes significatifs;

- de résoudre des situations tels les problèmes comprenant les quatre opérations et comprenant des nombres à 1 ou 2 chiffres avec ou sans combinaison;

- de résoudre des situations tels des problèmes comprenant des mesures de longueur (mètre, centimètre, kilomètre), le calcul de périmètres, des mesures de volume (litre), des mesures de poids (gramme et kilogramme), des calculs de valeurs monétaires, monnaie locale (cruzeiros et centavos), et temporelles (jour, mois, heure, etc.) et ceci en utilisant des entiers et des fractions.

Une autre caractéristique de l'approche méthodologique adoptée par le MOBRAL est la *planification participative*. La décision d'adopter la planification participative est directement liée à l'évolution des pratiques éducatives et les efforts intentés afin d'accroître graduellement la participation de la population aux décisions impliquant sa vie et les

possibilités d'éducation à sa disposition. La planification participative est ainsi vue par le MOBRAL comme la conséquence naturelle de la mise en oeuvre de l'éducation et de l'action communautaire et les requêtes et émanations de la communauté sont éminemment importantes.

Le point de départ du travail est la discussion en groupes des problèmes respectifs locaux, la mise en valeur des intérêts et attentes, la prise en note des options et priorités relatives à la liste de programmes émise par le MOBRAL. Ce processus devrait conduire à la préparation d'un Plan d'Action Municipal.

En termes concrets, cette approche systématique se traduit au niveau d'une ou deux hypothèses de travail essentielles, dont celle d'une possibilité de décentralisation administrative et d'une participation accrue aux décisions relatives aux pratiques éducatives jusqu'au niveau des comités municipaux et à long et moyen terme ou encore celle d'amendement du rôle des comités en tant que groupes de support et de conseil de l'administration locale.

On souhaite ainsi que les unités administratives du MOBRAL dans les états et les territoires et les unités municipales puissent ensemble jouer le rôle d'agents intermédiaires entre les divers groupes communautaires. De ce point de vue, une hypothèse selon laquelle, par la généralisation de la pratique de sondages permanents, la planification impliquant la participation pourrait bien aider les communautés à prendre leurs décisions et établir leurs objectifs et priorités est tout à fait viable.

Le propos fondamental du MOBRAL dans l'adoption d'une planification visant à la participation était de formuler des directives et des lignes d'action suivant au plus près les intérêts des défavorisés.

Il fut ainsi possible de mettre en place assez rapidement une source permanente de collecte, d'analyse et de confirmation des données et de l'information, à partir de comités et groupes municipaux en passant par les bureaux de coordination des états et des territoires, gravissant les échelons de la gestion du MOBRAL, afin de garantir une formulation des plans nationaux fondée sur les attentes et les priorités établies par les groupes communautaires eux-mêmes.

La planification impliquant la participation devrait, en outre, être vue comme un moyen d'accélérer le procès d'adaptation des programmes aux caractéristiques et habitudes des communautés, si ce n'est tout d'abord aux intérêts et besoins existants.

En conséquence de ces perspectives élargies qu'apporte la planification impliquant la participation, il est possible d'énumérer un certain nombre d'objectifs opérationnels tel que suit:

- accomplir la réalisation de diagnostics permanents au sujet de la situation dominante dans les localités;

- accomplir une planification cohérente de l'agence centrale en termes d'intérêts et de besoins éducatifs de la population;

- décentraliser peu à peu les décisions administratives en ce qui concerne les exigences éducatives jusqu'au niveau le plus élémentaire;

- renforcer le rôle et l'action des comités municipaux en tant qu'agences représentant le MOBRAL au niveau local.

Ainsi lorsque (en juillet 1980) l'organisation entière du MOBRAL suggéra de développer l'activité éducative au moyen d'actions communautaires, il devint capital d'adopter une ligne de conduite directrice pour la planification en accord avec les principes d'action de base de la communauté. On se mit au travail en tenant compte du temps comme facteur limitatif, car la consultation au niveau local dans les 3983 municipalités du Brésil en exigeait outre-mesure. Il dépendait du MOBRAL Central de déterminer le processus dans son entier selon l'organigramme donné au Schéma 1.

La méthodologie suivie était basée sur les principes en vigueur dans le travail d'éducation du MOBRAL et dont la flexibilité rend possible l'adoption par chaque bureau de coordination de stratégies d'exécution compatibles avec les réalités locales. Ces stratégies comprennent:

- l'implication des ressources humaines du MOBRAL à tous les niveaux;

- un Comité Municipal comme axe de la planification

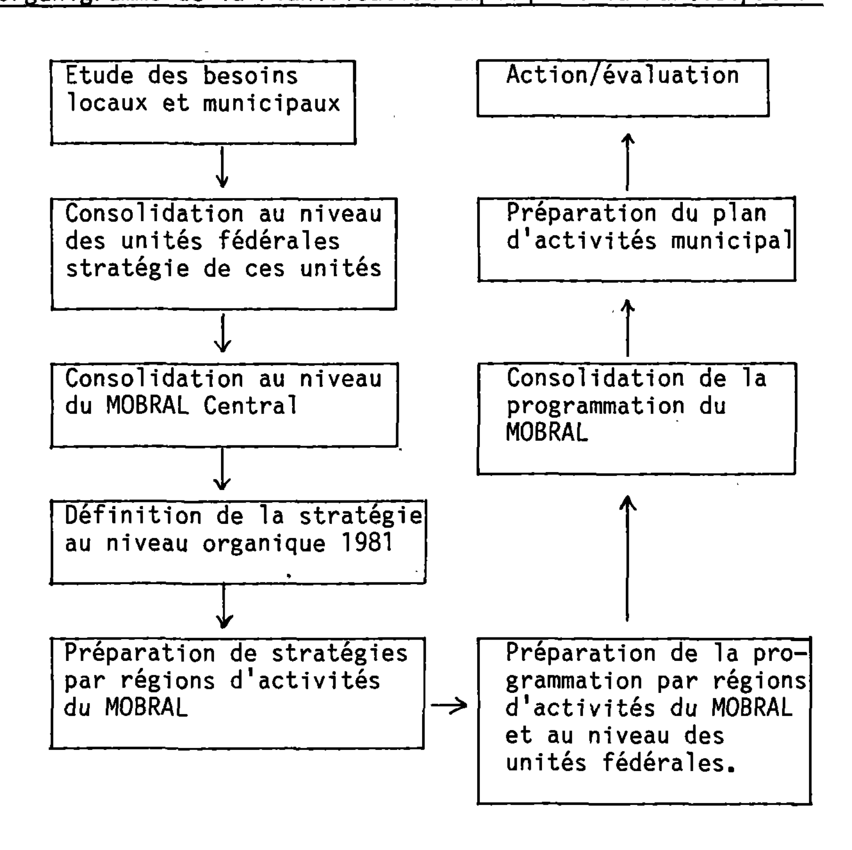
locale;

- la consultation extensive des leaders de groupes locaux et communautaires;

- le soutien du processus entier par l'inspecteur de zone et le comité municipal.

Schéma 1

Organigramme de la Planification Impliquant la Participation



3. ANALYSE DE STRATEGIES D'APPRENTISSAGE SPECIFIQUES

Le MOBRAL assure la responsabilité d'une série d'activités d'apprentissage orientées vers le développement, qui sont en général conduites par d'autres corps exécutifs sous contrat. Ces programmes ont des objectifs de développement plus étendus et fournissent, de plus, les possibilités et les conditions d'apprentissage. La majorité utilise les formules combinées de stratégies d'apprentissage. Le point de mire de cette étude étant les stratégies d'apprentissage, des efforts ont été faits dans le but de les définir et de les sélectionner à travers les programmes, portant l'intérêt sur les programmes extrascolaires parallèles au système formel, les programmes sur mesure suivant les besoins et intérêts du moment, les groupes locaux d'études et d'action et les stratégies fondées sur les nouvelles technologies ou les média traditionnels et populaires. Les stratégies décrites se retrouvent de façon isolée ou combinée dans les programmes suivants:

- PEI Programme d'Education Intégrée
- Programme d'Auto-Instruction
- Programme de Formation Professionnelle
- PRODAC Programme d'Action Communautaire Diversifiée
- PES Programme d'Education Communautaire pour la Santé
- Programme de Technologies Appropriées
- Programme de Développement Culturel
- PETRA Programme d'Education Communautaire pour le Travail.

3.1 Les Programmes Extrascolaires Parallèles au Système Scolaire et Autres Programmes et Cours Non-Formels

Trois des programmes du MOBRAL sont destinés à offrir à la clientèle de nouvelles occasions de poursuivre leurs études ainsi que d'améliorer leur situation sur le marché du travail. Il s'agit de l'Education Intégrée, de l'Auto-Apprentissage et de la Formation Professionnelle. Ils s'adressent à des personnes ayant appris récemment à lire et à écrire ainsi qu'à d'autres membres de la communauté qui ont eu une scolarité sans obtenir un certificat de fin d'études.

a. Le Programme d'Education Intégrée (PEI)

Des études de sujets relatifs aux exigences fondamentales de l'humanité sont le point de départ de ce programme qui fait partie du Programme d'Education Supplémentaire du MOBRAL et il n'y a aucune séquence d'approche préétablie. On entreprend l'étude de chaque sujet focalisé sur les intérêts et les besoins du groupe en examinant un poster générateur et en travaillant sur un texte générateur. Les activités qui en découlent ont lieu sous forme de travail en groupe avec échange d'expériences, participation active de la part de tous, discussion et recherche de solutions aux problèmes résultant des activités respectives.

L'exécution du programme incombe à l'état et aux Conseils Municipaux de l'Education en accord avec le MOBRAL. Le MOBRAL fournit le matériel didactique et forme les enseignants. Et c'est aux Conseils de l'Education qu'il revient d'apporter les ressources humaines et de fournir le reste du matériel ainsi que de faciliter la bonne marche des classes et l'organisation du programme.

En 1973, le Conseil Fédéral de l'Education reconnaissait que le programme était équivalent aux quatre premiers niveaux de l'enseignement primaire. Ceci assurait que l'évaluation représentait une partie du processus et que des certificats de fin d'études étaient délivrés par les Conseils de l'Education. Le MOBRAL était autorisé à conclure des accords avec des écoles privées qui auraient le droit de délivrer des certificats de fin d'études si elles sont dûment autorisées et reconnues par des agences d'Etat ou municipales dans le domaine en question. Le MOBRAL était de même autorisé à délivrer des certificats qui sont tous valables dans tout le Brésil sans

devoir consulter les Conseils de l'Education.

Depuis 1973, les Conseils de l'Education ont reçu le droit d'assurer un minimum de 720 heures de cours, par étapes, et les programmes respectifs peuvent durer de dix à dix-huit mois. Cependant, étant donné la flexibilité de ce programme quelques apprenants peuvent atteindre leur but après quelque 400, 500, 600 heures de cours tandis que d'autres auront besoin de plus de 720 heures et devront s'inscrire de nouveau.

La formation des enseignants s'est faite en deux étapes afin d'obtenir un effet multiplicateur. Dans un premier temps, l'équipe du MOBRAL central a formé les enseignants représentant chaque municipalité, auxquels enseignants il est revenu, dans un deuxième temps, de former l'ensemble du corps enseignant. Depuis lors (1971), les activités de formation ont été assurées soit par l'équipe du MOBRAL central (à travers les bureaux de coordination d'Etat ou territoriaux ou le sous-système de supervision globale), soit par les Conseils de l'Education. Le matériel didactique et les lignes directrices tracées par le MOBRAL représentent les ressources de base des activités de formation.

b. Le Programme d'Auto-Instruction

Le Programme d'Auto-Instruction est axé sur la formation d'enseignants laïques mais il permettra aussi "la suggestion d'activités spécifiques visant à l'utilisation du matériel et des stratégies équivalents à ceux employés au cours des quatre premiers niveaux élémentaires, ces activités devant toutefois être autorisées par les Conseils d'Etat de l'Education". (cf. document sur les *Activités du MOBRAL en 1984*). Le Programme d'Auto-Instruction part du principe que l'éducation est un processus par lequel l'individu apprend à acquérir une information et s'instruit par lui même et qu'on ne peut apprendre vraiment que ce que l'on découvre par soi-même. Ainsi, l'action éducative devrait fournir les conditions permettant à l'individu de devenir l'agent de sa propre éducation.

Il est stipulé dans les objectifs de ce programme qu'une attention particulière doit être accordée aux régions rurales et par conséquent on a établi une échelle de priorités entrant en ligne de compte lors de l'inscription au programme:

- les enseignants de l'alphabétisation

- les apprenants du cours d'Alphabétisation Fonctionnelle

- les enseignants du Programme d'Education Intégrée

- les apprenants du Programme d'Education Intégrée, et

- la communauté dans son ensemble.

Les caractéristiques spécifiques du programme sont les suivantes:

- Présentation pour l'étude des sujets qui présentent un intérêt pour les apprenants ou qui reflètent leurs besoins;

- le sujet devant être traité à chaque cours doit être dans tous les cas choisi par l'apprenant lui-même. Il n'y a aucun ordre prédéterminé pour l'étude des différents sujets;

- le temps réservé à l'étude de chaque sujet dépend du niveau d'apprentissage, de l'intérêt et du besoin exprimés et de la disponibilité de chaque étudiant qui pour ces mêmes raisons peut se joindre au cours ou le quitter à tout moment;

- pour rendre l'étude du sujet possible, l'apprenant a accès au matériel qui lui permet de s'informer et de se tenir au courant par lui-même;

- l'étude de chaque sujet est faite en travaillant avec des textes didactiques et en participant à des activités supplémentaires.

Le MOBRAL met à la disposition des apprenants deux types de matériel didactique. Le matériel de base, pour l'utilisation individuelle, comprend:

- trois livres d'une collection du PEI (Programme d'Education Intégrée);

- des lignes directrices pour les activités (avec des sujets relatifs au travail, aux communications, aux transports, à l'être humain, à la communauté, à la culture, l'agriculture et l'élevage, au Brésil, à la formation, l'hygiène et la santé, au monde social, et

aux mathématiques);

- les solutions du livre de mathématiques.

Il y a un moniteur de programme à chaque Poste Culturel, qui est responsable de l'orientation, du suivi et de l'évaluation des activités suivies par les participants au programme. C'est le Sous-Système de Supervision Globale - SUSUG - et l'Agence Pédagogique qui suivent le travail fait par le moniteur et les autres personnes responsables. Les travailleurs responsables de cette activité de suivi aux différents niveaux exécutent des travaux de formation, d'évaluation coopérative, prennent contact avec les clients, et ainsi de suite.

c. Le Programme de Formation Professionnelle

Dès son institution, le MOBRAL s'est engagé de façon très erratique dans le domaine de la formation professionnelle par le biais d'initiatives locales au niveau des municipalités.

Une première tentative visant à mettre un peu d'ordre a été faite en 1973, alors que le MOBRAL Central signait des accords avec le Programme Intensif de Formation Professionnelle (PIPMO).

En 1974, face aux activités grandissantes dans ce domaine, on créa la GEPRO ou Gestion de la Formation Professionnelle, qui impliquait l'instauration d'un système de Coordination Nationale veillant à l'évolution quantitative et qualitative de ces activités.

Types de Programmes

Suivant sa décision d'agir de façon systématique dans le champ de la formation professionnelle, le MOBRAL adopta le mode de formation classique en vigueur dans les unités déjà actives dans ce domaine. Cette attitude fit l'objet d'un programme réunissant les composantes suivantes:

- un sous-programme d'orientation professionnelle

- un sous-programme de formation professionnelle

- un sous-programme de placement sur le marché du travail.

Les caractéristiques suivantes, nécessaires à la bonne marche des activités du MOBRAL s'inscrivaient dans le modèle suivant: décentralisation des opérations et centralisation de l'exécutif, utilisation des ressources disponibles dans les communautés, recherche d'une économie d'échelle au moyen d'une seule stratégie valant pour tout le pays et l'association des unités privées et publiques dans ce champ de travail.

La transposition de ce mode de formation professionnelle se fait assez rigidement lorsqu'il s'agit de satisfaire aux besoins des clients car l'intention initiale était de répondre tout d'abord aux besoins du marché du travail (plus spécialement celui des commerces) mais eut pour résultat l'acquisition d'un savoir-faire de la part du corps d'experts du MOBRAL en termes de mise en place de nouveaux éléments et de leur adaptation maximale aux besoins de la clientèle de la Fondation.

Le Sous-Programme d'Orientation Professionnelle comprenait les éléments suivants: Projet d'Information Professionnelle et Projet de marchés professionnalisant. Le Sous-Programme de Formation Professionnelle comprenait: Le Projet de Formation par Familles de Métiers (semi-spécialisation) et le Projet de Formation par Professions Spécifiques (spécialisation). Enfin, le Sous-Programme de Placement sur le marché du travail comprenait le Projet d'Agences pour l'Emploi.

Objectifs et Méthodologie

Le Programme de Formation Professionnelle a pour but d'aider le gouvernement à résoudre le problème de la formation de la main-d'oeuvre pour encourager le développement économique et social du Brésil à travers deux types de formation, par familles de métiers et par métiers spécifiques.

La formation par familles de métiers consiste à communiquer les connaissances techniques de base des tâches principales et similaires comprises dans un groupe de métiers afin de rendre l'apprenant apte à exécuter un certain nombre de tâches et afin de fournir les conditions nécessaires à sa spécialisation ultérieure dans un métier particulier ou dans une tâche particulière au sein d'un métier général.

Les activités prévues dans les différents contenus de la méthodologie de la formation par familles de métiers (treize en tout) sont de nature éminemment pratiques afin de faciliter la fixation de ce qui est appris et aucune activité extra-

curriculaire n'est programmée.

Le nombre d'heures requises varie avec le contenu. La durée de formation pour le secteur primaire va de 40 à 80 heures; la répartition de ces heures tient compte du temps de travail que nécessitent le labour et la récolte des différentes cultures de la localité. Le nombre d'heures comprises dans les contenus du secteur secondaire varie de 70 à 120 heures.

Aider les participants du MOBRAL en appliquant la méthodologie de la formation par métiers spécifiques, tout comme la formation par familles de métiers, a pour objet de servir les objectifs du gouvernement en matière de développement économique et social au Brésil. Différant de la méthodologie de la formation par familles de métiers qui consiste à suivre des cours de formation semi-professionnelle, la formation par métiers spécifiques consiste à suivre des cours de formation professionnelle où l'on pourvoit cette fois à un niveau plus élévé de spécialisation imposé par le marché du travail.

La formation par métiers spécifiques consiste à organiser une série de curricula théoriques et pratiques préparant l'individu à exercer un seul métier (par exemple, dactylographie, sténographie, etc.). Les activités comprises dans les différents curricula de la méthodologie de la formation par métiers spécialisés (27 pour le secteur primaire, 5 pour le secteur secondaire et 10 pour le secteur tertiaire) sont à la fois théoriques et pratiques de par leur nature, on n'y prévoit également aucune activité extra-curriculaire. Le nombre d'heures varie avec le contenu. Cependant, on suggère aux enseignants et aux moniteurs que l'emploi du temps ne soit ni inférieur à soixante heures ni supérieur à quatre-vingts heures.

Du fait que le Bureau de la Formation Professionnelle du MOBRAL n'a pas son propre groupe d'enseignants / moniteurs, les deux programmes ont été développés au moyen d'accords conclus avec des entités appartenant au système de formation professionnelle formel. Le MOBRAL apporte les fonds, la méthodologie et le matériel didactique nécessaire et mobilise la clientèle intéressée dans les communautés tandis que les entités engagées dans cet accord apportent leurs propres équipes d'enseignants et de moniteurs qui doivent avoir une qualification professionnelle appropriée. Le MOBRAL se charge également de former ces enseignants / moniteurs à la méthodologie de ces

deux programmes. Ces accords sont rendus opérationnels par les Coordinations d'Etat du MOBRAL et par les Comités Municipaux ainsi que par les représentants fédéraux et/ou municipaux des entités qui ont conclu ces accords.

Les cours sont assurés dans les municipalités concernées par les accords conclus entre le MOBRAL et les entités participantes, là où se trouve une clientèle intéressée, dans les locaux, et en utilisant les moyens apportés par la communauté (dans des immeubles ou des petites propriétés dans le cas du secteur primaire et dans des ateliers fournis par les firmes locales dans le cas du secteur secondaire). Si les entités engagées dans l'accord ont des centres de formation dans les localités respectives, on suggère alors que ceux-ci soient utilisés pour les activités du secteur secondaire.

Aucune disposition ne prévoit d'examens formels (écrits) pour ces cours. Les certificats sont délivrés aux étudiants qui ont assisté à 70% du nombre d'heures de travail stipulé et qui ont montré pendant le cours qu'ils maîtrisaient les techniques enseignées. L'évaluation est faite par le moniteur /enseignant sur la base d'un test pratique. Cependant, ces activités de formation ne donne aucune équivalence pour d'autres cours.

C'est le superviseur au niveau local qui est responsable du contrôle et du suivi de la formation, il se rend une fois par mois dans les cours. Une série de documents coordonnés sur les données respectives est envoyée tous les deux mois aux bureaux d'administration de la Formation Professionnelle.

Expériences Acquises:

Voici une liste des bénéfices obtenus par le MOBRAL dans le domaine de la formation professionnelle:

- le développement de sa propre méthodologie de formation (par familles de métiers).

- L'élargissement de la collaboration entre les organismes privés et publics, actifs dans ce domaine.

Il convient de mentionner dans le cadre de ces entreprises conjointes:

(1) Le Projet de Formation de Serviteurs Domestiques entrepris par le MOBRAL avec le soutien du Ministère du Travail et de l'ARNO (Compagnie de Produits Ménagers électriques);

(2) La Formation de Conducteurs de Tracteurs Agricoles menés par le MOBRAL et Massey-Fergusson (Usine de Tracteurs);

(3) Les Accords pour la formation des Professions de l'Agriculture avec les Entreprises (nationalisées) d'Assistance Technique et de Vulgarisation Agricole - EMATER - associée à l'EMBRATER National.

- La mobilisation des initiatives de formation locales

- Le développement d'un large réseau d'agences de placement professionnel.

  En raison de l'inexistence quasi totale d'agences pour l'Emploi dans le pays, et par-dessus tout des particularités des clients du MOBRAL, le Sous-Programme de Placement sur le marché du travail fut instauré dans l'intention d'être opérationnel au niveau d'unités simples, organisées et développées grâce à la bonne volonté et les efforts de la communauté elle-même. Ces unités dénommées communément Comptoirs du Travail, bien que manquant de la sophistication propre aux agences habituelles, n'en possédaient pas moins de bases solides, installées au coeur de la communauté et restaient en contact permanent avec les offres d'emploi et la clientèle, que représentait la communauté proprement dite, dans la mesure où le programme n'était pas restreint à l'univers du MOBRAL. (Source: *le MOBRAL et le Système d'Emploi National, 1980*).

- Le développement d'un matériel didactique pour les moniteurs et les apprenants comme support d'évolution des cours de formation.

Quelques Problèmes et Difficultés

A côté de ces bénéfices, on dénombre également plusieurs facteurs qui ont freiné l'expansion ou ont interféré dans le maintien d'un niveau satisfaisant de ces activités. Parmi

ceux-là se trouveraient:

- la difficulté de recruter un personnel compétent ayant une expérience avec ce type de clientèle;

- le manque de ressources financières; et

- la difficulté de concilier une action axée sur le marché du travail et taillée à la mesure de ses besoins et une action de services auprès d'une clientèle numériquement plus importante que la demande en main-d'oeuvre.

En 1978, le MOBRAL amorça un changement significatif par rapport au modèle de formation professionnelle lorsqu'il entreprit de développer le Programme d'Education Communautaire pour le Travail (PETRA) présenté plus loin sous forme de groupes d'études et d'action et utilisant un élément nouveau: les média.

Le Projet d'Information Professionnelle

Le Projet d'Information Professionnelle s'articule sur l'emploi des moyens suivants:

- cinématographique: *A Mão que Escreve, a Mão que Trabalha (la main qui écrit, la main qui travaille)*;

- audio-visuel: *Todo Mundo Trabalha (Tout le monde travaille)*;

- brochures professionnelles: un total de cent textes variés d'information concernant les professions estimées comme étant les plus recherchées par le public du MOBRAL.

Le propos de ce projet est de fournir de façon systématique une information meilleure et plus substantielle sur les offres d'emploi, selon les compétences et intérêts du public du MOBRAL.

A cet effet plusieurs activités sont proposées:

- la distribution de brochures aux Comptoirs du Travail;

- la distribution de brochures lors de la mobilisation de

candidats pour les cours de formation professionnelle et au début des cours en les mettant à leur disposition aux centres d'inscriptions et dans les locaux éducatifs;

- la distribution de brochures dans les centres d'alphabétisation fonctionnelle et ceux de l'éducation dans le but de renforcer l'apprentissage de la lecture et de l'écriture en liant plusieurs qualifications aux mots-clés et aux matières abordées.

- la promotion de la lecture individuelle et collective de ces informations dans les Postes Culturels;

- la promotion de discours et discussions au sujet de l'information professionnelle et de son rôle dans la vie de l'individu et de la communauté, en dehors de ses aspects liés à l'offre de formation et à un meilleur emploi de la main-d'oeuvre;

- la promotion de visites dans les entreprises comme activité éminemment pratique;

- la projection de films et diaporamas suivis si possible de débats;

- l'information de la communauté sur les activités principales requises dans le cadre de la Formation Professionnelle.

Le contenu de base de l'information professionnelle concernant le public potentiel du MOBRAL susceptible d'être touché par ces média traite des réalités du marché du travail en:

- fournissant des données sur les professions les plus adaptées aux personnes possédant le niveau d'éducation de la clientèle du MOBRAL;

- indiquant la nature et les exigences de chaque poste, c'est-à-dire en donner une description, mentionner les exigences ayant trait à la scolarité, l'âge, la force physique, l'habileté, l'acuité visuelle et auditive etc.;

- offrant des possibilités de formation dans la localité;

- fournissant des données sur l'offre et la demande de travail, le niveau moyen des salaires, etc;

Un effort est aussi fait pour amener l'individu à connaître les autres activités professionnelles, l'aider à adapter ses compétences et intérêts aux réalités du travail.

Ce matériel est préparé et imprimé par les presses du MOBRAL. La distribution du matériel est mise au point par la Gestion Professionnelle (GEPRO) se basant sur les requêtes provenant de ce domaine. Ces arrangements sont faits par le secteur du MOBRAL chargé de l'entrepôt.

Pour la sélection des moniteurs de groupes d'études, l'organisation met à la disposition les inspecteurs du MOBRAL au niveau municipal, les agents des Comptoirs de Travail (s'ils existent dans le lieu voulu), des moniteurs d'apprentissage en particulier dans le champ d'activité professionnelle ou encore des gens de métiers divers appartenant à la même communauté et disposés à partager leurs compétences professionnelles. La coordination des activités d'information professionnelle est impartie aux représentants fédéraux et municipaux du MOBRAL. La Gestion de la Formation Professionnelle au niveau du MOBRAL Central n'est engagée que dans des activités de suivi.

Les activités de motivation et de transmission de l'Information Professionnelle sont menées informellement par les représentants du MOBRAL au niveau fédéral et municipal et par les membres de la communauté commis à ce projet. La propagation est faite par affiches, journaux, stations locales de radio etc...

Le MOBRAL Central rembourse les dépenses en moyens utilisés dans le domaine de l'Information Professionnelle: films, diaporamas, tracts...

Deux formulaires sont utilisés pour le suivi:

- la carte de mise en route et d'observation, à remplir au niveau municipal et à envoyer tous les trimestres au COEST/COTER;

- la carte de résumé - récapitulation des données envoyées par la municipalité, complétées au niveau fédéral et envoyées tous les trimestres à la GEPRO du

MOBRAL Central.

De même que pour les cours par familles de métiers, par professions spécifiques et le PETRA, un encouragement maximal est prodigué en faveur de la communication entre agences pour le projet d'information professionnelle. Le but en est d'obtenir (par l'intermédiaire de prêts) des technologies éducatives supplémentaires ouvrant la voie à davantage d'activités.

Le MOBRAL travaille aussi dans les domaines de l'hygiène, de la culture, de l'action communautaire et de la technologie appropriée sous forme de programmes de postalphabétisation inscrits dans le dispositif d'*Education Permanente*. L'orientation systématique est pratiquée dans la mesure où chaque activité dans chacun de ces domaines s'emploie à identifier auprès de la clientèle les requêtes et intérêts dans les autres domaines. En outre, il est fait preuve d'encouragement à l'égard de la communication avec les unités de la formation professionnelle et d'autres domaines aux niveaux national, fédéral ou municipal où les besoins et intérêts de la clientèle peuvent être pourvus lorsque le MOBRAL ne peut s'en charger lui-même.

3.2 Programmes Occasionnels Basés sur des Besoins et Intérêts Spécifiques

Dans quelques situations, ce n'est pas toujours l'alphabétisation qui intéresse l'individu en premier lieu. D'autres activités éducatives (dans les domaines de la santé, du logement, de la nutrition, des sports etc.) ont également leur importance et rendent l'intégration et la participation de l'individu dans sa communauté plus grandes. Dans de nombreux cas, elles contribuent à une amélioration trés rapide de la qualité de la vie dans la communauté.

La Fondation du MOBRAL avait trois programmes qui cadraient avec cette situation, notamment: le Programme d'Action Communautaire Diversifiée (PRODAC), le Programme Communautaire d'Education pour la Santé (PES) et le Programme de Technologies Appropriées.

a. Le Programme d'Action Communautaire Diversifiée (PRODAC)

Ce programme se composait de trois étapes différentes qui étaient liées, notamment: la mobilisation, l'organisation des

groupes et l'exécution du travail. Bien qu'il y eût une phase propre à la mobilisation pendant laquelle on prépara la population à recevoir le programme, elle fut en général présente dans toutes les phases du travail.

Dans la première phase, on utilisa tous les moyens disponibles dans les zones urbaines et rurales (radio, journaux, discussions, haut-parleurs, affiches, etc.) et on appela la population à participer à ce que la communauté avait elle-même planifié et se devait de réaliser après avoir dressé une liste des priorités relatives à ses besoins et intérêts. Les personnes appartenant à tous les niveaux économiques, sociaux et culturels de la communauté étaient invitées à participer à cette étude dont l'objet n'était pas seulement d'apprécier les problèmes qui existaient mais aussi de chercher des solutions et d'aboutir à une participation générale au travail. Après avoir rassemblé ces données, on se réunissait pour faire un examen communautaire approfondi. Les participants ne discutaient pas seulement des problèmes mais aussi des solutions et des ressources disponibles, ils indiquaient les priorités et les éventualités de même que les formes d'action respectives qui devaient être adoptées.

La seconde phase commença par la formation des groupes qui devaient réaliser le travail basé sur l'examen fait au préalable. La méthodologie du programme a entraîné la formation de deux sortes de groupes, notamment:

- des Groupes d'Action Communautaire - groupes bénévoles - en général au niveau des centres municipaux, qui étaient responsables de la coordination, de la planification, de la réalisation et de l'expansion du programme;

- des Groupes d'Action Locale - ce sont des groupes de volontaires formés de personnes intéressées par la réalisation des activités dont le but était de développer la localité dans laquelle elles vivaient.

Les groupes élaboraient un plan d'action au cours d'une série de réunions. Le Groupe d'Action Communautaire préparait le plan d'action pour la municipalité incluant une note sur les activités de tous les groupes d'action locale.

Dans la troisième phase, les groupes organisés exécutèrent le plan d'action et essayèrent d'inclure l'ensemble de

ceux qui ont profité des activités réalisées. Les groupes étaient supposés se réunir régulièrement pour discuter des stratégies, répartir les tâches ainsi que les responsabilités, évaluer et reformuler le plan d'action. Conformément à la politique de responsabilité collective, les personnes impliquées étaient supposées non seulement de se familiariser avec les problèmes et de participer à la recherche de solutions mais on leur demandait également de prendre contact avec les autorités et les entités au niveau municipal.

Certaines entités dont les buts étaient similaires à ceux du PRODAC ont rejoint ce dernier afin de concentrer leur potentiel. On peut citer comme exemple, l'activité réalisée conjointement par le MOBRAL et l'Armée à travers le Programme d'Action Civique et Sociale (ACISO), lancé en 1976. Le projet PRODAC/ACISO avait pour objet d'appliquer la méthodologie du PRODAC afin de faire de l'ACISO un moteur du processus de développement de la communauté.

b. Le Programme Communautaire d'Education pour la Santé (PES)

Le Programme Communautaire d'Education pour la Santé avait pour objet d'impliquer toute la communauté dans les municipalités dans lesquelles il était implanté. Sa stratégie de base requérait l'identification de groupes déjà organisés dans la communauté ainsi que la formation de nouveaux groupes. Le nombre des parties composantes des groupes n'était absolument pas limité et ceux-ci étaient coordonnés par un moniteur qui décidait conjointement avec d'autres personnes où et quand les groupes se réuniraient pour discuter de la situation de la santé.

Le programme était communiqué par tous les moyens de communication disponibles tels que journaux, radio, radiodiffusion, haut-parleurs, stations de télévision, affiches, bannières, etc.

Les groupes organisèrent des rassemblements et des réunions au cours desquels des discours étaient tenus et des discussions étaient menées au sujet des problèmes de la santé en accord avec les exigences reconnues par les participants. Les activités initiales menaient à des activités coopératives planifiées par les groupes participants et réalisées avec le concours de la communauté et des entités locales.

Le moniteur était conseillé de s'engager lui-même ainsi que le groupe dans la recherche et l'obtention de support de la part d'institutions médicales et de spécialistes tels que médecins, infirmières, infirmières assistantes et travailleurs en Centre médical. Le Programme Communautaire d'Education pour la Santé prévoyait aussi une coopération des moniteurs et des groupes participants avec des personnes qui, bien que n'étant pas rattachées directement au Système médical proprement dit, avaient des connaissances dans ce domaine et jouaient un rôle important dans les communautés tels que les pharmaciens, sages-femmes, guérisseurs tradi-praticiens.

La durée de chaque programme était supposée être de quatre mois mais pouvait être prolongée dans les municipalités intéressées.

Un expert était responsable de la coordination, de la planification, de la continuation et du contrôle du programme au niveau de l'état. Les contrôleurs du MOBRAL étaient chargés de la formation, de l'assistance technique de l'évaluation et du feedback du programme dans la municipalité. Ils représentaient le lien entre les Bureaux de Coordination d'Etat (COEST) et le travail réalisé dans les municipalités.

Etait impliquée également la personne chargée du Programme Communautaire d'Education pour la Santé, ENPES. Au sein des Comités Municipaux, cette personne était responsable du développement du programme, elle devait aider et guider les moniteurs dans leur travail, contribuer à la mobilisation et au développement de la communauté et des unités respectives au sein du PES.

La personne responsable du développement du Programme au niveau de la communauté était le moniteur. Après avoir reçu la formation assurée par le MOBRAL, il s'occupait de la coordination des activités du groupe participant, il orientait la discussion au cours des réunions, il collectait des informations, il faisait connaître les services des agences locales pour la santé et il encourageait le développement des activités de la communauté.

La formation du personnel de coordination et de supervision des programmes se faisait au niveau de l'état et celle du personnel d'exécution au niveau municipal. Au niveau de l'état, les activités de formation étaient réalisées pour le PES et pour les contrôleurs afin de les préparer à la mise en

oeuvre, au suivi et au contrôle du Programme et pour la formation d'autres moniteurs. C'est le personnel technique du MOBRAL central qui était responsable de ces activités de formation. Au niveau municipal, la formation de base et les cours de recyclage étaient faits de façon à préparer et donner une première réaction à l'ENPES et aux moniteurs sur toute la période du programme.

Durant l'activité de formation de base, le moniteur faisait connaissance et apprenait à se servir du matériel de soutien du PES qui se compose d'une série de livres, de livrets, de posters contenant une information sur les principaux problèmes de santé. Des dispositions étaient prises pour l'utilisation de ce matériel de soutien afin de pouvoir répondre aux problèmes, aux intérêts et aux exigences de chaque localité impliquée dans le programme.

Au début de chaque année, la Direction du Programme déterminait un plan de budget des dépenses pour toute la période annuelle. Ce budget pouvait être soutenu par des fonds extra-budgétaires pendant la période concernée et des fonds pouvaient même être transférés d'un projet à un autre. En 1981 il y avait 12 types de projets et d'activités nécessitant les dépenses suivantes:

- Subventions

- Vivres

- Frais de transport

- Impression de matériel

- Salaire des moniteurs (1.000 Cr$ x 4 mois = 4.000 Cr$ après accord)

- Projets spéciaux

- Achats de films et de bandes

- Achats de livres et de magazines

- Paiements des cours

- Achats de graines

- Location des studios

- Paiement des acteurs, des musiciens, des narrateurs, des techniciens du son, etc.

En plus du budget préétabli, nous pouvions avoir recours à des fonds du FUDAC (qui finance les activités) et du FUCAP (pour la préparation des ressources). Ces deux derniers provenaient du budget global du MOBRAL, ce qui veut dire qu'ils ne venaient pas du budget préétabli de la Direction. En outre, pour la formation par stages et pour le perfectionnement, la Direction du Programme Communautaire d'Education pour la Santé (GEPES) utilisait d'autres moyens pour contrôler les progrès du programme dans le domaine et elle envoyait des informations et des conseils à tous ceux qui étaient concernés. On demandait au moniteur de faire un rapport tous les mois pour donner une idée des sujets traités au cours des réunions et pour savoir quelles étaient les activités du groupe. L'Agent d'Etat devait également envoyer un rapport sur ses activités et sur le programme sur le terrain. En outre, la Direction correspondait directement avec les moniteurs, par l'envoi mensuel d'informations et suggestions pour l'exécution du programme. Grâce à ces documents, il fut possible d'obtenir des données permettant la replanification du programme et de là d'arriver à une réalisation plus efficace des activités du PES. De la même façon, les activités d'assistance technique directe et indirecte, opérant comme instruments permettant de mesurer une première réaction et/ou le développement des individus impliqués dans le PES, s'intégraient dans le système d'évaluation en ce sens qu'elles apportaient une réponse aux problèmes observés.

Le 9 décembre 1980, un accord a été signé entre le MOBRAL et le CNBB (la Conférence Nationale des Evêques du Brésil) autorisant un nouveau type d'activités, à savoir la communication de notions élémentaires dans le domaine de l'éducation sexuelle et du planning familial par l'utilisation de méthodes naturelles.

c. Le Programme de Technologies Appropriées

Le principal objectif du Programme de Technologies Appropriées était de faire connaître largement à travers tout le pays une technologie populaire qui se caractérisait essentiellement par l'utilisation de ressources matérielles faciles à obtenir dans la région et dont le coût était peu élevé.

Cette technologie est le résultat de techniques dérivant de la sagesse du peuple comme la conservation des aliments et les médicaments ou remèdes maison. Ces techniques étaient traitées scientifiquement par la Direction du Programme de Technologies Appropriées ou par des institutions scientifiques permettant ainsi de comprendre le pourquoi et le comment de leur fonction. Elles ont été également associées à des procédés de technologie sophistiquée et même utilisée (si elles étaient adéquates) directement comme dans le cas de l'utilisation de l'énergie solaire à un niveau primaire.

Pour la mise en oeuvre, le suivi, l'assistance technique, l'évaluation et le feedback du programme, la Direction du Programme de Technologies Appropriées avait des représentants responsables dans la plupart des états de même que dans le sous-système de supervision globale et dans les autres agences du MOBRAL.

Le contenu du Programme avait pour objet d'aller au-devant des exigences et des aspirations des communautés qui avaient été étudiées en collaboration avec les membres de ces communautés eux-mêmes qui connaissaient au mieux les conditions et les ressources locales. Pour répondre à ces exigences et à ces aspirations, le Programme de Technologies Appropriées étendait ses activités à tous les domaines jugés fondamentaux pour la vie humaine, tels que la nutrition, la santé, le logement, l'agriculture, les loisirs, l'obtention et l'utilisation de sources d'énergie, l'élevage, l'habillement, les remèdes maison, et en gardant à l'esprit à tout instant l'emploi potentiel de main-d'oeuvre non spécialisée et le manque de matières premières. En conséquence, le contenu du Programme était basé sur une dextérité manuelle utilitaire - préparation d'outils de travail et d'autres objets utilisés quotidiennement - ainsi que sur l'utilisation des déchets et rebuts. Ces caractéristiques ne compromettaient en aucun cas la qualité des produits ainsi obtenus, bien plus encore, elles permettaient l'adoption de tels contenus dans les différentes régions du Brésil.

Le Programme de Technologies Appropriées concernant chaque état du Brésil était réalisé par des groupes déjà développés par d'autres programmes du MOBRAL ou par des groupes constitués dans le but de rechercher des solutions spécifiques à leurs problèmes à travers le Programme de Technologies. Ces groupes étaient mobilisés à l'avance par des agents du MOBRAL utilisant pour cela tous les moyens de communication possibles

dans la communauté.

La transmission et la propagation du programme s'est faite principalement à travers les fascicules de la série *Cada Cabeça ê um Mundo ... (A chaque personne son propre monde...)* qui était l'ouvrage de référence pour le programme. Le contenu du Programme de Technologies Appropriées était également utilisé complètement dans les autres programmes du MOBRAL servant aux apprenants qui avaient déjà appris à lire et à écrire dans le cadre du programme d'Education Intégrée ou du Programme d'auto-didaxie. En outre, il servait de complément au système d'éducation formel, ainsi environ 3000 recueils de la série *Cada Cabeça ê um Mundo...*" ont été distribués dans les écoles primaires et secondaires.

Le système de coordination du Programme de Technologies Appropriées comprenait trois niveaux:

- Au niveau national: la Direction du Programme était responsable de la préparation du contenu et des sujets, de la planification et de l'évaluation des activités comprises dans le programme, de la préparation des responsables du programme aux niveaux de l'état et municipal ainsi que du sous-système de supervision globale. Cette préparation était effectuée grâce à une assistance technique directe et indirectement au moyen de documents d'orientation.

- Au niveau de l'état: Les responsables du programme au niveau de l'état étaient responsables de la planification, ils adaptaient les activités au programme des états, ils préparaient les personnes responsables du développement du programme dans les municipalités. Ils communiquaient également au niveau national les résultats obtenus et les difficultés rencontrées.

- Au niveau municipal: Les personnes responsables du programme au niveau municipal étaient chargées à la fois du développement et du suivi de ce programme au sein de la population. Ce processus de continuation procurait une information nécessaire non seulement à l'évaluation des activités comprises dans le programme mais aussi à la préparation de nouveaux sujets d'étude. L'information arrivait au niveau national au moyen de trois types de questionnaires remplis par les membres des localités concernées et de rapports envoyés par les

représentants du MOBRAL dans les municipalités qui pouvaient appartenir soit au Sous-Système de Supervision Globale soit à d'autres programmes du MOBRAL.

Projets spéciaux de technologies appropriées

Un projet spécial fut conçu au niveau national, se fondant sur les études d'enquêtes sur des problèmes d'une communauté donnée et axées sur les problèmes d'hygiène et de santé, de nutrition, de logement et d'énergie, etc. Ce projet avait pour intention de mettre ensemble les contenus du Programme de Technologies Appropriées avec les techniques locales afin de développer des systèmes. Ces systèmes étaient des combinaisons de techniques visant à satisfaire certains besoins; ainsi, par exemple, un système de traitement de l'eau fut fabriqué selon les techniques de collecte, transport, filtrage et ébullition.

Les projets spéciaux furent développés par des groupes de la communauté même et avec l'assistance technique directe de la gestion des technologies appropriées (dans le cas de projets impliquant d'autres services du MOBRAL ou d'autres institutions, l'assistance technique était sous la responsabilité de l'institution ou service en question).

Les projets spéciaux utilisèrent le matériel et la main-d'oeuvre locaux, maintenant les coûts à un niveau assez bas. Ceci signifiait que le temps nécessaire à chaque projet variait selon les ressources de la région.

La coordination non seulement des projets développés par le service de Technologies Appropriées mais aussi de ceux patronnés par d'autres services du MOBRAL ou d'autres institutions fut conduite par le MOBRAL au niveau national. Toutes les phases de la planification à l'évaluation d'un projet tombaient sous la responsabilité de tels services ou institutions et étaient effectuées par comparaison des données compilées avant, pendant et après la conduite d'un projet.

3.3 Etude Locale et Groupes d'Action

Basé sur la diversité des difficultés rencontrées ainsi que sur les intérêts et les exigences du Brésil, le MOBRAL a développé des programmes d'action et d'étude au niveau local en plus de ceux existant déjà au niveau national. Parmi ceux-là nous pouvons citer le Sous-Programme du Programme Culturel,

le Programme d'Education Communautaire pour le Travail, les Projets spéciaux du Programme de Technologies Appropriées et la Planification Participative. Les deux derniers programmes ont déjà été présentés et évoqués dans la présente étude en ce qui concerne d'autres caractéristiques qui les distinguent, principalement l'orientation majeure de l'un vers la satisfaction des besoins et intérêts spécifiques (Technologies Appropriées) et la nature méthodologique globale de l'autre (Planification Participative). Dans le présent chapitre, nous décrirons donc seulement les programmes de Développement Culturel et d'Education Communautaire pour le Travail (PETRA).

a. Le Programme de Développement Culturel

Mis en place en 1973, le Programme de Développement Culturel vise à la fois, à répondre à la nécessité d'intégrer ceux qui participent aux programmes pédagogiques de la Fondation et la communauté à laquelle ils appartiennent dans un long procès de formation continue, ainsi qu'à aider à consolider tout savoir acquis par les apprenants en leur fournissant les conditions susceptibles de leur faire découvrir de nouvelles voies. Il fut lancé en tant que support des programmes éducatifs orientés vers la formation permanente.

Conçu dès le départ pour compléter l'effort éducatif, le programme devint un outil de promotion et de garantie de l'offre, l'assimilation, la transformation et l'application de concepts et d'attitudes.

Les activités nouvelles furent conçues dès le début en vue de mettre à profit le temps de loisir et de révéler les potentialités créatives, par la promotion d'activités individuelles et collectives.

Objectifs

L'objectif général du Programme Culturel est de contribuer de façon non-formelle, souple et dynamique au développement culturel du peuple brésilien ainsi qu'à l'expansion de l'univers culturel au sein de la communauté. Ses objectifs spécifiques sont les suivants:

- aider à atténuer ou à empêcher la rechute dans l'analphabétisme;

- écarter le danger d'abandons;

- réduire le nombre des échecs parmi les apprenants;

- être un facteur de mobilisation;

- encourager l'esprit communautaire;

- répandre la philosophie du MOBRAL à travers des activités de loisir et auxquelles la communauté tout entière participerait.

Les principes suivants guident l'application du Programme:

- démocratisation de la culture;

- développement de la créativité et de l'échange culturel;

- valorisation de l'individu et de la culture locale;

- préservation de la culture.

Clientèle et Structures

La clientèle ne se limite pas aux apprenants du MOBRAL, mais s'adresse à toute personne ayant exprimé spontanément son intérêt et étant attirée par les activités du programme.

Alors que les activités sont en règle générale mises en route dans les unités opérationnelles c'est-à-dire les Mobraltecas, Minimobraltecas, Postes et Minipostes, elles peuvent aussi être le fruit d'efforts locaux.

Le Mobralteca est une unité opérationnelle mobile équipée pour la réalisation d'activités culturelles. En s'arrêtant aux différents lieux qui longent son itinéraire et en attirant les foules, le Mobralteca ambitionne, entre autres choses, d'éveiller l'intérêt pour le développement d'activités culturelles permanentes par une mobilisation de la population et sa prise de connaissance de la structure opérationnelle complète du Mobralteca, mais aussi en réactivant les postes du MOBRAL en les faisant mieux connaître au sein de la communauté.

Les Mobraltecas sont égrénés en zones d'action nommées "régions de Mobralteca" dans lesquelles on trouve un pôle de coordination responsable de l'exécution et l'accomplissement

des activités de ces unités au niveau régional.

Les Minimobraltecas sont apparus en résultat de la nécessité d'étayer les activités du programme jusqu'à l'intérieur du pays au moyen d'unités de taille réduite. En utilisant un véhicule plus modeste et donc plus léger, plus pratique et moins cher, le programme touchait les populations les plus éloignées des zones rurales. Dans l'Etat du Nahia (Feria de Santana) et du Paraiba, ils furent les fruits d'efforts locaux.

Mis en place en tant que postes culturels en 1973, ces postes du MOBRAL devaient tenir lieu d'unités opérationnelles permanentes. Au départ, des centres permettant la création de situations de travail, ils furent actualisés et prirent la forme d'agences d'éducation permanente. Dès 1981, on les nomma Postes du MOBRAL, ce qui les caractérisait en tant qu'unités permanentes de l'Organisation pour la canalisation d'actions lancées par divers programmes.

Le poste est à la fois un point de rencontre et un support apporté au développement social, éducatif et culturel de la communauté dans ses efforts de promotion, propagation et préservation de la culture locale.

En 1979, à l'initiative de la Coordination du MOBRAL à Pernambuco est apparu un miniposte afin de pousser vers l'intérieur les programmes du MOBRAL, dans ces zones rurales et régions non encore touchées par les postes MOBRAL qui en règle générale étaient localisés dans les quartiers généraux des municipalités.

Le miniposte naît spontanément des activités entreprises par la communauté elle-même; il utilise ses propres ressources et matériel qu'il emprunte au poste sur une base rotative.

Le Programme Culturel est peu à peu mis en place dans tout le Brésil par le biais d'unités opérationnelles qui se dénombraient en 1983 comme suit:

Postes Culturels Communautaires	2 639 unités
Minipostes	81 unités
Mobraltecas (bibliothèques ambulantes et unités opérationnelles) ..	6 unités

Minimobraltecas	.. ..	31 unités
Tentes culturelles	.. ..	4 unités

Les sous-programmes, toujours basés sur les intérêts locaux, sont d'une grande utilité dans les unités opérationnelles ou à l'extérieur de celles-ci en développant les domaines de la littérature, des jeux et des sports, du théâtre, du cinéma, de la radio, de la télévision, du folklore et de l'art folklorique, de la musique, des publications, des arts plastiques, etc.

Au niveau de l'état et du territoire, le Programme Culturel est sous la responsabilité de l'Agent culturel et à un niveau municipal, sous celle des contrôleurs du Programme Culturel.

Le suivi du programme prépare à une rétroaction et à une reformulation continue. Le matériel de base consiste en des rapports rédigés par les Agents culturels et le personnel professionnel du Centre Culturel (qui fait régulièrement des petits voyages d'assistance technique), en réunions annuelles entre les Agents culturels et le personnel professionnel du Centre culturel, en une correspondance entre le Centre et les Agents culturels.

Ainsi que nous l'avons déjà mentionné, la gamme diversifiée des activités du Programme Culturel, comprend entre autres: l'utilisation plus large et plus active des nouveaux média, l'introduction de groupes de théâtre-amateur, de jeux de marionnettes et jeux dramatiques, en plus des tournois, gymkhanas, jeux et activités de loisirs. (L'utilisation de nouveaux média, de jeux, de sports à des fins de postalphabétisation sera traitée dans des chapitres différents, consacrés à ces stratégies d'apprentissage).

b. Le Programme d'Education Communautaire pour le Travail (PETRA)

Le Programme d'Education Communautaire pour le Travail connu sous la dénomination PETRA fait partie, puisqu'il a trait au travail, du Programme d'Education Supplémentaire du MOBRAL. Il englobe également toutes les activités réalisées conjointement avec les entités de la formation professionnelle.

Dans le domaine de la formation professionnelle, le Programme d'Education Communautaire pour le Travail (PETRA), lancé en 1978, est conçu afin de contribuer au développement de la communauté par l'évolution professionnelle de ses membres dans le cadre du processus global de développement. Ce sera rendu possible par la transmission de savoir et de connaissances acquises à travers des activités professionnelles ainsi que d'autres expériences qui sont importantes dans la vie de tous les jours. Ce savoir et ces connaissances seront disséminées et transmises au sein d'un enseignement court dans lequel les moniteurs - eux-mêmes des membres spécialisés de la communauté - seront choisis parmi ceux qui sont engagés dans des activités professionnelles, ceux qui ont cessé de participer à de telles activités ou ceux qui ont des connaissances dans la pratique d'un travail.

Objectifs

Les objectifs généraux du PETRA sont de fournir des occasions aux travailleurs leur permettant d'approfondir leurs connaissances et d'élargir leur expérience afin de pouvoir continuer ces activités à la maison, au travail et dans la communauté, permettant également la valorisation des membres de la communauté à travers des travaux dirigés.

Les buts spécifiques sont de permettre à tous ceux impliqués dans le programme de réduire leurs dépenses, d'augmenter le revenu de la famille, d'améliorer le travail aux niveaux professionnel et communautaire et d'acquérir de nouvelles connaissances. Ce programme vise à rendre service aux participants en termes de réduction des dépenses familiales et d'amélioration des prestations.

Caractéristiques des Cours

Pour le choix du cours, on prendra en considération les intérêts de la communauté et la présence du moniteur. Les cours devraient avoir un minimum de 40 heures réparties sur une période de 45 jours au maximum et l'on propose qu'un total de dix heures de cours par semaine ne soit pas excédé, avec un maximum de deux heures de cours par jour. Au commencement des cours, les classes devraient recevoir au moins dix étudiants et les cours devraient être surtout pratiques de par leur nature.

La formation professionnelle s'est développée à travers

le Programme PETRA d'enseignement court destiné à développer les compétences des membres des communautés ainsi desservies. Ces activités sont contrôlées au moyen de deux imprimés à remplir, l'un pour l'identification du moniteur donnant toutes les caractéristiques du cours devant être fait, l'autre pour le registre de présence. C'est le moniteur qui décide de l'emplacement des cours (locaux qui dépendent du type de cours, cela peut être la propre maison du moniteur ou celle de l'un des apprenants ou une salle de classe, un atelier ou tout autre local concédé par la communauté). A la fin des cours les apprenants reçoivent un certificat d'assiduité.

Le moniteur est une figure de proue dans l'organisation des cours. C'est à lui de voir si le cours pour lequel il est qualifié éveille ou non l'intérêt chez ses apprenants, il doit aussi faire connaître ses cours et participer à l'organisation de la classe, du programme des cours, décider des locaux et de la période pendant laquelle les cours devraient être faits, etc., tout ceci en accord avec les décisions de l'unité représentative du MOBRAL au niveau municipal. Pour être moniteur, une personne doit avoir les connaissances et l'expérience relatives au cours qu'elle propose de donner, être capable de communiquer avec les autres et avoir la disponibilité requise.

Le matériel didactique est offert par le MOBRAL central. Le matériel de l'élève est fourni par la communauté, les entités locales ou même par l'apprenant lui-même. L'apport du MOBRAL se fait sous forme de petits bonus financiers et l'allocation de subventions limitées pour l'achat de matériel à utiliser pendant les cours.

Ce programme est effectué par la transmission de compétences professionnelles simples et par la prise en considération des intérêts et besoins réels de la communauté. Afin de réussir, l'étudiant doit:

- identifier le matériel/équipement utilisé;

- manier avec adresse le matériel/équipement utilisé;

- décrire les tâches/opérations effectuées et accomplir des tâches et des opérations incluses dans le programme enseigné.

Une étude récente (2nd trimestre 1983) menée par la Division de Support Technique (DISUT) détermina que l'artisa-

nat (60% des cours) et la couture (23% des cours) formaient les domaines comportant le plus grand nombre de cours.

Nouvelles Voies d'Action

Le changement apporté par l'établissement du PETRA eut lieu dans le domaine de la formation. En conséquence de quoi, le marché du travail cessa de tenir lieu de référence guidant l'action et le moniteur, qui était à l'origine quelqu'un ayant acquis une scolarité devint quelqu'un qui apprenait à l'école empirique au jour le jour (la vie remplaçant l'école).

> Les Comptoirs du Travail, pour ne citer qu'un exemple, sont des unités qui accroissent leur gamme de services; en plus de leur rôle traditionnel de placement de leurs clients, les Comptoirs réfèrent à la communauté ceux qui rendent des services (tels les cordonniers, plombiers et autres) et les lieux de vente de denrées agricoles produites par les petits fermiers, rapprochant ainsi le consommateur de la source de production (commercialisation); tant et si bien que les services augmentant numériquement, ils prirent le nom de Comptoirs de Travail et de Services.

Ce changement fut suivi par une tentative de commercialisation des produits fabriqués par les apprenants au cours de leurs études, comme ligne d'action de rechange. Cette tentative, nommée marchés du PETRA, ne parvint pas à produire des résultats significatifs. Les marchés se formaient dans les locaux mis à leur disposition par la communauté et recevaient le soutien du MOBRAL et des autorités municipales. Cette initiative fut finalement abandonnée.

En conséquence de cela, le MOBRAL se mit en quête de nouvelles alternatives capables de répondre aux besoins de sa clientèle. Cet effort se focalisa sur la commercialisation et la production. Ces aspects ajoutés à la formation devinrent les ponts d'intérêt majeurs du MOBRAL dès que le transfert de la main-d'oeuvre du marché formel au marché informel s'avéra être une tendance claire et nette fondée sur la réduction des activités économiques.

L'une des alternatives était la création de groupes de production qui réunissaient à la fois des activités de production, de commercialisation et de formation professionnelle et revêtait un caractère propre en prenant l'aspect d'une initia-

tive concertée.

En 1982-83, ce projet fut développé de façon expérimentale sous la bannière "Projet d'Ateliers Communautaires pour la Formation et la Production de Biens et Services". Suivant l'évaluation et en pleine phase d'expansion il prit le nom de "Groupes de Production". Ce changement était une façon entre autres de se débarrasser de la nécessité d'une importante infrastructure physique devant servir de support aux groupes de production organisés.

Ceci fut développé de façon expérimentale dans les états de Rio de Janeiro (Sud), Minas Gerais (Nord), Alagoas, Sergipe, Goias et Rio Grande do Sul.

Les cours suivants furent ouverts:coupe et couture, confiserie, électricité, charpenterie (clôture et toiture), production domestique de produits laitiers, culture de légumes et de fruits, maçonnerie de base, charpenterie de base, soudure, élevage de porcs et de bétail, mécanique rurale de maintenance et autres.

Ces groupes de production sont composés de personnes qui:

- ont acquis des notions techniques similaires;
- se spécialisent dans la production d'articles spécifiques et facilement commercialisables;
- s'associent à des fins productives et commerciales;
- reçoivent un soutien de la part du MOBRAL sous la forme d'une formation technique, d'informations sur l'association, de crédits, comptabilité, commercialisation, etc... et parfois aussi un soutien en matériel. Pour cela, le MOBRAL reste en contact avec le CEBRAE (Centre de support brésilien aux petites et moyennes entreprises).

3.4 L'Utilisation de Nouveaux Média: Télévision Educative, Radio, Films et Autres Nouvelles Technologies Educatives

Parmi les programmes du MOBRAL qui utilisent les nouvelles technologies éducatives, nous pouvons citer le Programme Communautaire d'Education pour la Santé (PES), le Programme de Technologies Appropriées, le Projet d'Information

Professionnelle et le Programme Culturel.

a. Le Programme Communautaire d'Education pour la Santé (PES)

Le PES par radio

Ce programme national fut réalisé par environ 300 stations radio dans 25 états et dans 3 territoires. Il avait pour objet de contribuer au développement d'une nouvelle attitude envers les problèmes de la santé et de l'hygiène, de favoriser l'amélioration des conditions de vie des populations les plus défavorisées. En plus de l'aide qu'il apportait à la mobilisation pour les programmes de base du MOBRAL, le PES par radio avait pour objet de communiquer des informations relatives à la santé, renforçant de cette manière le programme en général.

Le PES diffusé par radio s'adressait à tous les auditeurs en général et n'était pas destiné à un groupe particulier. Les participants au PES ainsi que d'autres personnes n'étant pas encore concernées par le programme le recevaient. C'était un programme quotidien composé de trois parties différentes, notamment:

- "Etre en parfaite santé" - du lundi au vendredi, d'une durée de trois heures et demie.

- "Posez vos questions, le MOBRAL répond" - le samedi, d'une durée de 5 heures.

- "Le pays des merveilles" - le dimanche, d'une durée de 5 minutes.

Le PES par radio apportait des informations sur la santé - en particulier dans les domaines de la nutrition, de l'hygiène, de la prévention des maladies - ainsi que quelques suggestions au sujet d'activités qui renforçaient le caractère communautaire du PES, tandis que le programme "Le pays des merveilles" avait pour objet de communiquer ces informations aux enfants.

Les textes furent élaborés parallèlement à la planification et selon les étapes suivantes:

- sélection des sujets devant être traités, par le per-

sonnel professionnel du GEPES (Direction du PES);

- développement de ces textes par les membres du personnel professionnel du GEPES;

- évaluation effectuée par le consultant désigné du GEPES.

Les scénarios étaient enregistrés sur bandes dans les studios de la station nationale de la radio et récités par des acteurs de la radio et de la télévision. Le suivi et l'évaluation des enregistrements incombaient au GEPES.

Chaque émission mensuelle correspondait à vingt programmes différents sous forme d'épisodes dont quatre étaient des séquences de questions-réponses et quatre autres des contes pour enfants. Ils étaient enregistrés sur deux cassettes ou sur quatre bandes. Les bandes enregistrées étaient envoyées chaque mois aux Bureaux de Coordination de l'état et du territoire qui s'occupaient de la distribution de ce matériel dans les stations radio avec lesquelles le programme était en contact.

Si la transmission du PES par radio était orientée par l'Agent de l'état ou du territoire (ANPES), elle impliquait également les Contrôleurs régionaux. Son coût était de 150.000,00 Cr$ (1.500,00 US$) par mois.

Le Matériel Audio-Visuel du Programme d'Education Communautaire pour la Santé

Le matériel audio-visuel de ce programme était à la disposition des Bureaux de Coordination d'état et du territoire (COEST/COTER) toutes les fois que le GEPES le demandait. En outre, tous les bureaux du COEST/COTER ont des copies du matériel audio-visuel: *Comment construire une fosse d'aisance* et *Comment traiter les eaux*.

Alors que le but du programme audio-visuel du PES était, en général, de renforcer les efforts du MOBRAL en matière d'éducation pour la santé, ses buts spécifiques étaient de soulever et d'encourager les intérêts de la population à venir à bout de ces problèmes sanitaires.

Les programmes audio-visuels sont utilisés, dans les municipalités dans lesquelles le programme PES est en cours,

par les moniteurs PES, par les participants au PES et ceux aux programmes du MOBRAL en général, par la population de la localité dans son ensemble. Dans les municipalités dans lesquelles le PES n'existait pas, ils étaient utilisés par les participants aux programmes du MOBRAL en général et par l'ensemble de la population. Le matériel audio-visuel était utilisé pour la formation et les réunions mensuelles des moniteurs, les réunions du groupe participant et au cours de sessions destinées à la communauté dans son ensemble.

La production du matériel audio-visuel par le GEPES impliquait les étapes suivantes:

- choix du sujet à traiter (par les professionnels du GEPES);

- préparation du scénario (par les spécialistes du GEPES);

- évaluation du scénario (par le spécialiste du GEPES);

- photographie et développement (par le GEPES et le Département du Son et de l'Image);

- interviews (par le GEPES);

- enregistrements (par le GEPES et le Département du Son et de l'Image);

- montage de diapositives (par le GEPES);

- conservation des bandes (par le GEPES);

- copies des diapositives et des bandes (par le Département du Son et de l'Image).

C'était au COEST/COTER qu'il revenait de planifier l'utilisation du matériel audio-visuel dans les municipalités. Le GEPES distribuait le matériel audio-visuel au COEST/COTER qui le faisait connaître et le distribuait à son tour suivant les intérêts et les possibilités de chaque municipalité.

Le coût approximatif par programme audio-visuel était de 200.000,00 CR$ (2.000,00 US$). Le film super-huit *Saúde: Direito de Todos (La santé - un droit pour tous)* est disponible au GEPES et peut être utilisé à un niveau national

toutes les fois qu'il est sollicité. Ce film encourage la discussion sur les activités éducatives pour la santé dans les zones urbaines et rurales et la présentation de suggestions des associations quant à la résolution de leurs problèmes. Le film qui s'adresse à un public général est une documentation sur le Congrès public sur la santé qui s'est tenu le 14 septembre 1980 à Cidade de Deus à Rio de Janeiro, au cours duquel on a beaucoup discuté des problèmes de la santé concernant les populations qui manquent de soins médicaux.

Le film fut réalisé par l'équipe professionnelle du GEPES et deux assistants engagés tout spécialement pour la prise de vues et le montage du film. Il coûta approximativement 50.000,00 CR$ (500,00 US$).

b. Les Technologies Appropriées

En plus de la diffusion des contenus du programme à travers les unités du recueil *Chaque personne a son monde* ..., le Programme de Technologies Appropriées avait recours à d'autres moyens de distribution, à savoir:

Les expositions: En général, elles étaient coordonnées par l'équipe professionnelle du GETEC et impliquaient un certain nombre d'agences responsables du développement des autres programmes du MOBRAL et faisaient également appel à la participation active dans les communautés.

Les programmes de la radio et de la télévision: le Programme de Technologies Appropriées diffusait ses émissions de radio et de télévision montées par d'autres institutions du MOBRAL, ou grâce à des accords non-formels avec certaines stations et sans aide financière de sa direction. Ces deux moyens de communication étaient d'une grande importance dans la mesure où la radio diffusait dans tout le Brésil et que la télévision abordait pour les téléspectateurs la façon dont les différentes techniques sont inventées et appliquées.

Ainsi, le Programme de Technologies Appropriées touchait un public de plus en plus large et en particulier les populations les plus défavorisées, il contribuait également à apporter une solution aux problèmes quotidiens de ces personnes et à améliorer leur niveau de vie. Les données sur le terrain furent utilisées pour l'amélioration du matériel. L'équipe professionnelle du GETEC était responsable de la coordination

du système de communication dans ses phases successives.

c. Le Programme Culturel

Pour la transmission des différentes formes d'art et de culture, le Programme Culturel fit appel à la presse, à la radio, au cinéma et à la télévision. En tant que moyens de communication de masse, la télévision, la radio et le cinéma jouaient un rôle-clé dans la réalisation de l'objectif principal de diffusion de la culture.

On a donné un impact beaucoup plus grand à la radio grâce aux programmes du "MOBRAL Dimanche" qui étaient diffusés chaque semaine et retransmis à travers tout le Brésil par le Service de la Radiodiffusion Educative du MOBRAL (SRE), le Programme National de Téléenseignement (PRONTEL) et l'émission quotidienne "Conversation avec le MOBRAL" qui s'intéressait particulièrement à l'ensemble du bassin de l'Amazonie et qui était diffusée selon l'accord passé entre l'Entreprise de Radiodiffusion Brésilienne (RADIOBRAS) et le MOBRAL. Ces deux programmes furent réalisés par l'équipe professionnelle du MOBRAL Central de Rio de Janeiro. "MOBRAL Dimanche" et "Conversation avec le MOBRAL" étaient préparés en vue d'apporter une réponse aux questions soulevées par l'abondant courrier des auditeurs qui attestait de l'acceptation générale du programme par la population brésilienne.

On encourageait également les programmes locaux produits généralement par le Comité Municipal en coopération avec les stations de radio régionales. Une sorte de coopération était apportée sous forme d'aide technique aux radio intéressées. En général, le matériel présenté répondait aussi à la demande locale.

Le Centre Culturel du MOBRAL produisait régulièrement des programmes pour les systèmes de haut-parleurs de l'arrière pays brésilien en vue de transporter le Programme Culturel ainsi que les autres programmes du MOBRAL vers l'intérieur du pays et afin d'établir une communication directe avec les communautés.

La télévision demande un équipement beaucoup plus sophistiqué, un savoir-faire spécial ainsi que des conditions techniques spécifiques. Elle est donc en train de se développer petit à petit. Cependant, des initiatives locales envisageaient la production de programmes de télévision au niveau de

la capitale qui étaient préparés par l'Agence Culturelle, une filiale du Centre Culturel pour les états et les territoires. Les contenus venaient du MOBRAL ou étaient le résultat d'une recherche. Mais en aucun cas l'identification locale ne devait être négligée.

Le Centre Culturel avait une cinémathèque qui contenait un matériel choisi par le personnel professionnel du Centre Culturel et dont les films étaient à la disposition des Bureaux de Coordination de l'état ou du territoire. La distribution de ces films était réglée par un système de prêt (ou un système de prêt par roulement). Les films étaient suivis d'un résumé qui était ensuite l'objet d'une discussion à laquelle le public prenait part, activité que l'on encourageait dans tous les cas en vue d'arriver à une plus grande participation communautaire.

3.5 Les Média Populaires et Traditionnels

Les média populaires et traditionnels sont utilisés dans toutes les activités du MOBRAL et insérés dans la plupart des programmes. Le programme de Développement de la Culture constitue le cadre principal au sein duquel ces activités prennent forme et s'effectuent. Le programme de Formation Professionnelle fait aussi usage de kermesses et places de marchés pour propager l'information professionnelle dans les communautés. Il utilise le style du folklore et les formes poétiques pour transmettre son programme de vulgarisation.

a. Le Programme Culturel

La valorisation et la préservation de la culture locale sont les principes qui régissent les activités du Programme Culturel et qui ont toujours été l'objet d'un souci constant du MOBRAL. On a encouragé les activités folkloriques en faisant appel aux danses et aux chants traditionnels des communautés. Peu à peu on a assisté à la découverte spontanée, à l'enregistrement et à la commémoration de festivals et de rencontres populaires. Un effort a été fait depuis le début pour inculquer aux communautés l'importance de la préservation des valeurs culturelles locales en faisant sentir aux groupes folkloriques les vertus de la *naïveté*, de la tradition et de l'originalité de ces formes d'expression.

Les unités opérationnelles développent les activités du folklore qu'elles ont préparées ou bien elles prennent comme point de départ des éléments apportés par d'autres entités. Egalement en vue de préserver les activités populaires et de valoriser la culture locale, le Programme Culturel encourage l'organisation des groupes folkloriques en relation avec les Postes Communautaires Culturels en leur accordant des subventions pour les soutenir dans leur action.

Depuis le début du programme, le théâtre a donné de bons résultats et principalement grâce à l'impact qu'il a au niveau de la mobilisation du public, de groupes et de collaborateurs. Tout d'abord, le système d'opération adopté fut d'engager des groupes d'amateurs dans les différentes unités de la Fédération.

Les groupes ont fait des tournées dans les communautés et ont présenté des spectacles gratuits obtenant en contrepartie l'équipement pour la lumière et le son ainsi qu'une aide financière pour pouvoir maintenir les facteurs locaux et pour couvrir quelques frais de montage peu importants. Les résultats ont été tout à fait positifs et ont donné naissance à des troupes de théâtre dans les communautés. Il en résulta l'abandon des opérations de recrutement de groupes amateurs et l'on se concentra sur la constitution de groupes rattachés aux Postes Communautaires Culturels. Tout comme les groupes folkloriques, ils ont reçu une petite aide financière. Une aide technique est apportée à ces troupes de théâtre par les étudiants suivant les cours d'art dramatique à l'Université, ceci dans le cadre d'un accord signé entre l'Université de Rio de Janeiro et le MOBRAL (UNI-RIO).

Une attention toute particulière a été accordée au théâtre de marionnettes en raison de ses possibilités de mobilisation des unités opérationnelles. Dans tous les cas, on souligna l'importance de la créativité et des ressources locales.

b. Le Programme de Vulgarisation

Le Bureau de la Vulgarisation se sert de la littérature dite de "corde" qui est caractéristique du nord-est du pays pour la formation par la méthode de familles de métiers et particulièrement pour la plantation et l'élevage. La littérature de corde se présente sous forme de livrets contenant des textes en vers. Les livrets utilisés sont *Apprendre l'agricul-*

ture avec les livres de corde et *Elevage de bovins et comment apporter de l'aide aux troupeaux*. Ces livrets ont été mis en circulation en septembre et en décembre 1979 avec un tirage de 17 620 exemplaires et 51 235 copies pour chacun de ces livrets dont les auteurs sont les poètes José Zilmar Soares de Souza et Joao Batista de Sena.

Les raisons du choix de la littérature de corde furent les suivantes:

- la philosophie éducative inspirant les lignes d'action et les directives du MOBRAL à ladite période étaient celles de l'éducation des adolescents et des adultes en tant que forme d'éducation permanente;

- le point de départ de ce processus fut l'alphabétisation fonctionnelle. En conséquence, ce fut aux autres domaines d'activité de la Fondation comme la santé, la culture, la formation professionnelle de promouvoir en tant qu'alternative le développement du processus éducatif déjà amorcé dans l'Education Permanente des Adolescents et des Adultes;

- la Direction de la Formation Professionnelle dut à ce moment-là adapter ses programmes et ses projets à la clientèle du MOBRAL qui venait des classes d'alphabétisation fonctionnelle (clientèle prioritaire pour les programmes et les projets dans le secteur de la formation professionnelle);

- cet effort fut réalisé toutes les fois que cela fut possible en préparant des programmes spécifiques et en utilisant des ressources didactiques appropriées, en soulignant parmi d'autres aspects une formule à la portée de cette population-cible alphabète depuis peu.

Ces livrets sont destinés en priorité aux étudiants et aux anciens élèves des cours de formation agricole semi-professionnelle, aux autres types de publics directement concernés par de telles activités et au public qui utilise la littérature de corde dans ses activités quotidiennes et pour lequel ils sont abordables.

La zone de distribution de ces livrets est le Nord et le Nord-Est et ils sont fournis gratuitement.

Les livrets ont été faits par la Direction de la Communication sociale du MOBRAL qui était responsable de la programmation des images, de la couverture, de la mise en page, de la décoration visuelle et qui a fait un effort pour adopter les formes utilisées habituellement par les réalisateurs de la littérature de corde.

Le bureau de soutien du MOBRAL était chargé de l'impression de ces livrets qui s'est faite sur les propres presses de la Fondation. Ce sont les coordinateurs de la région du Nord-Est qui ont été chargés du choix des poètes devant rédiger le contenu de ces livrets du fait qu'ils étaient déjà en contact avec les écrivains de la littérature de corde.

Un expert du GEPRO s'est occupé du contenu technique, de l'information technologique transmise dans ces livrets, de la correction de la version finale du texte.

Les livrets sont distribués de façon personnelle. Ils partent donc des bureaux du MOBRAL central vers le COEST/COTER et de là ils sont acheminés vers le Sous-Système de Supervision Globale (SUSUG) qui les envoie aux municipalités dans lesquelles sont tenus les cours.

Il existe plusieurs techniques de distribution du livret. Il peut être mis en circulation sur les marchés de rue locaux ou dans les offices d'emploi mis en place par la Fondation ou dans les classes. Cependant, les agences de formation professionnelle des différents états peuvent distribuer ces livrets comme bon leur semble.

Outre les domaines d'activités déjà décrits, le programme de formation professionnelle est en train de développer, sur cette même ligne non-formelle d'action, d'autres programmes et projets qui sont présentés ci-dessous.

Le Projet de Foires de la Formation Professionnelle

La foire de la formation professionnelle est une forme d'orientation professionnelle qui donne à la communauté un panorama réaliste du marché du travail. Le but majeur est de présenter en les accomplissant des activités pratiques portant sur des métiers actuels afin que le public participant puisse faire connaissance avec de nouveaux aspects du monde du travail.

L'idée d'organiser une foire de la formation professionnelle peut venir du Comité Municipal du MOBRAL lui-même ou de toute entité ou compagnie locale. Une durée de deux jours à une semaine est suggérée. Un accent est placé au cours de cette foire sur les possibilités qu'offrent la formation professionnelle et le marché du travail. On fait connaître les cours qui ont lieu dans la localité, le nombre de candidats inscrits, le marché du travail ainsi que les postes vacants dans la localité avec les noms des candidats inscrits ou prioritaires.

Les autres activités proposées sont les suivantes:

- présentation de films, de montages audio-visuels, de messages enregistrés sur bandes;
- expositions de posters, d'images, d'écrans et de panneaux d'information sur les possibilités de formation et d'emploi;
- distribution de prospectus informant sur des métiers correspondant aux réalités locales à l'appui de brefs discours.

Les Foires Communautaires de l'Education Communautaire pour la Santé

La Foire Communautaire du PETRA fournit aux participants l'occasion de produire non seulement des marchandises et des articles fabriqués mais aussi d'offrir des services qui représentent une partie substantielle de l'activité productrice des cours du PETRA. On vise ainsi à apporter une aide aux activités des travailleurs considérés comme indépendants et dont les efforts peuvent profiter à la fois à l'exercice de métiers traditionnels et à l'échange d'autres services et marchandises en plus de leur participation aux projets communautaires d'aide mutuelle ainsi qu'à d'autres activités.

3.6 Sports, Jeux et Culture Physique

a. Programme Culturel

Le Programme Culturel a toujours encouragé l'utilisation des jeux stimulant la participation et la compétition fructueuse. Cette caractéristique ludique de la culture a été

développée dans les différents domaines de l'action culturelle sous la forme de concours, de tournois et de festivals et est apparue au niveau des unités opérationnelles (gymkhanas, sports et jeux divers).

De 1976 à 1981, le Programme Culturel a commencé à fournir des jeux aux Postes communautaires culturels et aux Mobraltecas, entreprise qui a joui d'une grande réceptivité et abouti à l'intrégration de ces jeux à d'autres activités du MOBRAL. Ainsi, les jeux ont été élaborés en collaboration avec la Direction pédagogique dans le but de fixer solidement des techniques déjà apprises, puis ils ont été distribués dans les classes d'alphabétisation fonctionnelle.

Dans pratiquement toutes les municipalités du Brésil, on a encouragé ces activités qui ont souvent les caractéristiques d'une campagne nationale de promotion comme les excursions à pied, le cyclisme, les matches de football, les visites de lieux touristiques, etc... Cependant, quelques-unes de ces actions furent organisées à partir d'une intégration aux entités jouant le rôle de tutelle, de promoteurs, etc...

On a insisté en particulier sur les sports qui présentaient des caractéristiques régionales, qui représentaient la culture locale et qui promouvaient une participation totale de la population locale.

b. Le Programme de Technologies Appropriées

Les activités du Programme de Technologies Appropriées au niveau de l'éducation physique ont eu lieu grâce à la préparation de matériel spécifique, de programmes qui pouvaient permettre la construction de salles de sports où l'on pourrait pratiquer jeux, sports et faire de la gymnastique ainsi que la construction et l'installation de l'équipement nécessaire aux activités en question.

On a fait connaître ces contenus principalement par le biais des programmes du MOBRAL qui est responsable de ces travaux ainsi qu'à travers le programme préscolaire du fait que les activités de ce type sont fondamentales pour le développement psycho-moteur de l'enfant. Cette publicité a été faite également par la radio, les journaux et les magazines. Les sports, jeux et actions culturelles tels qu'ils ont été préparés par le Programme de Technologies Appropriées (CETEC) avaient un rapport avec les autres systèmes d'enseignement et

autres entités facilitant ainsi l'intégration de l'éducation physique au processus de l'éducation permanente.

Les ressources financières utilisées par la Direction pour développer ces activités furent limitées aux dépenses pour la production du matériel didactique de soutien attendu que l'aménagement et l'équipement étaient assurés par les membres de la communauté eux-mêmes en utilisant des matériaux locaux dans leur état naturel ou recyclés tels des pneus usés ou le bois de charpente.

L'évaluation de l'utilisation du matériel de soutien relatif au contenu spécial pour enfants fut réalisée par le groupe de travail du MOBRAL responsable du programme préscolaire.

L'évaluation de l'utilisation des autres composantes fut effectuée par le Centre Culturel du MOBRAL qui réalisa un sous-programme de sports intitulé "Activités sportives" et par la Direction du Programme de Technologies Appropriées.

4. RESUME ET CONCLUSIONS

Le Rôle Changeant du MOBRAL

1980/81 fut une période décisive dans l'histoire du MOBRAL. En effet, jusque-là les objectifs prioritaires de l'Organisation étaient l'alphabétisation fonctionnelle et l'éducation permanente des adolescents et adultes. A présent, il paraît nécessaire de se conformer aux nouvelles lignes directrices définies par le ministère de l'Education et de la Culture (MEC) qui sont centrées sur l'éducation de base et le développement de la culture. Tout en n'abandonnant pas l'éducation des adultes qui se présente désormais sous forme d'un renforcement de l'éducation de base, le MOBRAL est à présent prêt à apporter son aide au niveau de l'action éducative à réaliser à l'intention des autres groupes d'âge de la population. En tant qu'agence communautaire équipée pour répondre aux priorités établies par le MEC, les actions de cette organisation seront centrées dans les années à venir sur l'éducation préscolaire et supplémentaire. De cette manière, son champ d'activité au sein du système d'éducation brésilien sera clairement défini.

Il est à noter que certains des programmes décrits ont cessé d'exister en tant qu'unités autonomes. C'est le cas du Programme Communautaire pour la Santé (PES), du Programme Culturel, du Programme d'Action Communautaire Diversifiée (PRODAC) et du Programme de Technologies Appropriées. L'approche méthodologique et l'expérience acquise sont mises au service d'autres activités et programmes en cours dont certains bénéficient déjà des nouvelles structures. Le MOBRAL a entrepris une restructuration globale dont le but est le transfert de certaines tâches et fonctions détenues par les précédents programmes aux départements et divisions existants. En conséquence de quoi, les activités du MOBRAL seront conduites avec un souci constant d'adaptation à la réalité et

d'une participation toujours plus grande de la population à la conception et la mise en oeuvre de ces activités.

L'éducation communautaire réalisée par le MOBRAL est caractérisée par une relation dynamique qui existe entre lui-même en tant qu'agent et la population avec tous ses problèmes et son potentiel dont on fait meilleur usage dans le domaine éducatif et qui par la suite attestera une pratique éducative dans laquelle l'Organisation et les populations feront l'expérience de situations d'apprentissage avec participation. Ce point de vue résulte de la conviction que cette population développe des modes et des styles de survie créatifs qui devraient être concrétisés dans l'action éducative et transformés en potentiel permettant la réalisation des objectifs. La coopération entre le MOBRAL et la communauté devrait naître de négociations basées sur le rôle spécifique du MOBRAL, d'autres agences et la communauté.

Ainsi, la tâche proposée par l'Education Communautaire ainsi conduite, de façon non-formelle et enracinée dans la communauté, a un caractère fonctionnel efficace et continu et dont la stabilité est dûment préservée pour les mêmes raisons.

En outre, cette tâche est efficace parce qu'elle ouvre le chemin à la participation des populations en tant que clientèle à toucher et parce qu'elle apporte une impulsion provenant de la communauté à cette tâche éducative. Ainsi, les groupes locaux et les moniteurs joignent leurs efforts pour contribuer efficacement à la conduite et à l'administration des activités éducatives, le résultat de leur travail étant la création de zones de participation populaire. Une telle participation peut avoir lieu dans la mesure où les moniteurs et ces groupes identifient leurs problèmes, expriment leurs besoins et recherchent de meilleures solutions, ce qui mène à une action plus efficace des membres mêmes de la communauté pour venir à bout de leur pauvreté.

Maintenant que les stratégies opérationnelles du MOBRAL ont été esquissées, il est important de mentionner que, tout en se basant sur la méthodologie orientée vers la communauté, l'agence va développer son travail de façon à soutenir l'Education de Base au moyen des actions complémentaires et supplémentaires comme nous l'avons déjà indiqué dans ce texte. Ainsi, le travail complémentaire du MOBRAL va apporter son aide aux projets déjà commencés par les systèmes d'apprentissage ou par d'autres organes. Son travail sera supplémentaire

dans les cas où il mettra en oeuvre diverses actions et en transmettant peu à peu cette exécution aux institutions et aux communautés, lorsqu'il développera des projets formels et non-formels, lorsqu'il assurera une participation communautaire et lorsqu'il essaiera de porter la qualité du programme à son maximum.

Les campagnes éducatives du MOBRAL, parce qu'elles proviennent d'une agence d'Education Communautaire dont le travail est décentralisé et fourni en appoint, prennent une allure locale, c'est-à-dire que ce sont des actions diversifiées, variables et adaptées à un cadre de transfert progressif, ce qui signifie qu'elles passeront éventuellement dans les mains des entités du système éducatif ou de la communauté elle-même.

Certains programmes élaborés aujourd'hui devront voir leur contenu absorbé par les deux grands projets de l'Organisation. D'autres programmes devront être développés en phases successives et dans les cas où ils continueront d'exister ils devront être réalisés sous la forme d'actions menées par d'autres domaines ou organes du MEC, cette exécution étant négociée par la suite de façon à ne pas compromettre l'action du MOBRAL ni ses intérêts majeurs: l'éducation préscolaire et supplémentaire.

Le Secrétariat du premier et second degré a délégué au MOBRAL la tâche d'organiser un vaste programme d'éducation préscolaire en collaboration avec les autorités étatiques et municipales. Ces programmes s'adressent aux groupes d'âge de 4 à 6 ans et sont orientés vers la population la plus défavorisée des zones rurales et urbaines. Tandis que cette tâche deviendra l'action prioritaire du MOBRAL, l'agence continuera à opérer dans les domaines de l'alphabétisation des adultes et de l'éducation permanente.

Le MOBRAL et le Programme Préscolaire

Le MOBRAL opérera dans le domaine de l'éducation préscolaire en développant des actions complémentaires et supplémentaires. Pour réaliser ces dernières, le MOBRAL devra être parfaitement intégré aux secrétariats de l'Education car en fin de compte ce sera aux systèmes d'apprentissage d'être prêts à recevoir ces clients une fois qu'ils auront atteint l'âge de la scolarité obligatoire. En termes concrets, le MOBRAL propose:

- d'axer son action sur les groupes d'âge de 4 à 6 ans;

- de soutenir les actions développées par les secrétariats de l'Education et les autres agences;

- de mettre en place des campagnes supplémentaires dans les banlieues pauvres tout d'abord, puis dans les zones rurales des municipalités;

- une expansion et une amélioration des Unités pour le développement des jeunes enfants mises en place en 1981.

Cette stratégie sera mise en oeuvre:

- en concentrant les efforts sur les domaines mentionnés ci-dessus dans lesquels les besoins sont les plus urgents;

- en portant les efforts sur les municipalités qui opèrent en tant que pôles réflecteurs dans la tâche confiée au MOBRAL. De telles municipalités pourraient servir de vrais centres de rayonnement assurant de meilleures conditions pour le suivi et l'évaluation.

Le MOBRAL et le Domaine de l'Education Supplémentaire

Les programmes mis en oeuvre actuellement tels que l'Alphabétisation Fonctionnelle, l'Auto-Apprentissage et la Formation Professionnelle seront évalués une nouvelle fois par rapport au projet intégré de l'éducation de base afin de concentrer notre attention sur les lignes directrices du SEPS/SES (Secrétariat de l'Education Primaire et Secondaire).

En cessant d'être l'activité prioritaire du MOBRAL, le Programme d'Alphabétisation Fonctionnelle aura un rôle de support, centrant ses efforts sur l'augmentation de sa productivité.

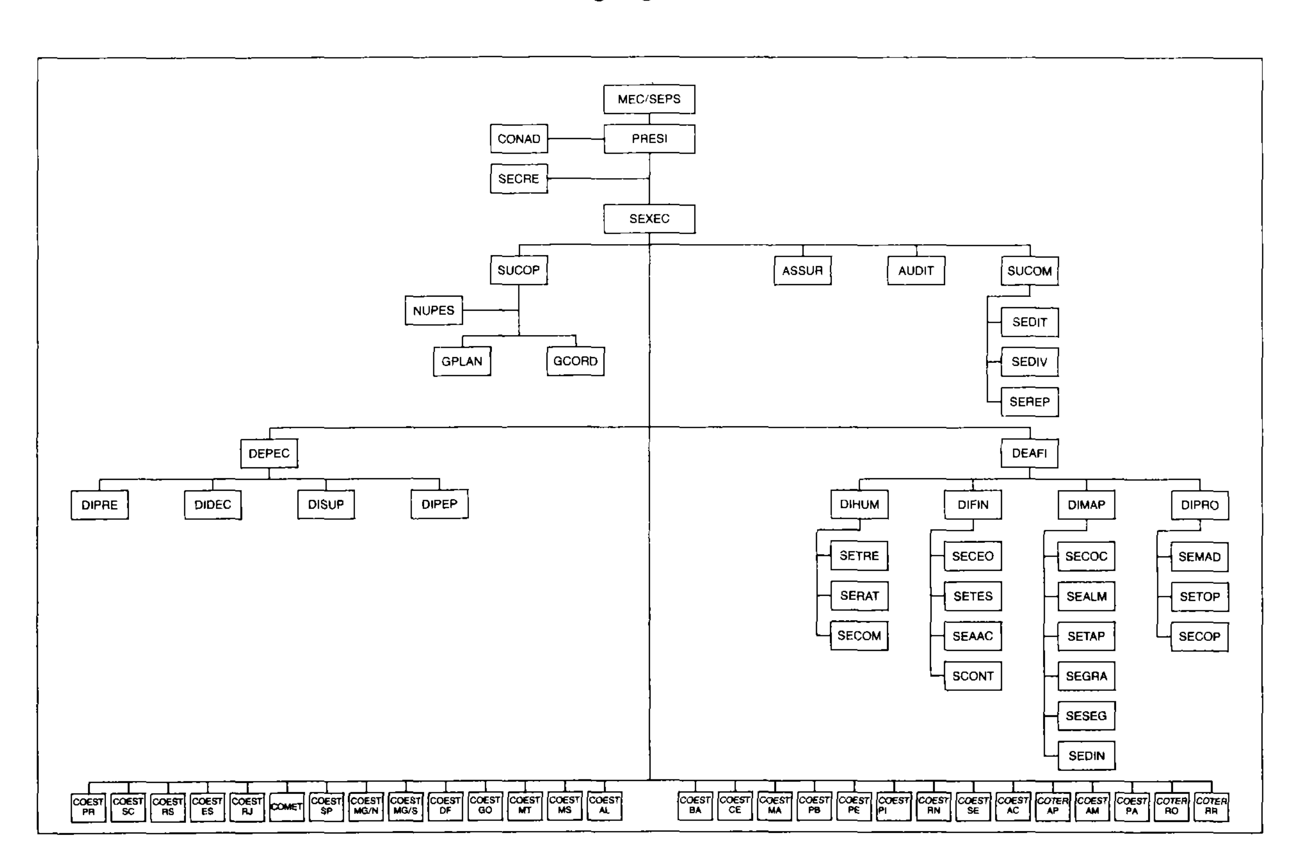
Le Programme d'Auto-Apprentissage sera utilisé comme complément à la formation des enseignants laïques du premier niveau et devrait s'ajouter dans ce sens aux systèmes d'apprentissage.

Le Programme de Formation Professionnelle sera intégré à la fonction de qualification de l'Education Supplémentaire.

Les autres programmes du MOBRAL verront leurs contenus réintégrés dans les programmes mentionnés ci-dessus et/où seront délégués pour exécution à d'autres organismes.

Dans son rôle de soutien de l'Education de Base, le MOBRAL aura bien sûr l'occasion de coopérer, si les systèmes d'apprentissage le lui demandent, sous forme d'actions complémentaires dont le but sera l'accomplissement de la scolarité obligatoire.

Annex 1: Organigramme du MOBRAL



Annexe 1: Organigramme du MOBRAL

MEC — Ministère de l'Education et de la Culture
SEPS — Secrétariat de l'Enseignement du 1er et 2nd degré
PRESI — Cabinet du Président
CONAD — Conseil des Administrateurs
SECRE — Service d'Approvisionnement
SEXEC — Secrétariat Exécutif
SUCOP — Superintendance de la Coordination et de la Programmation
NUPES — Noyau chargé des Enquêtes
GPLAN — Groupe de Planification et de Contrôle
GCORD — Groupe de Coordination
ASSUR — Bureau de Conseil Légal
AUDIT — Service Interne de Vérification Comptable
SUCOM — Superintendance de la Communication
SEDIT — Service de Rédaction
SEDIV — Service des Moyens de Dissémination
SEREP — Service des Rélations Publiques
DEPEC — Département des Programmes d'Enseignement et de Développement Culturel
DIPRE — Division de l'Enseignement Pré-scolaire
DIDEC — Division du Développement Culturel
DISUP — Division de l'Enseignement Complémentaire
DIPEP — Division des Projets, Complémentaires
DEAFI — Département de l'Administration Financière
DIHUM — Division des Ressources Humaines
DIFIN — Division Financière
DIMAP — Division de Soutien Matériel et Administratif
DIPRO — Division de Traitement des Données
SETRE — Service de Recrutement du Personnel, de Formation et de Suivi
SECOM — Service de Compensation
SERAT — Service chargé des Relations de Travail
SECEO — Service du Budget
SETES — Service du Trésor
SEAAC — Service d'Analyse et de Suivi
SCONT — Service de la Comptabilité
SECOC — Service des Achats
SEALM — Service de l'Entrepôt et de l'Expédition
SETAP — Service d'Administration de l'Actif
SEGRA — Service chargé de l'Impression
SESEG — Services Généraux
SEDIM — Service de la Documentation et de l'Information Administrative
SEMAD — Service des Méthodes Administratives
SETOP — Services des Opérations
SECOPQ — Service du Contrôle Programme

COORDINATION AU NIVEAU DE L'ETAT
COEST-PR — Parana
COEST-SC — Santa Catarina
COEST-RS — Rio Grande do Sul
COEST-ES — Espirito Santo
COEST-RJ — Rio de Janeiro
COMET — Coordination Métropolitaine de Rio de Janeiro
COEST-SP — São Paulo
COEST-MG/N — Minas Gerais North
COEST-MG/S — Minas Gerais South
COEST-DF — Brasilia
COEST-GO — Goias
COEST-MT — Mato Grosso North
COEST-MS — Mato Grosso South
COEST-AL — Alagoas
COEST-BA — Bahia
COEST-CE — Ceara
COEST-MA — Maranhão
COEST-PB — Paraiba
COEST-PE — Pernambuco
COEST-PI — Piaul
COEST-RN — Rio Grande do Norte
COEST-SE — Sergipe
COEST-AC — Acre
COEST-RO — Rondônia

COORDINATION TERRITORIALE
COTER-RR — Roraima
COTER-AP — Amapa

Annexe 2: Système National de Formation Professionnelle

ENTITE	ETABLISSEMENT	OBJECTIFS/FONCTIONS	STRUCTURE
(1) Service National de Formation Professionelle Rurale (SENAR)	Décret No 77354 daté du 31/3/76	Organisation directe et jointe et gestion des programmes de formation professionnelle rurale Elaboration et dissémination des ressources éducatives adaptées à la formation professionnelle rurale. Aide aux entreprises agricoles dans leur élaboration et leur conduite de programmes de formation professionnelle des employés.	Comité de Décision Comité général Comité de Planification et d'Evaluation, de Ressources Enseignantes et de Coordination Régionale des Programmes. Bureaux d'Etat Agences
(2) Service National de Formation Commerciale (SENAC)	Décret No 8621 et No 8622 datés du 1/10/46 (Etablissement) Décret No 74000 daté du 5/1/74 (liens avec le Ministère du Travail)	Conduite de formation commerciale pour les entreprises à caractère économique sous leur propre juridiction Orientation vers les intérêts de l'entreprise dans la conduite de formation systématique Organisation et maintenance de cours pratiques ou de perfectionnement dispensés aux adultes commerçants.	Comité National Comités Régionaux Département National Départements Régionaux

ENTITE	ETABLISSEMENT	OBJECTIFS/FONCTIONS	STRUCTURE
(3) Service National de Formation Industrielle (SENAI)	Décret No 4048 daté du 22/1/42 (Etablissement du Service National de Formation pour les Ouvriers de l'Industrie)	Apport de formation en Industrie dans les écoles ou les centres mis en place et tenus par l'Institution	Comité National Comités Régionaux Département National Départements Régionaux
	Décret No 4936 daté du 11/7/42 (transformation de ce Service en un Service de Formation en Industrie)	Aide dans la conduite de la formation systématique	
	Décret No 74000 daté du 5/1/74 (liens avec le Ministère du Travail)	Organisation et maintenance de cours pratiques ou de perfectionnement pour les ouvriers de l'Industrie.	
Centre de Spécialisation National pour la Formation Professionnelle (CENAFOR)*	Décret légal No 616 daté du 6/9/69 (rattaché au Ministère de l'Education et de la Culture)	Formation/préparation avancée de professeurs, experts et spécialistes de la Formation Professionnelle.	
		Mise à la disposition d'une assistance visant à l'amélioration et l'essor des agences de formation du personnel déjà en place.	
		Développement de nouvelles technologies et nouvelles méthodologies d'enseignement	
Coordination * Nationale de l'enseignement de l'agriculture et de l'élevage (COAGRI)	Rattaché au Ministère de l'Education et de la Culture	Formation d'experts.	

* Non-participantes au travail direct (opérationnel).

Annexe 3: Moyens de Communication Ultilisés par le MOBRAL pour le Travail d'Alphabétisation, de Postalphabétisation, d'Enseignement Professionnel et pour d'Autres Programmes

DOMAINES	MATERIEL IMPRIME	AUTRES MOYENS RADIO/TV/VT	IMPRIMES/AUTRES MOYENS POPULAIRES/TRADITIONNELS
1. Alphabétisation	a. Manuel de l'enseignant en alphabétisation b. Le livre de l'étudiant c. Le livre de l'étudiant avec exercices linguistiques d. Le livre d'exercices d'arithmétique de l'étudiant e. Affiches génératrices f. Cartes g. Livre d'instructions du professeur h. Matériel de lecture supplémentaire pour l'étudiant i. Livre du moniteur pour l'alphabétisation par radio j. Manuel d'instructions pour l'alphabétisation par la télévision k. Batterie de tests pour l'alphabétisation par la télévision l. Manuel d'instructions pour l'application des tests.	- Programmes de radio enregistrés sur cassettes - programmes de télévision sur vidéocassettes	
2. Postalphabétisation	a. Livre de l'enseignant b. Livres de textes générateurs (de l'étudiant) c. Livre d'arithmétique (de l'étudiant) d. Livre concernant l'enseignement professionnel e. Affiches génératrices et de soutien f. Livret d'intégration Sociale et de sciences		

DOMAINES	MATERIEL IMPRIME	AUTRES MOYENS RADIO/TV/VT	IMPRIMES/AUTRES MOYENS POPULAIRES/TRADITIONNELS
	physiques et biologiques (de l'étudiant) g. Notes du professeur au sujet des objectifs du Programme d'Education Intégrée		
2.2 Programme d'Auto-Instruction	h. Livret du moniteur i. Le manuel d'instructions de l'étudiant j. Livre de lecture supplémentaire k. Livrets d'activités sur les thèmes suivants: Communauté, Brésil, communication, arithmétique, culture, agriculture, élevage, travail, transports, industrie et commerce, le corps humain, nutrition et autres.		
3. Enseignement pour le Travail	l. Contenus programmés pour les moniteurs (Agriculture, élevage, génie civil, électricité, soudure, peintres, commerces et services m. Manuel du moniteur sur le PETRA n. Affiches de publicité sur le PETRA o. Brochures informatives (Comptoirs du Travail)	<u>Télévision</u> - Formation de serviteurs domestiques (leçons d'introduction)	"Littérature de Corde" (Cordeis)* sur l'agriculture et l'élevage
4. Autres matériels			
4.1 Santé	a. Livres concernant: la nourriture au sein, le don de la vie, l'hygiène, les maladies, la nutrition, herbes médicinales,	AV a. Construction de fosses d'aisance b. Don de la vie I et II c. Traitement de l'eau d. Jardins de légumes	

*Cordéis - Poésie populaire du Nord-Est du Brésil, imprimée modestement sur du papier bon marché et affichée sur des cordes (cordel; sur les plaches de marché.

DOMAINES	MATERIELS IMPRIMES	AUTRES MOYENS RADIO/TV/VT	IMPRIMES/AUTRES MOYENS POPULAIRES/TRADITIONNELS
	b. Livret de santé du moniteur c. Brochures d'informations (Maladie de Chagas, Schistosomiasis, Verminose, construction de fosses d'aisance et de W.C. publics, l'importance de l'eau, puits, morsures d'animaux enragés, fractures, brûlures, élevage de lapins et de cochons, plantes médicinales et planning familial d. *Affiches*	- Radio Programmes variés - Sciences Santé, Droit de chaque personne	
4.2 Technologies Appropriées	a. Manuel d'instructions de l'Agent b. Livres pour les clients concernant: techniques de *construction* de classes d'écoles, utilisation de l'énergie solaire, recyclage des déchets domestiques, conserves et traitement de l'eau, plantes médicinales, produits et appareils domestiques, machines simples, nutrition et agriculture (techniques et outillage)		
4.3 Culture	a. Livres de clients du MOBRAL: anthologies, affiches, partition de musique, pièces de thèâtre, poètes du MOBRAL, herbes médicinales, romanciers du MOBRAL, romans, etc. Matériel instructif - Comment mettre un journal en page - Comment faire un programme de radio - Cartes culturelles,etc.	- Programmes de radio enregistrés sur cassettes (MOBRAL Dimanche et autres)	- Utilisation de systèmes de haut-parleurs

Annexe 4: Les Programmes du MOBRAL et Leur Evolution: 1982-1984

PROGRAMME/PROJET	GROUPES/AGENTS			PARTICIPANTS		
	1982*	1983*	1984**	1982*	1983*	1984**
Préscolaire	16.015	22.296	25.909	400.375	607.692	671.248
Alphabétisation fonctionnelle	65.082	37.953	51.657	1.142.614	701.571	857.021
Les enfants de 9 à 14 ans	-	-	-	-	-	-
Education Intégrée	18.469	15.356	24.344	541.366	470.228	641.894
Programme d'auto-didaxie (PAD)	1.653	-	-	234.212	17.796	81.792
Programme d'Education pour le Travail (PETRA)	36.781	24.109	32.161	503.263	364.796	402.297
En collaboration avec les entités	-	532	-	-	9.362	23.621
Formation Formelle	1.662	-	-	33.989	-	-

* sous contrats ** Objectifs

Agents du PETRA			
REGIONS	1982 %	1983 %	1984 %
Nord	3,3	3,2	2,5
Nord-Est	31,3	32,5	34,8
Sud-Est	41,7	30,3	28,4
Sud	18,9	29,2	29,9
Centre Ouest	4,8	4,8	4,4
BRESIL	100,0	100,0	100,0
N	36.781	24.109	31.906

Les participants au PETRA			
REGIONS	1982 %	1983 %	1984 %
Nord	3,6	3,5	2,3
Nord-Est	30,7	31,7	35,2
Sud-Est	39,7	28,9	31,4
Sud	21,0	31,0	26,5
Centre Ouest	5,0	4,0	4,6
BRESIL	100,0	100,0	100,0
N	503.263	364.796	398.902

Chapitre 2

PROGRAMMES D'ALPHABETISATION, DE POSTALPHABETISATION ET D'EDUCATION CONTINUE DANS LA PERSPECTIVE DE L'EDUCATION PERMANENTE EN COLOMBIE

par

Lino Hurtado Bolivar

1. MILIEU ET CONTEXTE

1.1 Généralités

La Colombie est une république régie par les normes énoncées dans la Constitution nationale et un système de législation. Elle se situe au nord-ouest de l'Amérique latine. Elle est divisée administrativement en vingt-trois *Departamentos*, quatre *Intendencias* et cinq *Comisarías*.

Simon Bolivar obtenait l'autonomie et libérait le pays des Espagnols le 7 août 1819.

Les Aspects Politiques

La Constitution nationale définit les branches du pouvoir public qui sont le législatif, l'exécutif et le pouvoir judiciaire dont les fonctions sont distinctes tout en formant un système harmonieux afin de pouvoir réaliser les objectifs de l'Etat.

La Surface et les Frontières

La Colombie a une surface de 1.141.788 kilomètres carrés. Le pays est limité au Nord par la mer des Caraïbes (1.600 km), par le Pérou (162 km) et l'Equateur (586 km) au Sud, le Venezuela (2.219 km) et le Brésil à l'Est, l'océan Pacifique (2.300 km) et la république de Panama (266 km) à l'Ouest.

Les Aspects Géographiques

Le pays est traversé par la Cordillère des Andes qui se divise en trois parties: la Cordillère centrale, la Cordillère orientale et la Cordillère occidentale. Le climat varie en fonction de l'altitude au-dessus du niveau de la mer. Le

climat est chaud (de 0 à 100 m), tempéré (de 1.000 à 2.000 m), froid (de 2.000 à 3.000 m), froid et humide, très venté en général (à paramos - de 3.500 à 4.500 m) et l'on trouve des neiges éternelles à plus de 4.500 m. Quatre-vingt-sept pour cent du pays jouit d'un climat chaud. La moyenne des températures est de 24° C.

La Population

La population colombienne compte approximativement 28 millions d'habitants, elle croît à un taux annuel de 2%. Le nombre moyen d'enfants par femme est de 3,6. Le taux de mortalité a baissé de 37%. Le groupe de la population âgé de 15 à 64 ans représente plus de 50% de l'ensemble de la population. Alors que 65% de la population colombienne habitent dans des zones urbaines, 35% résident dans des zones rurales. Cette situation est due à l'exode rural des populations qui se pressent vers les villes dans l'espoir d'y trouver de meilleures conditions de vie offertes par l'expansion des grandes villes, engendrant des problèmes de chômage atteignant presque 10% dans tout le pays. Bogota, la capitale, comprend 6 millions d'habitants. C'est la ville la plus peuplée du pays.

La Langue

L'espagnol est la langue officielle nationale. Quelques groupes indigènes ont d'autres langues maternelles.

La Composition Ethnique

Les métis forment le groupe prédominant (48%); 24% des personnes sont mulâtres; quelques populations Noires habitent les régions côtières (6%) et 2% appartiennent aux communautés indigènes. Les 20% restants sont des Blancs.

La Religion

Le christianisme (Eglise catholique) est la religion principale pratiquée par plus de 65% de la population qui jouit, cependant, de la liberté de culte.

L'Economie

La Colombie est un pays essentiellement agricole. Son économie est basée sur la culture du café qui représente la plus grande partie de ses exportations. Les autres produits

d'exportation sont les textiles, le sucre, les fleurs, le charbon et les bananes.

L'unité monétaire nationale est le peso colombien dont le taux de change est de 94.5 pour un dollar américain (taux du 27 mars 1984), ce qui représente une dévaluation de 26% par rapport au taux de change enregistré l'année précédente à la même date. Le budget national s'élève à 435.220.170.000 pesos, dont 86.818.845.000 pesos sont alloués à l'Education.

1.2 Le Système d'Education

Il comprend:

L'Education Formelle avec les niveaux suivants:

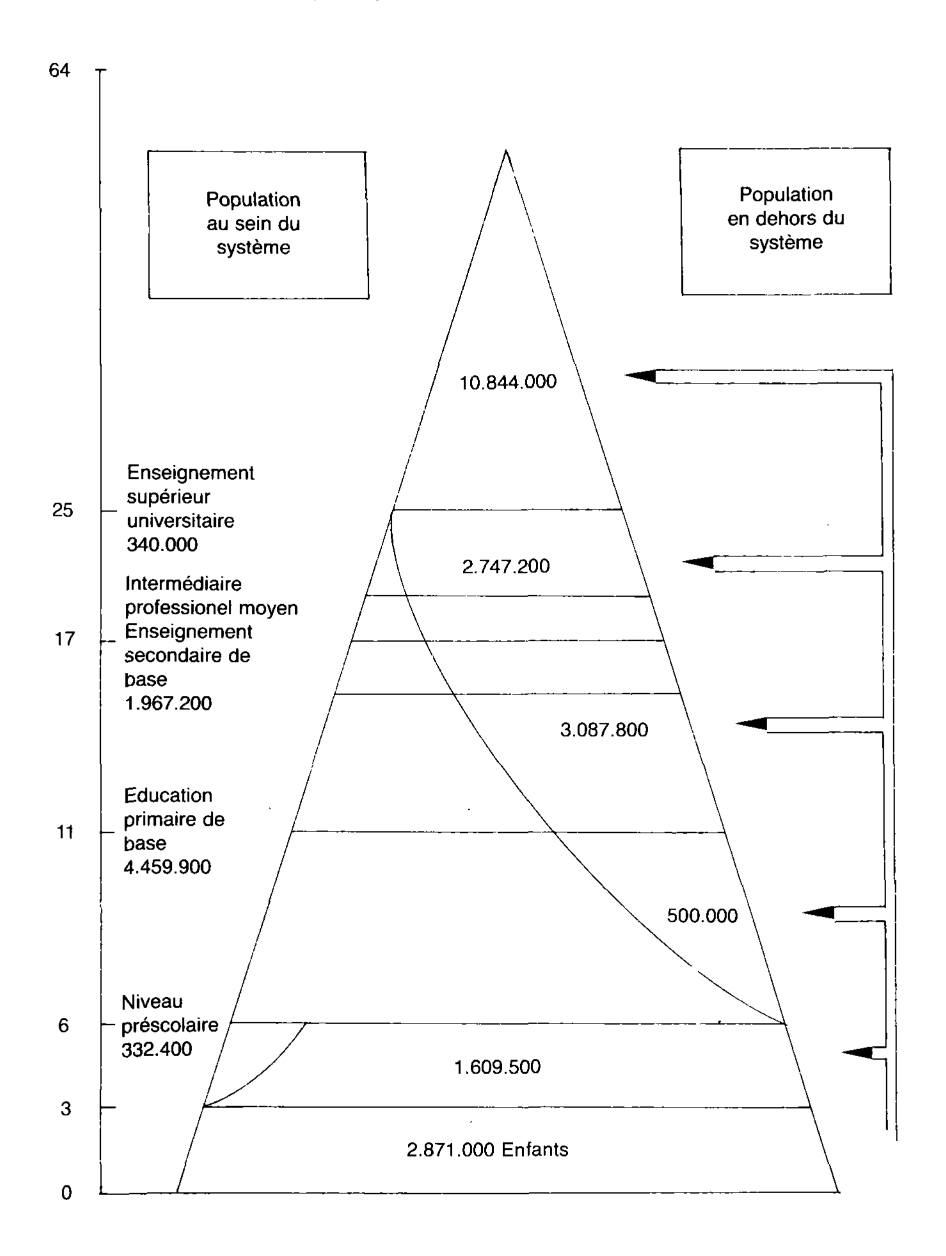
- l'éducation préscolaire
- l'éducation de base (primaire avec 5 degrés, et secondaire avec 4 degrés)
- l'enseignement professionnel de niveau moyen (2 degrés)
- l'enseignement professionnel intermédiaire (avec 2 années)
- l'enseignement supérieur (avec 5 années d'études en moyenne)

L'Education Spéciale qui ne se restreint pas à des cours d'une durée limitée; aucun certificat ou diplôme n'est délivré; cet enseignement est dispensé en tant que support complétant l'enseignement formel pour enfants et adultes .

L'Education des Adultes qui offre des programmes formels et non-formels.

La figure 1 présente la distribution de la population servie par le système éducatif.

Schéma 1: La Population au sein du Système Educatif Colombien



1.3 Le Développement et la Situation de l'Education des Adultes

Le système d'éducation des adultes existe dans le pays depuis l'organisation des Centres Educatifs du soir pour Adultes qui ont été créés en 1903. En 1904 on introduisait de nouveaux programmes d'étude dans les écoles du soir pour hommes.

En 1936 le Service Social Volontaire, constitué de femmes qui avaient terminé quatre ans d'enseignement primaire et ne travaillaient pas en qualité d'enseignantes, a été créé pour dispenser la lecture et l'écriture aux personnes de la population âgées de 7 à 20 ans qui ne pouvaient fréquenter l'école.

En 1947, des normes furent établies pour l'Ecole d'Alphabétisation pour enfants d'ouvriers. Les entreprises industrielles, agricoles, d'élevage, minières, pétrolières et autres furent obligées d'apporter leur soutien financier à ces écoles.

Deux événements ayant trait à l'alphabétisation se produisirent dans les années cinquante: le premier concernait la création des centres d'éducation secondaire du soir pour les personnes âgées de plus de 16 ans. Le second avait pour objectif la formation professionnelle: le Service d'Apprentissage National SENA fut créé, sa nouvelle orientation avait pour objet de préparer une main-d'oeuvre qualifiée. A la fin de cette décennie, le gouvernement fit face au problème de l'analphabétisme en lançant une campagne d'alphabétisation en 1958. La Section d'Alphabétisation et d'Education de Base des Adultes fut créée la même année en vue d'organiser la campagne et de réaliser les objectifs définis.

En 1959, le Département de l'Action Communautaire, créé par le Ministère de l'Education, était rattaché à l'Education des Adultes.

Au début des années soixante, les programmes d'alphabétisation ont été renforcés par la nomination d'enseignants dans quelques départements, la formation d'équipes d'alphabétisation au sein du Ministère de l'Education afin de soutenir les programmes d'alphabétisation , et par la création du Service Social d'Action Communautaire et d'Alphabétisation.

Des mesures législatives furent introduites en 1966 dans

l'éducation des adultes aux niveaux de l'alphabétisation, de l'éducation générale de base et intermédiaire, de l'enseignement supérieur et universitaire pour les personnes âgées de plus de 14 ans. Une attention particulière fut accordée à la mise en oeuvre de ces mesures légales au niveau primaire.

En 1967 l'INRAVISION, l'Institut National de la Radio et de la Télévision, a créé le Fonds de Formation Populaire (*Fondo de Capacitacion Popular*) qui offre une formation accélérée aux adultes colombiens grâce aux mass-média.

A la demande des personnes qui voulaient s'inscrire dans le système éducatif pour suivre des cours de formation continue, le Ministère de l'Education a créé dans les années 1970 des écoles primaires pour adultes comprenant cinq niveaux différents et a élaboré le programme d'étude qui est toujours en vigueur.

En 1980 la campagne d'alphabétisation Simon Bolivar fut lancée; son principal objectif consistait à éradiquer l'analphabétisme et à mettre en relief également l'éducation de base des adultes. La campagne dura deux années pendant lesquelles le travail méthodologique et didactique eut pour objet la rédaction de livrets tels *Leo y escribo* (*Je lis et j'écris*), *Hago cuentas* (*Je fais des opérations mathématiques*), *Salud, nutricion y bienestar* (*santé, nutrition et bien-être*) et d'un manuel portant sur l'organisation communautaire. Cette campagne permit d'alphabétiser 300.000 personnes.

En 1983 la distribution du nombre d'analphabètes était la suivante: 2 millions de personnes, soit 40% du total, étaient considérées comme analphabètes absolus; 2,5 millions étaient analphabètes fonctionnels, il s'agissait de personnes qui n'avaient fréquenté l'école primaire que pendant un ou deux ans, et 500.000 enfants âgés de 10 à 14 ans (soit 10% du total) étaient également analphabètes. Ainsi, la population analphabète totale s'élevait à 5 millions pour une population totale de 28 millions d'habitants, ce qui représente un taux d'analphabétisme de 18%.

L'Education Primaire Fonctionnelle pour Adultes se propose de faciliter l'accès au système éducatif aux néo-alphabètes grâce à des plans et des programmes qui leur permettront de terminer les cinq années d'éducation primaire formelle en l'espace de deux ans et demi seulement au sein d'un système scolaire spécial dans lequel ils assistent à trois

heures de cours par jour dans un centre où ils se rendent du lundi au vendredi. Les contenus, le programme ainsi que les matériels employés sont différents de ceux destinés aux enfants de l'école primaire.

L'Education Fonctionnelle des Adultes est un programme d'éducation non-formelle réalisé par des équipes d'éducateurs aux compétences variées qui travaillent dans les zones rurales avec la population adulte.

Les domaines d'apprentissage couverts sont conçus en tant que processus de formation intégrée dans lequel les adultes reçoivent, en sus de leur formation dans des domaines tels l'économie domestique et la santé, différents types d'activités manuelles, l'agriculture et l'élevage, des connaissances de base favorables à leur développement social, culturel, politique et économique. C'est aux éducateurs au sein d'une équipe qu'il appartient de renforcer les activités d'alphabétisation.

Le Service Social des Etudiants est un programme dans lequel les étudiants des degrés 10 et 11 doivent, selon une disposition légale, servir 72 heures afin de participer à la réalisation des activités d'alphabétisation, communautaires ou d'autres types d'activités réalisées au bénéfice des communautés (activités relatives à la santé, l'environnement, la circulation, etc.)

En outre, le programme intitulé "Parents" vise à encourager l'intégration de la communauté éducative grâce à une interaction entre la famille et l'école; à coopérer aux activités des enseignants; et à promouvoir une meilleure éducation des enfants et des parents eux-mêmes. Ce programme est réalisé par les Centres Expérimentaux Pilotes (CEP).

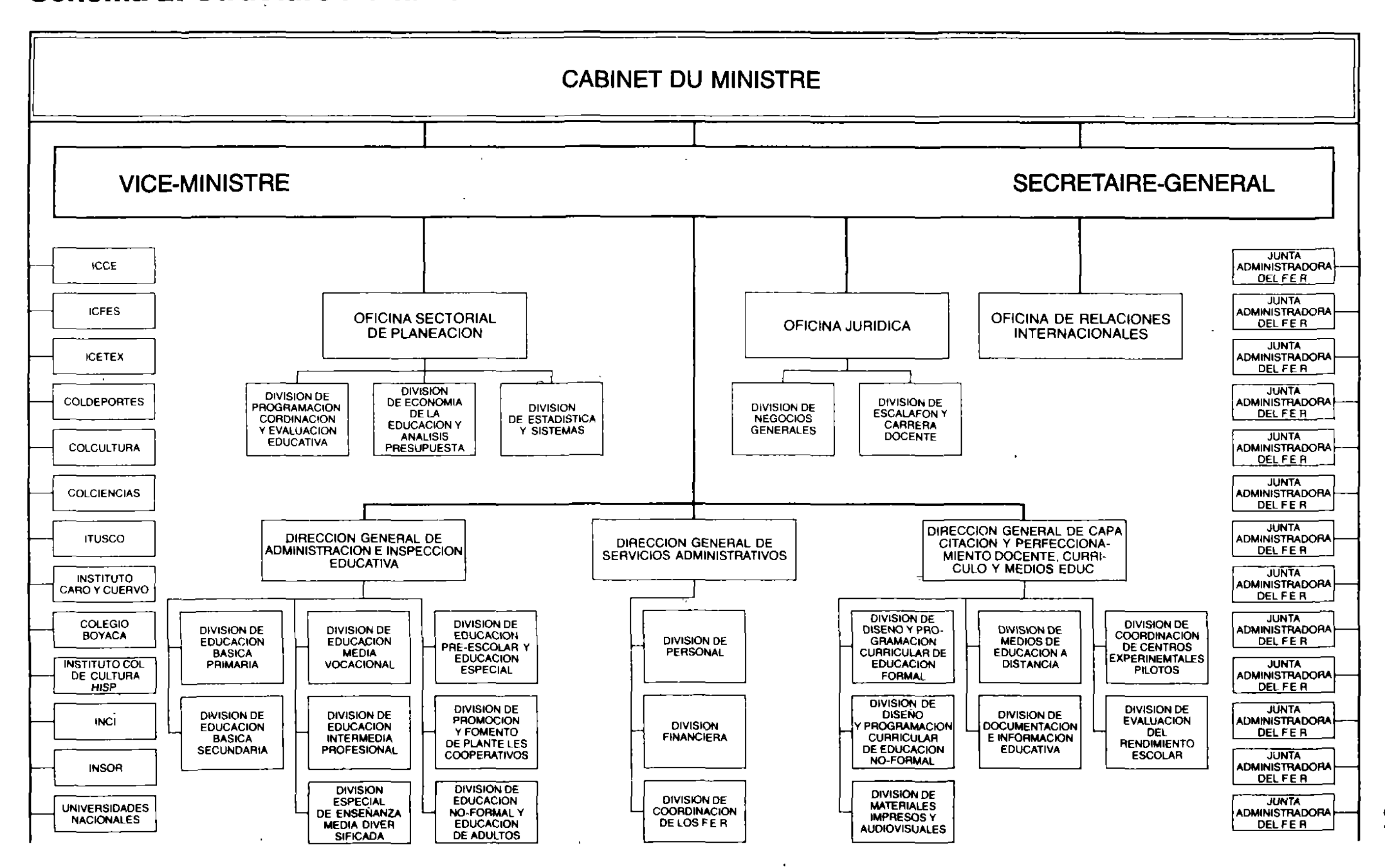
L'Education Non-Formelle et des Adultes est assumée par le Ministère de l'Education par l'intermédiaire du Département de la Conception et de la Programmation des Plans d'Education Non-Formelle dont le travail a trait au développement du curriculum, et du Département de l'Education Non-Formelle et des Adultes qui est chargé de l'administration, de l'inspection et de l'assistance technique relatives aux plans et programmes d'Education Non-Formelle ainsi que des institutions qui les mettent en oeuvre.

Au niveau régional, les programmes d'éducation non-for-

melle et des adultes incombent aux Secrétariats de l'Education qui, grâce aux Bureaux de Coordination de l'Education des Adultes, mettent en oeuvre les mesures correspondantes qui ont été prises dans ce domaine.

La Figure 2 présente la position des deux départements mentionnés ci-dessus dans la structure administrative du Ministère de l'Education Nationale.

Schéma 2: Structure Administrative du Ministère de l'Education Nationale



2. VUE D'ENSEMBLE DES PROGRAMMES DE POSTALPHABETISATION ET D'EDUCATION CONTINUE

2.1 La Politique du Gouvernement en matière d'Education

Dans son plan de développement intitulé "Le changement en toute équité", l'administration actuelle vise une évolution sociale et économique qui doit s'opérer en toute équité. Ce plan comprend trois grands objectifs qui sont la reprise économique, la mise en relief du développement et l'ordre social.

La responsabilité accordée dans ce plan au secteur de l'éducation est la recherche d'une réorientation de l'éducation en proposant d'autres moyens favorables au développement de l'être humain.

En partant de l'identification de nouvelles solutions pour résoudre les problèmes relatifs au système éducatif dans son développement actuel, ce plan propose des programmes qui visent, dans la perspective d'un développement quantitatif et qualitatif, la création de nouvelles conditions nécessaires à la rénovation et la réalisation d'un impact harmonieux à chacun des niveaux et pour toutes les formes d'éducation ainsi que pour les autres mesures prises par le Ministère de l'Education.

L'intégration des différentes composantes de la société est la base fondamentale de la politique sociale du gouvernement. Dans cette perspective, les occasions d'apprentissage pour ceux qui en ont été privés doivent être favorisées. Un accent est placé sur l'identité nationale, on encourage l'attitude scientifique, on recherche une attitude favorable envers le sens civique et l'on recommande aussi des récréations. Ainsi, un type d'éducation intégrant l'éducation

formelle et non-formelle a été planifié. C'est dans la campagne d'Education Nationale CAMINA qu'il se manifeste le plus.

Les objectifs de la politique en matière d'éducation consistent à:

- garantir l'égalité d'accès aux options éducatives ainsi que le maintien des individus dans le système éducatif jusqu'aux niveaux assurant leur développement intégral;

- améliorer la qualité de l'enseignement grâce à des actions visant à rehausser la formation des enseignants et à offrir un équipement et des locaux scolaires adéquats ainsi que du matériel et des techniques d'enseignement;

- renforcer l'identité culturelle nationale et l'assimilation des valeurs contribuant à consolider la démocratie;

- encourager le développement de la recherche scientifique et technologique et l'application de ses réalisations au développement national;

- développer les activités culturelles et promouvoir l'accès des colombiens aux lieux récréatifs et sportifs.

2.2 La Campagne d'Education Nationale CAMINA

C'est une stratégie éducative qui permettra d'offrir une éducation formelle et non-formelle à une population dont les membres sont des enfants, des adultes, des personnes âgées et infirmes qui ont toujours été exclues des occasions d'apprentissage en raison des inégalités prévalant dans le système éducatif.

Les Objectifs

La campagne CAMINA est une stratégie éducative nationale qui vise à promouvoir l'évolution sociale à partir d'une conception démocratique en joignant les efforts de toutes les organisations nationales et ceux du secteur privé.

Voici divers aspects du travail effectué par CAMINA:

La campagne CAMINA se propose d'offrir des occasions d'apprentissage à un grand nombre de Colombiens, d'améliorer la qualité de l'éducation, d'intégrer l'éducation au travail, de renforcer et de multiplier le nombre des mesures éducatives qui encouragent le développement communautaire, de contribuer au renforcement de l'identité culturelle et de soutenir les processus éducatifs extrascolaires ainsi que l'intégration des efforts isolés.

Différentes formes d'activités sont proposées pour réaliser les objectifs mentionnés ci-dessus. Elles comprennent l'auto-apprentissage (pour apprendre seuls et aider les autres à apprendre), la mobilisation et la participation de la communauté, une coordination institutionnelle et intersectorielle, la transformation des mass-média en média éducatifs et, enfin, la mise en pool des ressources publiques et privées.

Les Groupes-Cibles

La Figure 3 donne une vue d'ensemble des groupes de la population qui pourront bénéficier des programmes CAMINA.

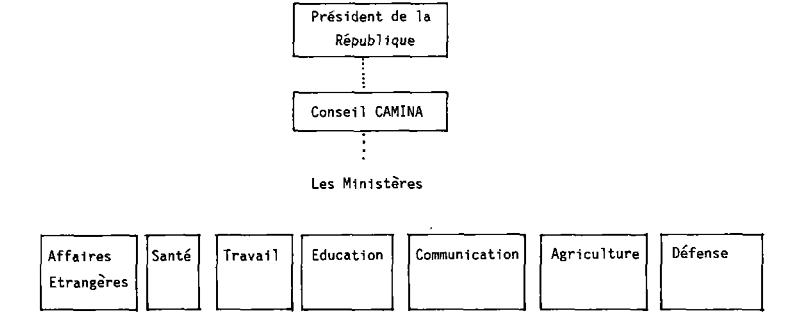
Schéma 3: Groupes de la Population qui Bénéficient de la Campagne CAMINA

Structure et Organisation

L'organigramme suivant présente la structure mise en place pour l'organisation du travail des programmes CAMINA au niveau national.

Figure 4

Organigramme du Programme CAMINA



Les Organismes Exécutifs des Programmes CAMINA

Un examen des organismes (ministères, instituts et autres organisations nationales) qui ont mis en oeuvre les plans et les programmes CAMINA est présenté ci-dessous:

(1) Le Ministère de l'Education Nationale

Le Ministère de l'Education Nationale réalise 80% des activités développées dans le cadre de la campagne CAMINA dans des domaines comprenant certains aspects de l'éducation préscolaire et de l'éducation des adultes tels l'alphabétisation, l'éducation de base (primaire et secondaire), ainsi que les activités relatives au télé-enseignement universitaire (grâce aux mass-média), aux divertissements et aux sports, à la recherche scientifique et à la technologie, en sus de l'éducation spéciale et non-formelle pour les handicapés physiques et mentaux.

Les activités mentionnées ci-dessus sont entreprises conjointement avec les départements et les organisations rattachés au Ministère de l'Education tels les Départements de l'Education Non-Formelle et des

Adultes, de la Conception du Curriculum Non-Formel, et de la Programmation des Media du Télé-enseignement, ainsi que la Direction de la Coordination de la Campagne CAMINA (au sein du Ministère de l'Education); les autres organisations sont l'ICFES, le COLDEPORTES (association de sports, l'INCI, l'INSOR, le COLCULTURA et le COLCIENCIAS (association scientifique).

Quant au budget de développement de ces opérations éducatives, le Ministère de l'Education Nationale a accordé une allocation supplémentaire à la campagne CAMINA en 1984:

pour la mise en oeuvre	2.051.000.000 pesos
pour l'investissement	317.000.000 pesos
total	2.368.000.000 pesos

(2) Le Ministère des Communications

C'est au Ministère des Communications qu'il incombe, en faisant usage de son infrastructure médiatique (par l'intermédiaire du Fonds de Formation Populaire (FCP) de l'Institut National INRAVISION pour la Radio et la Télévision) de planifier, de développer et de mettre en oeuvre les programmes d'alphabétisation, d'éducation de base primaire et secondaire et tout autres activités culturelles et éducatives non-formelles destinées aux adultes colombiens.

(3) Le Ministère du Travail

Le Ministère du Travail doit conduire des activités relatives à la sécurité sociale, en particulier pour le "troisième âge". En outre, il doit offrir par l'intermédiaire du SENA, le Service d'Apprentissage National, une formation relative aux plans et programmes de travail dans les zones urbaines et rurales.

(4) Le Ministère de la Santé

En coordination avec l'Institut Colombien pour le Bien-être de la Famille (ICBF) et dans la perspective du Plan d'Attention Intégrale accordée à la Famille,

le Ministère de la Santé a la responsabilité de développer des projets pour les enfants en bas âge et d'âge préscolaire qui soient relatifs à leur croissance biologique et nutritionnelle et à leur éveil. Il est également chargé de la planification et du développement de nouveaux modèles éducatifs et d'autres formes d'assistance dans ce domaine pour les plus âgés.

(5) Le Ministère de l'Agriculture

Le travail de ce ministère en matière d'éducation non-formelle pour adultes est d'une importance capitale pour le développement communautaire et la formation. Grâce aux programmes de Développement Rural Intégré (DRI), d'Alimentation et de Nutrition (PAN), l'objectif est d'atteindre les campesinos - les ouvriers agricoles qui ne possèdent et ne travaillent que de petites parcelles de terre - ainsi que les consommateurs urbains aux revenus très bas, en leur offrant divers services de base connexes.

Des organismes tels l'Institut Colombien pour l'Agriculture et l'Elevage (ICA), l'Institut Colombien pour la Réforme Agraire (INCORA), l'Institut National pour le Développement des Ressources Renouvelables (INDERENA) et le Fonds Agraire ont la responsabilité de planifier et de mettre en oeuvre des programmes de formation destinés aux campesinos et de transmettre les informations relatives à la technologie, la sauvegarde des ressources naturelles, les prix et les marchés, l'assistance technique,etc.

(6) Le Ministère de l'Intérieur

Le Département de l'Intégration Générale et du Développement Communautaire (DIGIDEC) du Ministère des Affaires Intérieures a accepté une grande part de responsabilité dans le domaine du développement communautaire.

(7) Le Ministère de la Défense

Celui-ci dirige l'incorporation de toutes les ressources humaines effectuant un service militaire dans le développement d'activités spécifiques réalisées

dans le cadre des programmes CAMINA.

Hormis les organismes mentionnés ci-dessus, d'autres tels le Secrétariat de l'Intégration de la Présidence de la République réalisent, grâce au programme d'Intégration des Services et de la Planification Communautaire (IPC), des programmes de formation, d'éducation et de développement communautaire.

Aux niveaux régional et local, les gouverneurs, les *intendentes*, les *comisarios*, le maire de Bogotá, et les maires des différentes municipalités coordonnent la participation des organismes publics et privés au développement et à la mise en oeuvre des programmes CAMINA. Il faut souligner le rôle que les Secrétariats de l'Education jouent dans la réalisation de ces programmes.

Les autres organismes importants qui participent également à la mise en oeuvre des programmes CAMINA en apportant leurs propres expériences, plans et programmes sont l'Action Culturelle Populaire (ACPO), le Fonds d'Allocations Familiales (CAFAM), le Fonds d'Allocations Familiales d'Antioquia (COMFAMA), le Centre pour l'Education et le Développement Humain, la Fondation pour le Bien-Etre Humain. Enfin, l'Eglise offre des activités d'éducation formelle et non-formelle pour adultes dans les Territoires nationaux et dans les régions frontalières du pays.

Les Programmes Mis en Oeuvre par la Campagne CAMINA

(1) L'Alphabétisation

Ce programme a pour objectif d'éradiquer l'analphabétisme dans tout le pays et de permettre aux néo-alphabètes de poursuivre leur apprentissage en suivant des programmes d'éducation continue afin d'assurer leur intégration dans les différents aspects de la vie.

Pour réaliser cet objectif, le Ministère de l'Education Nationale a élaboré une stratégie, le Plan National d'Alphabétisation Participatoire, dont le but est d'atteindre la population analphabète grâce à une série d'activités éducatives conduisant à l'acquisition des éléments essentiels de la lecture, de l'écriture et du calcul, et apportant également quelques connaissances de base.

Les méthodes employées pour mettre en oeuvre cette stratégie d'alphabétisation reposent sur la participation et l'organisation de la communauté. Pour ce qui est de l'alphabétisation, ces méthodes sont considérées comme des activités communautaires et un engagement social auxquels de nombreux Colombiens prennent part avec le soutien des organismes privés et publics. Le nombre de personnes qui pourraient profiter de ce service atteint cinq millions.

La seconde caractéristique de l'alphabétisation prise dans ce contexte est qu'elle représente la phase initiale d'un processus d'éducation intégrée et continue. Ce processus permettra à chaque personne d'accroître ses expériences de la vie grâce à divers éléments qui faciliteront le développement actif et transformateur de sa réalité tout au long de la vie.

Un travail est effectué actuellement dans ce domaine en tant que partie du premier degré de l'éducation primaire pour adultes ainsi que dans les Centres d'Alphabétisation grâce à la collaboration des volontaires des communautés qui reçoivent un matériel produit aux niveaux régional et national.

(2) L'Enseignement Primaire pour Adultes

L'objectif de ce programme est de permettre à la population adulte colombienne d'acquérir le niveau de l'enseignement primaire de sorte que la phase initiale d'alphabétisation soit poursuivie. En outre, il est prévu que les adultes acquièrent en un temps très court les connaissances et les habitudes qui permettront de mettre en place leur développement intellectuel, social et humain selon différentes expériences curriculaires. Le programme CAMINA prévoit d'offrir aux adultes bénéficiant de ce service différents types d'apprentissage allant des activités scolaires à l'enseignement à distance radiodiffusé ou télévisé, ainsi que des activités semi-formelles afin que cette forme d'éducation puisse atteindre un plus grand nombre de Colombiens.

Des activités de type scolaire sont actuellement mises en oeuvre grâce aux programmes réalisés par le Ministère de l'Education. Le Fonds de Formation Populaire (FCP) propose parallèlement un projet très connu qui fait appel depuis longtemps aux services de la Radio et de la Télévision. Le secteur privé et l'Eglise ont également apporté leur contribution dans ce domaine avec des expériences significatives.

Enfin, la campagne CAMINA vise, au moyen de ces différentes stratégies, à réduire notablement et systématiquement l'analphabétisme fonctionnel qui prédomine actuellement pour permettre à la population adulte d'obtenir un certificat d'éducation primaire de base afin qu'elle poursuive son éducation au niveau secondaire.

(3) L'Enseignement Secondaire pour Adultes

Le programme CAMINA s'adresse ici aux adultes désirant poursuivre des études secondaires et favorise principalement le secteur de la population qui n'a pas eu accès, pour diverses raisons, au système d'éducation formelle.

Pour atteindre cet objectif, le Fonds de Formation Populaire INRAVISION a la responsabilité de mettre en oeuvre et de développer le programme d'éducation secondaire radiodiffusé qui offre actuellement des cours pour toutes les classes jusqu'au 4e degré. Un accord a été conclu pour étendre cette offre dans un futur proche aux 5e et 6e degrés.

En sus des programmes mentionnés ci-dessus, il en existe d'autres qui préparent spécialement les candidats au Certificat d'Etudes Secondaires (*Bachiller*), dont les examens sont organisés régulièrement par l'Institut Colombien pour la Promotion de l'Enseignement Supérieur (ICFES). Le secteur privé apporte également sa contribution dans ce domaine en organisant les cours requis pour l'obtention de ce certificat. L'usage de la radio et de la télévision constitue le moyen pour notre pays de faire participer les grands secteurs de la population qui n'ont pas accès aux autres occasions d'apprentissage, afin de pouvoir les orienter vers le système éducatif formel.

(4) L'Enseignement Supérieur

En ce qui concerne l'enseignement supérieur, le gouvernement propose d'étendre les chances d'accès au maintien dans le système et à une formation supérieure efficace grâce à la stratégie du télé-enseignement.

C'est au Ministère de l'Education qu'il appartient de contribuer directement à l'extension des occasions d'apprentissage qu'offre l'enseignement supérieur en créant le Centre de Télé-enseignement Universitaire et d'Enseignement par Correspondance dont les divers programmes devraient satisfaire

les besoins du marché du travail.

Les programmes que cette université propose sont les suivants: Technologie agro-alimentaire (viandes, produits laitiers et légumes), Gestion des petites et très petites entreprises, (administration des services públics et communautaires), Technologie de la promotion sociale et du développement (santé, nutrition, développement de l'enfant, sécurité, logement, hygiène), Technologie énergétique (charbon, pétrole, la bio-énergétique). En un mot, ces nouveaux programmes doivent satisfaire la demande en aptitudes et compétences qui sont nécessaires à la consolidation de l'économie et à l'organisation du changement social.

Selon le plan de développement, l'Université du Sud de Bogotá (UNISUR) sera l'axe à partir duquel le Service de Formation au Télé-enseignement Universitaire sera développé. Son extension à travers tout le pays se fera par le biais des Centres Régionaux de Télé-enseignement (CREAD) qui seront installés dans des régions stratégiques et des villes de taille moyenne et offriront ainsi 200.000 places d'enseignement supérieur entre 1983 et 1986.

La participation de diverses universités privées doit être également mentionnée: coordonnées par l'ICFES, elles supportent et développent également des programmes de télé-enseignement.

(5) La Formation Technique

L'objectif de ce programme est de veiller à l'articulation des processus éducatifs avec la dynamique du travail, c'est-à-dire l'enseignement professionnel. Le rôle principal de ce programme est joué par le SENA, le Service National d'Apprentissage, qui est l'organisme responsable de la mise en oeuvre de la politique sociale du gouvernement en formant les ressources humaines du pays grâce aux activités de type scolaire et au Service National de Formation au Télé-enseignement (SENAFAD - Servico Nacional de Formación Abieta ya Distancia).

Diverses formes d'éducation, divers types d'équipement et de matériel tels laboratoires, ateliers, enseignement à temps partiel, formation technique, etc. seront employés comme stratégie globale pour la réalisation de cet objectif.

(6) Les Programmes de Développement Communautaire

La composante intangible de la santé d'une nation est l'aptitude de ses citoyens à coopérer aux tâches entreprises en vue d'une amélioration collective dans un esprit d'initiative personnelle et de liberté dont l'essence est l'union et la participation volontaires des communautés à leur propre développement. Ce sont là les moyens et les conditions préalables essentiels à l'opération d'un changement social.

Dans le dessein d'améliorer les niveaux de vie de la population rurale, une stratégie d'encouragement déterminé à la participation communautaire aux différentes phases de développement du programme et aux différents niveaux de la prise de décisions, a été élaborée. On se propose de mobiliser les organismes de soutien du secteur de la motivation, de la formation et de l'éducation - en vue de rehausser, en général, la productivité des petits fermiers apprauvris.

Dans le cadre de la stratégie de participation intersectorielle et de l'objectif global de l'éducation communautaire, certains organismes dirigeants coordonnés par le programme CAMINA, tels les Ministères de la Santé et de l'Education, l'ICA, le CENTA, le SENA et le programme DRI-PAN, ont la responsabilité de développer l'aide relative à l'amélioration des conditions de vie de la famille, de sa santé, de son éducation et de sa formation. Les mêmes organismes ont également veillé à ce que les programmes d'enseignement correspondent aux besoins ruraux , à la nucléarisation du processus éducatif et au développement de la participation active des apprenants aux mesures d'amélioration de l'habitat telles l'installation d'un système sanitaire adéquat et le branchement des maisons sur le réseau d'alimentation en eau potable.

(7) Le Programme d'Education Sanitaire

L'objectif de ce programme consiste à atteindre des conditions souhaitables de santé au sein de la population colombienne. Ce but doit être rempli en complétant les efforts faits par le système d'éducation formelle par les activités organisées par les secteurs public et privé.

Le point de départ de ces activités doit être la famille qui est considérée comme le noyau du développement social du pays.

Les plans prévoient la mise en oeuvre des activités éducatives dans ce domaine grâce aux mass-média qui permettront la diffusion de programmes sur l'alimentation et la nutrition, le développement de l'enfant, les vaccinations, la réhydratation orale, etc. destinés à la famille et aux promoteurs des projets relatifs à la santé.

Il est également prévu de développer des activités relatives à l'éveil de l'enfant (de 0 à 6 ans), à l'intention des parents. Des programmes pour les adolescents, les personnes âgées et les handicapés devront être parallèlement proposés.

La mise en oeuvre des programmes d'éducation sanitaire incombe au Ministère de la Santé Publique et aux organismes publics tels le Ministère de l'Education Nationale, l'Institut Colombien pour le Bien-Etre de la Famille, ou les organismes privés tels le Fonds d'Allocations Familiales.

(8) Les Programmes Culturels et Récréatifs

L'objectif essentiel de la politique culturelle du gouvernement est de définir et de renforcer notre identité culturelle en réhabilitant, en protégeant et en disséminant les valeurs caractéristiques de l'histoire de notre peuple.

En ce qui concerne la culture, le programme CAMINA fournira conjointement avec le Ministère de l'Education Nationale des bibliothèques élémentaires à un certain nombre de municipalités, en tenant compte des critères d'équité, de l'importance de la population et de la situation géographique.

Pour ce qui est des loisirs, la campagne CAMINA et le Ministère de l'Education créeront, par l'intermédiaire du COLDEPORTES, des centres récréatifs et culturels communautaires bien équipés, d'accès libre, et dans lesquels les divers services responsables de la réalisation des objectifs des programmes récréatifs et culturels pourront être intégrés, puisque les sports sont considérés comme jouant un très grand rôle éducatif.

Les intentions du gouvernement en matière de loisirs et de sports sont concrétisées par le fait que les activités récréatives et les sports sont développés en vue d'améliorer la santé individuelle et collective.

(9) Les Programmes d'Information Technologique

Afin de lier l'expérience scientifique à la solution des problèmes urgents, il est nécessaire d'améliorer la qualité de l'éducation relative aux technologies éducatives qui sont appropriées aux conditions économiques, sociales et culturelles des apprenants. Ainsi, une priorité est accordée aux exigences de la campagne CAMINA et à celles du télé-enseignement.

En ce qui concerne l'information et la technologie, la campagne CAMINA développera des stratégies qui couvriront les domaines de la circulation et de la sécurité routière, ainsi que l'écologie, l'environnement et la sécurité industrielle. De même, les efforts réalisés conjointement par différents organismes offriront des possibilités de formation dans les domaines de la science, de la culture, des sports et du folklore.

(10) Les Ressources Humaines et la Technologie de l'Information

Ce programme a pour objectif de familiariser la population colombienne avec les nouveaux média de la recherche et du traitement de l'information en créant un service gratuit dans certains établissements publics, en organisant des séminaires et en encourageant les organismes éducatifs à oeuvrer pour le progrès dans ce domaine.

La campagne CAMINA et le Centre de l'Amérique Latine des Ressources Humaines et des Technologies de l'Information ont proposé d'introduire plusieurs innovations dans les systèmes conventionnels d'éducation primaire et secondaire en équipant quelques écoles primaires et secondaires de micro-ordinateurs destinés aux étudiants.

(11) Les Programmes pour les Régions Frontalières et les Communautés Indigènes

La Campagne CAMINA a l'intention de réaliser en coopération avec le Secrétariat des Affaires Frontalières des activités dans les zones frontalières afin d'étendre les services de l'Etat aux communautés qui, en raison de leur situation géographique près des frontières, ne perçoivent pas la perspective nationale, ceci en sus des efforts faits pour maintenir les sentiments d'identité nationale au moyen des

actions éducatives.

La campagne CAMINA coordonnera et développera également des programmes spécifiques grâce aux divers organismes qui travailleront au profit des communautés indigènes à travers tout le pays. C'est dans cette perspective que l'on développe des programmes intégrés dans les domaines de la santé et de l'éducation ainsi que quelques projets basés sur l'approche de "l'ethno-développement".

3. ANALYSE DE CERTAINS PROGRAMMES DE POSTALPHABETISATION ET DE LEURS TECHNIQUES D'APPRENTISSAGE

Les programmes qui seront examinés dans ce chapitre présentent quelques caractéristiques quant aux stratégies, méthodes et matériels qu'ils emploient. Ils supposent des activités d'alphabétisation, de postalphabétisation, d'enseignement professionnel ou d'éducation continue conçues dans une perspective qui, par rapport au groupe de la population à qui ces activités sont destinées, présente certains avantages qui peuvent être observés, évalués et, dans quelques cas, suivis ou utilisés comme paramètres servant à l'évaluation d'autres expériences.

3.1 Les Programmes du Fonds de Formation Populaire de l'INRAVISION

Le Fonds de Formation Populaire (FCP) est un organisme officiel rattaché à l'Institut National de la Radio et de la Télévision (INRAVISION) qui dépend lui-même du Ministère de la Communication. Il fut créé en 1967 pour faire fonction de service éducatif grâce aux mass-média tels la radio, la télévision et les textes imprimés.

Les Objectifs

- augmenter le nombre des occasions d'apprentissage afin d'offrir à tous les secteurs de la population colombienne un libre accès à l'alphabétisation, l'éducation primaire et secondaire et, aux autres programmes non-formels de développement culturel;

- développer ses propres modèles de télé-enseignement grâce à la radio et la télévision;

- soutenir les processus d'enseignement individuel ou collectif;

- aider à résorber, en partie, le manque d'enseignants, de classes, de matériel et autres ressources éducatives;

- atteindre les secteurs de la population qui comptent un grand nombre d'analphabètes ou de personnes n'ayant pas eu la possibilité de continuer leurs études primaires ou secondaires de base à l'âge scolaire;

- promouvoir la participation de la communauté ainsi que celle des organismes publics et privés;

- offrir des stratégies pédagogiques et d'autres formes d'apprentissage qui devraient améliorer la qualité de l'enseignement et encourager l'auto-apprentissage.

L'Organisation

Afin d'atteindre les objectifs mentionnés ci-dessus, le FCP regroupe plusieurs bureaux qui sont les sections pédagogique, de production du matériel pédagogique, administrative, de la recherche et de l'évaluation - qui dépendent toutes d'une même direction générale.

- Le Directeur: Nommé par le Conseil exécutif de l'INRAVISION, le Directeur - la plus haute autorité - a la responsabilité d'exercer un contrôle direct sur les trois chaînes de télévision. Il représente le FCP et coordonne toutes ses actions avec les autres organismes.

- La Section Pédagogique: Elle conçoit et produit tous les programmes, y compris les manuels, les scénarios de radio et télévision, les livrets et les guides couvrant les domaines de l'alphabétisation, de l'éducation primaire et secondaire ainsi que quelques autres programmes non-formels réalisés conjointement avec d'autres organismes (tel le programme relatif à la santé, par exemple). En outre, il offre un service de consultation pour la production des programmes radiodiffusés et télévisés, donne une orientation pédagogique pour la présentation des programmes aux guides culturels qui en font la promotion, les développent et

les animent.

- La Section du Matériel Pédagogique: Cette section prépare le matériel pédagogique tels les films, les diapositives, les photographies, les dessins, les enregistrements vidéo et magnétiques dont on a besoin pour les programmes radiophoniques et télévisés. Elle est responsable de la production et de l'enregistrement des différents programmes.

- La Section Administrative: Elle gère le matériel et les ressources économiques du FCP. La réception du courrier et la distribution du matériel sont assurées par le groupe chargé des archives. Cette section s'occupe également des inscriptions aux différents cours d'éducation primaire et secondaire.

- La Section de la Recherche et de l'Evaluation: Elle est responsable du traitement statistique des données concernant les programmes ainsi que de l'évaluation des résultats obtenus par les étudiants. Elle est chargée de la promotion des programmes au niveau communautaire et donne des conseils aux guides culturels.

Les Groupes-Cibles

La population-cible est très hétérogène en ce qui concerne l'âge, ses attentes, ses besoins et ses intérêts, son lieu d'origine, son lieu de résidence et son sexe, et autres variables.

Chacun des programmes s'adresse à un public particulier selon ses intérêts et ses besoins que l'on prend en considération lors de l'approche curriculaire. En général le public de ces programmes éducatifs est constitué de personnes qui:

- n'ont jamais suivi d'enseignement primaire ou secondaire de base à l'âge scolaire habituel;

- ont interrompu leurs études pendant plusieurs années;

- espèrent poursuivre leur éducation formelle et actualiser leurs connaissances.

Le public est, en général, formé de très jeunes gens: 58% sont âgés de 14 à 19 ans; 64% des apprenants sont des femmes.

Les Programmes

Le FCP réalise deux types de programmes:

- des programmes formels:

  Enseignement primaire de base radiodiffusé et télévisé pour adultes, Enseignement secondaire de base radiodiffusé pour adultes et programme d'Alphabétisation télévisé.

- Des programmes non-formels:

  Ces programmes permettent à l'ensemble des téléspectateurs de mettre à jour leurs connaissances en matière de sciences, de culture, de sports et d'arts. Ils servent d'instruments permettant aux communautés d'exprimer leurs opinions, de faire part et de faire connaître leurs traditions, leurs réalisations, leur identité, rendent possible la participation des personnes aux activités de développement socio-culturel. Ces types de programmes diffusent également les émissions d'autres organismes publics et privés dont les contenus correspondent aux objectifs définis.

Le Ministère de l'Education a chargé le FCP de la conception du curriculum de l'éducation de base pour adultes. Ce travail a été effectué conjointement avec d'autres départements du ministère lui-même, l'Université nationale de Pédagogie, l'IDERENA (l'Institut National du Développement des Ressources Naturelles), le Ministère de la Santé et le Centre Régional de la Population. Lors de l'élaboration du curriculum, la notion de réalité des plans et programmes d'Education de Base pour Adultes a été prise en considération de sorte à ce qu'il réponde aux besoins fondamentaux, aux intérêts et problèmes de la population colombienne.

Les grands thèmes généraux suivants ont été sélectionnés pour le développement du curriculum de l'Education Primaire de Base pour Adultes:

- *Le travail* (premier niveau de l'alphabétisation)

- *La communauté* (second niveau)

- *L'environnement* (troisième niveau)

- *L'économie* (quatrième niveau)

- *L'Etat* (cinquième niveau)

La Méthodologie

Les programmes d'alphabétisation et d'éducation primaire de base sont diffusés par la troisième chaîne de télévision. Les cours d'enseignement secondaire (du 1er au 4e degrés) sont diffusés par Radio Nacional ainsi que par quelques stations radiophoniques privées qui ont entrepris cette tâche dans le cadre d'un service social bénévole ou avec les organismes qui ont été engagés par les Secrétariats Régionaux de l'Education.

Tous les thèmes des programmes sont présentés pendant 15 minutes par un "télé-enseignant" qui en expose les aspects fondamentaux en utilisant des illustrations ou des exemples pris dans la vie de tous les jours des adultes.

Après avoir regardé chaque programme, les groupes étudient le thème en détail avec un assistant qui répond aux questions de chacun et guide le travail en groupe. Des textes imprimés qui ont été préparés et distribués au préalable sont disponibles pour ce type de travail.

Les Stratégies

Afin que les programmes se complètent et en vue d'atteindre les objectifs prédéfinis, le FCP fait appel à diverses stratégies d'apprentissage:

(1) Le matériel imprimé

Des textes ont été rédigés pour les adultes qui constituent le groupe-cible afin de leur offrir un matériel de base pour le processus d'apprentissage. Ce travail comprend les contenus de base destinés aux adultes, quelques exercices structuraux et des activités d'évaluation.

La sélection et la préparation des contenus sont conformes au plan de travail suivant:

- sélection des thèmes générateurs

- étude détaillée des domaines qui présentent cer-

tains problèmes

- rédaction de monographies portant sur chaque thème générateur

- préparation des différentes unités du curriculum

- préparation des diverses unités correspondant à chaque thème sous forme de leçons qui constituent le matériel imprimé que reçoivent les étudiants. Après une période d'essai, les corrections nécessaires sont apportées au texte avant d'en imprimer un grand nombre d'exemplaires.

Selon le budget accordé, ces textes sont publiés aux Editions Nationales ou par des imprimeries privées aprés évaluation de la meilleure offre.

La taille des caractères varie en fonction du niveau des apprenants auxquels le texte s'adresse. Ainsi, les caractères d'imprimerie des textes destinés aux 1er et 2e degrés des cours d'alphabétisation sont plus grands que ceux des autres niveaux.

Les mots techniques sont rarement utilisés; la langue employée est habituellement la langue parlée qui est présentée sous forme de dialogues soulignant la nécessité de se conformer aux particularités des différentes régions. Les illustrations et les dessins sont simples et ont trait aux activités courantes de la vie de tous les jours des adultes. Photographies et dessins sont utilisés parallèlement pour développer le sens d'observation des apprenants.

En sus du matériel de base destiné aux apprenants de chaque niveau, un guide du maître a été élaboré pour chaque degré de l'enseignement primaire.

La radio et la télévision ont la responsabilité de susciter l'intérêt du public pour ces programmes et d'en faire la promotion. Le matériel imprimé est distribué dans les magasins de produits agricoles du Fonds Agraire de chaque municipalité. Les prix des matériels de l'enseignement primaire sont les suivants:

Degrés	Prix
Premier	2.00 US $
Second	2.50 US $
Troisième	3.00 US $
Quatrième	3.50 US $
Cinquième	4.50 US $

Les livrets d'alphabétisation ainsi que les formulaires d'inscription sont distribués gratuitement par les Secrétariats régionaux de l'Education.

Le formulaire d'inscription pour le niveau secondaire coûte 1.00 US $. Les prix des matériels pour chaque degré sont les suivants:

Degrés	Prix
Premier	8.50 US $
Second	9.00 US $
Troisième	9.50 US $
Quatrième	10.50 US $

(2) Les Programmes Radiophoniques

Ils sont diffusés par Radio Nacional. Chaque cours a une durée de 5 mois. Le programme de l'enseignement primaire est actuellement diffusé (sur ondes moyennes) de 7h. à 7h. 30 du matin . On recommande vivement aux apprenants de consacrer deux à trois heures par jour à l'étude des leçons et aux exercices. Aucun examen n'est obligatoire aux premier, second et quatrième degrés. Cela signifie que toute personne ayant suivi un cours peut s'inscrire au suivant. A la fin du cinquième degré, l'apprenant doit passer un examen qui est directement organisé par le FCP. Les personnes qui réussissent à cet examen obtiennent un certificat d'études primaires.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire, la Radio Nacional diffuse (sur ondes moyennes) quatre cours aux moments suivants:

Premier degré	de 19 à 20 heures
Deuxième degré	de 20 à 21 heures
Troisième degré	de 5 à 6 heures

Quatrième degré de 6 à 7 heures

A la fin de chaque cours, les étudiants doivent se présenter eux-mêmes à un examen préparé par l'ICFES. Les personnes qui réussissent à l'examen reçoivent le certificat correspondant qui leur permet de s'inscrire au cours suivant.

La radio est l'élément fondamental du système. Une heure d'émission est consacrée à chacun des cours. Trois à quatre domaines sont traités au cours de cette émission. La leçon donne une orientation, des explications et suggestions relatives aux contenus présentés dans le matériel imprimé. Il existe un texte correspondant à chaque cours radiophonique.

(3) La Télévision Culturelle

L'INRAVISION gère trois chaînes de télévision en Colombie. Les bandes de fréquence des première et deuxième chaînes sont louées à des organismes privés de programmation. La troisième chaîne est exclusivement réservée aux programmes éducatifs, culturels et récréatifs préparés ou sélectionnés par le FCP en coordination avec l'INRAVISION.

En sus du temps d'antenne alloué à l'Education Primaire de Base pour Adultes , la troisième chaîne diffuse des programmes éducatifs du type télé-enseignement, qui s'adressent à toute la population. On diffuse du lundi au vendredi une série de programmes couvrant divers thèmes d'intérêt général et informant sur les progrès et les réalisations accomplis en Colombie et dans d'autres pays dans les domaines de la science, de la culture, de la technologie, des sports, de l'histoire, de la géographie, etc.

Les programmes s'adressent à toute la population. Certains sont destinés aux enfants et aux jeunes, d'autres aux adultes. La troisième chaîne produit quelques programmes en collaboration avec d'autres organismes et universités.

La troisième chaîne n'est pas reçue dans tout le pays. Elle couvre seulement Bogota, 50% des municipalités de Cundinamarca, 70% des municipalités de

Tolima, et quelques-unes d'Antioquia et de Caldas.

Les cours d'enseignement primaire pour adultes sont diffusés deux fois par jour sur la troisième chaîne: l'après-midi de 15 à 17 heures et le soir de 19 à 21 heures.

La télévision est capitale pour la motivation et l'orientation du groupe-cible; elle enrichit et encourage également le processus d'enseignement-apprentissage. Il existe pour chaque leçon présentée à la télévision une leçon écrite correspondante avec des exercices, des résumés, des exercices d'auto-évaluation, un glossaire des termes nouveaux, etc.

(4) Les Télécentres

Depuis la popularisation de la télévision, de nombreuses personnes peuvent suivre individuellement des cours chez elles. Cependant, 90% des émissions sont suivies en groupe, les séances étant organisées par les Télécentres.

Un groupe de personnes (les guides) se chargent d'organiser le travail relatif à ces séances dans les Télécentres. Elles apportent un complément aux leçons, expliquent les exercices à faire, éclaircissent les doutes et jouent le rôle d'animateurs de groupe. Il y a un guide pour chaque matière et pour chaque cours présenté au Télécentre. Ce guide est habituellement un étudiant du 10e ou 11e degré du système d'éducation formel qui doit avoir effectué un service social dans l'alphabétisation, par exemple, avant d'avoir passé le certificat d'études secondaires.

Les guides reçoivent une formation de base avant de commencer leur travail dans les Télécentres. Cette formation couvre les aspects généraux relatifs à l'éducation des adultes, l'administration des Télécentres, la promotion et l'organisation des groupes d'étude ainsi que les aspects concernant le transfert des contenus ou l'orientation méthodologique.

Les cours sont agencés de façon à ce que la dépendance envers le guide diminue en fonction des progrès

réalisés par les étudiants aux différents niveaux et se basent davantage sur les programmes télévisés et le matériel imprimé.

(5) La Correspondance

Les étudiants sont constamment invités à écrire directement au FCP lorsqu'ils ont certains doutes à éclaircir. Ils sont également encouragés à demander des conseils de nature pédagogique. Ils sont priés de noter le degré, la matière, le numéro de la leçon, du fascicule ou de la leçon écrite.

Tout étudiant qui a consulté le Centre par écrit reçoit une réponse. Les questions posées par les étudiants ont souvent contribué à l'amélioration de l'organisation des cours.

Les autres types de questions posées sont relatives à l'organisation, la gestion et la promotion des Télécentres. C'est la section correspondante du FCP qui répond à ces questions.

Il est important de mentionner que la plupart des questions écrites sont posées par les étudiants qui ont suivi les cours d'éducation secondaire, probablement en raison du fait que le public de ce niveau suit le programme radiodiffusé individuellement, alors que dans le cycle de base de l'enseignement primaire le travail en groupe et l'aide apportée par les guides complètent les leçons et éclaircissent les doutes, réduisant ainsi la nécessité de poser des questions.

(6) L'Evaluation

Le système de contrôle qui commence au moment de l'inscription des étudiants, fournit des données sur le nombre des personnes inscrites aux cours ainsi que sur les résultats obtenus par les apprenants. Il reçoit des informations relatives à la vente du matériel imprimé des Bureaux du Fonds Agraire, des stations radiophoniques privées, des informations relatives aux demandes et rapports du service de correspondance, des appels téléphoniques et des visites rendues au FCP, de l'ICFES également sur les inscrip-

tions aux examens et sur l'analyse des résultats obtenus par les étudiants à ces examens.

3.2 Les Programmes de l'Action Culturelle Populaire (ACPO)

L'ACPO est un organisme privé à but non-lucratif qui offre ses services, en particulier à la population rurale colombienne depuis 1947. En tant qu'organisme de développement, il offre une éducation de base intégrée à la population campesino (paysanne) grâce aux mass-média et selon l'hypothèse d'après laquelle le sous-développement réside dans l'esprit des personnes. L'ACPO fut un pionnier en Amérique Latine de l'usage de la radio et de la télévision à des fins éducatives.

Le Contexte

Le programme de l'ACPO part du principe que la population rurale peut être incorporée au courant principal de la société et, en particulier, que les campesinos peuvent jouer, grâce à une éducation et une formation appropriées, un rôle actif dans leur propre développement et cesser ainsi d'être une population marginale pour occuper une place active dans la société en général.

Sur les 28 millions d'habitants du pays, environ 40% résident dans les zones rurales. En raison des régions montagneuses, les communications par la route restent difficiles en Colombie et un grand nombre de campesinos sont physiquement isolés des grands centres urbains. D'où la nécessité de combiner l'utilisation des différents mass-média.

Les Objectifs

Les premiers objectifs poursuivis par l'ACPO comprennent:

- la motivation des campesinos pour un développement intégral;

- le développement humain (des individus et des groupes);

- l'intégration des habitants ruraux à la société;

- l'organisation de la communauté et le développement fondé sur la solidarité entre les différentes classes;

- la productivité pour une économie dynamique;
- le développement communautaire permettant l'intégration et la participation au moment voulu afin que la population colombienne rurale puisse en tirer profit.

L'Organisation

L'administration centrale de l'ACPO se trouve à Bogotá. Elle emploie un personnel permanent et est caractérisée par une continuité dans son travail. L'ACPO est organisée en trois départements qui sont la culture, l'administration et les finances.

- Le département culturel: Il est responsable des programmes éducatifs diffusés par les mass-média (la radio, les journaux), les manuels, les livrets, etc. Il gère également les instituts de formation des chefs campesino, coordonne les activités éducatives par l'intermédiaire des centres régionaux (à Barranquilla, Cali et Medellin) et le travail personnel effectué par les chefs campesino dans les différentes communautés rurales.

  L'ACPO considère l'éducation en tant qu'outil devant permettre aux campesinos d'améliorer la qualité de leur vie et d'augmenter leurs chances de participation à la dynamique du développement du pays.

- Le département administratif: Ce département est chargé de l'administration, de la direction du personnel, de la comptabilité, de l'approvisionnement, des transports et des achats etc.. Il dirige les 600 employés de l'ACPO, y compris ceux de Bogotá, les bureaux et les instituts régionaux ainsi que 200 responsables locaux et régionaux, volontaires et assistants qui travaillent dans les écoles radiophoniques.

- Le département financier: Ce département financier fait usage des média de l'ACPO en tant qu'outils supplémentaires pour vendre ses services à d'autres secteurs de l'activité nationale et obtenir par ce moyen des ressources financières qui sont investies dans les programmes culturels. Ainsi, on vend des emplacements réservés à la publicité dans les stations radiophoniques et le journal hebdomadaire. L'Edition des Andes

(une maison d'édition) et les publications pédagogiques publient également des messages commerciaux. L'ACPO a sa propre imprimerie et a mis en place un réseau d'agents de distribution du matériel à travers tout le pays.

Les Groupes-Cibles

Les hommes et les femmes âgés de plus de 14 ans et résidant dans les zones rurales représentent le groupe-cible de la population à qui s'adressent les divers programmes de l'ACPO. Ils touchent également la population urbaine marginale qui nécessite une Education de Base Intégrée pour pouvoir s'incorporer à la vie en ville.

La Méthodologie

Le système développé par l'ACPO vise à atteindre la population clairsemée grâce aux mass-média, et en particulier grâce à la radio et aux textes imprimés. Afin de parvenir à une meilleure participation des communautés campesino (paysannes), d'obtenir des messages éducatifs appropriés et adéquats, l'ACPO complète l'action exercée par les média par celle personnelle d'agents éducatifs qui travaillent dans les communautés ou des campesinos bénévoles qui servent d'auxiliaires dans l'enseignement, d'animateurs et de liens entre les étudiants et la direction de l'ACPO. La correspondance constitue également un complément à ces actions.

Les Stratégies

Le système colombien qui s'appuie sur les différents mass-média ainsi que sur l'action personnelle menée par les assistants et les dirigeants campesino a recours à diverses stratégies d'apprentissage. Celles-ci sont présentées dans la partie qui suit:

(1) Les Ecoles Radiophoniques

Elles diffusent des programmes éducatifs, récréatifs, informatifs et culturels dans des domaines différents grâce à la station radiophonique Sutatenza et plusieurs autres stations locales qui ont décidé de diffuser ces programmes.

Radio Sutatenza compte sept stations de radiodiffu-

sion qui sont situées à Bogota, Cali, Medellin, Barranquilla et Magangué. Le temps d'antenne est de 19 heures par jour dont 5 sont exclusivement réservées à la méthodologie et aux thèmes traités par les écoles radiophoniques.

Une école radiophonique est un groupe local composé de personnes qui bénéficient d'un ou plusieurs éléments des programmes ACPO pour leur formation et leur développement. Ceux-ci visent à faire de chaque maison une école, à éduquer pour la solidarité et à assimiler les contenus diffusés par les média grâce à l'assistance d'un moniteur. L'ACPO a recensé plus de 40.000 groupes locaux d'écoute ou écoles radiophoniques regroupant plus de 150.000 apprenants. Ils n'ont pas de locaux spéciaux. Un petit groupe de personnes (dont la moyenne n'atteint pas 7) - il s'agit très souvent des membres d'une famille ou des voisins - se réunissent dans une maison pour écouter ensemble la radio, lire et commenter livrets, journaux et livres, etc. Les leçons radiophoniques ont une durée de 30 minutes à 1 heure suivant le type de cours. Les leçons de base (lecture, écriture et arithmétique) durent une demi-heure et comprennent deux parties. Les cours avancés et complémentaires ont une durée d'une heure et sont divisés en cinq parties qui correspondent aux divers domaines d'apprentissage (alphabétisation, arithmétique, santé, économie et travail, et valeurs spirituelles). Leur durée et leur ordre d'apparition peuvent varier.

Le travail commence dans chaque matière par une présentation qui résume habituellement les thèmes qui ont déjà été étudiés et l'on explique le rapport qui existe entre ce nouveau thème et les questions qui ont déjà été traitées. Vient ensuite l'explication du sujet choisi pour le cours en question. La leçon se termine par un résumé et quelques exercices pratiques.

L'auxiliaire immédiat joue un rôle capital, en particulier dans les cours de base. Dans les cours portant sur l'économie et le travail, un accent est placé sur le travail de l'assistant qui donne des conseils pour les travaux pratiques entrepris dans le cadre des activités complémentaires de chaque cours.

(2) Le Journal Hebdomadaire

Grâce au journal hebdomadaire "El Campesino", l'ACPO diffuse régulièrement diverses informations relatives aux affaires nationales et internationales, aux aspects technologiques qui intéressent les lecteurs, aux opinions et politiques, au matériel récréatif et à celui utilisé dans les écoles pour les néo-alphabètes.

(a) *Le groupe-cible:* La plupart des lecteurs de ce journal sont des ouvriers agricoles et des femmes au foyer, des étudiants et des enseignants, des employés, des chefs campesino, des agents de vulgarisation, des prêtres, des charpentiers, des agronomes, des vétérinaires, des fermiers des coopératives laitières, etc.

En tenant compte de la population rurale analphabète, le nombre des lecteurs potentiels de la revue hebdomadaire *El Campesino* a été estimé à 10 millions de personnes, ce nombre comprenant quelques habitants des villes. Le nombre d'abonnés dans les villes s'élève à 5.000 actuellement et quelques abonnements ont été pris également à l'étranger.

(b) *Les objectifs:* Le rôle de la revue *El Campesino* ne se limite pas au rôle standard de la presse universelle (c'est-à-dire informer, instruire et divertir), il consiste davantage à présenter convenablement les contenus et les stratégies sélectionnées pour le développement de l'Education de Base Intégrée qui requiert une plus grande marge d'action.

(c) *Le contenu:*

- Le journal informe sur les événements locaux, régionaux, nationaux et internationaux. Au niveau local, les informations ont un rapport direct avec les progrès, les attentes, les problèmes et les besoins, la formation et l'organisation pour le développement de la famille, de la communauté et de la région.

- Opinions: cette section comprend l'éditorial, les commentaires, les colonnes régulières ou les sections spéciales réservées à l'analyse des événements importants de la vie nationale ainsi qu'à l'orientation de l'opinion publique rurale, indépendamment des points de vue des partis politiques et sans jamais perdre de vue les intérêts des campesinos et leurs chances d'atteindre un meilleur niveau de vie.

- L'Education de Base Intégrée: En sus des informations et de la publicité, le reste du journal *El Campesino* présente quelques notions en matière de santé, alphabétisation, calcul, économie et travail, religion et organisation communautaire.

(d) *La présentation:* On utilise en général le caractère "Timex" de taille universelle dont la hauteur moyenne est de 12 quarts. Les gros titres de la première page présentent les principaux événements nationaux et internationaux qui ont un rapport étroit avec la vie rurale. Cette page couvre généralement le contenu de l'information, bien qu'elle ne présente dans quelques cas que l'éditorial ou l'introduction et renvoie les lecteurs aux pages suivantes. Il est entièrement imprimé sur offset et en plusieurs couleurs. En tant que journal éducatif, il présente un certain nombre d'articles didactiques qui sont illustrés de photographies, de dessins, de graphiques, etc. Afin d'en faciliter la lecture, les textes occupent rarement plus de deux colonnes et on évite de proposer une suite dans les pages suivantes.

(e) *Les ventes et la distribution:* Le prix de la revue est actuellement de 0,15 US $. Elle est distribuée par 617 agents traditionnels résidant dans le même nombre de municipalités (pour certaines d'entre elles, c'est le seul journal disponible), 33 agents résidant dans les chefs-lieux des *departamentos* et les municipalités, et enfin par 1.400 points de vente situés à Bogotá, Cali, Medellin et Barranquilla. Elle est envoyée par avion à Nanino Amazonas, Chocó et dans sept *departamentos* de la côte Atlantique, elle est

distribuée par un service spécial qui dessert huit *departamentos* ou par un service de bus intermunicipal.

(3) Les Livrets

Ils visent à compléter les programmes radiophoniques ainsi que la revue hebdomadaire. Six livrets présentent rapidement aux apprenants quelques informations pratiques techniques sur des questions relatives à la santé, à l'économie, au développement communautaire, au développement du sens civique, au budget, au calcul, à la langue et à la communication, aux études continues et aux aspects de la foi.

(a) *Le groupe-cible:* Il est composé d'adultes campesinos; une préférence est accordée aux personnes qui suivent les programmes radiophoniques dans les centres d'auto-apprentissage installés dans les communautés rurales.

(b) *Les objectifs:* Les apprenants doivent acquérir des connaissances et des compétences pratiques relatives à l'arithmétique, à la communication, à la santé, à l'hygiène et à la sécurité afin de pouvoir exercer une influence sur l'échelle de valeurs du monde rural qui est dépendante de l'évolution globale de la société; et visualiser la vocation humaine en fonction de la communauté et de sa valeur transcendentale.

(c) *Les contenus:* Le livret de base sert de guide et de support au cours de base dans lequel les analphabètes apprennent à lire, à écrire et à compter et qui est une initiation au processus de l'éducation permanente. Le livret *Cuentas claras (Des comptes clairs)* donne une notion des nombres et enseigne les quatre opérations mathématiques élémentaires, en aidant l'apprenant à les appliquer. Ce livret présente également des notions de base de géométrie relatives aux mesures agraires, ainsi que des notions de poids, de capacité et de volume. Le livret *Hablemos bien (Parlons correctement)* présente l'alphabet et donne quelques explications et exercices de langue, de grammaire, d'écriture, d'orthographe et d'autres

relatifs à la communication. *Nuestro bienestar (Notre bien-être)* est un livret qui sert à l'apprentissage des notions élémentaires de médecine; il illustre les thèmes relatifs au corps humain, à l'environnement et aux relations humaines. Le livret *Suelo productivo (Un sol productif)* donne des informations ayant trait à l'économie et au travail, enseigne comment cultiver la terre, les nouvelles techniques de cultures, de pacage, des notions de productivité, etc. *Communidad cristiana (La communauté chrétienne)* présente des aspects relatifs au comportement des personnes en tant qu'individus et membres d'une communauté, ainsi que les prescriptions éthiques et morales qui font partie de la notion de spiritualité.

(d) *La présentation:* Les six manuels sont édités conformément aux recommandations faites par des spécialistes de l'éducation. Ils sont imprimés en caractères "Univers" ou "Bodoni" d'une hauteur moyenne de 12 quarts. Un livret de base compte 112 pages, les autres varient de 112 à 160 pages. Chaque livret a une couleur différente afin de pouvoir les distinguer plus facilement. Chaque page comprend une illustration, un texte et une conclusion qui résume le thème qui a été traité. On utilise quelquefois la couleur. La taille standard équivaut à 1/8e d'une page de journal (c'est-à-dire 17 x 24 cm approximativement).

(e) *La distribution:* Les livrets sont distribués gratuitement par les chefs campesino, les directeurs, les superviseurs et les auxiliaires.

(4) La Bibliothèque Rurale

Elle compte plus de 80 titres sélectionnés à l'intention de la population rurale et urbaine marginale; ce sont des livres faciles à lire qui apportent une information sur les technologies importantes appliquées dans la vie de tous les jours, ou sur différents aspects culturels, sur des questions relatives au développement humain en vue d'une amélioration de la vie familiale et communautaire.

Les livres de cette bibliothèque répondent au besoin permanent d'information. C'est une collection de petits livres simples, à bon marché (0,50 US $), faciles à comprendre et tout à fait appropriés à l'apprentissage et la pratique des thèmes étudiés par les apprenants. Les livres font 15 x 12,5 cm et n'ont pas plus de 120 pages. La couverture est en couleur et protégée par une feuille de plastique. La bibliothèque rurale compte 100 titres portant sur des thèmes d'intérêt général; tous ont été rédigés en une langue simple. Les campesinos peuvent se procurer ces livres par l'intermédiaire du système de distribution de l'ACPO.

(5) Les Enregistrements

C'est au moyen de bandes magnétiques, de disques et d'autres moyens audio-visuels (SONO-VISO) que l'ACPO étend la portée de ses services éducatifs par l'intermédiaire des stations radiophoniques locales bénévoles, des organismes qui travaillent avec des groupes sélectionnés et des communautés rurales et qui ont la possibilité de multiplier ces actions par le biais des centres installés dans les communautés.

(6) Les Campagnes

Il s'agit d'une méthode propre à l'ACPO. Elles font part, de manière objective, des résultats de l'apprentissage ou de l'acquisition du savoir. Elles sont organisées de façon à ce qu'elles puissent répondre aux besoins réels. Cette méthode est particulière dans le sens où elle n'a pas seulement pour objet de satisfaire les besoins exprimés par les personnes, mais aussi de leur faire prendre conscience d'autres besoins qui sont également fondamentaux afin qu'elles puissent changer leur façon de penser et se décident à rechercher de meilleures conditions de vie. L'objectif de ces campagnes est d'améliorer ou de changer les opinions et les attitudes et de réagir à l'évolution de l'environnement en modifiant les valeurs individuelles et sociales.

(7) Un Service de Correspondance

L'ACPO recourt à la correspondance pour orienter et

encourager son public, pour répondre aux questions soulevées par les apprenants ou à leurs remarques sur les programmes des mass-média ou pour demander tout autre service. L'ACPO utilise la correspondance en tant que moyen de suivi de ses programmes et pour en mesurer les retombées.

Cet élément utilise l'action des média, sert à la promotion des différents services et des activités personnelles, familiales et communautaires de développement. L'ACPO a divisé le pays en sept zones géographiques afin de faciliter la réception, l'analyse du courrier et la réponse à toutes ces lettres. L'on reçoit en moyenne 120 lettres par jour. On y répond, soit au cours des programmes radiophoniques ou dans le quotidien *El Campesino*, soit directement par écrit. Il représente également un excellent moyen d'évaluation.

(8) La Formation des Leaders Communautaires

Depuis 1953, l'ACPO utilise des centres d'information fréquentés par des adultes hommes et femmes qui doivent recevoir une formation théorique et pratique de leaders. L'objectif premier est d'améliorer le niveau académique des participants, de développer leur motivation et leurs connaissances pour pouvoir agir en qualité de leader d'une communauté, de leur donner une formation sur les technologies nécessaires à l'amélioration des conditions de vie, de la production, du logement, de la nutrition, de l'hygiène et de la santé, et de les initier aux méthodes d'action pratiquées au niveau de la communauté pour l'organisation de leurs villes natales et leur procurer un bien-être.

Il s'agit d'établissements éducatifs gérés par des prêtres catholiques et quelques enseignants laïques, parmi lesquels quelques-uns ont eux-mêmes suivi les programmes de l'ACPO. Pour répondre aux besoins de formation des personnes qui participeront activement aux organisations communautaires, plus de 12.000 hommes et femmes ont reçu une formation dans ces instituts. Ces instituts sont modernes et bien équipés, ils ont un bon matériel pédagogique à leur disposition et possèdent des fermes pour le travail

pratique relatif à l'agriculture et l'élevage. Ils fonctionnent en tant que pensionnats pouvant accueillir 300 personnes . Les cours durent quatre mois et ont lieu deux fois par an.

(9) La Promotion sur le Terrain

Afin de contacter directement le public potentiel de ses programmes diffusés par les mass-média, l'ACPO a créé des organisations régionales et locales au sein desquelles opèrent les leaders qui ont reçu une formation dans les instituts mentionnés. Ils agissent auprès des familles, des organisations communautaires, des fonctionnaires du gouvernement ainsi qu'avec les organismes non-gouvernementaux (privés et confessionnels) de développement. Ces promoteurs encouragent la participation de la population cible et font part des retombées de l'action culturelle.

(10) L'Evaluation

On utilise des moyens formels et non-formels d'évaluation qui vont de l'interview programmée des personnes à la correspondance et l'analyse des données disponibles sur les ventes, des opinions émises par les étudiants des instituts campesino, ces moyens constituant tous ensemble un réseau important d'évaluation. En outre, quelques évaluations formelles sont réalisées par des organisations nationales et internationales autres que l'ACPO.

(11) Un Service d'Experts-Conseils

Par suite de l'expérience qui a été acquise en la matière, l'ACPO sert d'autres organismes de développement social et éducatif, il opère en particulier au niveau de la formation du personnel pour la conception et la conduite des programmes d'éducation non-formelle et pour l'utilisation de ces média dans le télé-enseignement. Ce service a été offert à plusieurs pays d'Amérique Latine.

3.3 L'Intégration des Services et du Programme de Participation Communautaire (IPC)

Ce programme a été créé par le Secrétariat de l'Intégration Populaire de la Présidence de la République.

Le Programme IPC s'appuie sur une stratégie de développement social dont l'objectif général consiste à permettre l'amélioration des conditions de vie des populations les plus retardées de 24 municipalités colombiennes.

Ce programme a été mis en place principalement parce que l'on s'est aperçu en 1975 que le développement du pays, qui avait atteint un maximum dans les années 1960 en particulier, avait entraîné un processus d'urbanisation accélérée qui avait créé un déséquilibre entre les besoins de l'emploi, de l'éducation, de la santé, du logement et des services publics, en général, et les possibilités du secteur privé et de l'Etat à pouvoir les satisfaire, comme indiqué par le Département de la Planification Nationale dans le document intitulé "Plan d'Intégration Nationale".

Dans ce sens, le programme IPC a été conçu en tant qu'une forme de travail interinstitutionnel visant à réunir les expériences accumulées par les diverses organisations gouvernementales, à articuler les services et les efforts de l'Etat grâce à l'investissement de fonds publics dans des services de financement, encourageant la participation de la communauté en servant à la promotion de son organisation, à fournir les éléments théoriques et méthodologiques qui peuvent aider les personnes à analyser leurs problèmes et à proposer des possibilités d'amélioration de leurs conditions de vie.

Les Objectifs

Les différentes activités qui ont été conçues doivent permettre d'atteindre les objectifs spécifiques suivants:

- augmenter le revenu réel de la famille;

- rationaliser et augmenter les possibilités d'articulation de la main-d'oeuvre avec les secteurs productifs de l'économie, obtenir une meilleure utilisation des moyens de production des secteurs de la population qui sont capables de créer une entreprise;

- améliorer le niveau de vie de la population , en offrant des services sociaux fondamentaux tels la santé, le logement, l'eau potable, l'éducation, le divertissement et la protection de la famille, en particulier aux enfants en bas âge et à leurs mères grâce aux services de protection intégrale des enfants d'âge préscolaire;

- freiner la migration de la population rurale vers les grandes villes et celle des villes de moyenne importance vers les quatre villes principales du pays (Bogotá, Cali, Medellin, Barranquilla);

- coordonner les ressources des divers organisations et organismes gouvernementaux spécialisés (ministères et Instituts) qui offrent des services aux communautés; et

- promouvoir une participation communautaire organisée pour le développement d'un processus éducatif encourageant un certain engagement envers les activités ayant trait au développement même de la communauté, en rationalisant ses besoins et en profitant des services publics.

L'Organisation

Le programme IPC est administré par le Secrétariat de l'Intégration Populaire. Son travail consiste principalement à coordonner les diverses actions des organismes participants et est orienté vers la promotion, la formation et l'organisation de la communauté. La Figure 5 présente l'organigramme hiérarchique du programme IPC.

Afin d'obtenir un niveau adéquat d'organisation et de mise en oeuvre du programme, le gouvernement a créé par le Décret 198 de 1977 les organismes coordonnateurs suivants:

(1) Le Conseil national des Centres de Développement du Voisinage qui est composé des représentants:

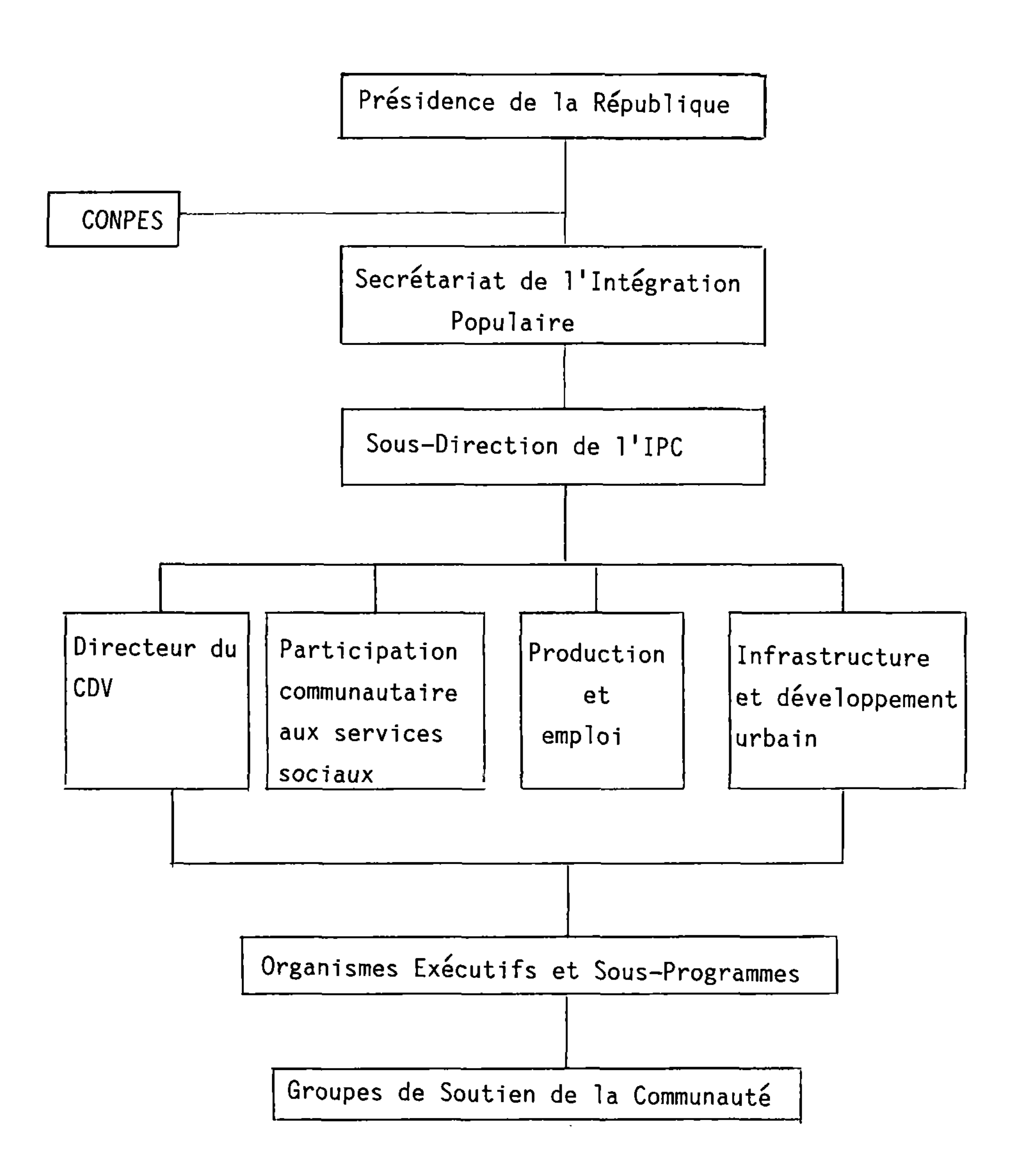
  - du Secrétariat de l'Intégration Populaire sous l'égide de la Présidence de la République;

  - du Ministère de l'Education (MEN);

  - du Ministère de la Santé Publique (MSP);

Figure 5

Organigramme de l'IPC



- du Département de la Planification Nationale (DNP);
- du Service d'Apprentissage National (SENA);
- de l'Institut Colombien pour le Bien-Etre de la Famille (ICBF);
- del'Institutdu Crédi Territorial(ICT).

(2) Les Conseils Locaux des Centres de Développement du Voisinage sont responsables de la planification des activités avec les Bureaux de la Coordination Locale à qui ils donnent des conseils relatifs à la mise en oeuvre des projets. Ces conseils contrôlent les services que les différents organismes offrent à la communauté dans le Centre de Développement du Voisinage (CDV). Ils font part également aux directeurs du programme des problèmes qui peuvent se présenter et suggèrent quelques solutions possibles.

Les Conseils locaux sont composés comme suit:

- du Directeur du CDV qui en est le Président;
- du responsable local de la Planification Nationale ou de son représentant;
- du Directeur régional de chacun des organismes locaux participants.

(3) Les Bureaux Exécutifs et Coordonnateurs des Centres de Développement du Voisinage sont responsables de la mise en oeuvre des projets, coordonnent les activités des organismes, offrent divers services et font des rapports périodiques au Conseil Local sur le progrès des activités entreprises, ils sont chargés également avec la communauté de la maintenance des locaux du CDV. Ces Bureaux sont composés dans chaque communauté:

- du Directeur du CDV qui en est le Président;
- d'un délégué de chacun des organismes locaux participants;

- de trois représentants de la communauté.

(4) Les Centres de Développement du Voisinage (CDV). Le Secrétariat de l'Intégration Populaire a nommé dans chaque CDV une équipe composée :

- d'un directeur;

- d'un responsable de la promotion de la communauté;

- d'un bibliothécaire;

- d'un coordonnateur des petites entreprises.

Ces fonctionnaires motivent les programmes, coordonnent les activités des divers organismes, encouragent et orientent la participation communautaire.

L'un des mécanismes essentiels du programme IPC est la participation du CDV. Grâce à une participation communautaire active, les membres de la communauté peuvent recevoir la formation dont ils ont besoin pour pouvoir continuer seuls les activités du programme. Ceci est également nécessaire pour que les participants puissent exercer un contrôle permanent sur les activités afin de pouvoir en retirer un plus grand avantage.

Les Groupes-Cibles

Les critères retenus pour la sélection des villes dans lesquelles le programme est mis en place sont les suivants:

- l'importance de la population - les villes de 50 à 400 mille habitants ayant une grande population marginale;

- la nécessité des services offerts - les zones urbaines dans lesquelles l'offre des services publics était minimale;

- la situation socio-économique - les zones habitées de populations démunies mais ayant quelques ressources matérielles génératrices d'emplois;

- l'importance régionale - les grandes villes de la région .

Pour une moyenne de 40.000 personnes par municipalité, un total approximatif de 160.000 familles, soit près d'un million de personnes, bénéficient du programme.

Les personnes qui bénéficient de ce programme résident toutes dans les zones sélectionnées dans chaque municipalité pour la mise en oeuvre du projet. Elles doivent toutes prendre part activement aux processus de prise de décisions à tous les niveaux du programe, grâce aux mécanismes opérationnels mis en place.

La Mise en Oeuvre du Programme

La mise en oeuvre du programme est réalisée par douze organismes gouvernementaux coordonnés par le Secrétariat de l'Intégration Populaire. Les différentes étapes à suivre pour la réalisation du travail sont les suivantes:

- La programmation des activités de l'IPC se fait au niveau local dans chaque ville concernée en tenant compte des propositions soumises par les représentants de la communauté et des études diagnostiques régionales réalisées par ces représentants conformément aux lignes directrices définies par le S.I.P (Secrétariat de l'Intégration Populaire).

- Les diverses activités sont classées, à des fins d'intégration, selon trois grandes composantes qui sont les Services Sociaux et la Participation communautaire; la Production et l'Emploi; l'Infrastructure et le Développement Urbain. La composante Direction et Coordination a été mise en place également à des fins de coordination (Voir Tableau 1).

Tableau 1

Composantes de l'ICP, Programmes, Projets et Organismes Participants

Composante	Sous-Programme	Projet	Organismes participants
Services Sociaux et Participation Communautaire	Santé	Equipement de formation des centres sanitaires	M.S.P. S.S.S
		Protection intégrale des enfants d'âge préscolaire	I.C.B.F.
	Education	Locaux et équipement des établissements scolaires	I.C.C.E.
		Formation des enseignants	M.E.N.
		Promotion culturelle	Colcultura
		Promotion et organisation des activités sportives	Coldeportes
	Participation Communautaire	Organisation de la communauté	S.I.P.
Production et Emploi	Crédit	Crédit productif	C.F.P.
	Assistance Technique et Formation	Entreprises de formation et d'experts-conseils	S.E.N.A.
		Contrôle des coopératives	D.A.N.C.O.O.P.
		Services d'experts-conseils pour les coopératives aux activités multiples	S.I.P.
Infrastructure et Développement Urbain	Logement	Crédit Immobilier	I.C.T.
	Intégration	Construction des CDVs	I.C.T.
	Eau potable	Construction d'aqueducs	INSFOPAL
Direction	Direction et Coordination	Services Sociaux et Participation Communautaire	S.I.P.

Composante	Sous-programme	Projet	Organismes Participants
Coordination		Production et Emploi	S.I.P.
		Infrastructure et Développement Urbain	S.I.P.
		Programmation et Contrôle Financier	S.I.P.
		Communication et Documentation	S.I.P.
		Administration	S.I.P.
		Evaluation	S.I.P.

NOTE: Acronymes:

S.S.S.	Service Départemental de la Santé
I.C.B.F	Institut Colombien pour le Bien-Etre de la Famille
I.C.C.E.	Institut Colombien pour les Locaux Scolaires
COLCULTURA	Institut Colombien de la Culture
COLDEPORTES	Institut Colombien de la Jeunesse et des Sports
S.I.P.	Secrétariat de l'Intégration Populaire de la Présidence de la République
C.F.P.	Corporation Financière Populaire
S.E.N.A.	Service d'Apprentissage National
DANCOOP	Département de la Direction Nationale des Coopératives
I.T.C.	Institut du Crédit Territorial
INSFOPAL	Institut National pour le Développement Municipal
M.S.P.	Ministère de la Santé Publique
M.E.N.	Ministère de l'Education Nationale

Les Stratégies

Les Centres de Développement du Voisinage (CDV) ont été créés pour la mise en oeuvre du programme. Ce sont des bâtiments préfabriqués dans lesquels ont lieu les différentes activités . Chaque centre propose les services suivants:

- un atelier de production et de formation pour l'enseignement technique et professionnel;

- une salle de classe pour les cours d'éducation de base pour enfants et les programmes d'alphabétisation destinés aux adultes;

- une salle polyvalente où ont lieu les activités culturelles, sociales et artistiques organisées avec la participation active des membres de la communauté;

- un centre sanitaire offrant différents services tels consultations d'urgence et externes, soins dentaires, médecine préventive, visite médicale pour enfants, laboratoire, infirmerie, prévention médicale, éducation sanitaire, hygiène de l'environnement;

- un centre pour la protection de l'enfance et un centre de protection intégrale des enfants d'âge préscolaire;

- Un terrain de sports multifonctionnel pour les loisirs de la communauté et encourager l'esprit de groupe;

- un jardin public où les cérémonies officielles ainsi que toute activité d'intérêt général peuvent être tenues lorsque la salle polyvalente n'est pas libre;

- une bibliothèque publique pour les enfants et les adultes en général ainsi que pour les établissements éducatifs situés dans la région;

- un bureau de direction pour les fonctionnaires qui dirigent et coordonnent les activités du programme.

3.4 Le Programme d'Education Continue du Fonds d'Allocations Familiales (CAFAM)

Le Fonds d'Allocations Familiales CAFAM est une entreprise privée à but non-lucratif qui a ses propres ressources. Il a reçu une licence de l'Etat en octobre 1957. Son objectif consiste à promouvoir la solidarité sociale entre employeurs et employés par le soutien de la structure familiale en accordant une allocation financière et une aide en nature, en offrant des services sociaux relatifs à l'éducation, à la santé, au logement, aux facilités de marché et aux loisirs.

Le CAFAM fut créé par des entreprises industrielles nationales afin de respecter la loi selon laquelle des allocations doivent être versées aux ouvriers qui reçoivent un bas salaire. Plus de 4.000 entreprises sont actuellement affiliées au CAFAM.

Le service éducatif débuta par des cours de formation non-formelle d'artisanat, d'art et d'économie domestique répondant aux besoins des employés des firmes affiliées et de leurs familles . Cependant, le nombre des services éducatifs offerts a notablement augmenté au cours de la dernière décennie. Une école d'enseignement secondaire pouvant accueillir 3.600 élèves fut fondée en 1972. Les locaux de cette même école furent utilisés quelque temps plus tard pour y organiser des cours du soir d'anglais que 1.500 ouvriers suivirent. Grâce à un arrangement pris avec l'Université Nova des Etats-Unis, le CAFAM a subventionné de 1976 à 1978 la formation supérieure de 30 fonctionnaires. Ces spécialistes travaillent en qualité d'enseignants et/ou dirigent la formation des enseignants en poste afin qu'ils puissent mettre à jour leurs connaissances et pratiquer leur profession dans des établissements d'enseignement public et privé.

Cependant, de nombreuses demandes en matière d'éducation restaient à satisfaire. Un grand nombre d'ouvriers qui n'avaient pas fréquenté l'école ou l'avaient quittée prématurément désiraient poursuivre leurs études. Le CAFAM a organisé le Programme d'Education Continue en 1981 afin de satisfaire leurs demandes.

Les Objectifs

En général, l'objectif du programme est d'offrir un enseignement aux adultes qui ont atteint, grâce à un processus

continu et organisé, un niveau d'éducation suffisant pour pouvoir participer au cours qu'ils désirent suivre.

Les objectifs spécifiques du programme peuvent se résumer comme suit:

- atteindre un développement intellectuel, social et humain permettant aux apprenants d'avoir conscience d'être des personnes et des membres avisés de la communauté;

- acquérir un savoir et des compétences pratiques dans des domaines différents au niveau de l'Enseignement Primaire de Base;

- acquérir le sens de sa responsabilité vis-à-vis de son propre développement;

- accorder de la valeur à l'étude et aux efforts personnels en tant que moyens permettant d'atteindre les objectifs relatifs au développement personnel; et

- reconnaître la valeur de la responsabilité sociale en tant qu'élément indispensable à la coexistence humaine et à la solution des problèmes communautaires.

Afin que les participants puissent atteindre ces objectifs, le programme offre trois niveaux d'apprentissage, des textes spécialisés pour chaque niveau et un système d'évaluation flexible.

L'Organisation

Le système administratif du programme comprend une direction et trois unités organiques qui sont:

- la planification du curriculum et la production du matériel pédagogique;

- les opérations;

- la gestion du matériel.

Treize fonctionnaires travaillent actuellement pour le programme, dont sept à mi-temps. Quelque 415 étudiants du 11e degré du système d'éducation formelle devant accomplir leurs 80 heures de service social conformément à la loi, collaborent à ce programme en qualité d'auxilaires (de moniteurs). La Figure 6 présente l'organisation administrative qui vient d'être décrite.

Le Groupe-Cible

Au cours des trois années qui se sont écoulées depuis le début des activités, 9.979 personnes ont bénéficié des services offerts par le programme. Il s'agit d'adultes hommes et femmes âgés de 18 ans et plus dont les connaissances et les compétences sont insuffisantes soit parce qu'ils n'ont pas pu fréquenter l'école à l'âge scolaire, ou parce qu'ils ont perdu peu à peu les connaissances qu'ils avaient acquises.

Aucun certificat n'est exigé des adultes pour s'inscrire au programme. Un test est passé lors de l'inscription en vue d'orienter les participants en fonction de leurs expériences et de leurs compétences vers le niveau et le cours qui leur conviennent.

Le centre principal du programme se trouve à Bogota. Il existe également 13 autres centres répartis dans différentes régions du pays: 8 sont situés dans des zones proches de Bogota, dont 3 sont installés dans des usines; les 5 autres se trouvent dans les régions de Cundiamarca (à Chia et à La Caro), de Tolima (à Melgar) et de Huila (à Neiva et à Pitalito). Le programme est actuellement mis en oeuvre dans la région de Quindio et de Santander où il est réalisé par le Fonds d'Allocations CAJASAN. Les populations urbaines et rurales en constituent donc le groupe-cible.

Les Différents Niveaux

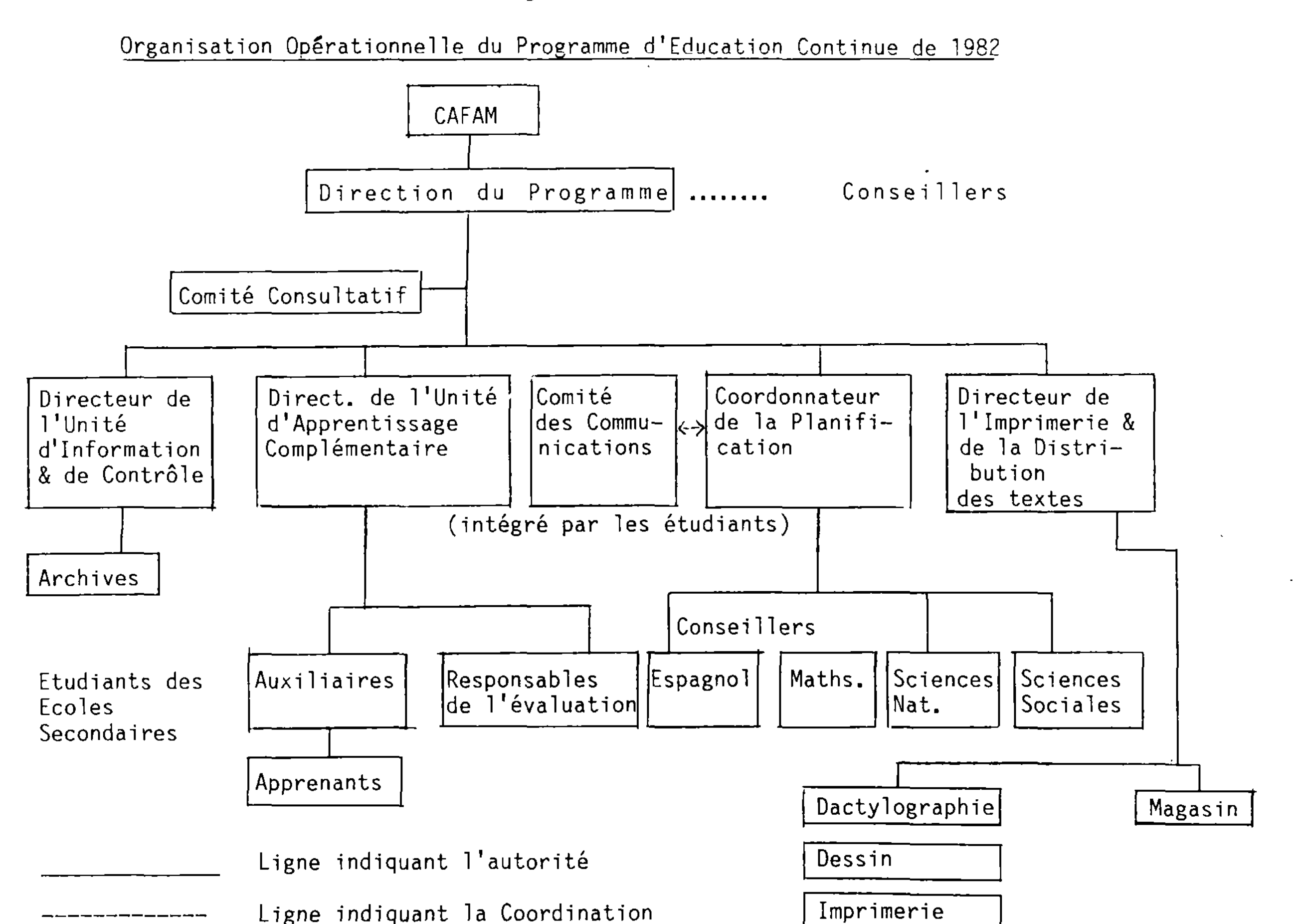
Le programme propose trois niveaux de base: préparation (alphabétisation), enseignement primaire de base (menant jusqu'au 5e degré) et enseignement secondaire de base (menant jusqu'au 11e degré).

(1) Préparation (alphabétisation)

L'alphabétisation a été conçue comme le stade initial du programme d'éducation de base au sein d'un système

Figure 6

Organisation Opérationnelle du Programme d'Education Continue de 1982



continu extrascolaire et ouvert.On a appelé ce niveau préparation plutôt qu'alphabétisation parce que cette phase d'initiation suit un processus très long. Au début de la phase de planification les adultes interviewés ont exprimé le désir d'obtenir un certificat reconnu par l'Etat et qui serait équivalent à celui délivré par le système formel puisqu'ils leur apportaient des avantages au travail, par exemple pour obtenir une promotion, un meilleur salaire ou un meilleur statut social. Quelques adultes suivent le programme pour atteindre seulement un but personnel relatif à un besoin spécifique et n'étudient qu'un thème ou une matière. Au cours de ses trois années d'expérience, le CAFAM a noté qu'en général les analphabètes s'accommodaient mal de ce retard.

Au cours de la phase de préparation, un accent est placé sur la prise de conscience des difficultés d'apprentissage des adultes, les processus et mécanismes, et trois courtes phases ont été mises en place selon ces critères; préparation niveaux 1, 2 et 3 dont les objectifs et les critères d'évaluation servant à la promotion ont été clairement définis.

Trois aspects ont été identifiés comme étant essentiels pour atteindre ces objectifs:

- le matériel d'apprentissage basé sur les niveaux du développement cognitif et sur les principes psycholinguistiques de l'acquisition de la lecture, de l'écriture et des compétences linguistiques;

- les activités de socialisation communes à tous les niveaux du programme prenant en considération l'éducation intégrée de l'apprenant;

- une atmosphère communiquant un sentiment de soutien psychologique et pratique au participant.

(2) Le Niveau de l'Enseignement Primaire de Base

On propose à ce niveau quatre matières à étudier qui sont l'espagnol, les mathématiques, les sciences sociales et les sciences naturelles, la santé. Les connaissances et les compétences linguistiques permettent aux participants d'étudier seuls et d'orga-

niser leurs idées. La maîtrise de l'espagnol est considérée comme un outil fondamental pour l'apprentissage d'autres matières.

Le curriculum n'est divisé ni en années ni en certificats; chaque matière comprend six niveaux de compétence. Chaque niveau représente un thème général auquel correspondent plusieurs manuels ou livrets allant du plus facile au plus complexe ou difficile.

(3) Le Niveau de l'Enseignement Secondaire de Base (Education Secondaire ou Intermédiaire)

Le premier objectif à ce niveau est de permettre aux étudiants d'obtenir le Certificat d'Etudes Secondaires ou Intermédiaires délivré par l'organisme gouvernemental compétent (ICFES). Ce niveau commence par l'étude de la base de chaque domaine d'apprentissage proposé par les différents modules d'enseignement. Plus tard les apprenants assistent aux cours du Centre de Ressources d'Apprentissage où ils étudient librement les manuels et autres matériels qui développent le programme d'étude préparé par le Ministère de l'Education.

La Méthodologie

De ce point de vue le projet est considéré comme un programme non-formel, libre, flexible et extrascolaire qui encourage la promotion permanente pour les raisons suivantes:

- Aucun certificat n'est exigé à l'inscription.

- Les études sont tout à fait indépendantes.

- L'apprentissage se fait par l'étude de modules que les apprenants travaillent à la maison.

- Le progrès de chaque étudiant dépend de son propre rythme d'apprentissage.

- L'assiduité aux cours n'est pas obligatoire puisque l'apprenant ne passe que quatre heures par semaine au centre pour l'évaluation et le contrôle des résultats obtenus.

- Le programme n'est pas agencé en certificats ni en cours; le curriculum est composé de thèmes généraux qui sont présentés selon leur degré de difficulté.

- Au moment de l'inscription les apprenants passent un test qui sert à identifier leur niveau.

- Deux matières seulement sont étudiées au cours d'une même période. Lorsque l'étude en est terminée, on peut passer à deux nouveaux cours.

- Le curriculum présente des objectifs à atteindre en peu de temps afin que les participants puissent acquérir des résultats "immédiats".

- L'étudiant est promu lorsque les compétences qu'il a acquises ne représentent pas moins de 90% .

- L'auto-évaluation réalisée par l'étudiant est très importante pour qu 'il se fasse une idée des progrès qu'il a faits et de la maîtrise acquise en chaque matière.

- Les responsables de l'évaluation effectuent des évaluations contextuelles afin de permettre aux étudiants de passer aux niveaux supérieurs.

- le contrôle administratif est fait grâce à des cartes de contrôle et de présence au centre.

Les Stratégies

Les matériels imprimés, les petits groupes de travail et le magnétoscope sont les stratégies auxquelles on a recours pour le programme.

(1) Le matériel imprimé:

Il s'adresse aux participants adultes du programme, aux hommes et femmes âgés de 18 ans et plus qui résident dans des zones urbaines ou rurales, selon la situation du centre.

Les modules d'enseignement sont des livrets qui traitent un thème appartenant à la matière étudiée. Ils comprennent trois parties: une information de

base, des exercices d'application avec auto-correction. Ces modules sont caractérisés par:

- Une auto-correction. Ils présentent des exercices avec leurs solutions.
- Une information complète. Aucun livre supplémentaire n'est nécessaire.
- Ils représentent les différentes parties d'une structure plus large.
- Ils sont agencés selon le niveau de difficulté ou de complexité allant du plus simple ou plus facile au plus difficile ou plus complexe.
- Ils représentent un moyen permettant le traitement et l'analyse.

Les contenus sont essentiellement pratiques et utilitaires, et sont adaptés aux expériences de vie des adultes.

Les livrets suivent une méthodologie pédagogique particulière. Ils sont divisés par thèmes qui sont classés par ordre de difficulté et représentent une suite logique au sein du curriculum en général.

La langue employée dans ces livrets est facile à comprendre; un vocabulaire et des structures grammaticales simples qui font partie du registre courant de la langue sont utilisés. De simples illustrations complètent le texte.

En raison des subventions accordées, le prix de chaque module ne dépasse pas 0,60 US $, soit 50% des frais d'imprimerie. L'évaluation des textes est formative et sommative.

(2) Les Vidéocassettes

Ce moyen est utilisé en général pour compléter ou rehausser l'étude des thèmes présentés dans les modules. On s'en sert pour introduire les thèmes dans les cours d'Enseignement Secondaire de Base.

Certains programmes d'histoire, culturels, de sciences ou relatifs à d'autres domaines sont fournis par les organismes de programmation de la télévision. Ces programmes durent de 10 à 20 minutes, en fonction du niveau des groupes.

Les thèmes qui nécessitent une étude plus soutenue sont renforcés par le programme télévisé, bien qu'il ne soit pas utilisé fréquemment.

(3) Les Petits Groupes de Travail

Au cours des quatre heures hebdomadaires pendant lesquelles les étudiants se trouvent au Centre (s'ils le désirent), ils peuvent participer à des sessions d'étude, à des tests d'évaluation, recevoir l'aide d'un tuteur ou assister à des activités d'apprentissage complémentaire.

- *Les sessions d'étude:* Des petits groupes d'étude composés de 6 à 8 personnes se réunissent dans une salle pour étudier la même matière. Ils sont guidés par un facilitateur (moniteur) qui est responsable de la dynamique de groupe et qui encourage les participants. Le moniteur est un(e) étudiant(e) du 11e degré qui accomplit son service social pratique, lequel est obligatoire et non rétribué.

- *L'aide du tuteur:* Les tuteurs sont également des étudiants du 11e degré.

- *L'évaluation:* Lorsque les participants sont prêts à passer un test d'évaluation, ils en font la demande. L'évaluation a lieu dans des salles de classe réservées à cet effet. Les résultats sont communiqués lors de la séance suivante. Si les étudiants n'ont pas répondu correctement à toutes les questions, ils doivent se rapporter à nouveau au manuel correspondant à ces thèmes, faire de nouveaux exercices, ils reçoivent également l'aide d'un tuteur si cela s'avère nécessaire.

- *Autres activités:* Le programme CAFAM utilise d'autres méthodes tels les jeux programmés pour l'introduction à la lecture et aux mathématiques ou pour renforcer les autres notions de base. En

outre, des conférences portant sur les différents aspects de la vie, les campagnes d'éducation et les programmes d'appréciation artistique font partie des activités courantes.

Il existe également un comité de communications organisé par les apprenants, dont la responsabilité essentielle consiste à prendre part à l'évaluation du programme.

3.5 Les Programmes du Service d'Apprentissage National (SENA)

"Préparer l' homme au travail", telle est la devise de travail du SENA.

Les Objectifs

Le SENA offre une formation générale et professionnelle aux ressources humaines du pays:

- dans tous les secteurs de l'économie (agriculture et élevage, industrie, commerce et services - y compris le niveau informel de l'économie dans lequel de nombreuses personnes sous-employées et sans travail pourraient trouver un emploi);

- aux jeunes gens et adultes qui désirent commencer à travailler (nouvelle main-d'oeuvre) ou améliorer leurs connaissances et compétences (main-d'oeuvre déjà employée);

- à tous les niveaux hiérarchiques de l'emploi, allant des emplois semi-qualifiés aux postes de direction;

- dans toutes les régions géographiques et économiques du pays, indépendamment de leur niveau de développement.

L'Organisation

Un Conseil Exécutif National, un Bureau de Direction Générale et dix-huit Bureaux Administratifs Régionaux sont chargés de l'administration et de la mise en oeuvre des programmes.

Les Bureaux Administratifs Régionaux offrent des programmes de formation professionnelle. Ils sont réalisés par les divers centres regroupés en unités opérationnelles. Chacun de ces centres est dirigé par un surintendant qui est secondé par des superviseurs et des enseignants.

Le Groupe-Cible

Les activités du SENA s'adressent à tous les hommes et femmes âgés de 14 ans et plus qui travaillent ou peuvent effectuer un travail quelconque.

Les Modalités de Formation

Le Tableau 2 résume les activités de formation proposées par le SENA.

Tableau 2

Modalités de Formation pour la Main-d'Oeuvre Qualifiée

	Modalité	Groupe-cible	Objectif	Durée
QUALIFICATION	Initiation	Employés et sans-emploi	Former un nouveau personnel (métiers semi-qualifiés)	Varie de 80 à 220 heures
	Apprentissage	Personnes ayant terminé l'école intermédiaire, employés ou sans emploi	Former un nouveau personnel (métiers qualifiés)	Varie de 2 à 3 ans (à plein-temps)
PERFECTIONNEMENT	Promotion	Adultes employés	Former un personnel hautement qualifié pour les niveaux intermédiaires	Varie de 2 à 2.1/2 ans selon la spécialité
	Etudes complémentaires	Adultes employés	Combler les lacunes en théorie et en pratique pour atteindre un niveau qualifié	Varie selon les besoins de la personne
	Spécialisation		Former un personnel hautement qualifié	Cours à moyen et à court terme

Le Financement

En tant qu'institut décentralisé, le SENA reçoit une contribution de l'ordre de 2% qui sont prélevés sur les salaires mensuels des employés du secteur privé, ceux des personnes employées dans les organismes publics décentralisés, dans les entreprises gouvernementales industrielles et commerciales, dans les sociétés économiques mixtes dont le capital est au moins égal à 50.000 pesos, ou des personnes qui n'emploient jamais moins de 10 ouvriers indépendamment de leur capital.

La contribution de 0,5% provenant des salaires des employés du gouvernement (de la nation, des *departamentos*, des municipalités, du district particulier de Bogota, des *intendencias*, et des *comisarias*) est allouée aux programmes spéciaux de formation professionnelle.

Les autres ressources financières proviennent des sanctions légales imposées par le Ministère du travail pour fraudes et violation du Code positif du Travail, et de fonds provenant des contrats établis par le SENA avec les organismes publics ou privés pour la mise en oeuvre des programmes spécifiques de formation professionnelle.

Les Programmes

Les programmes offerts par le SENA portent sur les domaines suivants: l'électricité, l'électronique, la construction, le tourisme et les métiers de l'hôtellerie, les services hospitaliers, les arts graphiques, les techniques industrielles, l'horlogerie, la maroquinerie, l'ébénisterie, les textiles, les ressources forestières, l'assistance technique, les petites et moyennes entreprises, la mécanique d'aviation, l'exploitation minière, l'artisanat, l'électromécanique et les réseaux, la raffinerie et la pétrochimie.

Des salles de classe, des tableaux, des laboratoires, des bibliothèques et toute une infrastructure de services sont destinés aux élèves afin de réaliser les programmes mentionnés ci-dessus. Diverses stratégies et méthodes sont employées selon le type de programme.

En outre, il existe des programmes itinérants (urbains et ruraux) ainsi que des services de conseils pour les entreprises.

Le programme de Téléenseignement (FAD) est particulièrement soutenu.

Deux programmes du SENA ont été sélectionnés pour une étude plus détaillée. Il s'agit des Programmes de Construction Collective et de Télé-Enseignement.

(1) Le Programme de Construction Collective

(a) *Le groupe-cible*

Les propriétaires qui participent au travail administratif, financier et communautaire des programmes à but non-lucratif relatifs au logement peuvent bénéficier du programme de Construction Collective.

(b) *Les conditions requises*

Il faut remplir les conditions suivantes pour pouvoir prendre part au programme:

- Le groupe doit être composé des propriétaires légaux du terrain ou bien le droit de propriété doit être en cours de légalisation.

- Le terrain doit offrir les services publics de base indiqués dans le Plan de Développement Urbain.

- Les plans d'urbanisation doivent être approuvés par les autorités compétentes.

- Afin de maintenir son vif intérêt et son esprit de communauté, le participant ne doit pas savoir quelle sera sa maison.

- Le financement du projet doit être garanti.

- Le groupe doit s'engager dans une forme de travail collectif.

(c) *Le contenu*

Le contenu du programme comprend:

- des activités d'organisation communautaire;

- la formation des personnes qui prendront part à toutes les activités de construction collective;

- des contributions provenant d'autres institutions, y compris les informations et les conseils relatifs aux installations électriques des maisons, à la charpenterie, à la menuiserie, à la pose des briques, des tuiles et des moellons et à la plomberie.

(d) *Le développement*

Le programme de Construction Collective commence pour les étudiants par l'acquisition des connaissances relatives aux réelles conditions de travail qui englobent toutes les questions sociales et économiques, en sus des connaissances élémentaires portant sur la nature même et les caractéristiques du travail à effectuer ainsi que des aspects financiers et juridiques. Les activités relatives aux contenus sont réalisées sur le terrain par de petits groupes dirigés par un enseignant.

Les activités qui font partie inhérente du SENA dans le cadre de ce programme comprennent d'autres domaines fondamentaux:

- la technique: pour garantir la construction ;

- la gestion: pour offrir des informations de base relatives à la gestion et la comptabilité afin d'assurer une administration convenable des ressources disponibles;

- le service social: orienté vers l'organisation et la cohésion communautaires.

(e) *L'évaluation*

On procède à l'évaluation des maisons ainsi que du développement social qui a été accompli et, avant tout, de la satisfaction des personnes lorsqu'un problème fondamental tel celui du logement a été résolu.

(f) *La stratégie*

Le programme de Construction Collective commence par l'intégration des groupes potentiels de la population informelle qui peut provenir des zones opérationnelles situées au-dessous de la normale; des groupes de producteurs informels au potentiel élevé mais manquant d'organisation; des groupes des secteurs du commerce et des services au potentiel également élevé mais sans aucune organisation; des groupes autonomes unis par un intérêt commun et organisés en associations coopératives; des groupes qui sont encouragés par des organisations autres que le SENA; et des groupes formés spontanément qui n'ont pas pu être identifiés lors de la phase initiale de recherche en raison du manque d'information ou encore parce qu'ils se sont organisés depuis peu.

La stratégie du développement communautaire comprend plusieurs phases:

- la phase d'identification au cours de laquelle le SENA et le groupe décident ensemble des mécanismes à utiliser pour arriver à une connaissance commune et définir les aspects du progrès et du développement de la population qui seront prioritaires dans le secteur du groupe et pour lesquels le SENA pourra prendre des mesures;

- la phase de mobilisation au cours de laquelle un sens d'appartenance au groupe est développé et pendant laquelle les intérêts des groupes sont justifiés et exprimés en tant qu'objectifs requérant un effort commun;

- la phase d'organisation pendant laquelle le projet de formation et de développement de la participation est réalisé avec le groupe.

Le dernier objectif de la formation pour une participation sociale est de faire en sorte que les personnes soient capables de réfléchir, de s'organiser elles-mêmes et de prendre des décisions.

Les thèmes de la formation pour la participation sociale couvrent le comportement individuel et col-

lectif, la direction communautaire et la comptabilité, l'administration et la gestion juridique.

La méthode de formation est celle de l'auto-programmation dans laquelle l'instructeur joue le rôle de facilitateur pendant que le groupe définit où il va commencer son apprentissage, les aspects dont il aura besoin immédiatement, le lieu et le moment où les participants pourront se rencontrer. Cette formation est une forme d'éducation extrascolaire.

C'est une méthode qui fait appel à la participation active de chacun et qui a recours à un dialogue direct permanent. En outre, on utilise d'autres techniques de travail en groupe telles le sociodrame et le forum. C'est une méthode centrée autour de l'étudiant, les problèmes et les attentes des apprenants définissent le programme de formation qui est soumis à son tour à une étude critique.

Les étudiants reçoivent leur formation au cours de sessions auxquelles tout le groupe ou un sous-groupe assiste. Quelques sessions sont organisées avec la Direction Générale.

Enfin, le programme a certains critères de classification des étudiants qui diffèrent de ceux utilisés au moment de l'inscription. En d'autres termes, chaque communauté peut être classée en sous-groupes selon les caractéristiques socio-économiques et l'expérience en matière d'organisation des personnes afin de leur offrir une meilleure formation.

(2) Le Programme de Télé-Enseignement

(a) *L'objectif*

Donner une formation aux adultes colombiens afin qu'ils obtiennent de meilleurs résultats au travail ou enrichissent leurs connaissances.

(b) *Le groupe-cible*

Il est constitué des adultes de plus de 14 ans qui ne peuvent se rendre dans les centres établis par le SENA. Ils font une demande d'admission à un cours

selon la formation qu'ils désirent recevoir. Leurs données personnelles sont notées sur le formulaire d'inscription et utilisées lors de la procédure de sélection et d'admission au cours choisi.

(c) *La méthodologie*

Dans les méthodes d'enseignement-apprentissage du télé-enseignement et de l'éducation à distance, l'élément essentiel est l'utilisation des technologies éducatives considérées de ce point de vue comme l'utilisation des principes scientifiques, des instruments et processus techniques que les différentes disciplines offrent pour la conception des programmes d'éducation et la solution des problèmes relatifs à l'apprentissage.

Les unités de travail du télé-enseignement sont agencées en modules. Ils permettent l'organisation du processus d'enseignement et d'apprentissage de façon à ce que les différentes phases ou étapes de l'apprentissage puissent être isolées ou combinées différemment pour être présentées progressivement, soit de façon continue ou par intermittence. De cette manière, les étudiants peuvent organiser leur apprentissage selon leur disponibilité et l'intérêt qu'ils y attachent.

Dans cette perspective, le module est une unité d'enseignement complète dans laquelle les média et les ressources nécessaires sont employés pour atteindre les objectifs proposés. Ainsi, le système de télé-enseignement ou d'éducation par correspondance réunit et utilise les différents média, méthodes et ressources pour offrir une formation et un substitut partiel des relations personnelles entre l'enseignant et l'étudiant.

Les principaux aspects peuvent se résumer comme suit:

- Un tuteur est responsable de l'orientation permanente des 300 étudiants inscrits au Centre de Télé-enseignement où d'autres ressources sont disponibles.

- Les cours sont théoriques et pratiques.

- L'apprentissage est individualisé.

- Les connaissances sont présentées clairement et simplement dans un degré de complexité croissante.

- Les étudiants envoient au centre les réponses relatives à la leçon traitée et peuvent également poser des questions sur quelques points qui ne sont pas clairs.

- L'instructeur-enseignant corrige les réponses et entretient un contact permanent avec chacun des étudiants.

- Le moniteur fait passer un test final à la fin de chaque leçon. L'étudiant(e) reçoit le certificat correspondant s'il(elle) a réussi à l'examen.

- Au cours des périodes consacrées à l'étude de chaque leçon, le moniteur organise des réunions afin que les étudiants aient conscience de la présence du SENA pendant toute leur formation. Des réunions de consultation sont également organisées pour éclaircir les doutes des étudiants et répondre à leurs questions ainsi que pour faire des exercices de répétition ou procéder à des évaluations intermédiaires ou finales.

(d) *L'organisation*

Le Département du Télé-enseignement ou de l'Education à distance rattaché à la sous-direction de la Politique Sociale de la Direction Générale du SENA est chargé de la gestion et de la coordination du programme de télé-enseignement.

Les fonctions de ce département consistent à planifier, orienter, coordonner et donner des conseils relatifs aux activités réalisées par le télé-enseignement conjointement avec les autres départements du SENA.

Le Département du Télé-enseignement comprend trois niveaux relationnels:

- un premier avec les 18 bureaux régionaux du SENA

établis à travers le pays;

- un second avec le Centre de Télé-enseignement (CEFAD) qui est l'organisme exécutif;

- un troisième avec les groupes de travail de chaque région.

(e) *Les programmes*

Les programmes ont trait aux domaines suivants:

- comptabilité;
- ventes;
- banque;
- administration coopérative;
- installations électriques de ménage;
- couture
- menuiserie;
- construction collective;
- formation des campesinos;
- communication et relations personnelles;
- mécanique agricole;
- la gestion des petites entreprises.

Les douze programmes mentionnés ci-dessus sont proposés dans toutes les régions, mais ils peuvent varier d'une région à l'autre, selon les besoins et les intérêts des personnes d'une région particulière.

(f) *Les stratégies*

- Les textes imprimés: une équipe technique spécialisée prépare le plan du contenu des unités. Puis un groupe d'auteurs composé d'un spécialiste en pédagogie, des enseignants de la matière traitée, d'un spécialiste de la langue, d'un dessinateur et d'un technicien de l'impression préparent la première version des unités.

  L'étape suivante consiste à vérifier et valider les unités. Le texte est ensuite composé, la mise en page et les illustrations sont effectuées et l'unité est enfin imprimée et assemblée.

  Ces textes sont destinés à des adultes, ils doivent

essentiellement servir de guide pour l'étude d'un thème qui se fait grâce à un travail pratique et l'aide d'un moniteur.

La langue employée est simple et courante mais adaptée à la situation réelle du travail en question ainsi qu'aux aspects techniques et pratiques du sujet.

Le système d'apprentissage s'appuie sur le télé-enseignement dont l'action est complétée par celle d'un moniteur et/ou de cours par correspondance. Il emploie des livres qui sont préparés en tant que manuels-guides et qui constituent des modules d'auto-apprentissage.

Le SENA finance la publication. Le matériel est gratuit pour tous les étudiants.

L'évaluation du matériel est formative et sommative.

- La correspondance: les adultes inscrits aux différentes modalités du télé-enseignement que le SENA offre font usage de cette stratégie.

  La correspondance a pour objectif de compléter le processus de communication établi entre l'étudiant et le moniteur. Il permet la clarification des doutes et de mesurer l'impact du processus d'enseignement et d'apprentissage.

  Cette stratégie est valable pour tous les domaines proposés par le SENA dans le cadre de ce système établi dans les 18 centres régionaux installés à travers le pays.

  Le processus d'organisation de cette stratégie suit les étapes suivantes: réception du courrier, enregistrement, classification, remise du courrier au moniteur, lecture des lettres, rédaction et envoi des réponses à l'étudiant qui en avait fait la demande.

  Un contrat a été conclu avec l'Administration de la Poste Nationale afin de faciliter l'usage de cette

stratégie.

- Le moniteur: le succès de ce système de télé-enseignement est dû à ses trois aspects fondamentaux qui sont le matériel d'auto-apprentissage, le type de relation établi entre l'étudiant et le moniteur et l'attitude adoptée par le moniteur.

  Il faut souligner que la fonction du moniteur est capitale pour le développement du programme puisqu'il est chargé de motiver les étudiants, de les informer au sujet des objectifs du programme, de les orienter, de guider le processus d'apprentissage, d'intensifier la rétention des compétences acquises, de stimuler le transfert, d'encourager le travail des étudiants et de procurer les résultats de toutes ces activités. Toutes ces responsabilités peuvent être classées en activités relatives à l'information, à la promotion, à l'éducation et à la formation professionnelle.

  Le moniteur intervient soit par écrit, soit par téléphone, ou bien il a recours au contact personnel avec les étudiants qu'il reçoit individuellement ou en petits groupes.

4. CONCLUSIONS

4.1 Les Résultats

Les premières mesures prises en matière d'éducation des adultes remontent au début de notre siècle avec la création des écoles du soir et du travail d'alphabétisation volontaire.

Le secteur rural accorde une plus grande importance au travail de l'ACPO réalisé depuis 1948 dans le domaine de l'éducation non-formelle et des adultes grâce aux média tels la radio et les textes imprimés sous forme de livrets et le journal hebdomadaire *El Campesino*.

Le second événement d'importance fut marqué par la création du Service d'Apprentissage National (SENA) qui est chargé de la formation de la main-d'oeuvre - une mesure qui a introduit une nouvelle dimension dans le domaine de l'éducation formelle et non-formelle des adultes.

De même, la création du Fonds de Formation Populaire de l'INRAVISION qui est responsable de la mise en oeuvre des programmes d'enseignement primaire et secondaire pour adultes comprenant le travail d'alphabétisation réalisé grâce aux média (radio et télévision) et dont l'action est complétée par des activités reposant sur le contact personnel constitue une nouvelle réalisation dans ce domaine. Le FCP est l'organisme promoteur de l'usage des média servant à mettre les produits de l'éducation et de la culture à la disposition de tous. Le travail du FCP a abouti à la création d'une chaîne de télévision éducative par le gouvernement. Parmi toutes les contributions du FCP, il faut faire mention en particulier de l'utilisation de la radio pour diffuser les programmes d'enseignement secondaire et intermédiaire.

Grâce à ses instituts décentralisés, le Ministère de

l'Agriculture a développé une série de projets générateurs de changements et d'améliorations du niveau de vie dans les communautés rurales. En général, il s'agit de projets sociaux et économiques qui ont trait au transfert des technologies, à la formation professionnelle et à l'éducation.

Il y a plus de dix ans, le Ministère de l'Education Nationale a mis en place un projet d'éducation primaire fonctionnelle pour adultes, pour lequel des plans et des programmes spéciaux ont été préparés.

Sont également de grande importance les expériences et le travail réalisés par le secteur privé dans le domaine de l'alphabétisation, de la postalphabétisation et de l'éducation continue en employant diverses stratégies d'apprentissage grâce à la radio, la télévision, le travail individuel ou en groupe, etc.

Enfin, la préoccupation majeure du gouvernement actuel est de développer, grâce à la stratégie éducative du CAMINA, les moyens devant permettre à toutes les personnes qui ne fréquentent pas le système formel, de profiter des avantages de l'éducation, de la science, de la technologie et de la culture.

Le résultat de tous les programmes et de toutes les stratégies qui font partie inhérente de la campagne CAMINA est une prise de conscience par le public et les secteurs privés de la nécessité d'une participation active aux programmes d'éducation non-formelle et des adultes.

4.2 Les Contraintes

Les difficultés se manifestent à trois niveaux:

L'administration

Malgré tous les efforts faits en vue de clarifier et de définir les prochaines étapes de l'éducation des adultes, la politique cohérente et définitive qui couvrirait toutes les réalisations et permettrait de définir l'éducation des adultes en tant qu'un processus cohérent et intégré réfléchissant une organisation structurale indépendante et responsable de la coordination et de la direction des activités réalisées dans tout le pays par

les diverses expériences, n'a pas été consolidée.

- Il y a un manque de coordination des efforts et des programmes actuels d'alphabétisation, de postalphabétisation et d'éducation continue pour lesquels il n'existe pas encore de stratégie globale qui conviendrait aux circonstances particulières de notre pays.

- L'absence d'un bureau spécial qui serait chargé de la collecte et de la classification des statistiques sur l'éducation non-formelle ne permet pas de se référer à toutes les activités réalisées dans ce domaine. Les données statistiques disponibles sur l'éducation excluent souvent l'éducation non-formelle et donnent en conséquence une image incomplète du secteur éducatif.

Le financement

Le budget du gouvernement alloué à la mise en oeuvre des programmes d'alphabétisation et d'éducation primaire pour adultes, y compris la fourniture du matériel, des textes et de l'équipement nécessaire sont insuffisants dans les domaines de l'éducation formelle comme non-formelle des adultes.

La motivation

Les problèmes à ce niveau peuvent se résumer comme suit: un manque d'éléments fondamentaux tels l'électricité, des locaux et des meubles pour les adultes; des matériels qui répondent aux attentes et aux besoins des adultes ; et l'absence de leitmotive réels qui pourraient motiver les analphabètes, ainsi que le reste de la population, à poursuivre leurs études.

4.3 Recommandations

Pour répondre aux efforts dont le gouvernement national fait preuve actuellement dans la campagne CAMINA, on propose de tirer avantage des réalisations , des plans, des programmes et de la direction développés dans les secteurs publics et privés afin de poser la base d'un sous-système d'éducation non-formelle. Celui-ci doit couvrir l'alphabétisation, la postalphabétisation, l'éducation continue, l'enseignement général et professionnel dans la perspective d'une éducation

permanente et intégrale et dans un esprit créateur et novateur pour le développement de programmes qui profiteront à la population adulte colombienne.

BIBLIOGRAPHIE

1. Ministerio de Educatión. "Evaluación de la Educación Básica para Adultos". Bogotá, 1971.

2. Ministerio de Educación. "Plan de Desarrollo del Sector Educativo". Bogotá, 1983.

3. Departamento Nacional de Planeación. Plan Nacional de Desarrollo "Cambio con Equidad". Bogotá, 1983.

4. Presidencia de la República. Coordinación CAMINA. Documento de la Campaña de Instrucción Nacional CAMINA. 1983.

Chapitre 3

LE DEVELOPPEMENT DE STRATEGIES D'APPRENTISSAGE POUR LA POSTALPHABETISATION ET L'EDUCATION CONTINUE EN JAMAIQUE

par

Miriam Moulton-Campbell

1. MILIEU ET CONTEXTE

1.1 Le Contexte et la Démographie

Située dans la mer des Caraïbes, la Jamaïque est la plus grande île anglophone des Antilles. Elle a une superficie de 11.424 kilomètres carrés (4.411 milles carrés) pour une population de plus de 2,2 millions d'habitants, qui s'accroît à un taux de moins de 2% par an. Selon le recensement de la fin de l'année 1973, le taux de natalité reste élevé avec 26,9 pour mille. Le taux de mortalité s'élevait à 5,5%. pour la même période; les femmes représentent 51,4 pour cent de la population. Selon les chiffres du premier recensement de 1982, 46,3 pour cent de la population vivent dans les zones urbaines, ce pourcentage ne représentait que 41,4 pour cent en 1970. La population jamaïquaine est très jeune: 37,8 pour cent ont moins de 15 ans, 51,3 pour cent ont entre 15 et 59 ans et 10,9 pour cent sont âgés de 60 ans et plus. (Voir Annexes 1a et 1b).

Les Blue Mountains qui culminent à 2.257 mètres forment une chaîne centrale qui traverse l'extrémité orientale de l'île d'Ouest en Est avec de nombreux contreforts qui s'étendent du Nord au Sud et engendrent ainsi un paysage pentu pittoresque. En outre, de nombreux fleuves et rivières dévalent des hauts plateaux. Ainsi, le mode de vie en Jamaïque est encore conforme au nom que ses premiers habitants, les Indiens Arawaks, lui avaient attribué: "Xaymaca" - qui signifie "pays de forêts et d'eau".

La Jamaïque est un pays tropical dont les températures varient de 80° Farenheit dans les régions de plaines à 40° F sur les hauts plateaux. Le pays connaît des variations de températures extrêmes avec ses périodes de sécheresse et de pluies abondantes.

L'agriculture est le pilier de l'économie, le sucre et la banane en étant les principales cultures et deux produits de base de l'exportation traditionnelle. L'extraction de la bauxite et le tourisme sont les deux secteurs de l'économie qui contribuent le plus au produit intérieur brut. Les manufactures se sont également multipliées depuis l'Indépendance.

L'exode rural a amené la population à prendre conscience des différents types d'emploi autres que ceux offerts par l'agriculture. La plupart de ces personnes n'ont pas reçu d'éducation de base, ni de formation technique. Les taux d'analphabétisme et de chômage sont donc très élevés.

La population ne cesse de croître, ce qui fait peser une responsabilité supplémentaire sur les planificateurs et les hommes politiques dans leur quête d'une augmentation maximale des intérêts individuels et nationaux. Des programmes formels et non-formels d'éducation ont été nécessaires afin d'apporter une solution à ces problèmes.

L'histoire nous apprend que l'île a été découverte en 1494 par Christophe Colomb, le mandataire des futurs souverains de ce pays, le roi Ferdinand et la reine Isabelle d'Espagne. L'île fit donc partie du prospère Empire espagnol dont l'influence prenait de plus en plus d'importance dans le Nouveau Monde.

La Jamaique resta possession espagnole jusqu'en 1655, et fut ensuite investie par les Anglais qui exercèrent le contrôle de sa population, sa politique et son développement jusqu'en 1962, date à laquelle le pays devint une nation indépendante dans le cadre du Commonwealth.

La Jamaïque est une démocratie parlementaire qui repose sur le modèle de Westminster. Le gouvernement est élu tous les cinq ans. L'histoire de l'île a exercé une influence considérable sur les structures sociale, culturelle et économique de la population jamaïquaine. Les Arawaks, les Espagnols, les Anglais, les Africains et les populations de différentes nationalités qui arrivèrent plus tard y ont tous laissé leurs empreintes à un degré plus ou moins élevé.

La langue officielle de l'île est l'anglais et la plus grande partie de la population parle un dialecte dérivé de l'anglais.

Le christianisme, qui est la religion principale en Jamaïque, est représenté par différentes confessions. Les Eglises anglicane, catholique romaine, baptiste, l'Eglise de Dieu et l'Eglise adventiste du septième jour sont les religions essentielles. Le nombre des églises évangéliques a rapidement augmenté au cours des dernières années.

1.2 Le Développement du Système Educatif en Jamaïque

L'éducation de masse n'existait pas pendant toute la période de l'esclavage qui a duré jusqu'en 1838 en Jamaïque; et ce n'est qu'en des circonstances très exceptionnelles que les enfants d'esclaves recevaient une éducation.

Les missionnaires sont à l'origine de l'éducation des esclaves. Les Moraves apparurent en 1750 et furent les pionniers dans ce domaine. D'autres missionnaires protestants se joignirent à eux plus tard pour travailler avec les esclaves, mais ce n'est qu'après l'Indépendance qu'un système d'éducation générale fut établi.

Environ 50% des enfants jamaïquains étaient inscrits dans les écoles primaires en 1932 et seul un peu plus de la moitié y assistait régulièrement. Seulement 20% de la population d'âge scolaire fréquentaient régulièrement l'école. Cela était dû en partie:

- aux longues distances entre la maison et l'école et aux routes accidentées difficilement praticables;

- aux pluies saisonnières abondantes causant quelquefois des inondations;

- au manque de vêtements;

- à la malnutrition;

- au devoir que les enfants avaient de cueillir les produits pour le marché et de prendre soin des plus petits à la maison.

Dès lors, l'éducation en Jamaïque a connu une évolution très rapide. Le ministère de l'Education et des organismes privés ont mis en place plusieurs institutions éducatives et des progrès remarquables ont été faits dans tous les types

d'éducation. (Voir Annexe 2).

Un système d'éducation générale a été développé en 1953 pour couvrir les quatre niveaux: préscolaire, primaire, secondaire (postprimaire) et supérieur (tertiaire).

Depuis 1972, les gouvernements successifs ont accordé une priorité à l'éducation primaire et se sont donné pour objectif d'offrir une place dans une école primaire à chaque enfant, afin de répondre aux besoins fondamentaux de la population et de former un flot d'étudiants mieux équipés pour les niveaux secondaire et supérieur.

Cependant, la moyenne d'assiduité aux cours ne représente que 67% des inscrits dans les écoles primaires. Il en résulte qu'environ 53% des enfants âgés de 11 ans et au-delà n'ont pas atteint un niveau acceptable d'alphabétisation à la fin du cycle de l'enseignement primaire.

La scolarité obligatoire de 6 à 12 ans dans les écoles primaires et pour tout âge

L'histoire de l'éducation nous indique que des tentatives ont été faites dès le XVIIIe siècle pour introduire la scolarité obligatoire. Cependant, aucune de ces tentatives n'a abouti jusqu'à une époque récente.

Conformément à la nouvelle mesure prise par le gouvernement en matière d'éducation, la Loi sur la scolarité obligatoire fut mise en vigueur en septembre 1982 dans deux des quatorze paroisses de la Jamaïque - à St Thomas et à Trelawny. Il s'agissait là d'une expérience et la Loi fut appliquée à six nouvelles paroisses en septembre 1983, puis dans les six dernières en septembre 1984. La scolarité obligatoire est ainsi établie dans toute l'île en 1985.

Cette loi stipule "qu'il incombe à tous les parents de chaque enfant d'âge scolaire résidant dans la zone de scolarité obligatoire de veiller à ce qu'il reçoive une éducation à plein temps, que ce soit grâce à une assiduité régulière ou autrement". La Loi autorise le Ministère de l'Education à déclarer la scolarité obligatoire dans toute région, toute école et pour tout âge.

Voici quelques-unes des caractéristiques de la législation en vigueur:

Tout groupe rattaché à la scolarité obligatoire doit s'acquitter d'obligations spécifiques.

Les Parents

Il appartient aux parents d'assurer une éducation formelle à leurs enfants. Lorsqu'ils ne respectent pas le règlement stipulé par la Loi sur l'obligation scolaire, des poursuites sont engagées contre eux.

Les Enfants

Les enfants doivent aller à l'école cinq jours par semaine.

Les Agents de Service Spécial

Des agents de liaison sont nommés dans les communautés. Ces derniers sont chargés:

- de veiller à ce que tous les enfants d'âge scolaire fréquentent l'école;

- d'enquêter sur les absences de plus de six jours par période scolaire;

- d'établir une liaison entre la famille et l'école afin d'encourager les parents à envoyer leurs enfants en classe, lorsque ces derniers ont été absents plus de six fois au cours de la période scolaire;

- de faire un rapport à leurs agents supérieurs sur tout enfant qui persiste à assister irrégulièrement aux cours, après que parents et enfant ont reçu de nombreux encouragements et ont été fréquemment avertis.

Les Enseignants

Les enseignants doivent:

- identifier les enfants qui assistent irrégulièrement aux cours et les motiver à venir à l'école;

- communiquer au Directeur les absences répétées de tout enfant après que tous les efforts eurent été faits;

Les Directeurs d'Ecole

Les absences doivent être rapportées aux agents de liaison communautaires par les directeurs des écoles.

Le Ministère de l'Education

Il doit garantir:

- qu'aucun enfant de moins de huit ans n'a à parcourir plus de trois kilomètres pour se rendre à l'école la plus proche;

- que les enfants de huit ans et plus ne doivent pas faire plus de cinq kilomètres pour atteindre l'école la plus proche.

Les mesures prises pour l'introduction de la scolarité obligatoire à St Thomas et Trelawny:

- Les écoles ont été inspectées et regroupées dans un rayon de cinq kilomètres.

- Des séminaires ont été tenus avec les directeurs des écoles.

- Le Ministère de l'Education et les fonctionnaires de l'enseignement se sont réunis avec les conseils d'école.

- Des programmes éducatifs destinés aux parents ont été réalisés dans les paroisses pilotes.

- La sélection et la nomination des agents de liaison communautaires ont été assurées par le JAMAL (le Mouvement Jamaïquain pour la Promotion de l'Alphabétisation).

- La formation des agents de liaison (une semaine de stage) a été organisée par le JAMAL.

- Des émissions radiodiffusées et télévisées ont été faites pour l'information du public par le ministère de l'Education et le JAMAL.

Les Services de Soutien

Des déjeuners avec un petit pain nourrissant (un pain au lait et une demi-pinte de lait) sont actuellement distribués à chaque élève. Ils sont préparés d'une manière hygiénique et la valeur nutritive de ces déjeuners est supérieure à celle des repas qui étaient donnés auparavant. (Chaque déjeuner ainsi constitué fournit 60% des besoins nutritifs quotidiens). Le matériel d'apprentissage et les uniformes sont offerts à chaque enfant par le Ministère de l'Education.

Les chiffres présentés ci-dessous dans le Tableau 1 indiquent que cette expérience connaît un grand succès. Quatre nouvelles paroisses y prennent également part à présent. L'étude de cas donnée en annexe 3 illustre le problème de la scolarité obligatoire.

Tableau 1

MOYENNE D'ASSIDUITE AUX COURS AVANT ET APRES
LA SCOLARITE OBLIGATOIRE (S.O.) DANS DEUX PAROISSES

Paroisses	Jours de la semaine	Avant la S.O.	Après la S.O.
St Thomas	Lundi - jeudi	9.909	12.472
	Vendredi	5.936	9.209
Trelawny	Lundi - Jeudi	10.279	12.469
	Vendredi	6.261	9.774

De grands progrès ont été faits dans l'ensemble, la nouvelle prise de conscience en matière d'éducation et de développement en témoigne. Cependant, quelques problèmes persistent, notamment le taux élevé du chômage. Certains jeunes

nécessitent à la fois l'alphabétisme et des compétences pratiques offrant un débouché sur le marché du travail; ceux qui quittent l'école ont besoin d'un emploi. Afin d'apporter une solution à quelques-uns de ces problèmes, un accent est placé sur la scolarité obligatoire des 6 à 11 ans et au-delà, sur l'offre d'alphabétisation et de formation professionnelle pour les jeunes de 15 à 20 ans, le développement de publications pour néo-alphabètes, sur l'expansion de la Commission pour le Développement Social qui englobe la Jeunesse et les Sports, et le programme HEART (*L'Emploi Humain et la Formation des Ressources*).

1.3 L'Emploi Humain et la Formation des Ressources (la fondation HEART)

Le programme HEART a été lancé en 1982 dans le dessein de résoudre les problèmes de la "jeunesse délaissée" constituée de jeunes gens qui ont terminé l'école secondaire ou qui ont quitté l'école avant la fin des études et ne savent où aller.

En outre, des milliers de personnes robustes requièrent une formation pour pouvoir obtenir un emploi ou se mettre à leur compte.

L'Agence pour la Planification Nationale estime que le pays comptera 273.000 ouvriers non-qualifiés en 1985. Actuellement, quelque 90.000 jeunes gens âgés de 17 à 20 ans ne fréquentent pas l'école et sont sans emploi. Le gouvernement a identifié les compétences du premier niveau qui font défaut et sont nécessaires à la croissance de la nation.

Le programme HEART a donc été structuré de façon à pouvoir offrir une formation en commerce, en agriculture, en métiers artisanaux et pour différents métiers de la couture.

Le programme pour les jeunes gens quittant l'école, qui est l'une des composantes de la Fondation a pour but d'offrir une formation pratique et formelle dans les institutions d'apprentissage désignées. On se propose de former un minimum de 12.000 jeunes gens au cours d'une période de trois ans. Ce programme s'adresse aux jeunes de 17 à 20 ans qui ont terminé l'école secondaire, qui ne poursuivent pas leurs études et sont sans emploi.

L'éducation continue est un second aspect du programme

HEART. On a remarqué que des milliers de personnes vivant dans les zones rurales souhaitaient vivement entrer dans une Ecole normale ou une école d'infirmières ou bien tout autre école d'enseignement supérieur. Un programme de formation continue est organisé dans des écoles situées à proximité de chez eux où ils pourront suivre un enseignement pour acquérir certaines matières supplémentaires pendant un an, ce qui leur permettra de continuer leurs études dans la spécialité qui leur convient. Ainsi, alors qu'un groupe se dirigera vers une entreprise commerciale, le second continuera d'approfondir ses connaissances.

Les objectifs de la Fondation regroupent:

- la formation de jeunes adultes qui reçoivent les compétences nécessaires pour trouver un emploi, et

- la formation d'un réservoir de main-d'oeuvre qualifiée permettant de faire face aux demandes actuelles et futures en personnel qualifié des secteurs publics et privés.

Le fonds du programme HEART est géré par un organisme légal appelé la Fondation pour l'Emploi Humain et la Formation des Ressources (Fondation HEART).

Il faut imputer l'essentiel du succès de ce programme à la participation des employeurs du secteur privé qui fournissent une partie des fonds nécessaires et offrent des places d'apprentissage. Un employeur qui relève de la Loi de 1982 sur la Fondation de l'Emploi Humain et de la Formation des Ressources en vertu des traitements mensuels moyens qu'il verse à ses employés doit participer au programme et verser chaque mois au fonds une somme équivalente à 3% du montant total des honoraires mensuels payés à ses employés. Il peut soit verser le montant indiqué, soit employer un ou plusieurs stagiaires à un taux de rémunération de 50 dollars par semaine et par personne, déduire cette somme de sa contribution, et donner la différence au Fonds ou bien offrir une place d'apprentissage au nombre indiqué de stagiaires afin de mettre à profit toute la contribution.

Ainsi que le montrent les nombreux témoignages de satisfaction, le programme a pris un bon départ. Les participants louent chaudement cette initiative. Voir "LE PROFIL DU STAGIAIRE" (Annexe 4).

1.4 L'Evolution du Programme d'Alphabétisation

En 1943, le taux d'analphabétisme s'élevait à 23,6% en Jamaïque. Mais ce n'était qu'une modeste estimation du chiffre réel et un projet d'alphabétisation fut lancé d'après la méthode "Laubach" qui consiste à ce que chacun enseigne à chacun. La campagne qui dura deux ou trois ans permit à un beaucoup de personnes de recevoir les compétences d'alphabétisation.

En avril 1954, le gouvernement a prévu, dans le cadre de son budget estimatif, des crédits en vue de la continuation du projet d'alphabétisation. Cette décision avait été prise à la suite d'un recensement qui dénombrait 105.000 analphabètes âgés de 15 à 45 ans sur l'île. Des programmes de formation destinés aux enseignants bénévoles furent lancés. Des séances régulières de formation, des stages de méthodologie ou de techniques de l'enseignement de la lecture, de l'écriture et du calcul furent organisés.

Un séminaire d'alphabétisation pour la région des Caraïbes a été tenu en 1962 à l'Université des Antilles. Des représentants de nombreux pays des Caraïbes, des USA et de l'Amérique latine y ont pris part. Le programme fut accueilli avec un grand enthousiasme par ce séminaire et une recommandation fut faite pour qu'il soit davantage développé.

En 1962, la Commission pour le Développement Social entreprit conjointement avec le Département des Statistiques et l'Institut de Recherche en matière de sciences sociales et économiques une étude sur l'alphabétisation pour connaître la fréquence de l'analphabétisme chez les personnes de 15 ans et au-delà. Cette étude d'échantillon pris au hasard révéla que 42,9% des personnes de cette tranche d'âge étaient analphabètes fonctionnellement.

A la suite de cette étude, on s'attacha au travail sur le matériel des classes d'alphabétisation et l'on forma un grand nombre d'enseignants bénévoles. Grâce à l'assistance de l'UNESCO, le gouvernement mit en place en 1970 un comité d'évaluation et de planification de l'alphabétisation qui devait évaluer le programme.

Ce comité rapporta que 400.000 à 500.000 personnes étaient analphabètes, ce qui représentait 40 à 50% de la population âgée de 15 ans et plus.

En 1972, le gouvernement lança un programme d'alphabétisation nationale et confia la mise en oeuvre de ses objectifs à un Conseil National d'Alphabétisation qui regroupait des représentants des syndicats, des Eglises, des bibliothèques, de l'Université, du monde des affaires, du corps enseignant et de toutes les personnes ayant une expérience en matière d'alphabétisation. L'objectif consistait à éradiquer l'analphabétisme en Jamaïque en l'espace de quatre ans.

Ce programme reposait sur une participation bénévole et le concours de la communauté. On savait que les contributions volontaires à tous les niveaux étaient capitales.

Le programme fut réalisé par un bureau national qui était dirigé par un directeur, un rédacteur en chef et cinq départements qui couvraient les différents champs d'action tels les services techniques, l'évaluation et la recherche, les relations avec la communauté, l'administration et les finances. La structure organisationnelle a également prévu la création de 7 zones, 53 régions et plus de 4.000 comités de district.

La première phase du programme a consisté en une campagne de motivation visant à sensibiliser les masses à ce problème, ralliant personnes alphabétisées et analphabètes autour de cette cause et conviant apprenants et enseignants à s'inscrire.

Cependant, l'examen du programme qui a été réalisé en 1973 par un comité spécial d'évaluation a révélé les problèmes suivants:

- un taux d'abandon élevé chez les apprenants et les enseignants;

- des niveaux de formation différents dans le corps enseignant;

- un personnel qualifié et administratif insuffisant;

- un manque d'évaluation;

- une infrastructure éducative inadéquate.

La Politique

Le programme d'alphabétisation fut mis en place au cours des premières années sur une échelle restreinte par la Commis-

sion pour le Développement Social sous l'égide du ministère du Développement Communautaire. En 1970, conformément à la recommandation du comité spécial d'évaluation, le gouvernement avait conçu des plans d'éradication de l'analphabétisme à réaliser en huit ans. En 1972, le nouveau gouvernement issu des urnes accordait une priorité nationale à l'alphabétisation.

Le décret ministériel No. 13, soumis le 10 juin 1972 à la Chambre des Représentants, stipulait: "le gouvernement considère l'analphabétisme en tant qu'un problème fondamental et sérieux de la vie jamaïquaine". L'analphabétisme limite, d'une part, la liberté, la confiance en soi et les possibilités de réalisation d'une véritable indépendance, et freine le progrès national, d'autre part, en faisant obstacle à la libération et à l'utilisation complète des ressources humaines pour le développement économique et social.

Le programme national fut lancé le 8 septembre 1972 sous la direction d'un conseil national d'alphabétisation et entra en vigueur au mois de novembre de la même année, son principal objectif consistait à éliminer l'analphabétisme en quatre ans. En 1974, le programme national d'Alphabétisation devint le JAMAL. (le Mouvement Jamaïquain pour la Promotion de l'Alphabétisation).

Cependant, en raison des nombreuses contraintes administratives et organisationnelles qui nécessitaient une restructuration, l'objectif ne fut pas atteint et le programme fut révisé pour une élémination de l'analphabétisme le plus vite possible.

Il y eut un changement de gouvernement en 1980 et le ministère de l'Education s'engageait l'année suivante à accorder des priorités à l'éducation dans le cadre du "Programme National de Reconstruction" établi par le gouvernement. Le JAMAL fut donc restructuré et le décret ministériel No. 83 (août 1983) donne une nouvelle impulsion au programme:

- Prévention de l'analphabétisme en s'assurant que les enfants âgés de 6 à 11 ans vont régulièrement à l'école.

- Liens avec le système scolaire formel pour l'éducation continue.

- Récupération des 15 à 19 ans pour les cours d'alphabé-

tisation et d'enseignement professionnel.

- cours d'alphabétisation de rattrapage pour les adultes analphabètes résiduels.

- Prévention de l'analphabétisme de retour.

Le JAMAL

En 1974, le Conseil National d'Alphabétisation devenait la fondation JAMAL, le Mouvement Jamaïquain pour la Promotion de l'Alphabétisation, dont les objectifs plus larges étaient les suivants:

- éradiquer le plus rapidement possible l'analphabétisme en Jamaïque;

- améliorer les capacités alphabètes de la population adulte jamaïquaine.

Ces objectifs devaient être mis en oeuvre par:

- Un conseil national constitué de volontaires représentant la communauté entière.

- Un agent rémunéré opérant à partir d'un bureau national reconnu.

- Huit sous-directeurs et dix-huit fonctionnaires de zone.

- Un système de comité local composé de membres bénévoles qui réunit des comités de zone et de région.

Le programme progressa rapidement, mais des problèmes importants en limitaient toujours l'efficacité. Certaines contraintes étaient caractérisées par:

- une dépendance presque totale par rapport au personnel enseignant volontaire dont la compétence variait considérablement, réduisant ainsi l'efficience du processus d'enseignement et d'apprentissage;

- une carence en littérature de suivi répondant aux intérêts et correspondant au vocabulaire des personnes inscrites au programme;

- un contrôle et une supervision plus efficaces du programme;

- un taux élevé d'abandons chez les étudiants et les enseignants.

Les cas d'abandon étaient dus à plusieurs raisons:

- au pourcentage élevé du nombre d'étudiantes enceintes;

- à l'absence d'une motivation continue;

- à la pauvreté et au chômage;

- au travail saisonnier;

- à la migration des personnes en quête d'un emploi.

Certains enseignants pensaient qu'il n'était pas possible de poursuivre ce travail indéfiniment, en raison du bénévolat sur lequel le programme reposait. Ils sont également partis à la recherche d'un emploi. Nombreux sont ceux qui parmi les volontaires ont abandonné leur poste, lorsqu'ils voyaient que la tâche les dépassait.

Les statistiques réalisées par le JAMAL indiquaient en 1983:

Nombre de centres	3.895
Nombre de classes	7.495
Etudiants inscrits	88.728
Etudiants assistant aux cours	39.082
Auxiliaires d'enseignement	12.907
Enseignants	5.098

214.000 étudiants ont terminé leurs études entre 1972 et 1983.

Les Centres et les Classes de Recrutement

Le JAMAL a financé un programme continu de recrutement et de motivation diffusé dans la presse, à la radio, à la télévision, et grâce à des films que des unités itinérantes ont montrés dans toutes les paroisses. Différentes classes destinées à répondre aux besoins des étudiants sont ouvertes dans la mesure du possible dans tout le pays. Le programme s'adresse à toutes les personnes ne sachant pas lire et à

celles dont les compétences en lecture sont insuffisantes. Cependant, les groupes prioritaires pour le programme intensif sont :

- le groupe d'âge des 15 à 35 ans
- les ouvriers travaillant par équipes
- les ouvriers agricoles saisonniers
- les ouvriers industriels et agricoles en chantiers
- les aides ménagères
- les personnes sans emploi, en particulier dans les villes

Les Méthodes

La stratégie repose sur la participation d'enseignants volontaires qui choisissent l'approche face-à-face et complètent leurs efforts par des programmes d'enseignement professionnel utilisant la télévision, la radio, les films ainsi que cassettes et videocassettes. Les précédentes études ont révélé qu'une campagne nationale de cette magnitude doit exploiter au maximum les mass-media à des fins d'enseignement et de motivation.

Les techniques pédagogiques qui ont été développées au cours de plusieurs années ont été expérimentées et testées, elles reflètent les besoins de la situation en Jamaïque. Différents types de classes sont organisées afin de faciliter aux étudiants l'accès aux cours.

Les Contenus

Il a été reconnu que l'éducation formelle et non-formelle étaient essentielles au développement. Une éducation formelle qualitative et quantitative est nécessaire pour établir le processus et contrôler le rythme d'encouragement des adultes à prendre conscience d'eux-mêmes et à reconnaître leurs ressources naturelles potentielles. Celles-ci ne peuvent être pleinement utilisées avant que les ressources humaines n'aient été développées, exploitées et mises en service.

De là, les objectifs relatifs au comportement de l'appre-

nant adulte ont été formulés et approuvés par le Conseil en 1973. Ces objectifs identifient des domaines d'éducation appropriés à la vision de l'adulte de la vie de tous les jours (Education Permanente).

Les contenus d'enseignement reflètent ces objectifs dans treize thèmes qui ont été spécialement sélectionnés pour favoriser le développement général de l'individu. Ils sont utilisés pour la préparation du curriculum, la rédaction des matériels de lecture, la formation des enseignants et pour la stimulation des discussions de groupe.

Ces thèmes sont les suivants:

- Identité et image de soi
- Le sens civique et le gouvernement
- L'éducation du consommateur
- La communauté
- L'éducation continue
- Le foyer et la vie familiale
- La santé et l'hygiène
- La nutrition
- La production alimentaire
- Le métier
- Le travail
- Les communications - lecture générale, écriture, calcul
- Enquête et pensée critique

Les Développements Récents

Il y eut un changement de gouvernement en 1980. En 1981, le nouveau gouvernement communiquait sa politique d'éducation et les priorités qu'il accordait aux mesures d'urgence à

prendre dans les cinq années à venir:

- scolarisation obligatoire dans les écoles primaires des enfants âgés de 6 à 11 ans et plus;

- restructuration du programme JAMAL afin d'y introduire l'éducation non-formelle pour les 15 à 19 ans et plus;

- rationalisation du système scolaire secondaire;

- rationalisation des examens.

Le programme JAMAL fut révisé en 1981 par le Ministère de l'Education en tenant compte des réalisations, des objectifs, des problèmes identifiés et des coûts opérationnels y afférents. On conclut que certains changements étaient indispensables afin que le programme réponde davantage aux besoins éducatifs et sociaux ainsi qu'aux priorités nationales.

Le programme JAMAL a donc élargi ses objectifs pour incorporer les nouvelles priorités reconnues par le Ministère de l'Education, et pour s'attaquer aux problèmes auxquels le programme s'était heurté les années précédentes.

Les Nouveaux Objectifs

Ils peuvent se résumer comme suit:

- oeuvrer vers la résorption de l'analphabétisme en s'assurant que les enfants âgés de 6 à 12 ans fréquentent régulièrement l'école;

- offrir des cours d'alphabétisation et une formation professionnelle de base aux personnes de 15 à 20 ans ne sachant pas lire;

- empêcher que les compétences d'alphabétisation ne tombent en désuétude en proposant une littérature de suivi aux "néo-lecteurs".

La Fondation JAMAL qui avait été responsable jusqu'en 1982 des aspects curatifs de l'analphabétisme a reçu ensuite une nouvelle tâche consistant à garantir que les enfants de 6 à 12 ans suivaient leurs cours régulièrement, participant ainsi à la prévention de l'analphabétisme. On a procédé à un

remaniement de la direction et de la structure organisationnelle afin d'atteindre ces nouveaux objectifs.

Ces changements visent à:

- améliorer le contrôle de la direction dans les paroisses, permettant ainsi un suivi et une supervision plus efficaces du programme sur le terrain;

- réviser les niveaux pédagogiques des centres d'éducation pour adultes et des centres du soir, facilitant ainsi l'introduction de deux niveaux supplémentaires - le 5e et le 6e - ainsi que le rehaussement du niveau d'éducation des apprenants;

- établir des liens étroits avec les écoles primaires pour déverser automatiquement le flot des élèves non-alphabétisés au sortir de l'école dans le programme JAMAL;

- développer les centres d'éducation pour adultes en centres de formation multifonctionnels offrant une formation aux enseignants d'alphabétisation ainsi qu'aux apprenants suivant les cours d'alphabétisation et de formation professionnelle de base.

La Structure de Gestion

Un conseil de directeurs assisté par les comités de paroisse, de division et de district assurent l'administration de la Fondation. Un directeur, assisté par un vice-directeur et cinq assistants, dirige le programme au siège national à Kingston. (Voir les annexes 5 et 6).

Les plans pour la mise en oeuvre du programme comprennent:

- les centres à temps complet;

- les centres d'éducation pour adultes - des centres de formation multidisciplinaires s'adressant principalement aux personnes de 15 à 20 ans ne sachant ni lire ni écrire. Les cours reposant sur un système de rotation ont lieu de 9h. à 19h. et offrent:

i) une alphabétisation et une formation professionnelle;

ii) une formation pour les alphabétiseurs;

- les centres de cours du soir à temps partiel, utilisant dans la mesure du possible les institutions éducatives et les services des enseignants formés s'adressant en particulier aux personnes âgées de 20 à 35 ans;

- des cours du soir assurés par des enseignants volontaires, qui s'adresseront essentiellement aux personnes de plus de 35 ans;

- des programmes radio- et télédiffusés d'enseignement et de motivation;

- la publication de matériels pour néo-alphabètes;

- des programmes organisés de formation professionnelle;

- une plus grande utilisation d'enseignants formés dans les centres d'éducation pour adultes;

- la formation des enseignants volontaires;

- une collaboration plus étroite avec les institutions éducatives et d'éducation continue;

Le Financement du JAMAL

Conformément à son concept organisationnel d'auto-assistance le programme JAMAL est financé à deux niveaux:

- par une subvention gouvernementale annuelle; et

- par des dons en espèces ou en nature de différentes sources.

La contribution nationale peut être estimée comme suit:

- la subvention du gouvernement pour 1982/83 s'élevait à 8,5 millions de dollars jamaïquains (équivalents à 2,2 millions de dollars américains);

- la valeur des services rendus par les enseignants volontaires a été estimée au minimum à 13 millions de dollars jamaïquains en 1979;

- selon des estimations minimales également, la valeur de tous les locaux abritant les cours s'élèverait à 13,5 millions de dollars jamaïquains;

- autre contribution locale provenant de dons en espèces ou en nature.

Quant aux contributions versées par des organisations internationales et des gouvernements étrangers:

- Le programme a reçu occassionnellement une précieuse assistance technique sous la forme d'équipement fourni gratuitement, de services de conseillers, d'experts, et de bourses de formation pour le personnel grâce à des organisations internationales telles l'UNESCO et le PNUD, l'Alphabétisation Mondiale du Canada, de l'Australie et de la Grande Bretagne.

- La contribution de l'UNESCO et du PNUD d'un montant de 400.000 dollars américains allouée entre 1972 et 1975 compte parmi les plus importantes. Une partie du studio électronique actuel et du matériel d'imprimerie a été financée par cette source.

- Une seconde contribution substantielle de 390.000 UC a été accordée par la Communauté Economique Européenne (CEE). Elle fut allouée à la formation des enseignants volontaires, l'achat de matériel d'imprimerie, au matériel de motivation, à l'équipement des classes et à l'installation des media d'enseignement, aux supports d'enseignement et au matériel nécessaire à l'aménagement de 20 centres de formation, ainsi qu'au matériel de communications et à l'équipement de studio pour la production de programmes éducatifs télévisés, radiodiffusés ou de videocassettes destinés à l'enseignement en classe.

2. LES ACTIVITES D'ALPHABETISATION ET DE POSTALPHABETISATION DU JAMAL

2.1 L'Approche Méthodologique

La méthodologie et le matériel pour l'enseignement aux adultes du JAMAL s'adressent aux quatre niveaux ou degrés suivants:

Niveau 1: Les analphabètes complets - réunissant les personnes qui n'ont jamais fréquenté le système scolaire formel.

Niveau 2: Les personnes alphabétisées qui retombent dans l'analphabétisme - regroupant les étudiants qui ont fréquenté le système scolaire formel pendant de courtes périodes ou irrégulièrement.

Niveau 3: Les personnes qui hésitent en lisant - celles ayant un faible degré de compréhension.

Niveau 4: Lecture assez courante - problèmes de compréhension, d'usage de l'anglais et inaptitude à résoudre de simples problèmes de mathématiques.

a. Les étapes de l'enseignement de la lecture

Les principales composantes de l'enseignement de la lecture aux adultes sont agencées par étapes comme suit:

Etape I: Familiarisation avec les livres et les autres matériels de lecture

Lecture d'images à des fins de motivation et pour les moments ponctuels de discussion-relation entre le mot écrit et le mot parlé. Etant donné la sensibilité et

l'inquiétude des adultes qui se découragent facilement, la lecture d'un texte devrait se faire à ce niveau. La méthode "Regarder et dire" (l'identification de mots) peut provoquer l'effet psychologique désirable pour susciter l'intérêt des apprenants et développer leur confiance au tout début.

Les Techniques

L'identification de mots: des livres simplement écrits portant sur des sujets d'intérêt général, un vocabulaire limité de mots connus.

Enseignement de phrases entières (correspondant à la langue des adultes), de phrases, puis de mots. Etablir un rapport entre la situation et celles des apprenants; établir un rapport entre les mots écrits, les objets et les situations toutes les fois que cela est possible. Le premier niveau est présenté dans le livre de préparation à la lecture "Notre classe et notre famille" qui est le livre de pré-introduction à la lecture du JAMAL.

Etape II: Le mécanisme de la lecture

Les sons - une méthode systématique d'apprentissage
- les sons des lettres
- les groupes de lettres et en général, la formation de mots précédés d'exercices de discrimination visuelle et auditive et de perception auditive.

Les Techniques

Celles-ci varient - mais la séquence préparée devrait fournir la base d'une lecture courante et assurée qui serait le résultat de l'aptitude à "découvrir" les mots nouveaux.

Des jeux de mots et différents types d'exercices de mémorisation devraient être employés. Livre de lecture du niveau 2 - Une journée chez les Sharpe. Livre du niveau 3 - Henry Sharpe et textes complémentaires de lecture.

Etape III: Lecture indépendante

L'aptitude à reconnaître et à comprendre les mots et leur signification sans grande difficulté. Compréhension

et application pratique de textes. Usage du dictionnaire.

Les Techniques

Evaluation de la progression de la difficulté à lire; continuation de la participation des étudiants grâce à l'organisation de projets de travail en groupes et de projets individuels.

Niveau 4: Livres de lecture complémentaires et autres matériels de support.

la Méthodologie

- la méthode Regarder et dire
- les sons
- combinaison de la méthode Regarder et dire et de l'étude des sons

Un curriculum comprenant des exercices de lecture, d'écriture, de mathématiques et d'autres matières connexes a été développé.

b. Evaluation du niveau de l'apprenant

Tous les apprenants qui s'inscrivent aux cours d'éducation pour adultes doivent passer un test facile permettant de déterminer leur aptitude à la lecture. S'ils ne savent pas du tout lire, ils sont orientés vers les classes travaillant avec le livre de lecture de base, *Niveau 1 - Notre classe et notre famille*.

L'apprenant passe un test après avoir terminé l'étude de chaque livre de lecture. Il peut passer à un niveau supérieur en fonction des résultats obtenus à ce test.

Tout apprenant ayant terminé le cours (c'est-à-dire le livre du niveau 4) a la possibilité de remplir un questionnaire portant sur le travail qu'il a accompli et qui est destiné à évaluer le niveau d'alphabétisation fonctionnelle qu'il a acquis.

Le niveau 4 est l'équivalent du degré 6 de l'enseignement primaire du système scolaire formel. Les étudiants qui ont obtenu des résultats satisfaisants peuvent alors poursuivre leurs études aux degrés 5 et 6.

Une priorité a été accordée aux tâches suivantes: l'établissement de sept types de classes différents pour permettre un accès facile et répondre aux besoins particuliers des apprenants; l'installation d'une imprimerie dans les locaux de l'école pour imprimer les tests et les textes de lecture complémentaires pour les apprenants; l'introduction d'un test de contrôle des connaissances acquises et de cérémonies formelles de remise de diplômes afin que les apprenants prennent conscience des résultats qu'ils ont obtenus et enrichissent leurs connaissances; et l'introduction d'une nouvelle approche d'activités de motivation et d'encouragements tels le Championnat national de Quiz du JAMAL, le théâtre populaire, les unités mobiles de cinéma et les classes itinérantes.

2.2 Le Matériel d'Apprentissage et d'Enseignement

Bien que l' objectif principal du programme d'alphabétisation soit d'assurer une alphabétisation fonctionnelle le plus rapidement possible, le matériel d'apprentissage et d'enseignement ne doit pas nécessairement être axé sur ce même but.

Les critères d'alphabétisation fonctionnelle retenus par le JAMAL peuvent être résumés comme suit: "Etre capable de lire et d'écrire au même niveau qu'un jeune ayant terminé l'école primaire (le quatrième niveau des livres de lecture gradués du JAMAL). Faire usage des processus mentaux d'appréciation, d'évaluation et de généralisation de manière satisfaisante et appliquer ces compétences à l'exploration positive de son propre environnement." Ces critères sont réalisés par le programme d'enseignement des cours et par l'élaboration des matériels d'enseignement. Les apprenants reçoivent des cours de lecture, d'écriture et de calcul. Les objectifs essentiels des matériels consistent donc à:

- fournir la base d'un programme de lecture relatif au développement des aptitudes à la lecture, de la compréhension et de la clarté d'expression grâce aux manuels;

- offrir des exercices de base pour enrichir les compétences en phonétique;

- élargir le vocabulaire grâce à des jeux, à l'explication de mots, des exercices oraux et d'autres supports pédagogiques;

- prêter assistance grâce à la radio, la télévision, aux magnétophones à cassettes et magnétoscopes

  i) aux enseignants afin qu'ils fassent un usage plus efficace de la méthodologie dans la présentation des leçons et

  ii) aux apprenants afin qu'ils acquièrent les compétences d'alphabétisation.

a. Description du matériel de base

- livres de lecture de base
- manuels d'exercices
- guides de l'enseignant

Les matériels destinés aux apprenants et aux enseignants des classes d'éducation pour adultes sont divisés en deux catégories:

- le matériel de lecture de base - utilisé dans le processus direct d'enseignement-apprentissage;

- le matériel de lecture complémentaire élaboré pour les apprenants afin de:

  i) leur donner une information sur différentes matières;

  ii) permettre la pratique de la lecture aux apprenants de chaque niveau;

  iii) empêcher le retour à l'analphabétisme.

- le matériel de lecture de base.

Excepté le guide de l'enseignant et le manuel du niveau 4, le matériel de lecture de base qui est utilisé actuellement est celui qui avait été préparé à l'origine pour le programme d'Alphabétisation réalisé entre 1953 et 1972 par la Commission pour le Développement Social. Ce matériel a été réimprimé après y avoir apporté quelques modifications mineures.

La série comprend quatre livres de lecture, un pour chaque niveau. Chaque livre de lecture est accompagné d'un manuel d'exercices et d'un livre du maître.

Niveau 1

(1) *Le livre de lecture de base: Notre classe et notre famille (couverture grise)*

Ce livre est divisé en dix leçons à la fin desquelles les apprenants devraient avoir appris de vue 33 mots. Cette méthode d'enseignement qui consiste à apprendre aux apprenants à reconnaître des mots de vue est appelée la méthode "Regarder et dire".

(2) *Le manuel d'exercices*

Le manuel correspondant au livre de lecture est divisé en dix leçons, chacune se rapportant à une leçon de lecture. Il permet aux apprenants de faire leurs premiers exercices d'écriture et de revoir les mots appris au cours de la leçon de lecture.

(3) *Le guide de l'enseignant*

Le guide détaillé de l'enseignant qui est utilisé avec le livre de lecture et le manuel suggère au maître:

- la manière dont il/elle devrait organiser chaque leçon;
- les buts et les objectifs de chaque leçon;
- le contenu qui doit être enseigné pendant un cours;
- des thèmes à utiliser au cours des discussions en classe.

Niveau 2

(1) *Livre de lecture de base: Une journée avec les Sharpe (couverture rouge)*

C'est le second livre de lecture de la série.

Avec la méthode "Regarder et dire" utilisée au premier niveau, les apprenants travaillent ensuite la phonétique, par exemple:

- développer de bonnes habitudes d'écoute

- découvrir et identifier:

  i) les consonnes initiales, finales et moyennes

  ii) les voyelles

  iii) les groupes de consonnes et de voyelles

  iv) les groupes de consonnes

On fournit une série de manuels comportant des exercices de phonétique. A la fin de ce livre et en sus des mots qu'ils ont appris de vue dans le livre de lecture de base, les apprenants devraient être capables de reconnaître les mots associés à ceux qu'ils ont vus dans le livre de lecture de base, de les prononcer seuls, et devraient pouvoir également découvrir de nouveaux mots.

(2) *Le manuel*

Il correspond au livre de lecture. Les exercices que les apprenants doivent faire requièrent une bonne compréhension et des compétences en écriture.

(3) *Le guide de l'enseignant*

Un guide détaillé de l'enseignant, qui aide les maîtres à obtenir des résultats maximums avec les apprenants accompagne le livre de lecture et le manuel.

Niveau 3

(1) *Livre de lecture de base: Henry Sharpe (couverture jaune)*

L'histoire de la vie de Henry Sharpe continue dans ce livre. Un accent plus fort est placé sur la phonétique à ce niveau, à la fin duquel les apprenants devraient pouvoir prononcer eux-mêmes la plupart des mots en utilisant le son enseigné.

(2) *Le manuel*

Un manuel comporte des exercices d'écriture et de compréhension comme pour les autres livres de lecture.

(3) *Le guide de l'enseignant*

Un livre du maître existe également pour le livre de lecture et le manuel du troisième niveau.

Niveau 4

(1) *Livre de lecture de base: Henry Sharpe apprend à conduire (couverture verte)*

A ce niveau, les apprenants ne devraient pratiquement pas avoir de difficultés à reconnaître immédiatement les mots qu'ils ont rencontrés dans les livres précédents. Ils devraient pouvoir prononcer seuls un grand nombre de mots. L'enseignement de la phonétique est mis en relief (à ce niveau) et un accent est placé sur les syllabes, les préfixes, les suffixes, les antonymes, les lettres muettes et les mots dont les lettres correspondent à des sons irréguliers.

(2) *Le manuel*

Il s'agit d'un manuel qui comporte des exercices de compréhension.

(3) *Le guide de l'enseignant*

Un guide de l'enseignant détaillé accompagne également le livre de lecture et le manuel.

b. La production du matériel de base

La rédaction du matériel de lecture des apprenants qui suivent les cours du programme JAMAL requiert que certains critères soient pris en considération:

- le nombre de niveaux correspondant au niveau d'éducation à atteindre;

- le type de textes à rédiger

- un système de gradation de mots classés par couleur (pour une meilleure identification) dans les livres de lecture.

Le vocabulaire

- Le vocabulaire doit être composé de mots se rapportant à l'expérience des adultes.

- Tous les mots dont la signification n'est pas claire doivent être expliqués correctement dans leur contexte et répétés fréquemment.

- Les répétitions doivent, de toute façon, se dérouler naturellement et le plus discrètement possible.

- Les mots nouveaux doivent être introduits progressivement et régulièrement.

- Le niveau de difficulté de la lecture devrait aller de pair avec la progression du livre et chaque livre de lecture devrait commencer à un niveau de lecture légèrement plus bas que celui auquel le livre précédent était arrivé.

- Les idées doivent être exprimées clairement.

- Les phrases doivent être courtes, mais varier en longueur pour assurer une lecture régulière et facile.

- Le matériel devrait être présenté sous forme de parties assez brèves; chaque unité devant être suffisamment courte afin de pouvoir être assimilées facilement par le lecteur.

Le contenu

- Le contenu de l'histoire doit avoir un rapport avec l'expérience du public qui lit le livre.

- Les événements devraient avoir une application pratique, présenter un problème, par exemple, et le résoudre.

- La solution doit être à la portée de l'apprenant.

Le style

- Pour les lecteurs débutants, les livres devraient être rédigés sous la forme d'une histoire.

- Les personnages devraient être réels.

- Les événements présentés dans l'histoire devraient être authentiques.

- L'enchaînement des événements doit être logique.

Des illustrations devraient être introduites pour:

i) éclaircir le texte;

ii) apporter un attrait visuel;

iii) attirer l'attention sur le point essentiel de la page qu'elles illustrent.

Le manuel

Des exercices devraient être proposés pour:

- renforcer les compétences en lecture;

- pratiquer l'écriture;

- développer la compréhension.

2.3 La Philosophie du Programme de Formation pour Enseignants

Le programme de Formation pour Enseignants est conçu pour offrir une formation aux enseignants bénévoles d'alphabétisation dans les domaines suivants:

- caractéristiques psychologiques et sociologiques de l'apprentissage des adultes;

- principes de l'apprentissage des adultes et leurs attitudes;

- enseignement de la lecture, de l'écriture;

- calcul;

- orientation des apprenants;

- apprentissage programmé appliqué à l'éducation des adultes;

- conception et rédaction des objectifs du programme;

- les tests et leur place dans le programme;

- développement de matériels complémentaires pour répondre aux besoins des apprenants;

- évaluation du matériel d'enseignement.

Ce programme est fondé sur le principe que notre peuple a la capacité de penser et d'apprendre et qu'il est donc doté d'un potentiel de développement personnel. Ce développement de l'apprenant adulte ne devrait pas être confiné à la lecture et à l'écriture, mais être reconnu en tant que contribution au grand développement total qui englobe la capacité de raisonner et l'acceptation d'attitudes souhaitables envers d'autres membres de la société, le travail et la productivité, et d'autres aspects importants de la vie nationale.

Les Objectifs du Programme de Formation pour Enseignants

Cette formation vise à aider les enseignants à:

- Comprendre le processus d'apprentissage des adultes.

- Comprendre davantage les besoins de leurs apprenants.

- Comprendre les objectifs et les buts du programme JAMAL.

- Comprendre leur rôle d'enseignants bénévoles dans le programme.

- Comprendre davantage les facteurs qui contribuent au développement et au maintien d'une bonne relation apprenant-enseignant.

- Se familiariser avec les techniques et le matériel d'enseignement utilisé dans le cadre du programme.

- Faire un bon usage du matériel de formation préparé pour les enseignants.

- Etre mieux informés sur les différents aspects de la vie jamaïquaine afin d'être mieux armés pour soulever et organiser des discussions pertinentes en classe.

La sensibilité du programme d'alphabétisation pour adultes requiert certaines attitudes, et un accent est placé sur les suivantes:

La confiance en soi	le tact	l'initiative
la tolérance	l'empathie	l'humilité
la patience	l'honnêteté	l'enthousiasme
la faculté d'adaptation	le dévouement	l'engagement

la sympathie
l'intérêt
l'ardeur à l'apprentissage

Pour atteindre les objectifs mentionnés, l'unité de formation des enseignants a un coordinateur qui, avec le directeur de l'unité, planifie les sessions et seconde les sous-directeurs du programme ainsi que le personnel à temps partiel chargé de la formation des enseignants. Une étroite collaboration est établie avec le personnel responsable de la motivation et du recrutement des enseignants et des étudiants pour ce programme.

Différents types de cours sont planifiés et offerts pour former les sous-directeurs du programme et le personnel à temps partiel chargé de la formation des enseignants: il s'agit de stages, de journée de formation, de sessions et de cours dispensés in situ.

Le premier cours de formation, cependant, dure de 12 à 20 heures selon la formation et l'expérience de l'enseignant.

La formation se poursuit pour développer davantage les techniques grâce à des sessions de "suivi" et "sur le terrain", au cours desquelles un plus grand accent est placé sur les activités ludiques, les jeux de rôle et les pièces satiriques destinés à renforcer la lecture et le calcul.

On enseigne également aux maîtres comment fabriquer de simples supports d'enseignement tels des cartes-mots, des

cadrans d'horloge, etc. qu'ils peuvent utiliser au cours des jeux.

Voici quelques-uns des jeux utilisés:

Les dominos de mots	l'échelle du JAMAL
Le loto de mots	la concentration
Le dé alphabétique	les amoureux
Le jeu d'association de mots	les triplets
Les cubes à chiffres	

En raison du nombre des enseignants bénévoles engagés dans le programme et de la difficulté à réunir toutes ces personnes volontaires lors des sessions et des séminaires de formation qui sont organisés, il s'est avéré nécessaire d'utiliser les media électroniques pour la diffusion des techniques et de la méthodologie de l'enseignement.

La nouveauté de ces media permet de stimuler davantage la motivation de l'enseignant et de l'apprenant, la conscience populaire de la nature et de la magnitude du problème de l'analphabétisme ainsi que le travail réalisé par le programme.

On a recours à un système de "mini-enseignement" pendant le stage de formation, afin d'améliorer les techniques d'enseignement. Le stagiaire expose un cours qu'il fait enregistrer, le repasse lors d'une séance d'évaluation à laquelle il participe également, puis en exploite les corrections suggérées pour améliorer sa performance.

3. LES STRATEGIES D'APPRENTISSAGE DE POSTALPHABETISATION SELECTIONNEES POUR UNE ETUDE INTENSIVE

L'un des principaux objectifs du programme JAMAL est de prévenir la régression. La phase 1 de l'alphabétisation de base des adultes permet à l'apprenant de porter ses connaissances en lecture, écriture et calcul au niveau 4 du curriculum du JAMAL qui est le niveau de lecture équivalent au degré 6 de l'enseignement primaire. Il est donc évident que ces apprenants nécessiteront une pratique constante pour parfaire et maintenir leurs compétences.

Ces apprenants devraient avoir à présent la possibilité de continuer à développer leurs compétences jusqu'à ce qu'ils lisent couramment et intelligemment.

Les stratégies suivantes ont été planifiées pour réaliser ce programme:

- introduction des niveaux 5 et 6 dans les centres d'éducation pour adultes pour les programmes continus enseignés par les maîtres formés;

- offre de littérature de suivi aux néo-alphabètes;

- développement des liens avec les bibliothèques publiques;

- orientation des néo-alphabètes vers les institutions éducatives telles les écoles de commerce, les écoles du soir, les collèges communautaires;

- encourager les néo-alphabètes à lire les articles rédigés spécialement pour eux et publiés dans la Page du Néo-alphabète du *Daily Gleaner* (le Glaneur Quotidien) et dans *Let's Read* (Lisons) le magazine d'alphabétisation,

ainsi que tout autre matériel supplémentaire;

- *développement des compétences professionnelles* dans les centres;

- information générale sur les activités culturelles et participation à ces activités.

3.1 Le Matériel de Lecture Complémentaire

Un matériel de lecture complémentaire est préparé pour tous les niveaux d'apprentissage, à l'exception du niveau 1. Ces livres de lecture sont lus à titre d'information. La rédaction de ces textes est un aspect essentiel qui requiert des techniques spéciales de préparation.

Quelque 63 titres supplémentaires ont été produits. Chacun de ces titres couvre l'une des huit matières suivantes:

- construction nationale
- modèle de l'histoire et de la culture
- agriculture
- autonomie
- religion
- santé et nutrition
- industrie
- littérature

Les livres de lecture complémentaires viennent enrichir le vocabulaire du livret de lecture de base. Un matériel de ce type devrait transmettre des connaissances techniques, être informatif et divertissant.

a. Les étapes de la rédaction du matériel de lecture complémentaire

Les étapes à suivre avant d'introduire tout matériel de lecture sont les suivantes.

(1) *La recherche*

Il est conseillé de consulter plusieurs sources, un livre particulier pouvant en effet exprimer souvent l'opinion personnelle de l'auteur. Ainsi, des faits (en particulier historiques) peuvent avoir été remis

à jour à la suite d'une recherche ultérieure. Il est souhaitable de cueillir l'information à sa source, c'est-à-dire visiter les lieux, rencontrer les gens, etc... .

(2) *Le premier brouillon*

Au cours de ce travail, il est prudent de ne pas perdre de vue le niveau auquel le livre s'adresse. Ce sera un gain de temps et d'énergie, la structure de la phrase, la phraséologie, le vocabulaire, la longueur du contenu devant correspondre à ce niveau.

(3) *La vérification du vocabulaire*

Une fois le premier brouillon rédigé, il est nécessaire que le vocabulaire utilisé soit vérifié en fonction de l'échelle du vocabulaire recommandé pour la lecture complémentaire renfermant 3.000 mots compilés par le professeur Edgar Dale, spécialiste de l'Education des adultes.

Bien que Dale ait omis de nombreux mots qui sont familiers au public jamaïquain, celle-ci est cependant la liste traditionnelle qui est utilisée depuis des années et qui le restera jusqu'à ce qu'une liste du vocabulaire jamaïquain soit établie.

Tout mot ne faisant pas partie de la liste de mots familiers de Dale devra être qualifié de non-familier. Etant donné qu'un nombre grandissant de mots non familiers accroît le degré de difficulté de la lecture, il est recommandé de remplacer chacun de ces mots par un mot familier, toutes les fois que cela sera possible. Cependant, il faudra être prudent à ce sujet. En effet, si le mot "intelligent", par exemple, ne se trouve pas sur la liste de Dale, il devra être remplacé, dans la mesure du possible, par le mot "raisonnable" qui est un mot familier d'après la liste de Dale.

Lorsqu'un certain mot non familier est employé dans un contexte où aucun autre mot ou groupe de mots ne peuvent en exprimer correctement la signification (dans le domaine de la technique, par exemple) le mot en question sera alors retenu, qualifié de non fami-

lier et tous les efforts seront faits pour le répéter aussi souvent et aussi naturellement que possible.

Lorsqu'un mot est non seulement non familier mais fait également partie du registre technique, sa définition sera donnée et incorporée au texte, si elle peut en préciser le sens. Ceci est le cas, par exemple, pour l'usage du mot "immunisation":

> "Votre médecin peut vous offrir une protection presque complète contre quelques-unes des maladies que les nourrissons et les petits enfants peuvent attraper au contact d'autres personnes. Il le fait en donnant des "piqûres" ou des vaccins. C'est ce que l'on appelle l'immunisation. (1)

(4) *Le second brouillon*

Après avoir fait l'inventaire du nombre de mots inconnus et techniques que la première version renferme, chaque effort devra être fait pour les réduire au minimum et répéter, dans la mesure du possible, les mots peu connus.

(5) *La révision*

La seconde version peut être maintenant corrigée. C'est un travail très technique qui demande beaucoup de temps et au cours duquel la structure et la longueur des phrases employées, la phraséologie et le vocabulaire seront soigneusement examinés, comparés à ceux du livre de lecture que le livret doit accompagner, et, dans quelques cas, modifiés et restructurés. Ensuite, le rédacteur peut juger de la nécessité d'élever ou d'abaisser le niveau de lecture du texte.

(6) *le troisième brouillon*

Le troisième brouillon est rédigé en tenant compte de la correction et des commentaires du rédacteur et en respectant la longueur recommandée, les modifications de vocabulaire et la construction des phrases.

(7) *Le calcul des mots et la progression du contenu du matériel*

Selon la formule de Dale, le calcul des mots est effectué et le nombre de mots enregistré. C'est la méthode la plus efficace pour déterminer si le texte a été rédigé au niveau recommandé. Si le calcul concorde avec ceci, le texte pourra alors être illustré. Dans le cas contraire, le contenu devra être révisé et des efforts devront être faits, le cas échéant, pour élever ou réduire le degré de difficulté de lecture.

(8) *Les illustrations*

Il faut noter que les illustrations servent deux objectifs:

- renforcer et éclaircir le sens;

- susciter un plus grand intérêt et agrémenter la page imprimée.

Eu égard à ces deux points, les illustrations devraient être insérées aux endroits essentiels.

(9) *La vérification des faits*

La version dactylographiée et illustrée doit être à présent envoyée à la personne ou l'organisation la plus à même de vérifier l'exactitude du contenu. Après le retour du texte, les corrections indiquées devront être apportées à la version finale.

(10) *La version finale*

Cette phase comprend la dactylographie définitive du texte. Puisqu'elle servira de base à l'imprimeur , il est important que la présentation du texte soit attrayante et correcte:

- les parties des chapitres notées soigneusement;

- la structure des paragraphes déterminée convenablement et logiquement;

- la mise en page faite correctement;

- le contenu de chaque page réparti uniformément;

Le matériel peut maintenant être envoyé à l'imprimeur.

Dans certains cas (si le matériel est controversé), il peut s'avérer nécessaire de présenter quelques copies polycopiées à un échantillon de lecteurs pour lesquels le livre est conçu, et la réponse de chaque personne est notée sur un formulaire préparé à cet effet. Cette opération est appelée le prétest. La réaction des lecteurs peut souvent déterminer si des modifications importantes ou minimes doivent être apportées au contenu ou à la présentation du texte.

b. Le travail de rédaction du livre

Le travail de rédaction du livre comprend les étapes suivantes:

- la sélection du sujet ou du domaine;
- le choix de l'approche et des grandes lignes du livre;
- la rédaction du livre ou du livret guidée à chaque étape par une consultation;
- la correction du livre;
- la réécriture du livre;
- l'examen du livre par le spécialiste de la matière traitée, qui vérifie les faits;
- la réécriture définitive du livre;
- la sélection et la préparation des illustrations et/ou des paragraphes;
- la composition du texte;
- le collage;
- l'impression.

Un tableau synoptique d'échantillons de livres de lecture complémentaires est donné à l'annexe 7.

3.2 Le Matériel de Lecture Avancé

Le matériel de lecture avancé est conçu pour les apprenants qui ont terminé les cours au niveau 4 ainsi que pour les personnes qui n'ont pas formellement participé aux cours d'alphabétisation. Afin de répondre à ce besoin qui avait été l'expression d'un intérêt général en 1975, un concours de "Littérature populaire" a été parrainé par l'UNESCO, le PNUD et le JAMAL.

L'objectif était de fournir des textes de lecture courants pertinents et distrayants qui stimuleraient une plus grande partie de la population à apprécier la lecture. Ce programme fut appelé FULFIL - Follow-up Literature for Individual Learners (Littérature de Suivi pour Apprenants Individuels).

Il était ouvert à tout individu ou groupe jamaïquain devant présenter un article répondant aux conditions spécifiées plus bas. Les catégories qui ont été sélectionnées sont les suivantes:

- Les héros non-chantés - Récit sur les personnes peu connues qui ont largement contribué au développement de la vie jamaïquaine à la ville, à la campagne ou dans les villages.

- Histoires comportant des éléments de sensation, d'aventure ou de romance. La nouvelle, l'essai et la bande dessinée sont les genres qui ont été utilisés.

Les articles soumis furent nombreux et variés et en sus des histoires qui ont reçu un prix et qui furent publiées sous forme de livre, les autres ont été portées dans le journal "Let's Read" (Lisons), et des sketches furent présentés à la radio. Ceci eut un impact immense sur le programme, des auteurs ayant été identifiés pour seconder le travail des rédacteurs du JAMAL, lorsque cela fut nécessaire. Quelques-uns de ces livres sont basés sur la culture, les sports, les devoirs civiques et d'autres sujets d'intérêt général, on trouve aussi des romans ou des nouvelles.

a. Let's Read (Lisons)

En plus de ces livres, *Let's Read* est publié tous les trois mois en format tabloïde, sous la forme d'un magazine de huit pages pour néo-alphabètes. Le contenu présente des nouvelles de portée locale, internationale et mondiale. Bien qu'il renferme de temps en temps des thèmes différents, une grande partie du champ thématique reste constante, telles les rubriques "Nouvelles du JAMAL", "Phonétique" et "Puzzles". Les "Nouvelles du JAMAL" présente les événements intéressants des opérations quotidiennes de l'organisation, la remise des diplômes, l'opinion des étudiants, les lettres, les messages. La "Phonique" est l'une des techniques d'enseignement de la lecture et, en raison de la complexité de la langue anglaise, il est nécessaire d'offrir un grand nombre d'exercices variés de répétition. La rubrique "Puzzles" revêt différentes formes dont la plus courante est le puzzle de mots croisés.

Les autres rubriquent renferment, par exemple, des séries sur l'histoire de la Jamaïque de l'époque espagnole à l'Indépendance, sur la santé, le patrimoine national, la crise énergétique, les signaux d'alarme de cyclone, la nutrition, la prévention d'accident, nos voisins antillais, le bricolage, les conseils de secourisme. Deux numéros spéciaux, comprenant chacun quatre pages supplémentaires, paraissent à Pâques et à Noël. Ces numéros renferment des histoires courtes, des puzzles, des recettes, des souhaits, des chansons, des coutumes du monde entier, des reportages spéciaux, l'histoire de Pâques et de Noël toute information à leur sujet.

Les objectifs de ce magazine sont:

- aider les étudiants à apprendre à lire;
- maintenir les compétences acquises en lecture et prévenir ainsi la régression;
- enrichir les connaissances en apportant de nouvelles informations;
- encourager l'habitude de la lecture;
- apporter de la distraction par le biais de la lecture.

Cinq mille exemplaires sont imprimés pour chaque numéro à un coût de 3.900 dollars jamaïquains.

Le magazine qui est préparé et imprimé au siège du JAMAL est distribué par son service spécial aux bureaux régionaux à travers l'île. Le personnel régional le ventile ensuite aux responsables du programme dans les paroisses, il est utilisé dans les classes et est mis à la disposition de toute personne intéressée dans leurs bureaux.

Les étudiants du JAMAL constituent le principal public cible de ce magazine, mais son contenu est en général si intéressant et informatif qu'il entre dans de nombreux foyers, bibliothèques, écoles, cabinets de médecin et on le trouve même quelquefois dans les pays étrangers.

Let's Read fut au départ un magazine mensuel qui devint trimestriel en raison du manque de papier journal et de personnel pour la production des matériels et pour le travail d'imprimerie. Le nombre d'exemplaires a également dû être énormément réduit passant ainsi de 60.000 copies à 5.000.

b. La Page des Néo-alphabètes

La Page des Néo-alphabètes est une production commune du *Daily Gleaner (Glaneur Quotidien)* et du JAMAL. Le *Daily Gleaner* qui est le journal le plus distribué dans le pays accorde une page deux fois par mois au JAMAL.

Cette page présente un choix de nouvelles (de portée locale et internationale) de la semaine précédente, qui ont été simplifiées et écrites en gros caractères pour faciliter la lecture aux néo-alphabètes. Elles sont envoyées au *Glaneur* pour publication avec d'autres articles tels les Nouvelles du JAMAL sur la remise des diplômes, les cérémonies spéciales, les résultats obtenus par les apprenants, les événements à venir, les puzzles de mots croisés, le reportage et "Benny", la bande dessinée du JAMAL.

Les objectifs consistent à:

- améliorer la capacité de lire des néo-alphabètes;

- encourager les néo-alphabètes à lire;

- diffuser des informations de portée internationale grâce aux media imprimés;

- encourager les néo-alphabètes à participer davantage

aux activités de leur pays;

- leur donner le sentiment d'avoir réussi.

Le Daily Gleaner distribue le journal aux lecteurs dans toutes les régions de la Jamaïque. Le prix du journal est de 70 cents la semaine et d'un dollar jamaïquain le dimanche.

3.3 Le Programme de Media

L'enseignement de l'alphabétisation grâce à l'usage combiné d'un enseignement face-à-face et de programmes radiodiffusés et télévisés s'est avéré être très efficace et connaît un grand succès en Jamaïque.

On peut citer quatre raisons justifiant l'utilisation de la radio et de la télévision:

- la nécessité de répondre à une demande massive d'enseignants dont le nombre est limité;

- la nécessité d'épauler, à travers des leçons centralement organisées, les enseignants pour adultes bénévoles, à temps partiel, qui n'ont pas eu le temps de suivre une formation ou préparer leur matériel en profondeur;

- la nouveauté des media qui aide à stimuler davantage la motivation de l'apprenant et entretient ainsi son intérêt;

- l'efficacité de l'utilisation de ces media nationaux à stimuler la conscience de la population quant à la nature et la magnitude des problèmes éducatifs et des ressources disponibles pour l'aider à les résoudre.

Les programmes de média sont utilisés en Jamaïque dans le programme d'alphabétisation depuis 1966. Il s'agissait tout d'abord d'une expérience en vacuum réalisée auprès de groupes sélectionnés puis, qui s'est transformée en 1977 en un programme régulier, "Apprenons ensemble" transmis pendant les heures régulières de diffusion sur les deux stations radiophoniques commerciales, RJR et JBC, ainsi qu'à la télévision.

Les objectifs

Les principaux objectifs sont:

- offrir une formation aux enseignants pour adultes par l'utilisation de matériel et d'un équipement audio-visuels;

- étayer le programme de formation des enseignants;

- proposer un cours de formation aux enseignants pour adultes pour qui il n'est pas commode d'assister aux cours ou qui ne peuvent se libérer de leur travail pour participer aux sessions spécifiques de formation.

- perfectionner chez les enseignants les techniques de motivation des apprenants et les méthodes d'enseignement;

- accélérer le rythme d'apprentissage des étudiants;

- améliorer la qualité de l'enseignement dans les classes.

Le recrutement des enseignants

Le programme JAMAL recrute trois catégories d'enseignants.

- les jeunes qui quittent l'école et n'ont aucune expérience en matière d'enseignement;

- les enseignants qui ont été formés pour le système scolaire et qui ont suivi une formation d'enseignant pour adultes, ainsi qu'un cours sur l'usage des technologies éducatives;

- des femmes au foyer, des assistants sociaux, des fonctionnaires ainsi que des personnes issues de toutes les couches de la société et qui sont animées d'une bonne volonté et d'un désir de servir.

L'aspect formatif du programme doit être contrôlé en raison des différents niveaux de formation de ces enseignants bénévoles. Les programmes de média qui sont spécialement conçus pour rendre l'enseignement plus efficace à tous les niveaux

représentent l'un des moyens permettant d'y parvenir.

Les programmes de media sont préparés et diffusés actuellement dans le cadre de deux catégories bien distinctes qui sont celles de l'apprentissage et de la motivation. Les deux séries connues sous le nom de "Teaching Box" (Boîte à apprentissage) et "TOTAL" sont tout d'abord éducatives. TOTAL est l'acronyme de Training of Teachers of Adult Learners (formation des enseignants pour adultes). Ces programmes visent à épauler les enseignants au niveau des problèmes qu'ils rencontrent dans leur travail. Les séries "Into the Light" (A la lumière) et "Lamplight" (Lumière de la lampe) se concentrent sur l'aspect de la motivation.

Tous les programmes radiophoniques préparés par le JAMAL sont enregistrés dans son propre studio qui peut servir également aux productions vidéo. La plus grande partie des matériels qui sont utilisés dans les programmes de motivation et d'éducation de la télévision sont filmés en 16 mm.

Les techniques et les méthodes

A la télévision, les images usuelles, les films, etc. sont utilisés en vue d'une meilleure communication. Les programmes radiophoniques dépendent de l'imagination reproductrice de l'action et de la scène et de la présentation théâtrale.

Un livre du professeur accompagne chaque programme. Il est conçu pour donner des conseils à l'enseignant au sujet des méthodes d'enseignement de leçons difficiles ainsi que sur l'utilisation en classe de la radio et de la télévision. La méthode utilisée pour la présentation des programmes de radio et de télévision prennent en considération:

- le niveau de compétence de l'enseignant pour adultes;
- la psychologie de l'enseignement aux adultes;
- les limites de chacun des media;
- le temps limité disponible en studio pour l'enregistrement et la transmission;
- les exigences imposées aux programmes éducatifs par une

station commerciale, et les difficultés inhérentes aux différences entre ces programmes.

Le contenu des programmes

(1) *Les programmes éducatifs* - Teaching Box - (Boîte à apprentissage) sont diffusés à la télévision ou à la radio pour guider les apprenants dans l'étude du programme. Les matières du curriculum présentant des difficultés sont reprises par ces programmes.

Les matières actuellement traitées sont:

- la lecture
- les mathématiques
- la phonique

(2) *Les programmes TOTAL* sont conçus pour aider l'enseignant pour adultes à atteindre les objectifs définis pour chacune des matières mentionnées ci-dessus.

Les thèmes sélectionnés sont:

- L'organisation de la classe
- La fabrication et l'utilisation de supports d'enseignement
- La discussion portant sur une image et l'art de questionner
- L'introduction à la phonique
- Davantage de phonique
- L'utilisation des media dans l'enseignement aux adultes
- L'introduction à l'écriture
- L'introduction au calcul
- L'utilisation de matériels complémentaires
- Le maintien de l'intérêt de l'apprenant

- Toujours plus de phonique

D'autres sujets de discussion sont inclus lorsque cela s'avère nécessaire.

(3) *Le programme de motivation* "Into the Light" (A la lumière) est une sorte de magazine préparé pour la radio et la télévision et qui vise à motiver et informer le public sur les activités du JAMAL.

(4) "Lamplight" (Lumière de la lampe) est une mini-rubrique de cinq minutes conçue pour la radio afin de diffuser les informations récentes concernant le JAMAL.

Quelques Problèmes et Difficultés

- Les apprenants ont quelques difficultés à se rendre dans les classes où le programme est diffusé.

- Une mauvaise réception des émissions de radio et de télévision dans quelques zones géographiques.

- Le temps accordé au programme. Puisqu'il y a deux stations de radio et une seule de télévision, la concurrence pour le temps d'antenne, en particulier à la télévision, pose certains problèmes.

- l'inexistence d'un système approprié de maintenance pour l'entretien régulier des appareils.

Cependant, les programmes radiophoniques sont enregistrés sur cassettes, puis distribués dans les classes. Les videocassettes sont également utilisées dans certains centres de formation.

3.4 La Formation Technique

Les techniques professionnelles enseignées autrefois dans les classes visaient tout d'abord à motiver les apprenants d'une manière ad hoc à assister aux cours et à offrir en même temps une source de revenus provenant de la vente d'articles fabriqués.

La nouvelle impulsion que le programme JAMAL a donnée à la formation professionnelle est un aspect essentiel du nouveau programme éducatif conçu pour le groupe d'âge des 15 à 19 ans et plus.

Les principaux objectifs du nouveau programme de formation professionnelle consistent à procurer aux jeunes qui terminent l'école une formation professionnelle qui engendrera des revenus plus que nécessaires et offrira quelques services indispensables d'expansion et de développement aux communautés, retenant ainsi les personnes dans leur région d'origine et réduisant l'exode rural vers les grandes villes.

Pour atteindre cet objectif, le programme de formation professionnelle du JAMAL a été formulé comme suit:

- La formation technique fait à présent partie intégrante du programme JAMAL.

- Tous les projets de formation technique sont subventionnés par la Fondation JAMAL.

- Les institutions de formation technique existantes sont explorées en vue d'utiliser leurs programmes plutôt que d'élaborer des programmes en double.

- Les programmes de formation professionnelle réalisés par la Fondation seront confinés au début aux centres d'éducation pour adultes dispensant un enseignement à temps complet et à temps partiel.

- Chaque programme doit répondre aux objectifs spécifiques de la Fondation qui est de donner à chaque apprenant âgé de 15 à 19 ans et plus, une formation ayant des débouchés sur le marché du travail.

- Le guide du programme d'enseignement préparé pour chaque projet est conçu pour offrir une formation de base concernant ledit projet.

- Un système de délivrance de certificats a été conçu pour tous les apprenants complétant avec succès la formation technique du JAMAL.

Vingt-trois projets ont été établis jusqu'ici dans sept paroisses et un travail de base a été fait pour en lancer de

nouveaux dans d'autres paroisses. Les techniques enseignées actuellement sont:

- travail du bois
- atelier de construction mécanique
- lithographie
- couture
- dessin et conception de patrons
- haute-couture
- économie ménagère
- entretien des villas et appartements
- limographe
- vannerie
- fabrication d'objets en paille
- agriculture
- confection de sucre candi

Un collège communautaire et deux écoles secondaires suivent les cours de formation professionnelle pour apprenants dans les classes du JAMAL.

L'apprenant du JAMAL qui a reçu une formation professionnelle dans le cadre du nouveau système sera plus à même de rejoindre la force active, de devenir indépendant, de se perfectionner et de se défendre dans un monde compétitif. Voici des exemples pratiques du développement de deux projets de formation professionnelle, qui sont nés d'un besoin réel. Les deux études de cas suivantes donnent un aperçu de deux programmes de ce type:

a. Projet d'enseignement technique I - La confection de vêtements pour bébés est intéressante

L'assiduité aux cours dans un centre d'éducation pour adultes souffrait continuellement de fluctuations. L'enseignement de matières générales n'était pas suffisant pour maintenir un niveau d'assiduité constant et régulier. On prit alors la décision d'introduire un enseignement technique afin d'intégrer des compétences pratiques à l'enseignement théorique.

Un questionnaire portant sur les projets proposés a été élaboré par les apprenants des classes et le choix le plus populaire - la confection de vêtements pour bébés - a été introduit dans une classe de 15 apprenants. Ce projet a été retenu en raison du nombre de mères inscrites dans les classes

d'alphabétisation, de la nécessité de cette compétence, de la quantité infime de matériel requis pour confectionner une seule pièce et du fait que ces travaux pouvaient être faits à la main, alors que l'achat de machines coûteuses était impossible. La plus grande partie de ces apprenants n'avaient aucune idée de la confection de vêtements pour bébés, et seuls quelques-uns d'entre eux maîtrisaient les points de couture les plus élémentaires.

Une contribution de 100 dollars et une machine à coudre furent donnés au projet par la Fondation, tandis que d'autres organisations faisaient don de fers à repasser, de ciseaux, de mètres de couturière et d'épingles. Il fut difficile au départ de trouver du matériel pour les débutants. Le problème fut résolu grâce à la collecte de coupons dans les établissements de couture devant servir pendant les premières leçons de l'apprentissage. Lorsque les apprenants eurent fait des progrès, on acheta du matériel de couture et le programme était alors sur une bonne voie.

Le temps n'était pas seulement employé à développer les compétences pratiques, mais aussi à enseigner les mathématiques nécessaires pour prendre des mesures, acheter le matériel, vendre les articles, ainsi que la langue technique nécessaire pour pouvoir noter les descriptions et s'exprimer sur le sujet. Les apprenants s'intéressèrent de plus en plus à ces matières théoriques dont ils voyaient le côté pratique dans la vie de tous les jours. Les apprenants surent, en un temps relativement court, couper, assembler et coudre de petits vêtements à la main, comme à la machine, les orner pour finir de points décoratifs, et leurs compétences étaient supérieures à la moyenne. Ils purent prendre quelques commandes, leur prix de vente étant un peu en deçà des prix pratiqués sur le marché régulier.

Le montant des ventes servait à poursuivre le projet. Les apprenants participèrent à des expositions avec quelques-uns de leurs articles; le nombre des commandes augmenta et le besoin d'établir d'autres projets dans les centres fut identifié à la suite de ces actions. Quelques apprenants confectionnent à présent des vêtements d'enfants pour leur famille et pour le commerce faisant ainsi augmenter la productivité et améliorant leur situation économique.

A la suite du succès remporté, le projet a été formalisé et entièrement financé par la Fondation. Les apprenants

s'orientent maintenant vers l'amélioration de leurs niveaux, le perfectionnement de leurs compétences et se préparent à devenir des ouvriers indépendants ou bien à travailler dans des usines et établissements.

b. Le projet d'enseignement technique II - le sucre candi du JAMAL

Le Bien-Fondé de ce Programme

Portland est l'une des paroisses qui comptent de nombreux endroits très pittoresques et dont la capitale, Port Antonio, est un lieu touristique très fréquenté.

Une grande partie de la population vit de la vente de produits aux touristes, de l'artisanat, par exemple, de la vannerie ou de la gravure. Il était devenu nécessaire de compléter cette offre par de nouvelles créations attrayantes pour maintenir les ventes et augmenter ainsi la production et l'emploi. Après plusieurs études et expériences, il s'est avéré que la préparation du sucre candi serait un projet viable.

Le Ministère du Tourisme Jamaïquain permit aux étudiants du JAMAL de participer à ses réunions "A la rencontre du peuple" où des démonstrations étaient organisées sur la préparation de produits alimentaires jamaïquains et sur la vente de ces produits. Le lieu de réunion était le Centre d'Education pour Adultes de Folly, et le programme a été conçu pour offrir une formation et des cours de perfectionnement en matière de préparation du sucre candi, développant ainsi une technique négociable sur le marché du travail. Il préconise en outre de:

- souligner l'approche qui consiste à gagner de l'argent tout en apprenant, liant la théorie à la pratique;

- offrir la possiblilité de participer à la formation de coopératives au sein de l'industrie artisanale;

- offrir une formation de premier niveau en comptabilité et en gestion;

- former les participants à l'emballage des produits finis selon les exigences du Bureau des Normes;

- offrir un cours de formation sur les relations produc-

teur/consommateur et l'éthique générale du travail.

La durée du cours est d'un semestre de douze semaines, et le nombre maximum de participants est de douze. Le programme s'adresse aux personnes du groupe d'âge des 15 à 20 ans inscrites au niveau 2 des cours d'alphabétisation du JAMAL.

L'enseignement est gratuit; le matériel des cours pour débutants avait été apporté par des personnes intéressées par le projet. Le sucre candi est préparé en "morceaux" et en "petits morceaux" puis emballé dans des sachets en plastique. Les commandes spéciales, cependant, sont emballées dans de petites corbeilles plus jolies confectionnées par les apprenants eux-mêmes et portant le label "Sucre candi du JAMAL". Elles sont livrées dans les foires, réceptions d'aprés-midi, grands magasins et boutiques de la paroisse et d'ailleurs.

Le projet s'est développé de facon satisfaisante et les ventes sont encourageantes. Un bénéfice de 2.500 dollars a été fait en cinq mois. Un fourneau de cuisine a été acheté récemment au prix de 3.190 dollars. Les commandes sont remplies. L'U.S.A.I.D (Agence Américaine pour le Développement International) prête son assistance pour le développement du projet.

Afin de prêter assistance à d'autres apprenants du centre, une partie du bénéfice a été utilisée comme suit:

- financement de visites éducatives;

- allocations versées aux étudiants qui manquaient du strict nécessaire;

- assurer une assiduité régulière aux cours.

A la suite du succès remporté par ce projet, d'autres centres ont organisé des visites et observé les méthodes de production en vue de lancer un projet similaire.

4. CONCLUSION

Le système d'éducation jamaïquain a pris des dimensions considérables au cours des dernières années en organisant et orientant l'éducation de façon à ce qu'elle puisse être intégrée à la structure sociale et économique du pays. Au fil des années, l'éducation s'est heurtée à de nombreux obstacles, dont le plus important était la croyance que l'éducation n'était réservée qu'aux riches. Cependant, après de longues années de combat, un changement sensible de l'attitude de notre peuple face à l'éducation est apparu et on a aspiré et atteint de hauts niveaux d'apprentissage, dans les couches les plus démunies de la société.

De nombreuses personnes cependant n'ont jamais été motivées pour vouloir aller au-delà de l'étape de "l'homme de loi du village" qui donne toutes les informations et rend d'autres services dans son village, bien qu'il soit lui-même semi-alphabète. Afin d'éviter la perpétuation de telles situations et conformément à la construction d'une nation indépendante, des efforts ont donc été faits dans les années 1960 pour améliorer les programmes d'alphabétisation de base pour adultes. Ces efforts connurent aussi leurs limites et ils ne reçurent pas d'impulsion avant les années 1970, lorsque la population alphabétisée reconnut que le problème de l'analphabétisme devait être sérieusement combattu.

Quelques caractéristiques du programme JAMAL:

- Il est considéré comme l'un des plus grands programmes populaires du pays, 214.000 apprenants en ont tiré profit en se joignant au flot de l'alphabétisation fonctionnelle.

- Il produit ses propres matériels de lecture et d'apprentissage qui répondent aux besoins des apprenants.

Toutes les étapes de la production se font au JAMAL, y compris l'impression des textes. Il produit également des magazines et des articles de journaux pour renforcer la lecture, diffuser des informations et motiver les apprenants.

- Il a son propre programme d'éducation et de motivation, faisant appel aux media de la radio et de la télévision pour l'enseignement et la formation.

- Il a créé un département d'évaluation et de recherche qui fournit des informations factuelles et scientifiques sur la mise en oeuvre du programme. L'Opération de Recherche Nationale de Données et d'Informations (ORNDI) a été conçue pour collecter et générer des informations utiles et exactes fiables pour l'évaluation et la dissémination d'informations sur l'application du programme. Ces informations sont analysées pour servir de guide au niveau de la planification, de la mobilisation et du recrutement. Elles permettent également de déterminer les fluctuations des effectifs, de récupérer les abandons et servent de guide pour établir les niveaux des divers matériels de lecture. Des outils de direction très utiles ont été produits par ce département pour usage interne:

  i) le répertoire des classes - qui indique l'emplacement exact des classes et l'affectation des apprenants et des enseignants;

  ii) les tableaux de données - qui fournissent des données statistiques sur les apprenants, les enseignants et le niveau de la classe;

  iii) les activités de mobilisation et de recrutement - qui se focalisent sur les inscrits, la méthode et les techniques utilisées pour les amener à participer au programme ainsi que sur le rapport rédigé sur le matériel des classes et les supports d'enseignement qui y sont utilisés.

- Il délivre des bourses d'études aux apprenants afin qu'ils poursuivent leurs études. Ces bourses ont pu être attribuées grâce à la générosité des institutions, du secteur privé, de personnes et organisations diverses.

- Des contributions substantielles ont été accordées au programme par des organismes internationaux et des gouvernements étrangers.

- Il y a participation du secteur privé qui ne prête pas seulement son assistance en faisant des donations et en finançant des projets, mais qui autorise le JAMAL à faire cours au sein de leurs organisations afin que leur personnel puisse y assister. Ces cours ont lieu pendant les heures de travail et les apprenants reçoivent la permission d'y assister. Quelques membres du personnel reçoivent une formation pour enseigner et dans d'autres situations les maîtres sont rémunérés par le secteur privé.

- Le programme a joué un rôle très important dans le développement humain des apprenants. Le développement positif de l'estime de soi, d'attitudes favorables envers le travail, de la discipline, de la confiance en soi et de la confiance leur a permis de tirer profit de cette formation ainsi que des autres occasions d'auto-perfectionnement. Ceci est apparu évident dans les domaines du développement communautaire, de l'éducation continue, de l'application des compétences acquises, de la diffusion d'informations sur les événements nationaux, la danse, le théâtre et l'artisanat.

- Le Quiz JAMAL/JBC est devenu il y a quelques années l'une des caractéristiques du programme. Il a été créé en tant qu'instrument de motivation des apprenants et des enseignants et couvre tous les domaines d'enseignement du JAMAL. Il a suscité l'intérêt général de la population et est soutenu par le secteur privé qui en fournit les nombreux prix de toute sorte qui atteignent une valeur de plusieurs milliers de dollars.

- La contribution apportée par l'aspect volontaire du programme est considérable et ne peut qu'être louée. Des milliers d'enseignants bénévoles ont rendu des services inestimables pendant plusieurs années. Des milliers de personnes, secondées par un personnel rémunéré, ont servi les comités à tous les niveaux et se sont chargés de la direction et du contrôle du programme.

- On ne doit pas ignorer les avantages éducatifs que

l'enseignant bénévole a tirés de la formation qu'il a reçue pour enseigner. Beaucoup ont désiré suivre les cours des programmes d'éducation continue.

- La création de centres d'éducation pour adultes en 1974 fut un événement important. Ils offraient une éducation de base continue ainsi qu'un enseignement professionnel aux personnes de 15 ans et plus dont le contact avec le processus d'apprentissage avait été minime jusque là. De nombreuses Ecoles normales ont invité le JAMAL à organiser des séminaires de formation en méthodologie, sur les techniques et le matériel d'enseignement en vue de leur participation au programme. L'Ecole normale Sam Sharpe a collaboré davantage à ce projet en abritant des cours du soir du JAMAL dans ses locaux. Différentes bourses ont été accordées aux étudiants afin qu'ils suivent un enseignement dans les collèges communautaires, les écoles secondaires, d'enseignement technique, de commerce et dans les écoles d'esthéticienne, etc. Ces écoles proposent une grande variété de domaines spécialisés et de compétences techniques.

- Le Service de Bibliothèque de la Jamaïque et le JAMAL ont établi des liens étroits de coopération pour permettre aux étudiants de faire un usage maximum des ressources qu'offrent les bibliothèques.

Le JAMAL continue à entretenir de bonnes relations de travail avec les institutions éducatives ou autres s'occupant d'éducation continue ou d'enseignement professionnel.

Cette étude s'est proposée d'une part d'exposer brièvement les raisons qui ont conduit au problème de l'analphabétisme dans le pays, puis de décrire les mesures qui ont été prises en matière d'éducation pour répondre aux besoins socio-économiques de la population.

Grâce à tous ces programmes mis en place, à un soutien suffisant et une bonne motivation, les néo-alphabètes devraient trouver une voie menant vers l'autodéveloppement, une attitude positive envers le travail, et être ainsi capables d'occuper avec confiance leurs places dans la société.

NOTE
(1) Tirée du pamphlet de l'Association Nationale "Votre Bébé".

ANNEXES

ANNEXE 1

NAISSANCES,(1) MORTALITE DES NOUVEAU-NES, MORTALITE, MORTALITE INFANTILE, MARIAGES ET DIVORCES(2) AUX TAUX SPECIFIES POUR 1970-1982

Année	naissances	mortalité totale	mortalité infantile	mortalité des nouveaux-nés	mariages	divorces (jugements définitifs)
1970	64.375	14.352	2.071	529	8.936	555
1971	66.277	14.078	1.798	744	8.368	528
1972	66.219	13.970	2.048	675	8.802	598
1973	61.957	14.157	1.622	616	8.905	644
1974	61.506	14.374	1.612	622	9.021	740
1975	61.462	14.004	1.427	659	10.188	688
1976	60.658	14.671	1.229	562	9.168	652
1977	60.423	14.245	916	532	8.652	674
1978	58.189	12.148	n.a.	425	9.523	748
1979	59.126	13.297	n.a.	440	8.949	756
1980	58.589	12.706	n.a.	423	7.781	768
1981	59.435	13.315	n.a.	402	7.020	599
1982	61.477	12.698	n.a.	n.a.	8.757	495

	Taux de natalité générale	Taux de mortalité générale	Taux de mortalité infantile	Taux de mortalité des nouveaux-nés	Taux de nuptialité	Taux de divorces
	Pour une population moyenne de 1000		Pour mille naissances		Pour une population moyenne de 1000	Pour 100 mariages
1970	34,4	7,7	32,2	8,2	4,8	6,2
1971	34,9	7,4	27,1	11,2	4,4	6,3
1972	34,3	7,2	30,9	10,2	4,6	6,8
1973	31,4	7,2	26,2	10,0	4,5	7,2
1974	30,6	7,2	26,2	10,1	4,5	8,2
1975	30,1	6,9	23,2	10,7	5,0	6,8
1976	29,3	7,1	20,2	9,3	4,4	7,1
1977	28,9	6,8	15,1	8,8	4,1	7,8
1978	27,4	5,7	n.a.	7,3	4,5	7,9
1979	27,5	6,2	n.a.	7,4	4,2	8,4
1980	27,0	5,8	n.a.	7,2	3,6	9,9
1981	26,9	6,0	n.a.	6,8	3,2	8,5
1982	27,4	5,6	n.a.	n.a.	3,9	5,7

Source: Registres d'état civil du Département Général
n.a. non-disponible
(1) Les naissances excluent les nouveaux enregistrements et les enregistrements effectués avec du retard
(2) Tous les chiffres indiqués ici concernent des événements enregistrés l'année en cours.

ANNEXE 1a

POPULATION PAR AGE ET PAR SEXE, OCTOBRE 1982

GROUPE D'AGE	1982		
	Total	Hommes	Femmes
TOUS LES AGES	2.241.201	1.115.727	1.125.474
0 à 9 ans	546.242	284.789	261.453
10 à 19 ans	575.915	293.059	282.856
20 à 29 ans	365.702	175.705	189.997
30 à 39 ans	199.953	103.033	96.920
40 à 49 ans	159.129	74.033	85.096
50 à 59 ans	150.921	71.190	79.731
60 à 64 ans	69.313	31.501	37.812
65 et au-delà	174.026	82.417	91.609

Source: Enquête démographique par sondage, Département des Statistiques.

ANNEXE 1b.

POPULATION PAR PAROISSE pour 1970 et 1982

PAROISSE	1970		1982	
	Population à la fin de l'année	Population moyenne	Population à la fin de l'année	Population moyenne
TOUTES LES PAROISSES	1.890.703	1.869.100	2.263.000	2.243.500
Kingston et St. Andrew	562.416	553.100	696.600	690.300
St. Thomas	72.051	71.500	82.400	81.600
Portland	69.038	68.600	78.000	77.500
St. Mary	100.966	100.300	113.700	113.100
St. Ann	123.006	122.000	142.400	141.300
Trelawny	61.917	61.400	71.500	70.800
St. James	106.942	105.600	134.200	132.500
Hanover	59.799	59.200	66.200	66.000
Westmorland	114.205	113.300	127.000	126.100
St. Elisabeth	127.911	126.800	146.400	145.200
Manchester	125.478	123.900	155.800	154.200
Clarendon	178.474	177.000	206.700	205.200
St. Catherine	188.500	186.400	242.100	239.700

Source: Registre du Département Général

ANNEXE 2

MINISTERE DE L'EDUCATION: TABLEAU DES CATEGORIES D'ECOLES ET ASSIDUITE
STATISTIQUES DE 1981

CATEGORIES	TYPE D'ECOLES	NOMBRE D'ECOLES	EFFECTIF		TOTAL
			HOMMES	FEMMES	
Premier degré	Ecoles de base (reconnues)	1.063	-	-	80.132
	Ecoles de base (non-reconnues)	361	-	-	16.109
Appartenant à l'Etat et gérées par celui-ci	Ecoles pour enfants de 5 à 8 ans	29	5.132	5.316	10.448
	Ecoles primaires	283	84.078	84.308	168.386
	Département de l'enseignement élémentaire (primaire)	52	2.182	2.322	4.504
	Ecoles pour tout âge	503	126.009	122.738	248.747
	Département de l'E.P. (tout âge)	46	1.694	1.694	3.388
	Ecoles spéciales	6	1.228	1.023	2.251
	Nouvelles écoles secondaires	80	48.683	46.105	94.788
	Ecoles secondaires deuxième degré	46	21.161	30.979	52.140
	Centres d'études secondaires	6	3.514	3.877	7.391
	Ecoles d'enseignement supérieur technique	7	3.737	3.954	7.691
Ecoles libres	Enseignement professionnel et agricole	2	-	-	-
	Jardins d'enfants et cours préparatoire	108	8.946	9.676	18.622
	Ecole libre secondaire	59	3.634	6.381	10.015
	Autre école secondaire	68	3.362	8.036	11.398
Tertiaire	Collèges communautaires	4	-	-	1.796
	Ecoles normales	7	604	2.899	3.503
	J.S.A.	1	252	104	357
	C.A.S.T	1	1.950	1.410	3.360
	U.W.I	1	1.940	2.228	4.168

ANNEXE 3

ETUDE DE CAS - LA SCOLARITE OBLIGATOIRE

Manson Drake et sa compagne Cindy Careless louent un logement de deux pièces qu'ils partagent avec leurs cinq enfants: Tiny (14 ans), Felix (13 ans), Tony (11 ans), James (8 ans) et Sonson (3 ans).

Manson est ouvrier agricole à la plantation sucrière voisine et Cindy gagne quelques dollars par semaine en faisant le ménage au centre sanitaire local.

Le travail de Manson est dur et il ne dépense pas son argent raisonnablement. Il lui arrive très souvent de rentrer tard et ivre le vendredi soir, ne rapportant qu'une maigre partie de son salaire hebdomadaire. Cindy dépense le peu qu'elle gagne pour la nourriture, la famille et pour s'acheter une robe quelquefois. Elle va sur la place publique le samedi soir et va souvent danser. Il n'est pas rare que les parents sortent chacun de leur côté le vendredi et le samedi soir, laissant les enfants livrés à eux-mêmes. La nourriture hebdomadaire n'est jamais suffisante, les enfants manquent de vêtements et du strict nécessaire.

Felix, Tony et James vont souvent se baigner et pêcher dans la rivière voisine au lieu d'aller à l'école. Les jeux occupent une grande partie du temps qu'ils ne passent pas à l'école. Les parents leur donnent peu de livres et lorsque les plus jeunes n'en font pas un usage maximum, ils en reçoivent moins. Les résultats qu'ils obtiennent respectivement dans leurs classes ne peuvent être qu'insatisfaisants. L'irrégularité de l'assiduité des enfants contribue pour une grande part à leurs résultats peu satisfaisants.

Tiny fait un peu mieux ses devoirs, mais elle préfère sortir et gagner de l'argent.

Les parents n'ont jamais assisté aux réunions du P.T.A., ni participé au centre communautaire. Le père des enfants savait que le JAMAL organisait des cours du soir à l'école mais pensait que son cas était irrémédiable.

La visite du responsable de la scolarisation fut très révélatrice. Cindy lui dit que les enfants avaient besoin de vêtements pour aller à l'école, et qu'ils ne manifestaient que

peu ou pas d'intérêt pour les livres et l'apprentissage. Lorsqu'on leur donnait des livres, ils n'étaient pas très utilisés, car les enfants ne savaient pas très bien lire. Cela décourageait leur père de leur en offrir d'autres. On les envoyait très souvent à l'école, mais ils n'y allaient pas. Elle savait lire et écrire mais leur père savait seulement signer son nom. Il pensait que les enfants pourraient gagner leur vie quand ils seraient grands, même s'ils ne savaient pas lire. Elle expliqua que si elle pouvait s'emparer du salaire de Manson avant qu'il ne commence à le dépenser, elle pourrait mieux subvenir aux besoins de sa famille.

Le responsable de la scolarisation souligna l'importance de l'éducation, la nécessité d'une meilleure gestion , d'un planning familial et d'un contrôle des enfants. Il indiqua quelques groupes sociaux chargés d'aider et d'orienter les familles.

Que peut faire de plus le responsable de la scolarisation ?

Quels organismes peut-on contracter pour leur prêter davantage assistance ?

Quelles sont les mesures qui peuvent être prises pour amener les parents à s'intéresser davantage à l'éducation de leurs enfants ?

ANNEXE 4

LE PORTRAIT D'UN APPRENTI - LA FONDATION HEART

Michael Edwards, âgé de 20 ans, apprenti en construction qui a récemment terminé sa formation au Centre de Formation de Lluidas Vale, a lancé un défi aux autres jeunes comme lui de s'inscrire au programme HEART. "J'aimerais encourager les jeunes à la maison sans travail à suivre le programme. C'est un début pour une personne qui ne travaille pas et il vous permet d'acquérir une qualification pour le futur".

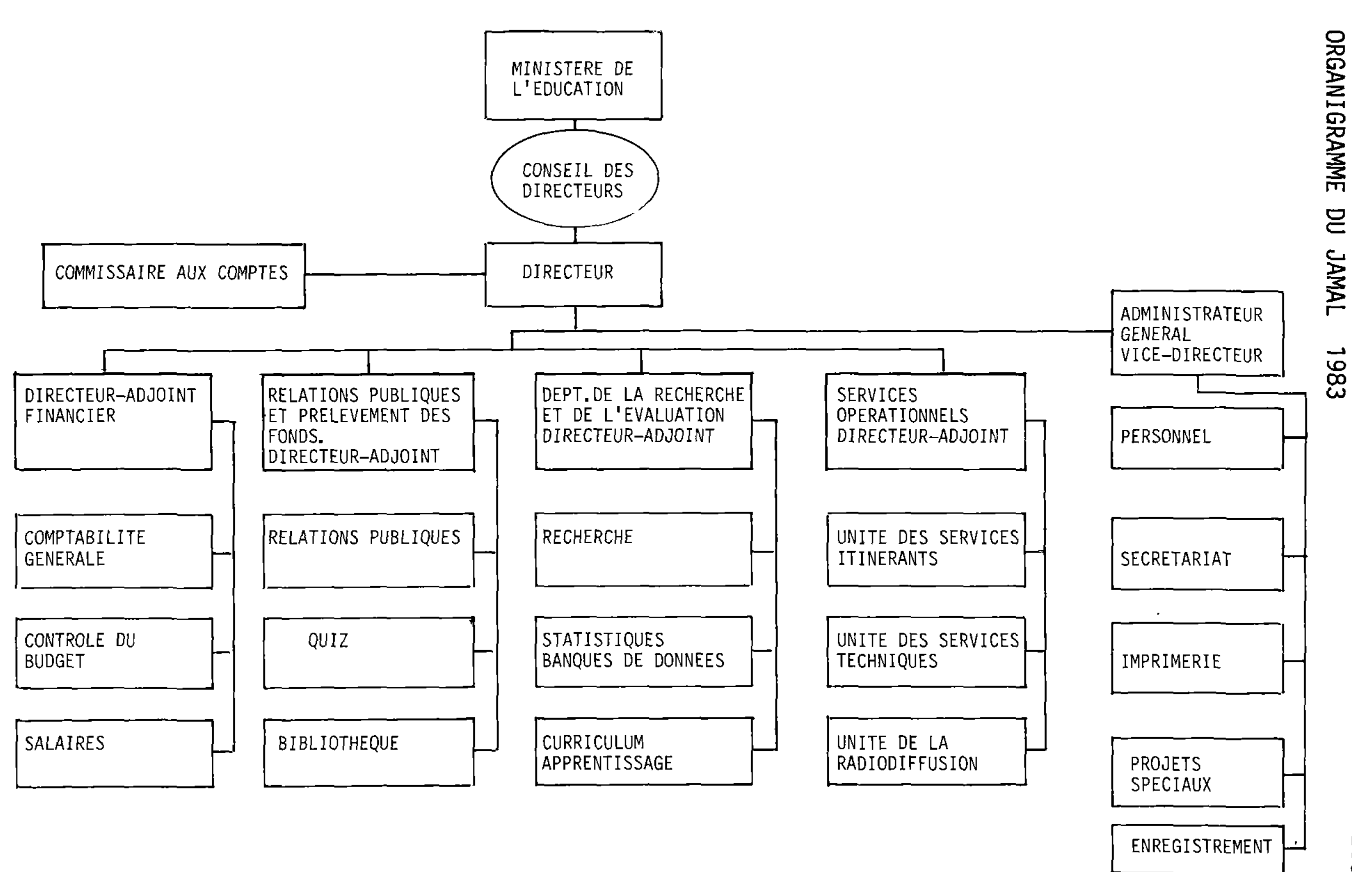
Michael travaille à présent à la Société Industrielle Pullen, une firme constituée en corporation spécialisée dans la fabrication d'objets en métal, y compris de tables, de chaises d'école et de boîtes à lettres. Il est dans la firme depuis trois mois où il fait de la soudure par points et à l'arc, en utilisant principalement du métal en feuilles.

Michael mentionna que le programme de formation de six mois comprenait la soudure, le travail de l'acier, l'installation de tuyaux et le dessin technique, autant de compétences dont il a besoin dans sa firme. "Ce qui m'intéresserait" dit-il " serait de suivre un cours supérieur de soudure, mais le programme de formation ne propose pas ce niveau en Jamaïque. Le programme de formation a été positif pour moi, il m'a donné l'occasion d'acquérir toutes ces compétences ainsi que de goûter à la vie de chantier".

Dans la vie privée, Michael s'intéresse beaucoup au travail social, au volley-ball et au cricket. Il est modeste lorsqu'on évoque le prix du meilleur étudiant qu'il a reçu en avril à la remise des diplômes de Lluidas Vale, mais il est fier d'avoir un travail maintenant. En ce qui concerne le futur, il est impatient de poursuivre ses études, puisque le programme de formation et le travail qu'il a à présent lui ont ouvert tout un nouvel ensemble de possibilités de travail.

ANNEXE 5

ORGANIGRAMME DU JAMAL 1983



ANNEXE 6

1 9 8 3

FONCTIONS DES DEPARTEMENTS

ADMINISTRATION

Direction administrative et financière

Direction du personnel et contrôle

Sécurité, maintenance et contrôle des bâtiments, du matériel et des véhicules

Responsabilité du travail d'imprimerie

Conception du projet, mise en oeuvre et évaluation

SERVICES OPERATIONNELS

Coordonner, superviser et mettre en oeuvre le programme JAMAL dans toute l'île .

Mettre en oeuvre et contrôler le programme de scolarité obligatoire dans les paroisses.

Coordonner la production et la présentation des programmes audio et video d'éducation et de motivation.

Maintien du recrutement continu d'étudiants et d'enseignants pour les classes d'alphabétisation .

Planifier et superviser la production du matériel de base, pédagogique et supplémentaire.

Planifier, mettre en oeuvre et contrôler les projets de formation professionnelle de base dans toutes les paroisses.

RELATIONS PUBLIQUES & PRELEVEMENT DES FONDS

Attirer le soutien financier de sources locales et internationales.

Planifier et concevoir les projets de prélèvement des fonds

Promouvoir et maintenir un service de relations publiques d'information

Service local et international des comités de prélèvement des fonds

DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE

Evaluation continue du programme.

Recherche, enregistrement et analyse des données statistiques.

Maintenir les cartes perforées dans les unités programmées.

Planifier et réaliser des études.

Préparer des analyses.

FINANCES

Planifier, contrôler et superviser tous les aspects financiers de l'organisation.

Assurer que les politiques financières et les systèmes de contrôle de la comptabilité sont mis en oeuvre dans tous les départements .

Préparer le budget annuel.

Maintenir une comptabilité régulière.

ANNEXE 7

TABLEAU SYNOPTIQUE DES LIVRES DE LECTURE COMPLEMENTAIRES
LE JAMAL

(Exemple)

Titre: COMMENT FAIRE ENREGISTRER UN ENFANT
Auteur: Marjorie Gammon
Editeur: Marjorie Kirlew
Niveau: 2

Un guide étape par étape de l'enregistrement d'un enfant avec tous les formulaires importants.

Titre: LA JAMAÏQUE A BESOIN DE FERMIERS
Auteur: Lorna Nembhard et Neville Farquharson
Editeur: Dr.Inez Grant
Niveau: 2

Ce livre montre l'importance du fermier pour notre pays. Il présente quelques-unes des cultures usuelles et comprend une page de questions pour les discussions en groupe.

Titre: KIM VA A L'HÔPITAL
Auteur: Dan Haggard et Linda Harris
Niveau: 2

Un exposé sur la vie à l'hôpital. Le livre indique toutes les choses dont on y a besoin, les événements quotidiens et les visites dans les cliniques.

Des questions sont également posées à la fin du livre.

Titre: TENONS NOTRE VILLE PROPRE
Auteur: Mary Dixon et Patricia Donnelly
Editeur: Marjorie Gammon
Niveau: 2

Renferme des suggestions utiles sur la manière dont chaque citoyen et chaque famille peuvent contribuer à la propreté des maisons et des rues. Illustré de dessins humoristiques.

Titre: THE CREDIT UNION STORY (L'histoire de la Coopérative de Crédit)
Auteur: Karl Phillpotts (en collaboration avec) LA COOPERATIVE DE CREDIT
Editeur: Marjorie Gammon
Niveau: 3

Ce livre explique les fonctions d'une coopérative de crédit. Il est rédigé sous forme de questions-réponses. Il donne des informations sur tous les aspects d'une coopérative de crédit, sur la direction, les conditions pour en devenir membre et y obtenir un prêt.

Titre: L'HOTELLERIE ET VOUS
Préparé par: Sharman Welds
Niveau: 3

Un bréviaire sur les métiers de l'hôtellerie et les possibilités d'emploi qu'elle offre. Une nécessité surtout pour ceux qui désirent trouver un bon travail, par exemple, de barman ou de serveur.

Titre: JAMAIQUAINS - QUI SOMMES-NOUS ?
Auteur: Peggy Henry
Editeur: Dr. Inez Grant
Niveau: 3

Ce livre fournit une information simple sur les différentes populations qui s'établirent en Jamaïque, sur les raisons de leur venue d'abord et les derniers métiers de ceux qui s'y sont installés. En bref, c'est l'histoire du patrimoine de notre race.

Titre: PLANTONS UN POTAGER
Auteur: Neville Farquharson
Editeur: Dr.Inez Grant
Niveau: 3

Conseils utiles pour planter des légumes sur son propre lopin de terre. Des détails sont donnés sur ce qu'il faut planter, quand, où et comment. Un livre très pratique pour l'économe et l'amateur de loisirs.

Titre: DRAINAGE ET IRRIGATION
Auteur: Neville Farquharson
Editeur: Dr. Inez Grant
Niveau: 4

Un opuscule très instructif pour les fermiers, qui présente les différentes méthodes d'iirigation et souligne en même temps la nécessité d'un bon drainage.

Titre: DU CHEVAL A L'AVION
Auteur: Mary Dixon
Editeur: Marjorie Gammon
Niveau: 4

Cette brochure relate l'histoire des transports en Jamaïque. Elle énumère tous les moyens de transport tel le cheval, l'âne, le buggy, poursuit avec la présentation du train, du tramway, de la voiture, de l'autocar et d'autres véhicules.

Titre: GUIDE DU CODE DE LA ROUTE
Préparé par: La Section de l'alphabétisation de la SDC
Editeur: Lois Gayle
Niveau: 4

Ce livre sert de guide à ceux qui apprenent à conduire.

Titre: CE QUE LE MEDIATEUR PEUT FAIRE POUR VOUS
Auteur: Hilary-Ann Wheatle
Editeur: Rudolph Smellie
Niveau: 4

Ce livre donne un aperçu du travail de l'ombudsman parlementaire en Jamaïque et de la manière dont il offre ses services au public. Il présente ce qui est en son pouvoir et ce qui ne l'est pas. Ce livre explique également comment adresser une plainte au médiateur.

Titre: UNE JOURNEE DE LA VIE DE NEVILLE BARROW
Auteur: Celia J. Kennedy
Niveau: Avancé

Une étude sur la vie d'une femme simple qui se bat pour élever ses enfants dans le ghetto de Jones Town. Elle se bat malgré sa pauvreté, mais ses seuls biens sont détruits dans un accès de violence.

Titre: LE COMMONWEALTH
Auteur: Karl Phillpotts
Préparé par: Le Département des Services Techniques (supérieur)
Niveau: Avancé

Exposé sur le Commonwealth - ses fonctions, les pays membres. Il comprend également une liste des chefs d'Etat et des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth pour l'année 1975.

Titre: SANS SOUCI
Auteur: Basil Lopez
Editeur: Lorna Nemhard
Niveau: Avancé

Cinq sketches à personnages écrits sur le ton du souvenir affectionné. Humoristique et assez émouvant.

Illustré.

REFERENCES

1. STATISTIQUES démographiques - 1982

2. Registre annuel de STATISTIQUES de la Jamaïque de 1981.

3. Carter, J.:Brève histoire de l'éducation en Jamaïque de 1834 à 1968.

4. Williams,E.: Capitalisme et esclavage; André Deutsch -

5. Décret ministériel de 1983 restructurant la Fondation JAMAL, soumis au Parlement en août 1983

6. Discours du débat sur le budget par l'honorable Michael Manley; Gordon House 1974, Agence pour l'Information Publique (API).

7. Loi de 1965 sur la Scolarité Obligatoire

8. Dale, E. et Hagar, H.: Quelques conseils pour la rédaction de textes portant sur la santé, 1950.

9. Le Comité d'Alphabétisation Nationale: Programme d'Alphabétisation Nationale, mai 1974.

10. Martin, D.: Jamaïque - La radio et la télévision pour l'alphabétisation - Rapport final, novembre 1968 - décembre 1971.

11. Kirlew, M.:L'expérience jamaïquaine d'apprentissage non-formel en matière d'alphabétisation de masse, 1975.

12. Discours du Premier Ministre - lancement du programme HEART (Emploi et Formation des Ressources Humaines) - 1983.

Chapitre 4

LE DEVELOPPEMENT DE STRATEGIES D'APPRENTISSAGE POUR LA POSTALPHABETISATION ET L'EDUCATION CONTINUE DES NEO-ALPHABETES DANS LA PERSPECTIVE DE L'EDUCATION PERMANENTE AU VENEZUELA

par

Antonio Valbuena Paz

1. INTRODUCTION

1.1 Généralités

Le Venezuela est une république fédérale démocratique située dans la partie septentrionale de l'Amérique du Sud et composée de vingt Etats, un district fédéral, deux Territoires fédéraux et soixante douze îles. Le pays a été découvert par Christophe Colomb en 1496. Il était sous domination espagnole jusqu'en 1821 lorsque Simon Bolivar et d'autres grands hommes le libérèrent en même temps que d'autres pays de la région.

Avant la découverte du pétrole, le Venezuela était un pays agraire qui exportait du café, du maïs, du cacao, du sucre et d'autres produits. Après la découverte du pétrole, les populations des zones rurales se déplacèrent dans les villes et dans les champs pétrolifères en quête d'une meilleure condition de vie. Cette situation créa un changement non seulement dans la vie économique du pays, mais aussi dans les attitudes des populations qui sont venues occuper les zones marginales entourant les grandes métropoles. La plupart étaient des personnes analphabètes qui trouvèrent facilement un emploi dans les compagnies pétrolières et changèrent leurs coutumes rurales. Le Venezuela n'est plus un pays agraire. Plus de 80% de la population habitent dans les zones urbaines et seulement 20% auxquels il faut ajouter des ressortissants d'autres pays, demeurent dans les zones rurales. Cet événement historique mérite d'être mentionné pour comprendre la situation éducative du pays. En effet, il est souvent difficile en travaillant avec de telles grandes concentrations de personnes, d'arriver à leur faire comprendre que l'emploi, l'argent et la nourriture ne constituent pas leurs seuls besoins.

Les données suivantes du pays fournissent une idée générale du contexte dans lequel se développent les programmes de postalphabétisation, objet de la présente étude.

Régulations

Une Constitution nationale a été approuvée en 1963 et partiellement réformée en 1973. Toutes les lois nationales et régionales doivent être conformes à cette constitution nationale.

Pouvoir politique

Le pouvoir politique vient du peuple qui élit le Président et les membres des deux chambres législatives (le Sénat et l'Assemblée) au cours d'élections nationales tous les 5 ans.

Superficie

La superficie du Venezuela est de 912.050 km^2.

Conditions climatiques

Le pays est situé dans une zone intertropicale avec une température moyenne de 27° C. Mais il y a des endroits où la température est inférieure à 10° C et d'autres, où elle atteint 40° C. Le Venezuela n'a pas de saisons bien précises comme d'autres pays.

Population

La population totale est approximativement estimée à 17.300.000 habitants avec un taux annuel de croissance de 3,5%. Environ 50% de la population a moins de 20 ans. En 1983 le taux général de mortalité était de 5,9/1000 et la mortalité infantile de 39/1000, une des plus faible du monde.

Caracas, la capitale avec 4.000.000 d'habitants et 9 autres grandes villes englobent ensemble plus de 50% de la population. En 1980 la population active était estimée à 4.125.231 personnes. L'espérance moyenne de vie est de 68,3 ans.

Les langues

L'espagnol est la langue nationale et seulement quelques groupes de gens parlent les langues indigènes. Ces populations habitent dans les forêts et les zones frontalières. Elles sont sous la protection du Gouvernement.

Situation ethnique

La population est ethniquement très diversifiée. La majorité constitue les "*pardos*" ou "*morenos*" qui sont des descendants de populations blanches, noires et autres avec les indigènes.

Religion

Il y a la liberté de culte mais plus de 80% de la population sont catholiques.

Economie

L'unité monétaire est le Bolivar, avec un taux d'échange moyen de 20 pour un dollar US en 1985.

Le PIB était de 70.820 millions de dollars en 1983.

Le revenu par habitant: 4.100 $ US

Les réserves internationales: 21.181 millions de dollars.

Le budget pour 1984: 76.000 millions de bolivars dont 16% consacrés à l'Education et environ 2,7% à l'éducation des adultes.

Infrastructure

Les journaux et le système de communication et de radiodiffusion du Venezuela couvrent tout le pays. Il y a 4 chaînes de T.V. dont deux privées qui couvrent presque 60% du territoire et deux nationales qui ont une couverture moins importante. Conformément à la loi, toutes les chaînes doivent céder quotidiennement un temps d'antenne à la T.V. éducative.

Les services des Postes, Télégraphes et Téléphones couvrent presque l'ensemble du pays. La Compagnie des Téléphones dessert environ 1 million d'abonnés. Le système téléphonique est directement relié à l'Amérique du Nord et aux principales villes européennes.

Le pays a 60.000 kilomètres de routes, 8 ports publics, 33 ports pétroliers, 2 ports minéraliers; 5 aéroports internationaux, 32 aéroports publics, 250 aéroports nationaux privés, 2 compagnies aériennes nationales, une internationale et une

compagnie nationale de navigation.

Il y a beaucoup d'organisations sociales et d'organismes bénévoles qui participent à tous les aspects de la vie du pays, comme l'éducation, l'économie, la recherche, etc.

Le pays a un grand pool de personnes instruites travaillant dans les universités, collèges, au Ministère de l'Education et dans d'autres institutions. Ces personnes sont organisées en unions et associations. A côté des partis politiques, ces groupes constituent un véritable pouvoir qui agit sur les décisions en matière d'éducation.

1.2 Le Système Educatif

Le système scolaire est divisé en niveaux: Enseignement Préscolaire, Education de Base (1er au 9e degré), Enseignement Secondaire Professionnel et Diversifié (10e, 11e et 12e degrés) et Enseignement Supérieur. Il y a en plus d'autres modalités comme l'éducation des adultes, l'éducation spéciale et l'éducation extrascolaire.

Depuis 1958 le pays a alloué une grande part de son budget et consacré de gros efforts à l'éducation, ce qui a abouti à une amélioration quantitative du système mais sans une contrepartie significative évidente de sa qualité. Une telle situation a porté préjudice au développement des ressources humaines en dépit des gros investissements consentis dans ce domaine. Pour l'année 1984, le budget de l'éducation était de 17.932.757.789 bolivars vénézuéliens dont 13.685.827.783 étaient alloués au Ministère de l'Education et 4.243.930.006 à d'autres organismes officiels travaillant dans le domaine de l'éducation.

Selon les données fournies dans la version préliminaire du VI Plan National, les effectifs totaux des élèves du préscolaire, primaire et secondaire diurne, sont passés de 2.243.801 en 1970-71 à 3.692.760 en 1979-80. Sur l'ensemble des effectifs, 84,6% sont dans les écoles publiques.

La tranche de la population actuelle entre 4 et 6 ans a été estimée à 1.287.060 personnes sur lesquelles seulement 50% fréquentent l'école. La tranche entre 7 et 12 ans est estimée à 2.384.717 sur lesquelles 86% font partie du système scolaire. Les jeunes entre 13 et 15 ans sont 1.173.800 dont 62,9%

reçoivent une éducation. Ainsi donc, environ 334.000 enfants entre 7 et 12 ans et 439.000 jeunes entre 13 et 15 ans sont hors du système scolaire, la plus grande proportion étant dans les zones rurales et les secteurs urbains marginaux.

Dans l'enseignement primaire (1-6 ans) le taux de déperdition est d'environ 8,8%, dans le secondaire il s'élève pour atteindre 16%. D'un degré à l'autre le nombre d'élèves continuant leur éducation va décroissant. On a estimé que sur une cohorte de 100 élèves qui entrent en 1ère année seulement 39 vont au-delà de la 9ème.

Le pourcentage des enseignants du primaire qui n'ont pas la qualification requise est de 18,5% et celui des instructeurs du secondaire n'ayant pas leur diplôme d'enseignement supérieur de 48%.

Selon les données du Ministère de l'Education pour l'année scolaire 1982-83, le pays comptait 12.990 écoles d'éducation de base (degrés 1-9) dans lesquelles 2.660.440 élèves étaient inscrits dans les degrés 1-6 et 710.379 élèves dans les degrés 7-9. Environ 100.681 professeurs enseignaient dans les degrés 1-6; l'effectif à ce niveau a augmenté de 2,7 pour cent (soit 69.389 étudiants) par rapport à l'année précédente. Le taux d'augmentation annuel moyen pour la décennie 1973-1983 fut de 3,6 pour cent.

Le nombre d'élèves ayant redoublé un degré dans les degrés 1-6 était de 265.328 pour la même année scolaire (1982-83), ce qui représentait virtuellement 10 pour cent de l'ensemble des élèves inscrits dans ces classes.

Le nombre d'abandons s'élevait à 136.549, soit un pourcentage de 5,3; pour les degrés 7-9 les effectifs ont augmenté de 6,3 pour cent (55.446 élèves) avec un taux d'augmentation annuel moyen de 5,4 pour cent pour la décennie 1973-1983.

L'enseignement secondaire diversifié (degrés 10-12) comptait pour l'année 1982-83 quelque 2.226 écoles dans lesquelles étaient inscrits 229.299 étudiants (y compris les étudiants des degrés 7-9 qui occupaient les mêmes locaux) et enseignaient 84.341 professeurs.

L'enseignement supérieur est constitué de deux sous-niveaux: les universités et collèges offrant des cours de courte durée (2 à 3 ans) et les universités dispensant des

cours de longue durée (4, 5 ou 6 ans). Les effectifs se sont considérablement accrus à ce niveau. En 1970-71 il y avait 85.675 étudiants et en 1980 on estimait 312.000 étudiants inscrits dans 60 institutions. La plupart d'entre eux (79,3%) étaient inscrits dans les cours universitaires de longue durée qui consommaient 40% du budget total de l'éducation.

En 1979-80 tous niveaux confondus on trouvait 4.341.985 étudiants dans le système éducatif. Cela signifie que plus 25% de la population totale reçoit actuellement une éducation formelle.

1.3 Situation de l'Alphabétisme

Au Venezuela le taux d'analphabétisme a chuté dans les 22 dernières années. En 1958 le taux était de 56,8% pour les personnes âgées de 10 ans et plus. Le recensement de 1961 a montré que le taux pour la même tranche d'âge était de 34,8%. Il est tombé à 22,9% en 1971.

En 1978, une enquête réalisée sur un échantillon national a montré que le taux d'analphabétisme était de 16,2% pour la tranche d'âge de 15 ans. Il y avait un total de 1.238.235 analphabètes sur une population globale de 7.611.306 pour ce groupe d'âge. Le VIe Plan National a indiqué pour la même année, qu'il y avait 19,5% d'analphabètes et de semi-alphabétisés, c'est-à-dire ceux qui n'avaient pas le niveau requis. Cette réduction est due, selon Navarro (1), à deux sortes d'actions entreprises: la première, (celle qui représente certainement le plus gros effort), est liée à l'aspect préventif, c'est-à-dire celui qui garantit l'accès au système scolaire formel à un nombre plus élevé d'enfants. La seconde action est entreprise en relation avec les programmes, campagnes, plans intensifs et extensifs d'alphabétisation qui ont été accomplis avec des résultats variés.

De 1969 à 1977, la population scolarisable (7-13 ans) a augmenté de 10%. Quatre-vingt-dix pour cent de cette population ont participé au système éducatif formel. Donc, 10% n'ont pas pris part à ce programme et pourraient devenir des analphabètes potentiels.

Dans le cas des adultes on peut observer une réduction constante du nombre d'analphabètes à partir des données fournies par les programmes contrôlés par le Ministère de l'Educa-

tion. On suppose que le nombre d'alphabétisés augmentera avec le concours des programmes existants.

Adultes Alphabétisés

1958 - 63:	159.786
1963 - 68:	293.597
1968 - 73:	100.644
1973 - 78:	132.964

Les chiffres donnés ci-dessus révèlent que le pays a fait un gros effort dans le domaine de l'alphabétisation, mais qu'il reste encore un grand nombre de personnes (estimées en 1978 à 1.238.235) considérées comme analphabètes absolues. Si de ce chiffre, on soustrait les personnes ayant une carence d'acquisition de l'aptitude à la lecture et à l'écriture, personnes estimées à 3 ou 4%, auxquelles il faut ajouter le groupe de personnes qui du fait de leur âge avancé n'ont pas de responsabilité dans le développement économique et social du pays, il restera alors 800.000 analphabètes purs ou absolus.

Si on s'en tient à la définition de l'analphabétisme fonctionnel, soutenue par l'Unesco et d'autres auteurs, qui considèrent qu'est analphabète toute personne qui n'a pas atteint un niveau d'éducation supérieur à la 3e année primaire, la situation, telle qu'elle se présente dans l'enquête réalisée sur l'échantillon national est la suivante:

- Sur une population de 8.133.978 de 10 ans et plus, il y avait 3.038.105 (32%) analphabètes fonctionnels ainsi répartis: 1.315.256 analphabètes purs, 330.809 sans niveau, et 1.392.040 avec une à trois années d'éducation primaire.

- La situation change si l'on considère les zones urbaines et rurales et les différentes couches économiques de la nation. Dans les centres urbains, sur une population de 6.162.197 (dans la tranche d'âge des 10 ans et plus) il y a 1.743.551 analphabètes fonctionnels (28,3%), alors que dans les zones rurales sur une population de 1.971.781 (âgée de 10 ans et plus) il y a 1.294.554 analphabètes fonctionnels (65,7%).

L'analyse des données de l'enquête mentionnée permet de tirer les conclusions suivantes concernant la force de travail

au sein de la population de 15 ans et plus:

- Plus de 75% de la force de travail vit en milieu urbain.

- En milieu urbain la force de travail employée représente 55,6% de l'ensemble de la main-d'oeuvre active, tandis qu'en milieu rural elle représente 56,9% de son ensemble.

- En zone urbaine, les analphabètes absolus au sein de la population active représentent 7,37% de l'ensemble des personnes employées et 17,4% de celles qui ne le sont pas.

- En zone rurale les analphabètes absolus au sein de la force de travail représentent 34,7% du total employé et 17,4% de ceux qui sont au chômage.

- En milieu urbain le taux d'analphabétisme absolu de ceux qui sont au chômage est de 13,6%; en milieu rural ce pourcentage atteint 41,2%.

- Parmi ceux qui sont inaptes au travail, le taux absolu d'analphabètes est de 45,5% en milieu urbain. Ce taux monte à 71,3% en milieu rural.

- En milieu urbain, dans l'ordre de 41% de personnes ont acquis un niveau d'éducation au-dessus de l'enseignement primaire, alors que ce niveau n'est atteint que par 10% seulement en milieu rural.

Il est également remarquable que la majorité des analphabètes hommes ou femmes se trouvent parmi les personnes travaillant dans l'agriculture ou dans des emplois similaires. Le taux absolu d'analphabétisme au sein de ce groupe professionnel est de 43,1% parmi les hommes et 65,1% chez les femmes. Il convient de noter également qu'il y a 3,9% d'analphabètes dans le secteur public et environ 11,7% parmi les employés du secteur privé. Le taux d'analphabétisme absolu est de 12,9% parmi les employés et de 27,9% parmi les travailleurs indépendants.

1.4 Aspects Politiques

Les informations ci-dessus constituent un bref résumé de la situation de l'analphabétisme dans le pays. Elles donnent une idée des actions possibles à entreprendre pour réduire l'incidence de l'analphabétisme dans le futur.

Le Ministère de l'Education Nationale (à travers la Division d'Education des Adultes) s'est attaqué au problème, soit directement par des campagnes et l'école, soit indirectement par la radio et d'autres média. L'INCE (Institut National de Coopération Educative) a également collaboré aux programmes massifs, comme à celui de 1976-77 qui, bien que n'ayant atteint que le sixième de ses objectifs, a constitué un effort considérable dans les zones pour lesquelles il avait été conçu, à savoir essentiellement les zones rurales et marginales. D'autres ministères et institutions ont également développé certains plans, mais il ne semble pas exister une coordination efficace de manière à obtenir des résultats meilleurs que ceux déjà acquis. Aussi, créèrent-ils en 1977 la Commission Nationale pour l'Alphabétisation qui se composait des représentants des organismes tels le Ministère de l'Education, l'INCE, le Ministère de la Santé, le Ministère de l'Environnement, le Ministère de la Défense, l'Institut National d'Agriculture, le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, la Confédération Vénézuélienne des Ouvriers, la Fédération Rurale, et d'autres organismes publics et privés furent représentés plus tard. La tâche de la Commission fut dès le départ de développer le Programme Spécial d'Alphabétisation dont les objectifs consistaient entre autres à:

- s'attaquer au problème de l'éducation de base de la population adulte analphabète et à s'efforcer d'éradiquer l'analphabétisme en 5 ans;

- améliorer la qualité de vie des adultes;

- assurer la participation des adultes au développement national;

Pour l'avenir le VIe Plan National a divisé l'action d'éducation des adultes en deux domaines: le premier domaine est l'alphabétisation et l'aide aux jeunes gens et adultes ayant, pour différentes raisons, abandonné l'école formelle, à obtenir leur diplôme et certificat; le second domaine est la formation des jeunes et des adultes à des tâches facilitant

leur incorporation dans la force de travail.

Dans le domaine de l'alphabétisation, pendant les années 1981-85, il y aura le Programme National d'Alphabétisation comme une activité conjointe du Ministère de l'Education, de l'Institut Agraire, l'INAGRO, du Ministère de l'Agriculture, de Fundacomun et d'autres institutions qui ont pour but d'alphabétiser les 1.028.950 habitants provenant essentiellement des zones rurales et des zones urbaines marginales. Sur ce total, l'INAGRO et l'INCE avec le Programme Direct D'Action auront à alphabétiser 600.000 (58%) du total, laissant le reste à la charge du Ministère de l'Education et d'autres institutions.

Le Ministère de l'Education dépensera dans la période de 1981 à 1985 une somme totale de 1.537.391.600 bolivars en vue d'exécuter le Programme d'Education des Adultes. A ce montant il faut ajouter les sommes données par d'autres institutions publiques et privées.

La campagne d'alphabétisation développée depuis 1980 par l'ACUDE et basée sur la méthode Sono-Estudio (disques, cassettes et livres) qui est employée dans tout le pays requiert une mention spéciale. Le programme reçoit d'importantes contributions financières bénévoles du Département pour le Développement Communautaire et se voit attribuer un temps d'antenne par les stations radiophoniques et de télévision. Dans un premier temps, le programme fut exécuté par des groupes sous la direction d'un particulier; il fut ensuite supervisé par des compagnies et d'autres institutions qui faisaient appel à leur personnel pour l'alphabétisation des Vénézuéliens. Les résultats de cette action, qui a été épaulée par le Gouvernement et qui vise à contribuer de façon substantielle à l'éradication de l'analphabétisme au Venezuela, n'ont pas encore été publiés.

Malgré les efforts intenses qui ont été accomplis depuis la création de la Commission Nationale pour l'Alphabétisation, on peut conclure qu'il n'a pas été possible d'atteindre les objectifs qui avaient été fixés. Un grand nombre de Vénézuéliens restent analphabètes; selon les spécialistes et les sources officielles ce nombre s'élèverait approximativement à un million.

La conclusion qui vient d'être mentionnée est partagée par la Commission Nationale pour l'Alphabétisation, elle même,

qui reconnaissait dans "l'Analyse intérimaire du Programme National d'Alphabétisation" de mars 1983 que l'objectif de l'alphabétisation fixé pour les trois premières années par le Sixième Plan National ne pouvait être atteint. Cela était dû à plusieurs raisons: premièrement à la crise financière à laquelle le pays devait faire face et qui contraignait le gouvernement à réduire son allocation de plus de 2 millions de bolivars, laissant ainsi pour une grande part la campagne d'alphabétisation à la charge du secteur privé; deuxièmement au fait que le programme était caractérisé par un haut degré de discontinuité et un manque de cohérence.

Le contenu du programme ne correspond pas à la réalité; le processus d'alphabétisation se limite souvent à l'enseignement machinal de la lecture et de l'écriture. La Commission a recommandé qu'une politique soit définie quant aux objectifs et résultats précis des actions entreprises par les organismes membres travaillant dans le domaine de l'alphabétisation. En outre, la Commission doit coordonner les efforts pour utiliser au maximum les ressources qui, dans la situation financière actuelle, se font de plus en plus rares.

La politique actuelle s'efforce tout d'abord de garantir le droit fondamental à l'éducation de base de tous les Vénézuéliens qui s'acquiert par l'admission et la rétention dans le système formel, puis elle s'applique à soutenir les campagnes d'alphabétisation grâce à l'offre de programmes de postalphabétisation pour les citoyens dont les occasions de développement personnel et social ont été limitées par leur inaptitude à lire, écrire et compter.

1.5 Objectifs du Programme et Approche Méthodologique Générale

Comme mentionné ci-dessus, au Venezuela les responsables de l'éducation sont conscients du fait que les actions orientées seulement vers l'élimination de l'analphabétisme absolu ne parviennent qu'à des résultats limités. L'expérience a également démontré que, lorsque l'on ne va pas au-delà des campagnes ou actions d'alphabétisation initiale, les personnes visées par ces activités retombent entre temps au stade de l'analphabétisme absolu ou tout au moins de l'analphabétisme fonctionnel. C'est vers l'élimination de l'analphabétisme fonctionnel et la création de nouveaux canaux permettant aux néo-alphabètes de continuer leur éducation en vue d'acquérir

une alphabétisation permanente, qu'ont été dirigées les actions de ces dernières années.

A cet effet, il existe dans le pays des plans et des structures donnant la possibilité aux adultes et aux jeunes d'acquérir de manière formelle, non-formelle et diffuse, une éducation primaire, secondaire et même supérieure; de se former dans certains métiers et de s'épanouir sur le plan personnel et social. Les plans éducatifs ont exprimé l'intérêt pour un enseignement qui renforce la capacité de raisonner et d'analyser, de juger et de créer, un enseignement qui développe l'esprit de solidarité et l'habitude du travail et qui enrichit l'univers interne de chaque être humain.

On a indiqué le besoin d'établir les seuls programmes d'alphabétisation qui sont en coordination avec d'autres, de manière à garantir, par des canaux conventionnels ou nouveaux, la continuité de l'éducation des alphabétisés.

Les programmes ou techniques de postalphabétisation donnés ci-dessous constituent des séries appliquées dans le pays, séries pour lesquelles existent des dispositions légales qui rendent possible leur exécution. Pour chacune d'elles sont donnés les objectifs, cibles, la méthodologie, les organismes, le personnel et autres caractéristiques.

2. DESCRIPTION ET ANALYSE DES PRINCIPAUX PROGRAMMES ET TECHNIQUES

2.1 L'Education Primaire des Adultes

Jusqu'en juin 1980 tous les citoyens du Venezuela étaient supposés avoir terminé 6 années d'enseignement primaire obligatoire. A partir du 27 juin 1980, la promulgation de la Nouvelle Loi de l'Education étend l'enseignement obligatoire à 9 années d'éducation de base. Même s'il ne devait pas, conformément à la loi, y avoir d'adultes n'ayant pas terminé l'enseignement primaire, les statistiques sur l'analphabétisme fonctionnel donnent une image différente.

L'éducation élémentaire des adultes qui était initialement conçue comme moyen d'élever le niveau d'instruction des Vénézuéliens est considérée aujourd'hui comme la première phase du processus de postalphabétisation visant le progrès culturel et professionnel pour amener les adultes à acquérir et développer leurs connaissances, leurs habiletés, leurs compétences et attitudes afin de rehausser leur vie sociale, leur apprentissage. Ce type d'enseignement est donné par plusieurs institutions employant diverses modalités. Certaines de ces institutions sont:

- Le Ministère de l'Education Nationale à travers la Division de l'Education des Adultes, les Centres Culturels Populaires et les Centres de Vulgarisation Populaire qui donnent des cours réguliers directs et aussi une stratégie appelée "Traitement Educatif Libre à Orientations Eparses".

  L'éducation élémentaire des adultes enseigne à 100.000 personnes par an. Durant l'année 1958-59, 67.971 personnes ont été enseignées; en 1968-69 ce chiffre a été

porté à 92.485 et pour l'année 1979-80 les cours ont été dispensés à 133.963 participants. Ces cours, comme indiqué plus haut, visent l'achèvement de l'éducation primaire et pas seulement son commencement. Pour la période 1981-85, 103.540 places nouvelles seront créées dans l'éducation primaire des adultes. Soixante quinze pour cent des inscrits seront formés par des cours réguliers dans les Centres de Culture Populaire et dans les Centres de Vulgarisation Culturelle; les autres 25% le seront par des canaux non-formels pour lesquels aucun droit d'inscription n'est payé.

- Autres ministères: le Ministère de la Défense dispense des cours d'enseignement élémentaire à ceux qui accomplissent leur service militaire et n'ont pas atteint un niveau d'éducation élémentaire. Le Ministère de la Justice donne des cours à ceux qui purgent leur peine dans différents pénitenciers. Le Ministère de l'Agriculture développe, en plus des programmes agricoles, des programmes éducatifs visant à aider les paysans à compléter leur enseignement primaire.

- L'Institut National de Coopération Educative qui exécute des programmes d'alphabétisation a mis au point un Programme Dirigé d'Enseignement Primaire à l'intention des travailleurs des compagnies liées à l'Institut.

- Autres institutions à caractère privé comme Fe y Alegria (Foi et Bonheur), une organisation catholique qui fonctionne sur une base non-lucrative. Elle dispense une éducation élémentaire dans ses centres communaux et par radio. Il y a aussi des instituts privés de commerce qui préparent les adultes à obtenir leurs certificats d'études primaires en passant un examen dirigé par le Ministère de l'Education.

2.2 L'Enseignement Secondaire des Adultes

Au second niveau du processus de postalphabétisation, la possibilité est offerte aux jeunes et aux adultes (à partir de 16 ans) de suivre des cours d'enseignement secondaire dispensés le soir. L'achèvement de ces cours leur octroie le certificat d'études secondaires qui en plus d'un épanouissement personnel et professionnel leur donne l'accès à l'enseignement supérieur.

L'enseignement secondaire des adultes offre à l'élève plusieurs modalités, de l'instruction directe dans les centres à l'apprentissage autonome. La seule condition requise est de prouver sa compétence dans un sujet choisi pour une année ou un cycle (un cycle équivaut à deux ou trois années), sujet que récompense un certificat. La formation dans les centres est différente de celle dispensée aux jeunes et aux enfants qui étudient dans le système formel. La formation dans les centres est plus flexible et l'apprenant n'est assisté que lorsqu'il en exprime le besoin. C'est donc un processus d'auto-apprentissage. L'instructeur agit comme un facilitateur dont le but est d'orienter l'étudiant à la demande de ce dernier et de l'aider à se conformer à son propre plan d'étude comme l'autorise la flexibilité des programmes. L'étudiant va au centre pour avoir des informations, il s'inscrit après avoir organisé son plan d'étude avec un directeur d'étude. Le plan d'étude est divisé en semestres et l'apprenant l'organise selon ses besoins et aspirations, la seule restriction étant le nombre de crédits à obtenir et les conditions d'admission. L'apprenant est avant tout responsable de son propre enseignement et il peut varier la durée du temps qu'il compte consacrer à ses études. Il y a flexibilité aussi dans l'évaluation dans la mesure où l'apprenant a le choix parmi plusieurs modes d'examen. Le système est basé sur la responsabilité de l'apprenant, mais le maître joue un rôle important en étant le guide fondamental pour l'organisation et le développement de chaque plan particulier de l'apprenant.

L'enseignement secondaire des adultes est essentiellement dispensé par le Ministère de l'Education Nationale; mais comme dans le cas de l'enseignement primaire, d'autres institutions, comme le Ministère de la Défense (dans les camps militaires), le Ministère de la Justice (dans les pénitenciers), l'INCE (à travers les programmes de niveaux), les institutions privées (par des cours directs ou par correspondance), participent également au développement de cet enseignement. Quelle que soit l'institution dispensant l'enseignement secondaire des adultes, c'est au Ministère de l'Education qu'il appartient de contrôler la qualité des récipiendaires et de délivrer les certificats. Comme pour le cas de l'éducation primaire, il y a des cours complets et des cours complémentaires d'études secondaires par radio et par télévision.

En 1980, 182.025 étudiants étaient inscrits dans l'enseignement secondaire; ce nombre était passé à 211.831 (dont 105.325 hommes et 106.506 femmes) en 1982-83. Ces apprenants

fréquentaient 382 écoles comprenant 4.183 sections et 12.376 enseignants; sur ces effectifs, 31.490 étudiants répartis dans 93 écoles comptant 1.003 sections et 1.507 enseignants appartenaient au secteur privé.

Le Sixième Plan National estimait que 231.658 adultes seraient inscrits dans ce niveau en 1985; il fut donc nécessaire de créer 49.633 nouveaux emplois pendant la période 1981-85.

Les effectifs de l'enseignement primaire et secondaire pris ensemble étaient de 328.150 étudiants en 1982-83; il y avait 2.473 écoles avec 10.116 sections et 18.052 enseignants.

2.3 L'Enseignement Supérieur des Adultes

Les adultes qui ont obtenu leur certificat d'études secondaires peuvent s'inscrire dans n'importe quels cours dispensés par les instituts d'enseignement supérieur avec les mêmes exigences que pour tout autre type d'étudiant. Ces adultes peuvent également effectuer leurs études par des programmes de télé-enseignement offerts par l'Université Nationale Ouverte et d'autres universités. De cette manière les adultes peuvent faire leurs études sans une présence directe en classe. Ils peuvent continuer leur apprentissage à domicile à l'aide de matériels audio-visuels spécialement conçus et avec des aide-directeurs d'études dans les centres régionaux. Leur apprentissage est également facilité par du matériel imprimé spécialement préparé et par des programmes nationaux télévisés.

Il existe également des programmes spéciaux pour adultes en réclusion dans les pénitenciers de manière à leur permettre d'accéder au niveau universitaire après avoir obtenu leur certificat d'études secondaires.

Généralement les institutions d'enseignement supérieur dispensent une série de cours à travers les programmes dits d'éducation continue et les programmes de vulgarisation. Elles donnent également des cours pour des adultes ayant obtenu ou non leur certificat d'études secondaires. Le premier programme donne des cours souvent de courte durée aussi bien à l'intérieur des diverses institutions, qu'en dehors. Certains de ces cours sont orientés vers l'amélioration des compétences professionnelles des adultes, tandis que d'autres visent l'élar-

gissement de leur culture générale. Les cours de vulgarisation sur leur domaine de travail et sur leur culture générale sont généralement dispensés dans des branches d'institutions d'enseignement supérieur dans différentes localités petites ou distantes. On pourrait dire que le nombre de cours offerts est incalculable. Ils couvrent une gamme de matières allant de sujets spécifiques comme l'application d'une technologie particulière, à la littérature, la musique ou l'appréciation artistique, la protection de l'environnement et autres problèmes.

2.4 Autres Stratégies en dehors du Système Formel

Au Venezuela, il y a d'autres canaux par lesquels les jeunes gens et les adultes reçoivent une formation en postalphabétisation; plusieurs d'entre eux sont présentés ci-dessous et certaines de leurs principales caractéristiques indiquées:

(1) L'Institut National de Coopération Educative (INCE) est un organisme autonome légalement constitué de l'Etat vénézuélien disposant de sa propre subvention indépendante octroyée par le trésor national à travers le Ministère de l'Education. Depuis 1958 cet Institut fonctionne avec objectif principal de concevoir, promouvoir et asseoir des programmes permanents de formation professionnelle orientés vers l'épanouissement intégral de l'homme, en accord avec les sollicitations globales pour le développement du pays. Pour accélérer un tel développement, il intéresse les groupes sociaux à ses programmes en employant les techniques les plus perfectionnées pour permettre la transformation de la réalité éducative nationale. C'est par la qualité de leur formation que ces groupes obtiendront une reconnaissance plus grande dans la société comme dans le système éducatif.

Pour atteindre ses objectifs, l'INCE emploie deux méthodes: la première est basée sur l'action directe, tandis que la seconde se fonde sur l'action indirecte. Dans la méthode de l'action directe, l'INCE a développé deux grands programmes: un pour l'industrie et l'autre pour le commerce et les services. Il emploie des "Centres de Capacité" et des unités

mobiles pour former les adultes dans les phases suivantes:

- *Le Programme de Niveaux:* action directe à l'intention des participants de l'INCE pour leur donner les connaissances de base nécessaires à l'entrée aux Centres de Formation Professionnelle.

- *La Formation de Base:* action dirigée vers la dotation de connaissances et de compétences fondamentales indispensables aux apprentis pour des tâches sollicitées par les industries.

- *Le Savoir-Faire* ("Habilitation"): action orientée vers la formation de courte durée des travailleurs dans des emplois semi-qualifiés.

- *La Formation:* méthode d'enseignement professionnel visant le développement des compétences et des connaissances minimales qui permettent aux individus d'occuper des emplois qualifiés.

- *La Formation Accélérée:* méthode d'enseignement professionnel orientée vers le développement à court terme de compétences et l'acquisition de connaissances minimales qui permettent aux individus d'occuper des postes qualifiés sur leurs lieux de travail.

- *La Formation Complémentaire:* méthode d'amélioration des connaissances et aptitudes antérieurement acquises, ce qui permet aux individus d'être plus productifs dans leur travail. Ce niveau inclut le perfectionnement, la spécialisation et l'amélioration des aptitudes fondamentales des participants.

En dehors de ces programmes, il y a d'autres formes et méthodes comme: la formation des instructeurs et des employés de l'industrie, l'alphabétisation et l'enseignement primaire des ouvriers illettrés ou de ceux qui sont sans certificat d'étude primaire; le Programme National d'Apprentissage, méthode qui combine la formation dans les centres INCE avec le travail dans les industries. D'autres incluent l'action indirecte ou déléguée que l'INCE entreprend par l'intermédiaire des instituts des secteurs du

textile, du pétrole et de la pétrochimie, du tourisme, du secteur bancaire et agricole; la formation dans les centres pénitenciers et dans les institutions militaires.

Selon la loi, les industries sont obligatoirement tenues de payer à l'INCE un quota annuel pour le nombre d'employés qu'elles ont. Il est reconnu que l'Institut a accompli une grande tâche dans la préparation des ressources humaines nécessaires au développement, ainsi qu'à la promotion personnelle et professionnelle des jeunes et des adultes. Comme l'indique le VIe Plan National de Développement, pendant la période 1980-85, l'INCE tout en contribuant à la Campagne Nationale d'Alphabétisation développera des activités comme: l'élargissement des programmes de "rehabilitation" professionnelle, l'implantation, au cours de l'année 1981, d'un Centre Pilote de réhabilitation professionnelle dans la région de la capitale. L'INCE formera 3.175.762 personnes pendant le quinquennat au coût de 5.371 millions de bolivars, sur lesquels l'Etat contribuera seulement pour 785, le reste étant payé par les industries. Il doit étendre à l'ensemble du pays, le Programme National d'Apprentissage qui était antérieurement dispensé seulement dans quatre Etats. Il doit amener les industries à remplir leurs obligations d'inclure 5% d'apprentis dans leur personnel. Durant la même période les programmes d'habilitation devraient permettre à 651.300 personnes d'acquérir une éducation et des aptitudes et de former 17.700 instructeurs. Le nombre des participants aux programmes de téléenseignement atteindra 567.000 personnes. On emploiera la radio, la télévision et les cours par correspondance pour les populations qui ne peuvent pas directement être présentes dans les centres de l'INCE.

(2) La Division d'Education des Adultes à travers son Programme de Qualification Artistique et Artisanale, forme des jeunes gens et des adultes dans une variété d'arts et de métiers comme la couture et la coupe, la cuisine, la poterie, le travail manuel, la puériculture, le secrétariat, la comptabilité, etc. Cela permet leur incorporation dans la force de travail; et pour les femmes une amélioration de leur environ-

nement domestique, une meilleure attention à leurs enfants et une promotion professionnelle. Le Ministère de l'Education aspire à former 109.440 jeunes et adultes durant la période 1981-1985. En y ajoutant ceux qui seront formés dans les programmes mis en place par chacun des organismes de l'Etat, on atteindra un nombre total de 241.391 participants. Selon les données du Ministère de l'Education pour l'année scolaire 1982-83, quelque 55.297 personnes ont reçu une formation dans 592 Centres de Capacité qui comptaient 2.468 sections gérées par 2.002 enseignants.

(3) Des programmes de formation en pisciculture, élevage et agriculture sont développés dans les zones rurales avec l'aide de l'INAGRO. Ces programmes sont conçus pour former les adultes par des cours intensifs dans des centres déterminés ou à l'intérieur des usines. Pour la période 1981-1985, 125.352 personnes bénéficieront de ces programmes.

(4) Toujours en zones rurales, au Centre de Formation d'Enseignants "El Macaro", il y a des programmes spéciaux de formation pour les démonstrateurs-à-domicile, autres fonctionnaires et membres des communautés qui reçoivent une formation spéciale. Des matériels spéciaux ont été préparés pour aider les familles paysannes à améliorer leurs conditions de vie grâce à une utilisation plus judicieuse des ressources humaines, matérielles et financières; à mieux s'occuper de l'amélioration de leur environnement et à accroître leurs aspirations comme groupes familiaux ou communaux.

(5) Avec la création du Ministère pour le Développement de l'Intelligence, plusieurs programmes conjoints ont été élaborés en coopération avec le Ministère de l'Education Nationale dans le but d'obtenir un changement qualitatif dans la formation et l'éducation de l'individu du niveau prénatal à la vieillesse. Parmi les programmes développés certains sont éminents comme:

- Le Projet Familial qui porte à la disposition des mamans qui viennent dans les différentes maternités et centres hospitaliers, les connaissances néces-

saires sur la manière d'obtenir et de stimuler le développement intégral de l'enfant du niveau prénatal à l'âge de 6 ans. Le programme se sert de matériel audio-visuel et imprimé et des mass-média.

- Projets dirigés vers l'essai de nouvelles méthodologies qui permettent l'amélioration des capacités de la pensée, des aptitudes d'apprentissage et du degré de créativité des populations.

D'autres projets sont orientés vers le développement d'aptitudes cognitives et de la pensée créatrice au sein de la population adulte. Les projets suivants sont encore dans une phase expérimentale: "Les Forces Armées", "Créativité pour l'Administration Publique", "Salon de Créativité et de Génie", et "Organisation Internationale du Travail". On espère avec l'aide de tous ces projets aider durant la période 1981-85 plus d'un million de familles par l'incorporation d'actions éducatives non-formelles par la radio, la télévision et le matériel imprimé.

(6) La création des Centres d'Education relative à l'Environnement: Les Ministères de l'Education et de l'Environnement prévoient d'étendre les Centres d'Education relative à l'Environnement qui étaient en cours d'expérimentation dans des écoles fondamentales de 17 localités rurales, à l'ensemble des écoles rurales et celles des zones urbaines marginales. De tels centres correspondent à la nécessité d'intégration et de participation des citoyens aux activités de préservation développées par les communautés.

(7) Dans le contexte de l'Education Permanente, le Ministère de l'Education est en train de mettre au point un projet pour "l'Innovation dans l'Enseignement Formel". Les innovations entreprises dans les communautés urbaines, villageoises, frontalières et indigènes ont les objectifs suivants:

- établir une organisation technico-administrative aux niveaux local et régional devant permettre l'introduction d'un projet d'éducation permanente dans une communauté choisie;

- contribuer par des programmes d'éducation non-formelle à l'amélioration du niveau éducatif de la population et des conditions actuelles de vie;

- promouvoir l'auto-administration de sorte que les populations puissent déterminer les stratégies devant les amener à formuler des actions destinées à promouvoir leur développement social et individuel.

Cette expérience est contrôlée aux niveaux national, régional et local qui mettent en place plusieurs modèles organisationnels conformément aux caractéristiques des différentes régions. Les domaines de développement tels le divertissement, la santé et le travail ont été choisis puis répartis en sous-domaines. Chaque programme prend en compte: la définition du domaine, les objectifs généraux du domaine, des sous-domaines avec leurs caractéristiques, les objectifs et programmes spécifiques de ces sous-domaines.

Les programmes étaient conçus d'une manière large et flexible de façon à offrir à la population réceptrice la possibilité de participer directement à leur reformulation et l'introduction de nouvelles actions basées sur leurs besoins et intérêts. Pour ainsi dire, ces programmes:

- sont peu structurés ou reliés;

- sont organisés sur la base de tâches et compétences intimement liées aux besoins des populations et prennent la forme de petits devoirs;

- sont de courte durée avec un calendrier étroitement ajusté au temps dont dispose le participant.

Les programmes étaient structurés de cette façon: *Divertissement*, comprenant comme sous-domaines divertissement et sport, divertissement et arts, divertissement et folklore, et divertissement et vie sociale. Pour la *Santé* on avait établi les sous-domaines suivants: alimentation et nutrition, hygiène du milieu, protection et premiers soins. Pour le *Travail* on a choisi des sous-domaines pour l'orientation, l'orga-

nisation et l'amélioration des capacités. Plusieurs programmes ont été établis pour chacun des sous-domaines à l'intérieur de chaque domaine. Les projets envisagent les niveaux d'application, de développement et d'évaluation. Pour le premier niveau un plan d'action était mis en place pour obtenir la participation des populations au programme. Ce plan renferme des activités comme les programmes radio, les projections de films, les visites à domicile, les entrevues avec les dirigeants de la communauté, la motivation des organes et institutions des régions, l'orientation des participants en groupes, etc. Au niveau du développement on a introduit des programmes ayant recours aux techniques individuelles ou de groupe.

Concernant les ressources humaines employées dans l'exécution du programme, il y a lieu de noter que:

- La participation des populations auxquelles il s'adresse est déterminante.

- Les personnes qui agissent comme stimulateurs, coordonnateurs, facilitateurs et/ou promoteurs des programmes à développer sont les dirigeants issus des communautés et à même de connaître suffisamment bien le mode de vie et la culture des populations pour comprendre le travail à accomplir. Elles devraient être capables aussi d'employer un vocabulaire courant simple et d'accorder l'attention requise aux opinions et plaintes ou d'encourager et de stimuler les initiatives décelées par les participants, tout cela grâce à une identification totale aux problèmes et à l'adoption d'une attitude participative critique; maintenir le contact avec les institutions communautaires, avec les responsables des institutions, etc.

- Conjointement avec ces deux groupes, le superviseur serait responsable du contrôle, de l'évaluation et du suivi de l'activité éducative.

Le projet ne requiert pas de salles de classe spéciales. Il emploie en conséquence les grandes salles et bibliothèques des institutions communautaires existant et aussi les maisons, parcs et autres lieux disponibles dans la localité.

Au niveau de l'évaluation, l'accent est mis sur le degré de participation, le développement de compétences et de capacités, la canalisation des aptitudes, la promotion des organisations sociales et économiques, les relations de groupe dans les familles et au sein de la communauté, le degré d'interaction des groupes participant, l'identification, la formation et la canalisation des dirigeants, les changements dans le niveau d'instruction et/ou l'amélioration et l'application de nouvelles techniques et méthodes d'apprentissage pour le développement communautaire.

(8) D'autres programmes développés par des groupes ou institutions, privés ou officiels, commençant par le processus d'alphabétisation destinée à la préservation, aident les paysans d'une certaine région à acquérir le niveau d'enseignement primaire. L'eau étant la source essentielle de vie pour la région de Turimiquire, un système d'alphabétisation a été conçu basé sur la conservation de l'eau. Comme matériel spécial 3 livrets ont été préparés sur ce sujet. D'autres activités pertinentes comprennent les jeux "écologiques" (marionnettes), la poésie et les chants.

3. ETUDE PLUS INTENSIVE DE TECHNIQUES ET PROGRAMMES DETERMINES

A partir du programme général présenté ci-dessus nous en avons choisi cinq qui représentent un bon échantillon de l'ensemble de celui-ci. Deux de ces techniques sont sous le contrôle de la Division de l'Education des Adultes (le Matériel Complémentaire de Lecture et les Cours par Correspondance), une est mise au point par le Bureau de Planification du Ministère de l'Education Nationale (les programmes occasionnels basés sur des besoins et intérêts spécifiques), une autre technique est contrôlée par l'INCE (le Programme Extrascolaire Parallèle au Système Scolaire) et enfin un programme (la Radio) tenu par une organisation catholique "Fe y Alegria" (Foi et Bonheur).

Pour chaque programme sont données une description et une analyse des résultats obtenus et de l'expérience acquise.

3.1 Programme Occasionnel Basé sur des Besoins et Intérêts Spécifiques

Titre

Organisations Sociales et l'Autodéveloppement de l'Individu.

Type de Cours

C'est un programme inclus dans le projet "Innovation dans l'éducation non-formelle" que le Ministère de l'Education est en train d'expérimenter dans les communautés urbaines, rurales, frontalières et indigènes.

Population Cible

Groupes de familles à l'intérieur de plusieurs communautés.

Les Agences

Le Programme est coordonné par le Bureau de Planification du Ministère de l'Education, mais à tous les niveaux plusieurs institutions nationales, régionales et communautaires y ont participé. Parmi elles:

- La Maison de la Culture de la Communauté "Villa del Rosario".

- L'Institut de Protection Infantile.

- Le Comité de Solidarité Humaine de Machiques.

- Les stations de radiodiffusion du district de Perija.

- Les Directeurs régionaux de l'Education.

- Le Secrétariat Général de l'Education et de la Culture de l'Etat de Zulia.

- Les écoles publiques et privées de la communauté.

Identification des Besoins

- Le manque d'organisations sociales dans les communautés.

- Les besoins individuels pour analyser la réalité socioculturelle afin de mettre au point des actions visant la solution de ces problèmes et améliorer la qualité de vie.

Objectifs Généraux

Promouvoir de meilleures relations humaines ainsi que l'autodéveloppement par la stimulation et l'organisation des groupes sociaux pour l'analyse de la réalité socioéconomique des communautés.

Contenu de Base

(a) Les organisations sociales

- Importance, types d'organisation, protection de la communauté
- Les relations humaines
- Comment stimuler l'autodéveloppement individuel

(b) La promotion de différents types d'organisations sociales

- Recherche thématique
- Festivités nationales, régionales et traditionnelles de la communauté
- Festivités occasionnelles ou spontanées

Durée

Il n'y a pas une période définie de temps pour terminer le programme. Le temps dépend des groupes participants.

Localisation

Le programme est développé dans la zone rurale de l'Etat de Zulia, dans le district de Perija.

Dimension des Groupes

Le groupe participant était composé de 219 familles qui étaient directement impliquées dans le programme, mais 524 autres familles en ont tiré profit de manière indirecte.

Choix des Participants

Dans la mesure où il s'agit d'un programme non-formel et que le but en est d'y engager chaque personne, tous les groupes de familles de la communauté étaient invités.

Publicité

Plusieurs moyens sont utilisés pour motiver les groupes de familles à joindre le programme. Parmi ces moyens:

- La distribution d'affiches dans la communauté
- Des visites à des familles à domicile
- Des réunions avec les groupes de familles
- Des entrevues informelles avec les membres de la communauté
- Des messages radio-diffusés

Personnel

- Une équipe locale (16 promoteurs et 4 superviseurs)
- Une équipe centrale (5 planificateurs de l'éducation)
- Des formateurs sportifs
- Des conseillers culturels
- Des dirigeants bénévoles de la communauté
- Les enseignants dans la communauté
- Les membres des clubs ou groupes de jeunes
- Les groupes de familles

Ressources

(a) *Financières:* Le Ministère de l'Education et les autres institutions élaborant le programme, fournissaient les ressources financières nécessaires à son développement. Le projet général "d'Innovation dans l'éducation non-formelle a coûté environ 1.000.000 de bolivars, y compris les salaires du personnel central et local. Le coût de ce programme spécifique était d'environ 400.000 bolivars sans les salaires.

(b) *Techniques et matériels:* Messages radio-diffusés, affiches, jeux sociaux, cliniques sportives, narration d'expériences, dances, tableaux d'information, films et autres.

Articulation avec les Autres Programmes

Le programme est étroitement lié aux 23 programmes du projet d'éducation non-formelle, parce qu'il est considéré comme le fondement de la participation effective des individus et des groupes de familles aux autres programmes. Une personne capable d'auto-développement est en meilleure position pour atteindre les objectifs des programmes suivants.

Le programme est aussi lié indirectement au système formel parce que les activités sont fondées sur l'apprentissage antérieur que les jeunes et les adultes ont acquis grâce au programme formel. Le programme servira également de base pour continuer dans le système formel.

Système de Coordination

L'équipe locale est chargée de la coordination du programme et elle emploie les stratégies suivantes:

Action	*Agents Responsables*
- Connaître et mobiliser les groupes de familles	- Le promoteur et le Conseil Communautaire d'Education
- Choisir le problème ou le sujet d'étude	- Le promoteur et les groupes de familles participants
- Planifier les actions	- Le promoteur et les groupes de familles participants
- Exécuter le plan	- Le promoteur, les groupes de familles et le Conseil Communautaire d'Education

- Evaluer de manière formative les activités et reprogrammer les actions	- Le promoteur et les groupes de familles participants
- Evaluer de manière sommative les résultats des actions	- Le promoteur, les groupes de familles et le Conseil Communautaire d'Education.

Activités de Suivi

Celles-ci sont établies par l'équipe locale à l'aide d'instruments et de techniques d'observation et par des réunions périodiques avec les participants.

Evaluation

(a) *Du programme:* Comme indiqué plus haut, c'est le groupe local qui coordonne l'évaluation de l'ensemble du programme et de chaque activité, puis le groupe discute avec l'équipe nationale des résultats et des nouvelles actions proposées par les participants.

(b) *Des apprenants:* Pour connaître le comportement de chaque membre du groupe et du groupe en entier on se sert de l'observation directe des activités et on a recours aux instruments suivants:

- Des cartes de famille pour enregistrer les données personnelles et le niveau d'éducation de chaque membre de famille.

- Des questionnaires pour savoir l'opinion du participant sur les types d'autopromotion et d'organisations sociales

- Des guides d'observation pour enregistrer les types de relations humaines, le degré de participation, et les types d'autopromotion définis par les participants.

- L'enregistrement des événements significatifs pour observer le comportement des participants par rapport aux organisations sociales, la projection de ces organisations sociales dans la communauté, les

moyens d'accroître l'autopromotion, la participation aux activités socio-culturelles et aux festivités traditionnelles et nationales.

Résultats et Expérience Acquise

Certains des principaux résultats du programme sont les suivants:

- Le groupe de familles participe invariablement à la solution des problèmes communautaires.

- Il y a de nouvelles formes de participation du ménage et les membres de famille sont en quête d'un meilleur mode de vie commune.

- Les membres des groupes de familles ont une attitude durable de coopération et une meilleure solidarité de groupe.

- Grâce à l'autodéveloppement les membres des groupes de famille prennent intérêt à trouver des solutions pratiques aux problèmes communautaires, comme:

  l'attention aux enfants abandonnés;

  l'obtention d'actes de naissance pour les enfants qui n'en ont pas;

  l'attention aux personnes handicapées;

  la fixation des plaques de rue pour les localités;

  l'adduction d'eau des localités;

  l'attribution de cartes d'identité aux membres de la communauté qui n'en ont pas;

- La participation massive des jeunes gens et de leurs mères aux actions pour trouver des ressources pour les programmes planifiés.

- L'incorporation de nouveaux groupes de familles au programme.

- La promotion d'activités récréatives comme:

  visites de sites touristiques;

  organisation d'expositions d'arts et de travaux manuels;

  mise en place de clubs de mères et de clubs sportifs;

  jeux rythmiques et clubs sportifs;

  actions pour recouvrir et conserver les espaces verts pour les divertissements;

  une meilleure disposition à employer les heures de loisirs dans le sport et dans les activités sociales;

  la compilation de "Decimas" - genre de poésie populaire - tirée du folklore régional et local;

  la participation directe de groupes de personnes dans la compilation de contes, chants folkloriques, légendes et participation dans la conservation des coutumes et des traditions.

3.2 Les Cours par Correspondance

Titre

En vue de pourvoir à une demande croissante et aussi d'expérimenter de nouvelles stratégies d'apprentissage, la Division d'Education des Adultes du Ministère de l'Education Nationale a remplacé l'ancien cours par correspondance par un nouveau programme nommé "Education à Distance" (Télé-Enseignement). Ce programme utilisant une conception flexible combine différentes ressources éducatives (cours par correspondance, centres éducatifs, supports audio-visuels et autres) afin de réduire les contraintes de temps et d'espace.

Population Cible

En ce moment le programme est dispensé aux personnes

ayant au moins 15 ans.

Objectifs Généraux

- Donner, en se servant de diverses stratégies, les éléments de base qui permettent au participant adulte de développer l'autoresponsabilité, l'autodéveloppement et l'auto-apprentissage.
- Assurer, grâce à l'orientation socio-éducative, la nécessaire interaction entre les apprenants et le matériel éducatif.
- Expérimenter et évaluer des stratégies éducatives dans lesquelles le participant constitue l'axe central autour duquel sont organisées les activités.
- Contribuer à la recherche de formules alternatives pour incorporer un nombre plus élevé de participants dans le processus éducatif.

Contenu

Les domaines du programme sont ceux indiqués pour l'enseignement secondaire régulier des adultes. Le nombre d'heures varie selon la stratégie utilisée.

Types et Modalités

C'est un programme régulier qui peut être achevé à domicile avec d'autres activités qui sont entreprises dans le centre. La durée dépend du participant mais on considère que 3 mois suffisent pour terminer le cours.

Stratégies d'Apprentissage

Le participant peut, selon ses possibilités et ses besoins, choisir la stratégie qu'il considère la plus convenable. Il peut étudier à domicile en se servant du "paquet pédagogique", qui est considéré comme matériel de base. Dans ce cas, il se rend au centre lorsqu'il s'estime prêt à subir une évaluation. Il peut fréquenter le centre et bénéficier alors des conseils de l'enseignant sur les autres programmes, méthodes d'étude et les procédures d'évaluation.

Unité d'Exécution

Les centres de télé-enseignement constituent les unités d'exécution. Celles-ci sont des unités ouvertes dans lesquelles les participants peuvent profiter des services éducatifs qui incluent essentiellement l'assistance académique, les orientations d'enseignement, les ressources d'apprentissage, la participation aux activités de groupe et l'évaluation.

Structures Organisationnelles

Le tableau ci-dessous indique à quels niveaux et par quelles unités sont exécutées les principales activités du programme.

Niveau	*Unité*	*Fonctions ou activités*
Central	Département des Innovations Educatives	- Planification et orientation technique - Conception et production du matériel didactique - Formation du personnel - Répartition des ressources financières - Supervision - Evaluation
De la Zone	Section d'Education des Adultes dans la Zone	- Réorganisation et contrôle du personnel du centre - Supervision - Evaluation du programme
Institutionnel	Centre de Téléenseignement	- Inscription, contrôle et orientation des participants

Fonctions ou Activités

- Distribution du matériel didactique aux participants

- Evaluation des apprenants et du programme.

Ressources

(a) *Financières*

Le programme est financé par deux sources, notamment par le budget de la Division d'Education des Adultes, budget qui varie chaque année en fonction du nombre de centres et de participants, et les contributions de ceux d'entre eux qui utilisent le matériel d'apprentissage.

(b) *Humaines*

Niveau national: Un coordonnateur du programme; Trois éditeurs; un artiste; quatre opérateurs d'équipement; huit spécialistes des matières; un comptable; deux secrétaires dactylographes.

Niveau de la Zone: Cinq superviseurs

Niveau du Centre (local): Un coordonnateur général, des coordonnateurs de zones, un conseiller pour chaque matière, un(e) libraire et des secrétaires.

Il convient de noter que le personnel aux niveaux central et de zone a d'autres responsabilités en plus de ce programme particulier et que les ressources humaines et institutionnelles sont pour les centres qui existent maintenant.

(c) *Matérielles*

Equipement de bureau, cassettes, supports audiovisuels, matériel didactique, magnétophones, bibliothèque, fiches, cartes, etc.

Publicité et Motivation

- Au niveau local: Une campagne de motivation est lancée dans chaque communauté. Les participants collaborent à la promotion du programme par des journaux, des affiches, des journaux muraux et des contacts de personne à personne.

- Au niveau national: Les mêmes activités s'y déroulent qu'au niveau du centre. En plus, sont disponibles des publications générales avec la spécification du cours, la période des inscriptions, la localisation des centres et autres informations importantes pour les participants.

Redevances

Les participants ont à payer une somme totale de 150 bolivars comme contribution pour couvrir partiellement le coût du matériel didactique. La malette que reçoit chaque apprenant est constituée de séries de modules dans chaque matière avec cassette, instructions et manuel.

Articulation avec les Autres Programmes

Ce programme est une importante partie de la stratégie employée par la Division d'Education des Adultes, il constitue un complément aux cours réguliers et aux cours directs.

Evaluation

(a) *Evaluation des Apprenants*

- L'auto-évaluation pratiquée par le participant à l'aide d'instruments d'évaluation inclus dans la malette didactique. L'instrument comporte sur une feuille séparée les réponses correctes et les exercices de correction.

- L'évaluation directe est faite par les enseignants dans le centre.

L'étudiant peut se présenter à l'examen lorsqu'il se considère prêt à le faire.

(b) *Evaluation des Programmes*

L'évaluation des programmes est faite par un processus continu de mesure du niveau d'acquisition de l'étudiant, de l'efficacité du matériel didactique, des activités du personnel, des aspects infrastructurels (organisation du centre), de l'intégration entre l'étudiant et le centre.

Questionnaires, observations, conférences, échanges réciproques d'idées sont employés comme techniques d'évaluation. Les résultats sont utilisés pour réviser le matériel et d'autres éléments du programme. Dans la mesure où il s'agit d'un nouveau programme les résultats et l'expérience acquise sont encore limités.

3.3 Matériel Complémentaire de Lecture

Types

La Division d'Education des Adultes du Ministère de l'Education emploie en plus de ces programmes réguliers trois types de matériel complémentaire de lecture:

a) Pour néo-alphabètes

b) Pour la communauté en général

c) Pour la motivation des enseignants

Public

Chaque type a un usage spécifique mais les types (a) et (b) peuvent être employés par toutes les personnes lettrées de la communauté. Le type (c) est destiné aux enseignants potentiels ou actuels.

Objectifs Généraux

- Bâtir une personne critique et réfléchie capable de développer des aptitudes appropriées face à la transformation de la réalité conformément aux besoins de la communauté.

- Contribuer à l'analyse de la réalité instantanée dans le contexte national.

- Cultiver une attitude pertinente face à l'enrichissement de la vie, et devenir un membre plus efficace de la communauté.

- Renforcer les capacités de lecture.

- Promouvoir l'usage de la lecture comme instrument d'apprentissage et de divertissement.

- Initier le participant adulte à la production de matériel de lecture.

- Diffuser une connaissance scientifique qui assure la promotion de meilleures attitudes face au travail et à la santé.

- Etendre la formation linguistique et culturelle antérieure du participant.

Contenu

Le contenu est varié allant de connaissances spécifiques à des formes plus complexes de comportements sociaux (attitudes familiales, activités de groupe, problèmes communautaires, information générale sur le travail, la société, ainsi de suite).

Préparation

Le matériel est préparé par le CREA (Centre Régional d'Education des Adultes) qui a un personnel spécialisé dans la planification et l'élaboration d'un tel matériel. Ces agents constituent généralement les auteurs mais il y a également d'autres personnes qui écrivent du matériel sous la coordination du CREA.

Le matériel produit est prétesté dans un public-échantillon, puis évalué par le personnel du CREA et les coordonnateurs du centre.

Présentation

Elle varie selon la clientèle-cible, mais tout matériel

produit devrait prendre en considération les critères et suggestions du CREA concernant le titre, le format, les illustrations, le calibrage des caractères, le contenu, le style, le thème, le vocabulaire et les effets sur les participants.

Participation Active des Usagers

Actuellement le matériel est employé de façon restrictive par les adultes qui participent aux programmes de la Division des Adultes. Le matériel fait partie d'une série et est gradué en conséquence.

Il y a une participation réduite des usagers dans la préparation du matériel mais elle est planifiée pour l'avenir et les agents du CREA croient que les participants pourraient contribuer de plusieurs manières dans le choix des thèmes, des problèmes, du vocabulaire et aussi dans la distribution et l'évaluation du matériel.

Publicité

Chaque communauté a recours à plusieurs stratégies de publicité, y compris les contacts de personne à personne et les voies conventionnelles employées par la Division d'Education des Adultes (voir cours par correspondance).

Distribution

Le matériel était ventilé par l'intermédiaire des centres, mais une telle distribution s'est avérée irrégulière. Le processus de distribution commence lorsque le matériel est prétesté et prêt à être donné aux participants conformément au programme pour lequel il constitue le matériel complémentaire.

Coût

Le coût est très bas parce que le matériel est très simple et que le Ministère de l'Education peut produire un grand nombre de copies. Le budget de la Division d'Education des Adultes du Ministère de l'Education en est la source de financement. Le participant ne paye pas pour le matériel.

Articulation avec les Autres Programmes de Postalphabétisation

Ce matériel constitue une partie des stratégies employées par la Division d'Education des Adultes. Il est indirectement lié aux programmes formels.

Evaluation

Le matériel produit par le CREA est évalué sur le plan interne par ceux qui l'ont conçu et par le coordonnateur du centre, et sur le plan externe par un groupe de personnes spécialement désignées à cet effet.

En 1977 la VIe Mission d'Etude et de Participation de l'Organisation des Etats Américains (OEA) et du Ministère de l'Education du Venezuela a évalué le matériel et formulé des recommandations.

3.4 La Radio Educative

Titre

"L'Enseignant-à-domicile"; un programme de l'Institut Radiophonique "Fe y Alegria" (Foi et Bonheur).

Type de Programme

C'est un programme national. Quatre villes sont couvertes aujourd'hui, mais trois s'y ajouteront bientôt et les autres seront incorporées plus tard. le programme est composé de quatre cours ou niveaux, et est assuré de façon régulière.

Objectifs Généraux

- Promouvoir l'éducation intégrale des adultes.

- Rehausser la capacité des adultes dans des domaines comme la lecture rapide, les méthodes d'apprentissage, l'utilisation des temps de loisir.

- Donner aux adultes les connaissances fondamentales pour obtenir un diplôme élémentaire ou celui d'un cycle de base.

Population Cible

Les participants sont des analphabètes ou des personnes qui n'ont pas achevé l'enseignement primaire. Le nombre des participants était estimé à 4.700 personnes en 1980. Du démarrage du programme à cette date 1.982 personnes ont achevé l'enseignement primaire et 24.242 ont terminé un cours ou niveau.

Durée, Fréquence

Chacun des quatre cours a une durée de 21 semaines de 5 jours. Chaque émission a une durée d'une heure et l'étudiant doit consacrer une ou deux heures par jour à préparer le matériel ou à étudier après l'émission. Les participants consacrent deux heures pendant le week-end pour aller aux centres afin d'y recevoir des conseils et échanger le matériel.

Le système de radiodiffusion à Caracas a des émissions tous les jours de 7.00 h. à 22.00 h. Le programme d'enseignement primaire se déroule selon la grille suivante: Niveaux 1 et 3 de 13.00 à 14.00 h. et de 20.00 à 21.00 h. Niveaux 2 et 4 de 14.00 à 15.00 h. et de 21.00 à 22.00 h. Le reste du temps est consacré à d'autres programmes comme la couture et la coupe, les programmes généraux d'éducation, les programmes religieux et la musique.

L'adulte peut choisir une ou deux émissions, puis les écouter à domicile et fréquenter alors un des 92 centres d'orientation existant. La distance n'est pas grande entre le centre et le domicile et les redevances sont très modiques. Aussi pouvons-nous dire qu'il s'agit là d'un programme très accessible.

Matériel Auxiliaire Imprimé

Ce matériel est élaboré comme support des classes par la radio. Il est dactylographié et constitue une partie du programme général. Il est divisé en niveaux et en activités à entreprendre au jour le jour ou semaine par semaine.

Il y a un schéma général pour chaque classe. La feuille du schéma porte le contenu et les exercices pour les participants. Aux niveaux 2 et 3, il y a un feuillet pour

chaque matière et le participant peut employer plus d'un feuillet par jour.

Préparation: Elle est entreprise, selon les règlements de l'institut, par le même maître qui enseigne par la radio.

Evaluation: Elle est faite par les enseignants qui préparent le matériel, le directeur et le sous-directeur de l'institut et par des personnes qui n'appartiennent pas à l'institut.

Distribution: Le matériel est distribué à travers les centres. L'institut expédie le matériel chaque semaine et reçoit celui de la semaine précédente et les informations sur son usage par les étudiants. Les participants se rendent aux centres pour remettre les feuilles d'exercices et recevoir du nouveau matériel.

Coût: Le matériel hebdomadaire revient aux participants à cinq bolivars. Sur ces 5 bolivars, 3 sont payés au chargé de l'orientation et 2 à l'institut.

Production des Programmes

Le programme pour chaque niveau est préparé selon les exigences du Directeur de l'Education des Adultes du Ministère de l'Education. Les enseignants préparent le matériel à l'aide du programme normal des adultes et c'est le matériel écrit qui est enregistré par les enseignants pour faire les programmes radiophoniques. Le matériel auxiliaire imprimé est élaboré plus tard. Les programmes, les classes radiophoniques et le matériel imprimé sont évalués par des enseignants autres que ceux qui les ont conçus et par le Directeur.

Choix des Enseignants

(a) Pour l'orientation de groupe: Les enseignants sont choisis parmi les volontaires qui en démontrent la capacité et l'intérêt de venir en aide aux gens et qui peuvent assister les étudiants pendant les week-ends. Il est nécessaire d'avoir le diplôme d'enseignant ou d'avoir un niveau d'études supérieur.

(b) Pour l'élaboration du matériel: Les enseignants doivent être des maîtres attitrés ou des personnes

diplômées dans le domaine des ressources d'apprentissage. Ils reçoivent un cours de formation en rapport avec les activités qu'ils auront à faire. Ils sont responsables de l'élaboration du matériel écrit, de l'enregistrement des leçons de ce matériel.

Système de Coordination

Le Directeur de l'Institut fait partie du système de coordination. Il est responsable du programme y compris l'évaluation et la distribution du matériel. Un second niveau est constitué des enseignants qui préparent le matériel écrit et enregistrent les programmes des classes par la radio. Chaque centre est responsable du contrôle et de la distribution du matériel. C'est aussi le centre qui recueille les feuilles d'exercices, les envoie à l'institut, vérifie le payement des redevances par les participants et coordonne les sessions du groupe d'étude.

Coût et Ressources Financières

Chaque participant paye 10 bolivars pour l'inscription et 5 bolivars par semaine pour le matériel (les feuilles supplémentaires, 2 cahiers, stylos et crayons). Chaque niveau revient à 115 bolivars au participant. Après avoir achevé le niveau 4, le participant paye 15 bolivars pour se présenter à l'examen final.

Le coût mensuel (y compris les autres programmes offerts par l'institut) était de 180.000 bolivars à Caracas et Maracaibo.

Etant donné qu'il y avait un total de 4.750 participants en 1980, le coût par étudiant revenait à 38 bolivars.

Le financement provient des sources suivantes:

- Contributions des étudiants:	16% à 18%	(environ)
- Ministère de l'Education:	60% à 66%	"
- INCE	8% à 10%	"
- Autres parrains	10% à 12%	"

Groupe d'Etude Assimilé

Les participants fréquentent le centre chaque week-end et y tiennent des sessions avec les chargés d'orientation. Les sessions ont une durée d'une heure à deux et certaines de leurs activités portent sur:

- Les questions des participants sur les objectifs, les contenus, les feuilles d'exercices, les difficultés, etc.

- Le perfectionnement et la motivation de la part du chargé d'orientation

- L'évaluation des efforts accomplis.

- La récupération des feuilles d'exercices répondus

- La remise des feuilles corrigées

- La distribution du nouveau matériel aux participants

- L'inscription des payements des redevances

- L'échange d'expériences

- La préparation du rapport à l'institut

- Les discussions pour préparer des plans communs de groupe.

Activités de Suivi

Administratives: Chaque centre établit un rapport hebdomadaire à l'institut sur le nombre d'étudiants, les abandons, les résultats de l'évaluation et autres activités.

Pédagogiques: Il y a un rapport hebdomadaire sur les programmes, le matériel, les émissions radiophoniques.

- Des visites sont effectuées par le personnel de l'institut au centre d'orientation pour évaluer les activités de groupe.

- Des sessions sont tenues par zones par les respon-

sables à l'orientation des centres pour examiner le programme et pour étudier les nouveaux programmes.

- Une évaluation périodique est entreprise pour mesurer les acquis des participants après 7, 14 et 21 semaines.

Articulation avec les Autres Organismes

Le programme et l'institut ont des relations avec d'autres programmes similaires en Bolivie et en Equateur.

Au Venezuela, il est directement lié au système formel parce que le programme est basé sur un plan d'étude régulier. Les étudiants passent des examens et obtiennent des diplômes du Ministère de l'Education. Les participants qui achèvent le programme peuvent continuer leurs études au niveau secondaire.

Evaluation

Du programme:

- Une évaluation interne est faite par les enseignants, les directeurs et les sous-directeurs de l'institut.

- Une évaluation externe par les parrains et le Ministère de l'éducation.

Des apprenants:

- Evaluation périodique à domicile et dans le centre à l'aide des fiches d'exercices.

- Un examen final organisé par le Ministère de l'Education, examen qui permet à l'étudiant d'obtenir un certificat officiel.

Expérience Acquise

Sur la base de l'évaluation faite par des institutions externes et par l'institut, on peut affirmer que ce programme est très efficace et apprécié des participants et est également reconnu par le Ministère de l'Education, l'INCE et d'autres institutions.

3.5 Les Programmes Extrascolaires Parallèles au Système Scolaire

Contexte

Le Programme National d'Apprentissage (PNA) est un programme de l'INCE (Institut National de Coopération Educative) créé en 1964, conformément à l'article 13 du règlement de l'INCE qui stipule ceci: "Quand l'institut décide la formation des mineurs dans les usines, des ateliers ou par des travaux organisés, les entreprises sont tenues d'embaucher, d'enseigner et/ou de payer pour la formation à l'emploi d'un nombre de mineurs choisis à cet effet jusqu'à concurrence de 5% du nombre total d'ouvriers".

Type de Programme

Pour l'INCE, le Programme National d'Apprentissage est un type de programme régulier, et pour les entreprises, il constitue soit un programme occasionnel soit un programme régulier selon leur besoin.

Chaque programme doit être composé de deux parties: l'une est la formation de base dans les centres de l'INCE et l'autre est la formation pratique en cours d'emploi qui est faite dans les entreprises ou dans les usines.

Les Apprenants

Les apprenants sont appelés "apprentis" selon l'article 13 de la loi de l'INCE. Il s'agit "d'ouvriers ayant moins de 18 ans et plus de 14 ans accomplissant une formation professionnelle systématique dans l'occupation dans laquelle ils travaillent et dans laquelle ils n'avaient auparavant reçu aucune formation qualifiante".

L'INCE a établi deux critères dans le choix des apprentis: (a) des ouvriers désignés par les entreprises, (b) des personnes choisies par l'INCE et envoyées aux entreprises. Ces dernières sont admises au programme après avoir été acceptées comme ouvriers. C'est le Conseil National d'Administration de l'INCE qui décide le nombre d'apprentis que les entreprises doivent engager selon le nombre d'ouvriers qu'elles ont, selon leur implantation géographique et leur activité économique. De nos jours

seules les entreprises industrielles et commerciales et du secteur des services ainsi que les entreprises d'Etat sont obligées par la loi d'accepter un quota d'apprentis.

Une fois le choix opéré, les entreprises organisent le travail d'apprentissage selon le programme pratique approuvé par l'INCE afin que l'apprenti ait la possibilité de s'exercer aux différentes tâches que requiert la profession.

Objectifs

L'objectif général du Programme National d'Apprentissage est de permettre à l'apprenti d'acquérir, de manière systématique et progressive, les connaissances théoriques et pratiques pour un métier tout en travaillant dans une entreprise.

Chaque programme d'apprentissage doit être composé:

- D'une formation théorique conçue pour développer les connaissances fondamentales pour les tâches que requiert un emploi;

- D'une formation pratique dans laquelle les participants peuvent développer leur maîtrise, ce qui leur permet d'exercer efficacement l'occupation choisie. Dans cette partie du programme qui est accomplie à l'usine, les participants doivent entreprendre plusieurs activités dans lesquelles ils peuvent effectuer les tâches selon le nombre d'heures requis pour chacune d'elles. La rotation aussi donne un ordre croissant de difficultés, ce qui rend possible la maîtrise des opérations pour chaque tâche.

Programmes

Le processus d'apprentissage est organisé comme suit:

Pour le programme théorique

Les connaissances fondamentales à donner à l'apprenti durant le programme.

Le nombre estimé d'heures pour le programme.

La séquence des thèmes.

Pour le programme pratique

Les opérations que constitue l'emploi.

Le nombre d'heures que l'apprenti doit consacrer à chaque opération pour acquérir la maîtrise nécessaire.

Les séquences dans lesquelles doivent être exercer les opérations pour une meilleure compréhension et une meilleure maîtrise.

Durée des Cours

La durée des cours varie selon l'emploi. La durée maximum est de 4 ans et la durée minimale requise est déterminée par l'analyse du poste.

Gestion

Le programme est généralement coordonné par l'INCE et l'entreprise. Un Comité d'Apprentissage est responsable de l'administration du programme. Ce comité est constitué du superviseur du programme désigné par l'entreprise, du superviseur de l'INCE et d'un représentant des ouvriers. L'instructeur peut provenir de l'INCE ou d'une autre institution autorisée, mais dans tous les cas il doit se conformer aux conditions générales du programme.

Lorsque les entreprises souscrivent au PNA, elles doivent procéder de la manière suivante:

(a) L'entreprise choisit l'emploi en fonction de ses nécessités.

(b) L'entreprise forme l'apprenti conformément aux recommandations du programme en vue de créer chez le nouvel ouvrier une attitude favorable au programme.

(c) L'entreprise organise le travail de l'apprenti selon ses nécessités de production, mais l'apprenti doit pouvoir exercer les opérations nécessaires indiquées dans le programme en suivant les séquences et le nombre d'heures requis.

(d) L'entreprise organise l'exécution du programme de formation théorique en ayant recours à:

- des cours dans les centres de l'INCE ou dans d'autres centres spécialisés
- des instructeurs de l'INCE ou d'autres centres sur contrat
- des cours par correspondance de l'INCE ou d'autres
- des livres
- des cours de télé-enseignement de l'INCE ou d'autres.

S'il arrive à des entreprises de vouloir développer des programmes différents de ceux inclus dans la liste de l'INCE, elles sont tenues d'observer les critères suivants:

- L'universalité de l'emploi
- Le dosage adéquat entre formation pratique et base théorique (3 à 1)
- L'emploi concerné ne doit pas exiger une autre qualification préalable, dans lequel cas il est à considérer comme matière de spécialisation
- Une durée maximum de 4 ans.

L'élaboration des curricula respectifs doit se conformer aux règles suivantes:

- Analyse de poste (profil de l'emploi). Celle-ci couvre l'identification, la description, les tâches qui constituent l'emploi et la décomposition de chaque tâche en opérations.
- Formulation des objectifs en terme de comportements observables
- Organisation du contenu (Programme de formation théorique et Programme de formation pratique)

- Evaluation

- Envoi des programmes à l'INCE pour obtenir son approbation.

Les Centres

Maintenant que le programme est étendu à l'ensemble du pays en janvier 1981, on dénombre 79 centres, parmi lesquels 32 sont du secteur commercial, 44 du secteur industriel et 3 communs aux deux. Ces centres sont dotés de l'équipement essentiel pour assurer la formation théorique (machines, manuels, matériels didactiques), quant à la formation pratique elle est dispensée à l'aide de l'équipement des entreprises.

Couverture Géographique

L'ensemble du pays est couvert avec des centres dans les villes ayant des entreprises commerciales et industrielles qui sont obligées par la loi de faire partie du programme.

Examens, Certificats

L'évaluation des apprenants prend les formes suivantes:

(a) Une évaluation périodique pour établir si les apprentis sont en passe d'acquérir les connaissances théoriques et la maîtrise nécessaires. L'apprenti reçoit dès son admission au programme le livret de l'étudiant sur lequel sont notés toutes ses données personnelles ainsi que les résultats de ses performances y compris ceux de l'évaluation.

(b) Un rapport établi par le superviseur sur les performances de chaque apprenti.

(c) Un examen final qu'on peut passer dans les centres de l'INCE ou dans les entreprises. C'est un comité d'Evaluation qui proclame la décision finale lorsque l'examen se tient dans les entreprises. Il est administré par le superviseur du programme, le superviseur d'apprentissage de l'INCE et l'encadreur immédiat de l'apprenti. L'apprenti reçoit un certificat qui l'accrédite comme ouvrier qualifié dans l'emploi

en question, lorsqu'il est reçu à cet examen final.

Equivalence

Les apprentis peuvent obtenir des crédits pour leurs connaissances antérieures avant d'entamer le programme. Un programme particulier est donc élaboré pour eux avec les modifications appropriées.

Depuis mai 1980, conformément au Décret Présidentiel No. 604, les apprentis qui terminent leurs études dans le cadre du PNA sont considérés comme ayant acquis le niveau équivalent de l'enseignement primaire et secondaire (cycle fondamental) du système formel. C'est là une décision très importante qui lie le PNA au système éducatif formel.

Coût

Il est difficile à l'heure actuelle d'établir avec exactitude le coût du programme, parce qu'il dépend de la profession et aussi parce que l'INCE dispose d'un budget global pour les centres dans lesquels sont réalisés ces programmes, mais aussi pour d'autres activités. Le budget de l'INCE en 1981 était de 126.119.581 bolivars pour les centres du secteur industriel, et de 64.078.802 bolivars pour les centres du secteur commercial.

Activités de Suivi

L'INCE contrôle le Programme National d'Apprentissage dans tout son déroulement:

(a) Une fois le Programme entamé, les entreprises sont tenues d'envoyer aux apprentis leur contrat et leur inscription.

(b) Contrôle du programme théorique: selon la loi de l'INCE, les entreprises doivent accorder aux apprentis le temps nécessaire pour étudier les matières. Les activités des centres de l'INCE et des autres centres autorisés sont contrôlées et la présence, les activités et les résultats de l'évaluation des apprentis consignés dans un registre. Un superviseur d'apprentissage se rend dans les centres chaque mois pour évaluer les activités de l'instruction y compris

ses activités pédagogiques. Ce superviseur est tenu de soumettre un rapport de chaque visite.

(c) Contrôle de la formation pratique: pendant cette phase les apprentis doivent remplir "La Fiche de Contrôle de la Pratique" sur laquelle ils inscrivent le nombre d'heures de travail accompli et les tâches établies dans le programme. Le superviseur des études vérifiera avec l'encadreur immédiat de l'apprenti si le travail pratique est conforme aux normes correspondantes du programme. Quant au superviseur de l'INCE il doit:

- Interviewer l'encadreur immédiat concernant le comportement, la présence aux cours, les acquis, les problèmes et leurs solutions.

- Observer l'apprenti à l'oeuvre pour s'assurer qu'il met le temps correct pour effectuer les opérations nécessaires pour chaque tâche.

- Demander à l'apprenti son opinion sur le programme, les activités et sur l'évaluation, pour s'assurer qu'il n'a pas de problèmes, le guider dans la recherche de solutions et lui rappeler ses obligations en tant qu'apprenti.

Au cas où l'entreprise n'est pas en mesure d'assurer la formation pratique, elle peut faire un arrangement avec l'INCE en payant les coûts de formation et les frais de subsistance de l'apprenti. L'entreprise est tenue de verser 14.480 bolivars à l'INCE, au cas où elle n'engagerait pas d'apprenti. C'est là le coût annuel estimatif d'étude et d'entretien de chaque participant du PNA.

Articulation avec les Autres Programmes de Postalphabétisation

Le Programme National d'Apprentissage fait partie de la stratégie générale de l'INCE visant la réalisation de ses objectifs. Ainsi conçu il est lié aux autres programmes en particulier à la Formation Complémentaire qui vise l'acquisition d'un complément de connaissances et/ou de maîtrise permettant ainsi aux individus d'atteindre un plus grand niveau de production dans leur profession. Ce

niveau comprend une formation systématique et une spécialisation.

Evaluation et Expérience Acquise

L'évaluation quantitative et qualitative est effectuée chaque année à l'aide de techniques formatives et sommatives.

A la fin de l'année 1980, 3.208 apprentis ont terminé comme ouvriers qualifiés et 8.804 étaient sur le point de terminer. L'évaluation formative du programme a été faite à l'aide des techniques expliquées ci-dessus. L'évaluation sommative en a été réalisée à partir de séminaires et autres événements particuliers.

En 1981, CINTERFOR (Centre Interaméricain de Recherche et de Documentation en matière de Formation Professionnelle) a évalué le programme sur la base d'un échantillon de 562 ouvriers ayant terminé le cours, et en ayant recours aux superviseurs et aux gestionnaires des entreprises dans lesquelles travaillaient les apprentis.

Sur ces 562 ouvriers, 475 travaillaient et 87 étaient sans emploi. Voici quelques résultats de cette étude:

- La majorité de l'échantillon (75% de ceux qui avaient un emploi et 68% des chômeurs) affirment qu'ils s'étaient inscrits au programme sur leur propre initiative en vue d'acquérir une formation accélérée.

- Quarante-neuf pour cent de l'échantillon avaient des salaires suffisants avant d'accéder au programme, et 58% n'avaient pas achevé l'enseignement secondaire et travaillaient comme ouvriers spécialisés avec des salaires allant de 2.500 à 3.000 bolivars par mois.

- Soixante et onze pour cent des participants de l'étude affirmaient avoir eu la possibilité dans leur vie professionnelle d'appliquer entre 50% et 70% des connaissances acquises.

- Quarante et un pour cent considéraient le programme "bon", 24% "très bon" et 21% le trouvaient "excellent".

- Cinquante-deux pour cent affirmaient que toutes les composantes du programme étaient utiles; 21% trouvaient que c'était la formation pratique qui était utile et 6% n'avaient rien trouvé d'utile.

- Quarante-neuf pour cent n'avaient décelé aucune insuffisance, 11% en avaient trouvé dans la formation pratique; 9% dans la supervision des entreprises, 8% dans celle de l'INCE et 1% en avait décelé dans l'ensemble du programme.

- Quatre-vingt-huit pour cent des sortants travaillaient à plein temps dans la profession apprise et 83% étaient satisfaits des résultats du programme.

- Quatre-vingt-onze pour cent des superviseurs préféraient les apprentis du PNA et 46% affirmaient ne pas voir de différence dans la formation.

- Quatre-vingt-quatre pour cent des entrepreneurs préféraient les apprentis du PNA et 79% étaient d'accord avec les règlements du programme. La majorité considérait que c'était un bon programme qui contribuait beaucoup à la formation d'ouvriers qualifiés.

L'étude a fait des recommandations dont voici certaines:

- Il est nécessaire de revoir les curricula et de former les instructeurs en conséquence.

- Les programmes devraient davantage tenir compte des différences régionales.

- Une nouvelle stratégie de supervision devrait être expérimentée pour le programme de formation pratique.

- Des activités de suivi devraient être élaborées pour les ouvriers complétant le programme.

- Les campagnes de motivation et de diffusion devraient être améliorées.

4. RESUME ET CONCLUSIONS

4.1 Résumé

Une brève analyse des expériences de postalphabétisation réalisées dans le pays, montre que:

(1) L'éducation élémentaire des adultes constitue une contribution fondamentale à la réduction de l'analphabétisme fonctionnel. Il est vrai que beaucoup d'adultes n'en profitent pas. Les raisons en sont diverses, comme par exemple les conditions de travail, la situation géographique, le manque de motivation et le sentiment qu'ils sont en mesure de jouer un rôle suffisant dans la société avec ce qu'ils ont acquis grâce à l'éducation familiale. Comme l'indique Navarro (1), ceux qui entament le programme ont tendance à l'achever. Les inscriptions en première année (reconnue comme le niveau d'alphabétisation élémentaire) représentaient entre 15 et 19 pour cent des effectifs totaux). Les inscriptions en 2ème et 3èmes années sont de l'ordre de 45% de l'ensemble des effectifs initialement inscrits; et ceux de la 4ème année (dernière année de l'alphabétisation primaire) représentent environ 36% des effectifs totaux.

On a aussi observé que beaucoup parmi ceux qui abandonnent l'école primaire se servent plus tard de l'éducation élémentaire des adultes pour compléter la leur. Ce qui est significatif, c'est que 63% des effectifs des cours d'enseignement élémentaire des adultes, ont moins de 20 ans. Ceci s'explique par le fait que le Venezuela est un pays ayant une population très jeune; cette tranche d'âge représente ceux

qui ont le plus grand potentiel pour le développement.

(2) L'enseignement secondaire des adultes constitue un pas très important vers la promotion personnelle et sociale d'un adulte. Toutefois les résultats sont largement insatisfaisants à cause du taux élevé de déperdition et des redoublements. Beaucoup d'adultes s'inscrivent dans les centres directs et autres modalités existants, mais peu restent jusqu'à l'obtention de leur diplôme. Une des raisons avancées pour expliquer ce phénomène, mis à part le manque d'intérêt et de discipline que montrent parfois les adultes vis-à-vis des études, c'est que les étudiants et surtout beaucoup d'enseignants, ne semblent pas comprendre la méthodologie proposée. Au lieu d'agir comme facilitateur d'apprentissage, laissant aux adultes la responsabilité de base, l'enseignant continue dans son ancien rôle de "pourvoyeur" des classes, ennuyant les adultes dans beaucoup de cours, et ne les laissant pas mettre en application leurs acquis éducatifs accumulés.

D'autres enseignants ont changé le sens donné au modèle. Tirant argument du fait que l'adulte est responsable de son apprentissage, ils le laissent seul sans lui donner les orientations nécessaires. Un apprenant non-orienté fait mauvais usage de la flexibilité du système aussi bien du point de vue de l'organisation, du développement de son plan d'étude que des possibilités offertes d'auto-évaluation. En dépit des grands investissements effectués, ce niveau est considéré comme étant d'une faible productivité. Cela nécessite la révision des stratégies employées ou de leur crénaux d'application dans la mesure où chaque jour qui passe voit croître la demande pour une éducation meilleure et plus grande de la part d'adultes qui en ont compris le besoin. Mais leurs espoirs sont déçus à ce niveau.

(3) L'Education Supérieure des Adultes: Les canaux formels employés par les institutions d'enseignement supérieur sont constamment mis en cause en raison de leur faible productivité. En général, environ 20% seulement des effectifs reçoivent leur diplôme. Il y a certaines filières où le pourcentage est encore

plus bas. On a noté, entre autres raisons, la faible compétence que les étudiants acquièrent au secondaire, même s'il existe d'autres facteurs plus complexes de nature économique, politique et sociale. Moins de crénaux formels développerait et contribuerait mieux au progrès personnel et professionnel de l'adulte.

Même si l'INCE éprouve des difficultés dans la mise en place de certains de ses programmes, ceux-ci sont parmi les meilleurs pour l'éducation des jeunes et des adultes. La vulgarisation de plusieurs de ses programmes et l'emploi de certaines de ses stratégies dans le système formel en constituent la preuve. C'est pourquoi, dans le VI[e] Plan National, l'INCE est-il considéré comme l'institution de base pour la réalisation des objectifs de l'Etat vénézuélien dans le domaine de la promotion et du progrès de l'homme.

Les programmes de l'INAGRO, El Macaro - la création de Centres d'Education relative à l'Environnement et la Formation dans les Arts et Métiers - ont eu des résultats positifs et beaucoup d'entre eux s'étendent en dehors de leur couverture normale. Mais, c'est seulement après une évaluation plus formelle et systématique de ces programmes, que nous serions à même de nous rendre compte de leurs véritables bénéfices. Déjà leur utilité pour le traitement des zones rurales et marginales ne fait aucun doute.

Les résultats des premiers programmes d'Innovation dans l'Enseignement Non-Formel sont très bons et ces programmes seront étendus à d'autres communautés.

Les activités du Ministère de l'Intelligence sont au stade expérimental; mais leurs contenus et leur conception répondent aux besoins de la population pour une éducation complémentaire. Il serait nécessaire pour juger de leur adéquation, d'analyser leurs premiers résultats en termes de fonction qu'elles assument par rapport aux objectifs visés, et en termes de coûts économiques et sociaux.

4.2 Problèmes et Contraintes vécus dans le Domaine de l'Enseignement de la Postalphabétisation

Les principales difficultés vécues dans la mise en place des stratégies de postalphabétisation sont:

(1) *Financières:* Le fait que 40% du budget national de l'Education soit consacré à l'enseignement supérieur a créé des déficits dans les autres ordres, où est concentrée la majorité de la population qui sollicite une éducation. Cela aboutit au fait que l'éducation des adultes n'a pas à sa disposition un budget qui lui aurait permis une plus large couverture. A cela on peut ajouter le fait que dans beaucoup de cas les ressources financières employées par plusieurs institutions officielles pour l'éducation des adultes, ne le sont pas à bon escient à cause du manque de coordination.

(2) *De motivation:* En dépit de l'accroissement du nombre d'adultes qui considèrent l'éducation comme la principale source grâce à laquelle ils peuvent faire un meilleur usage des ressources disponibles et améliorer en conséquence la qualité de leur vie, leur nombre est encore infime par rapport à la population totale. Beaucoup d'adultes au sein de la population rurale et celles des zones urbaines marginales, n'ont pas intériorisé le besoin d'éducation dans la conquête de leur subsistance. Les campagnes de motivation généralement entreprises par le Ministère de l'Education n'ont pas été aussi efficaces qu'elles l'auraient dû compte tenu du message et des besoins éducationnels de la population. Peut-être, manquerait-il des campagnes institutionnelles conjointement programmées et développées avec la participation de la population.

(3) *Administratives:* Beaucoup d'organismes ou d'institutions ont reçu une aide pour les services de postalphabétisation avec la coopération du Ministère de l'Education Nationale mais sans le soutien de ce dernier. Une véritable coordination de toutes ces activités s'avère nécessaire en vue de faire le meilleur usage possible des ressources humaines, financières et matérielles et éviter ainsi les doubles emplois inutiles ou d'accorder trop d'attention à une

partie de la population tout en négligeant les besoins du reste. Le VIe Plan National présente des programmes coordonnés par le Ministère de l'Education ce qui entraînerait une plus grande sollicitation de programmes de postalphabétisation par la population adulte et accroîtrait la contribution de ces programmes à l'éducation dans toutes ses modalités comme canal de développement personnel et social.

4.3 Conclusions

L'analyse générale du problème de l'analphabétisme au Venezuela et celle des stratégies de postalphabétisation employées, montrent:

(1) L'existence d'une tendance à l'éradication de l'analphabétisme au sein de la population de 10 ans et plus.

(2) L'analphabétisme absolu est de l'ordre de 16%. Il est plus étendu en zone rurale qu'urbaine, plus élevé chez les femmes que chez les hommes.

(3) Les taux les plus élevés d'analphabétisme absolu sont enregistrés parmi ceux qui ont des activités agricoles et ceux qui travaillent dans le domaine des services.

(4) L'analphabétisme fonctionnel est de l'ordre de 30%, la portion la plus importante étant parmi les personnes en dehors de la force de travail.

(5) Les personnes qui s'inscrivent aux cours élémentaire d'éducation des adultes ont tendance à les poursuivre jusqu'à l'obtention de leur diplôme.

(6) Le système formel est supplanté au niveau élémentaire par des télé-programmes de radio et de télévision.

(7) Au niveau secondaire aussi bien qu'au niveau supérieur d'éducation des adultes, ont été établis des canaux formels et non-formels de formation éducative de la population jeune et adulte dans le double dessein de les doter de meilleurs instruments pour la vie et le travail, et pour certifier le niveau

d'instruction atteint par la population.

Les retombées des deux niveaux sont considérées comme très faibles. Il y a un degré élevé de désertion et de redoublement dans le canal formel à cause de facteurs socio-économiques; mais aussi, dans une grande mesure à cause du mauvais usage fait des stratégies éducatives établies. Dans les programmes moins formels on peut voir de meilleurs résultats quand bien même le nombre d'adultes qui en ont recours serait encore faible. Dans beaucoup de cas, ils n'arrivent pas à s'adapter à une stratégie qui exige d'eux une discipline de travail et une indépendance pour l'organisation de leur temps et autres ressources dans le seul intérêt d'aboutir aux objectifs visés.

(8) Il existe dans le pays d'autres programmes de traitement éducatif pour adultes. Certains de ces programmes ont produit des résultats satisfaisants à telle enseigne qu'ils ont étendu leur couverture sur le plan des programmes offerts et de la population touchée (L'INCE et l'Innovation dans l'Enseignement non-formel, par exemple). Il y en a d'autres qui sont au stade expérimental et autorisent encore des perspectives intéressantes (ceux du Ministère de l'Intelligence).

Il est nécessaire en dernière analyse de noter qu'il existe au Venezuela, au niveau décisionnel dans le domaine de l'éducation, la clarté quant à l'importance de la postalphabétisation et la nécessité de l'inscrire et de la développer dans le cadre de l'éducation permanente.

Les plans nationaux montrent les initiatives prises et les examens faits dans ce sens. Nous espérons que la confrontation de ces réalités avec celles d'autres pays, nous procurera de plus amples éléments pour l'amélioration de ces plans, de manière à nous rendre à même d'offrir à notre population une plus grande assistance éducative et avec davantage de qualité.

REFERENCES

1. Navarro, César: *Considerations en Torno al Problema del analfabetismo*. Caracas, 1980.

2. Ministerio de Educatión: *VIe Plan de Desarrollo de la Nación - 1981-1985, Sector Educatión*. Caracas: Oficina Sectorial de Planificación y Presupuesto. 1980.

3. Ministerio de Educación: - OEA. *VIe Misión de Estudio y Participación: Informe Final C.R.E.A.*. Caracas, 1977.